

صكنا من الاجل

Le syndicalisme des cadres

L'U.C.T. se rapproche de la C.G.C.

LIRE PAGE 44 UNE INTERVIEW DE M. MANDINAUD.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1.00; Maroc, 1.30 dir.; Tunisie, 1.00 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique, 11 fr.; Canada, 5.00; Danemark, 3 kr.; Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 18 p.; Grèce, 18 dr.; Iran, 45 rls.; Italie, 200 l.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2.75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 12.50 esc.; Suède, 2.25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts.; Yougoslavie, 10 n. din. Tarif des abonnements page 33

5, RUE DES ÉCLAIRÉS
75427 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris 6 65652
Tél. 6 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'agitation en Cisjordanie

À quelques jours du neuvième anniversaire de la guerre de six jours, la situation reste tendue en Cisjordanie. Les manifestations se poursuivent, et la mort de neuf Arabes depuis le début de l'année n'a fait qu'aggraver l'agitation. La « trêve » des élections municipales d'avril aura été de courte durée, et la victoire massive des partisans de l'O.L.P., qui se sont adjugé la plupart des municipalités de la rive ouest du Jourdain, semble avoir avivé les passions au lieu de les apaiser.

Avec un sens de la démocratie digne d'éloge, les Israéliens ont accepté une consultation dont l'issue ne faisait guère de doute. Ils ne semblent pas vouloir en tirer la leçon sur le plan politique et se comportent comme si la vague nationaliste qui a alors déferlé pouvait retomber d'elle-même ou être contenue par un simple dispositif de maintien de l'ordre. Visiblement consterné par le tour sanglant que prend la répression, le gouvernement de Jérusalem s'engage chaque jour à « ne plus recourir à des mesures d'une excessive gravité ». De toute évidence, les méthodes des militaires étant trop brutales, on cherche à venir à bout des manifestations sans effusion de sang, et une concurrence d'ingéniosité, dont le quotidien « Haaretz » se fait l'écho, propose les gaz lacrymogènes, les balles en caoutchouc qui font merveille en Irlande et même la « matraque électrique » utilisée aux États-Unis.

Une police mieux entraînée et moins prompte à ouvrir le feu parviendrait à limiter et même à supprimer les pertes en vies humaines. Pourtant, l'agitation persistera aussi longtemps que ne sera pas réglé le problème qui soulève les passions : la présence et même la multiplication des colonies juives de peuplement sur la rive ouest du Jourdain. Or, sur ce point capital, Jérusalem ne semble pas à l'heure actuelle se préparer à énoncer clairement sa politique. On l'a vu au cours du récent débat du gouvernement sur l'affaire de Kaddoum, cette création de « colonies sauvages » ultranationalistes du Gush Emunim. Pour éviter une rupture ouverte au sein du cabinet entre les « colombes », qui souhaitent leur expulsion immédiate, et les « faucons », partisans de les laisser s'installer où bon leur semble, une solution ambiguë a été retenue. Ils seront transférés « ailleurs qu'en Samarie », à une date et en un lieu que les autorités se sont bien gardées de préciser.

Cette dérobade a été d'autant plus mal accueillie par les Cisjordanais, que les déclarations officielles justifient leurs alarmes. Le premier ministre, M. Rabin, a affirmé récemment que les colonies existantes ne seraient pas démantelées, tandis que Shimon Peres, ministre de la Défense, souhaite même que leur nombre soit accru. Les Cisjordanais se sentent donc fondés à croire que, tout en évitant de prendre une position de principe, Jérusalem poursuit une politique de faits accomplis et met en place une occupation irrévocable.

Cette évolution — bien éloignée du « geste » récemment souhaité par M. Mendès France pour débarrasser le conflit — suscitera de nouvelles manifestations. Les Israéliens sont bien évidemment en état d'y faire face et de maintenir l'ordre. Mais ils ont trop d'imagination et de sens politique pour penser pouvoir durablement stabiliser la situation et, moins encore, régler les problèmes par des mesures de police.

(Lire nos informations page 2.)

COURS RICHIER

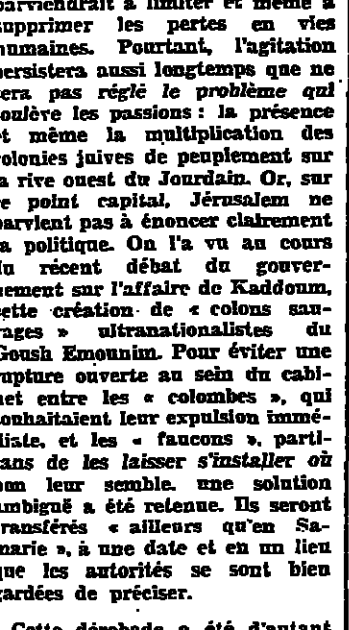
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

75, avenue des Termes - 75017 Paris

Renseignements : Tél. 380.53.00 et 754.26.65

JEUNES GENS - JEUNES FILLES

Externat - Demi-Pension



COMME UN...
UN V...
UN V...

La Turquie...

vous au bord de la Mer Égée...

vous au bord de la Mer Égée...

vous au bord de la Mer Égée...

LA SESSION DE L'OTAN ET LES RELATIONS EST-OUEST

Les ministres du pacte atlantique s'inquiètent des conflits entre alliés

Le Conseil de l'OTAN, qui réunit les quinze ministres des affaires étrangères des pays membres de l'alliance, a ouvert, jeudi matin 20 mai, à Oslo, sa session de printemps. Les travaux se poursuivront pendant deux jours. M. Sauvagnargues, qui accompagnait M. Giscard d'Estaing aux États-Unis, est arrivé en Norvège dans l'avion spécial de M. Kissinger.

Dans son discours, M. Luns, secrétaire général de l'Organisation, a confirmé que les conflits entre plusieurs membres de l'alliance — Turquie et Grèce, Grande-Bretagne et Islande — préoccupaient les ministres. Pourtant, a-t-il ajouté : « Je ne voudrais pas présenter de l'alliance un tableau trop sombre, les motifs de satisfaction ne manquent pas. »

M. Souslov met en garde les adversaires de la détente

La deuxième journée du congrès du parti socialiste unifié est-allemand a été marquée, mercredi 19 mai, par l'intervention de M. Michel Souslov.

Après avoir défendu les notions de dictature du prolétariat et d'internationalisme prolétarien, le chef de la délégation soviétique a parlé des difficultés du « processus de détente ». Il a lancé un avertissement à tous ceux qui, selon lui, cherchent à « provoquer une nouvelle vague de tension internationale ».

De notre envoyé spécial

De notre envoyé spécial

Oslo. — « Pensez-y toujours, n'en parlez jamais », ce mot d'ordre que les Français appliquent à l'issue de la session de la guerre de six jours, la situation reste tendue en Cisjordanie. Les manifestations se poursuivent, et la mort de neuf Arabes depuis le début de l'année n'a fait qu'aggraver l'agitation. La « trêve » des élections municipales d'avril aura été de courte durée, et la victoire massive des partisans de l'O.L.P., qui se sont adjugé la plupart des municipalités de la rive ouest du Jourdain, semble avoir avivé les passions au lieu de les apaiser.

Avec un sens de la démocratie digne d'éloge, les Israéliens ont accepté une consultation dont l'issue ne faisait guère de doute. Ils ne semblent pas vouloir en tirer la leçon sur le plan politique et se comportent comme si la vague nationaliste qui a alors déferlé pouvait retomber d'elle-même ou être contenue par un simple dispositif de maintien de l'ordre. Visiblement consterné par le tour sanglant que prend la répression, le gouvernement de Jérusalem s'engage chaque jour à « ne plus recourir à des mesures d'une excessive gravité ». De toute évidence, les méthodes des militaires étant trop brutales, on cherche à venir à bout des manifestations sans effusion de sang, et une concurrence d'ingéniosité, dont le quotidien « Haaretz » se fait l'écho, propose les gaz lacrymogènes, les balles en caoutchouc qui font merveille en Irlande et même la « matraque électrique » utilisée aux États-Unis.

Une police mieux entraînée et moins prompte à ouvrir le feu parviendrait à limiter et même à supprimer les pertes en vies humaines. Pourtant, l'agitation persistera aussi longtemps que ne sera pas réglé le problème qui soulève les passions : la présence et même la multiplication des colonies juives de peuplement sur la rive ouest du Jourdain. Or, sur ce point capital, Jérusalem ne semble pas à l'heure actuelle se préparer à énoncer clairement sa politique. On l'a vu au cours du récent débat du gouvernement sur l'affaire de Kaddoum, cette création de « colonies sauvages » ultranationalistes du Gush Emunim. Pour éviter une rupture ouverte au sein du cabinet entre les « colombes », qui souhaitent leur expulsion immédiate, et les « faucons », partisans de les laisser s'installer où bon leur semble, une solution ambiguë a été retenue. Ils seront transférés « ailleurs qu'en Samarie », à une date et en un lieu que les autorités se sont bien gardées de préciser.

Cette dérobade a été d'autant plus mal accueillie par les Cisjordanais, que les déclarations officielles justifient leurs alarmes. Le premier ministre, M. Rabin, a affirmé récemment que les colonies existantes ne seraient pas démantelées, tandis que Shimon Peres, ministre de la Défense, souhaite même que leur nombre soit accru. Les Cisjordanais se sentent donc fondés à croire que, tout en évitant de prendre une position de principe, Jérusalem poursuit une politique de faits accomplis et met en place une occupation irrévocable.

Cette évolution — bien éloignée du « geste » récemment souhaité par M. Mendès France pour débarrasser le conflit — suscitera de nouvelles manifestations. Les Israéliens sont bien évidemment en état d'y faire face et de maintenir l'ordre. Mais ils ont trop d'imagination et de sens politique pour penser pouvoir durablement stabiliser la situation et, moins encore, régler les problèmes par des mesures de police.

(Lire nos informations page 2.)

Berlin. — M. Michel Souslov a fermement défendu, devant le congrès, le principe de l'internationalisme prolétarien. Cette idée, a-t-il dit, qui figurait dans le Manifeste communiste, est « l'arme la plus forte de la classe ouvrière, de tous ceux qui luttent en commun avec elle pour la transformation du monde dans l'intérêt des travailleurs ».

En même temps, l'idéologue numéro un de Moscou a mis en garde tous ceux qui en prendraient à leur aise avec ce principe : « Désirer de l'internationalisme prolétarien, a-t-il dit, c'est en soi le danger de perte de soi-même. Toutes les conquêtes de notre mouvement sont liées à ce principe. Avec lui, on pourra atteindre, et on atteindra sans aucun doute, de nouvelles victoires. » Voilà donc solennellement avertis tous les partis qui ont, ces derniers temps, contesté, sous une forme ou une autre, le sens actuellement donné à cette notion. M. Souslov a ajouté que le P.C. soviétique fera tout pour que la conférence des partis communistes européens contribue au renforcement de la cohésion du mouvement « sur la base des principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien ».

Le représentant yougoslave a répliqué, dès mercredi soir, en déclarant dans une allocution que la solidarité entre les P.C. ne pouvait se concevoir que dans le respect de la souveraineté, de

MAURICE DELAURE

(Lire la suite page 3.)

Élus, techniciens et militants

par FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ

Les débats qui ont eu lieu au Parlement sur la réforme de l'urbanisme et sur la protection de la nature, la discussion du rapport Delmon sur la « participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie » et celle des « actions prioritaires » du VII^e Plan, enfin la question écrite posée au Sénat par Edgar Pisani, révèlent un risque sérieux de malentendu sur le rôle des associations dans notre démocratie. Le gouvernement pensait contenter tous les partisans de la décentralisation et du « dialogue », en faisant intervenir d'un côté des groupes de citoyens ne vivant que grâce aux subventions des collectivités publiques et prétendant cependant agir sans elles ou contre elles ; et de l'autre des responsables, de l'autre des irresponsables.

On donne des exemples pour justifier ces réactions. Mais à quelles conclusions conduisent-elles ?

(*) Président de l'association pour le développement des associations de parents (IDAP).

elles et ne s'agit-il pas d'un dialogue de sourds ? On traite à la légère, à partir d'anecdotes, des questions de principe qui sont très importantes pour l'avenir de notre démocratie. D'une « démocratie de participation » dont on se déclare partisan, mais qu'on tend en fait à écarter en lui opposant toujours la seule « démocratie de délégation ».

Les citoyens doivent-ils se contenter d'être des conseillers municipaux, des conseillers généraux, des députés et leur laisser le soin de tout décider, de tout faire entre deux consultations électorales ? Ou bien conviendrait-il de faciliter, d'encourager les initiatives qu'ils prennent pour s'émanciper de l'administration, ce qui conditionne leur vie quotidienne, pour s'administrer eux-mêmes le plus possible, dans les limites et sous les contrôles que prévoit la loi, pour donner des avis, pour conduire des affaires, en intervenant dans l'action administrative ?

(Lire la suite page 10.)

Les États-Unis menacent le Mexique de sanctions commerciales s'il adhère à l'OPEP

Les États-Unis prendraient des « mesures commerciales appropriées » à l'encontre du Mexique, si ce pays devenait membre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), a déclaré M. Gerald Parisky, sous-secrétaire américain au Trésor, en intervenant le 19 mai devant la dix-septième conférence de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui se tient actuellement à Cancun (Mexique). Le Mexique, a précisé M. Parisky, ne pourrait plus, alors, bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée pour ses exportations vers les États-Unis, qui représentent 70 % du total de ses ventes.

La législation américaine a supprimé tout un ensemble de préférences commerciales qui étaient accordées antérieurement en faveur des importations en provenance des pays de l'OPEP. Or, le mois dernier, le ministre mexicain des ressources naturelles, M. Francisco Javier Alejo, avait annoncé que son pays pourrait rejoindre l'OPEP si cette organisation « l'y invitait ».

(Lire la suite page 45.)

La législation américaine a supprimé tout un ensemble de préférences commerciales qui étaient accordées antérieurement en faveur des importations en provenance des pays de l'OPEP. Or, le mois dernier, le ministre mexicain des ressources naturelles, M. Francisco Javier Alejo, avait annoncé que son pays pourrait rejoindre l'OPEP si cette organisation « l'y invitait ».

(Lire la suite page 45.)

EXTRÊME GAUCHE : L'AUTRE PRESSE QUOTIDIENNE

Il y a seulement trois ans, l'extrême gauche était totalement absente de la presse quotidienne nationale — fort pauvre, il est vrai, en journaux d'opinion. Au début de l'année dernière, on ne donnait généralement pas cher de l'avenir de Libération, qui avait pourtant réussi à faire entendre, dans le concert de ses grands confrères, une voix différente.

Lorsque plusieurs organisations révolutionnaires envisagèrent la possibilité de publier leur propre quotidien, et le dirent, peu nombreux furent ceux qui crurent sérieusement au succès d'une entreprise à laquelle seul le parti communiste avait pu jusqu'alors consacrer durablement des efforts suffisants.

Ce n'étaient pas des groupes « gauchistes » qui allaient réussir, pensait-on, ce que ni l'U.D.R. (si ce n'est sous la forme d'une « lettre » polycopiée depuis la disparition de la Nation), ni les républicains indépendants, ni les socialistes n'avaient pu faire.

Pourtant, la presse quotidienne française compte aujourd'hui, en dehors de Libération, qui n'en a pas souffert, trois journaux émanant directement d'organisations d'extrême gauche.

I. — « Libération » et ses émules

par BERNARD BRIGOUTEIX

Ces quatre quotidiens se trouvent actuellement face à un certain nombre d'échecs ou d'incertitudes. Ils ont, en effet, des équipes à dresser tout à la fois des bilans et des plans. Libération fête samedi prochain, son troisième anniversaire et commence la publication, ce jeudi, d'un supplément marseillais durant une semaine. Rouge a publié, dans son numéro daté des 15-16 mai, une étude sur sa propre publication, sous le titre sibyllin : « Lecteurs, si vous sachiez... » et doit désormais paraître sur seize pages.

au lieu de douze. Le Quotidien du peuple améliore sa formule, notamment avec la création d'un « bloc-notes » photographique présenté par les lecteurs eux-mêmes. L'Humanité rouge enfin, sans doute le plus menacé dans l'immédiat, a lancé, samedi dernier, un appel pressant à ses lecteurs et prépare un plan de restrictions pour l'été prochain ; son directeur a toutefois dressé dans un récent numéro, un bilan « très positif » de ses premiers mois de parution quotidienne.

(Lire la suite page 12.)

PEINT PAR IONESCO

Un médecin de l'âme

J'ai connu Monès Sperber en 1952 au théâtre de Lancy. C'est là que l'on venait de créer sa pièce « Les Choises ». Personne dans la salle, bien entendu, sauf les quelques amis de service. A la fin du spectacle, nous nous sommes à la terrasse d'un café. J'aurais voulu ne point porter de théâtre, surtout des « Choises ».

Cheveux grisonnants, figure jeune, comme aujourd'hui (avait-il un chapeau ?), Monès Sperber ne voulait pas m'accabler de répit. Il voulait savoir pourquoi j'avais écrit ce que j'avais écrit, pourquoi j'avais choisi cette forme théâtrale qui lui paraissait étrange, sinon aberrante, et si je pensais que j'avais réussi à exprimer ce que j'avais voulu exprimer. Substituer des objets à des personnages, ma manière de faire du théâtre, les ambiguïtés, la possibilité de donner plusieurs significations aux mêmes propos, le fait qu'il n'y a pas d'intrigue dans cette pièce, comme dans d'autres que j'ai écrites par la suite, la plongée, apparente ou non, dans l'irrationnel, étaient des choses qu'il refusait avec énergie.

Il n'arrêta pas de me questionner, de me pousser dans mes retranchements. Je crois que j'ai essayé de lui dire que la valeur d'une œuvre réside essentiellement dans ce qu'elle a d'insaisissable. Expliquez-moi qu'il y a de l'insaisissable dans ce que j'ai écrit, car j'en étais sûr, il était inutile de dire que j'en étais sûr de conviction. J'aurais mieux fait de me taire. En somme, Monès Sperber avait raison. Pourquoi ajouter du chaotique au chaos ?

Depuis ce soir-là, nous sommes devenus des amis. Il continue de me reprocher mon pessimisme, mon irrationalité aussi. Car il est un homme de raison, du raisonnement et de la foi. Il se préoccupe d'être et m'en veut de mettre en doute son athéisme, pourtant, son optimisme ne provient pas de son raisonnement, mais de sa nature, de son être.

EUGENE IONESCO
de l'Académie française
(Lire la suite page 25.)

SEUIL

RÉGIS DEBRAY

Journal d'un petit bourgeois entre deux feux et quatre murs

Par l'auteur de L'INDÉSIRABLE

"La prison : une minute de vérité prolongée sur des années". — Un volume 27 F

AU JOUR LE JOUR

SORCIÈRES

Enfin, voilà quelque chose qui baisse. Il en coûtera cher d'avoir un bel enterrement. Ce qui est un peu triste, c'est de l'apprendre de la bouche de M. Poniatowski. Il y a des circonstances où il est encore moins cher de se faire tuer.

Le tarif est très bas pour les sorcières. M. Poniatowski se défend d'en être chasseur, mais il y a des poils qui se développent à l'usage. Il suffit d'avoir assez de sorcières à chasser, et sur ce point M. Poniatowski est en avance sur l'histoire. Dans le beau monde, on ne brille guère que les sorcières communistes. Lui, il en est déjà aux sorcières socialistes.

Ainsi avance-t-on de plus en plus dans la voie du libéralisme.

ROBERT ESCARPIT.

PÉKIN DÉMENT L'EXÉCUTION DE DEUX ÉMEUTIERS

(Lire page 48.)

PROCHE-ORIENT

Liban

Le président Sarkis proposerait un plan global de règlement

Beyrouth (A.F.P.) — Un « plan global de paix », parrainé par M. Elias Sarkis, président élu de la République, serait-il sur le point d'être officiellement annoncé à Beyrouth, où une accalmie a ravivé, mercredi 19 mai, les espoirs en une fin des hostilités ?

C'est ce plan, dont divers milieux politiques de la capitale libanaise faisaient état dans la nuit de mercredi à jeudi, qui aurait été au centre de l'entretien que M. Sarkis vient d'avoir avec des émissaires de M. Kamal Joumblatt, chef de file des forces progressistes, puis avec M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de libération palestinienne (O.L.P.). Selon des informations recueillies :

- 1) Toutes les parties en conflit s'engageraient à prodigier très prochainement une trêve, à reconduire de quarante-huit heures en quarante-huit heures, qui, suivant un commentaire de la radio de l'opposition, créerait un climat propice à la démission du président en exercice, M. Soleyman Frangie, et à l'entrée en fonctions de son successeur.
- 2) Les camps en présence — conservateurs chrétiens, d'une part, et progressistes, d'autre part — proclameraient la « fin définitive de la guerre civile », en promettant solennellement à l'opinion publique « ne plus recourir à la force » pour régler leurs querelles politiques.
- 3) Le nouveau chef de l'Etat convoquerait une « table ronde » à laquelle seraient conviés les leaders de toutes les forces combattantes.

Une catastrophe évitée

Beyrouth (A.F.P.) — Une catastrophe, qui aurait pu avoir des conséquences incalculables, a été évitée de justesse ces derniers jours au Liban du fait de la réparation « in extremis » de deux lignes à haute tension reliant la centrale électrique du Littoral (Sud-Liban) à Beyrouth.

Sur les onze lignes à haute tension qui achèment, en temps normal, le courant électrique vers la capitale libanaise, il n'en restait plus qu'une seule intacte lundi, les dix autres ayant été sectionnées à tour de rôle lors des combats.

Déployant des trésors d'ingéniosité, l'équipe réduite dont disposait le directeur général de l'Office de l'électricité du Liban, M. Fouad Biri, avait pu maintenir l'alimentation de la capitale tout au long de la guerre civile.

M. Biri avait lancé, lundi, un cri d'alarme, indiquant que, si les combats se poursuivaient et que la seule ligne à haute tension qui restait venait à être sectionnée, le Liban serait menacé d'une catastrophe. Beyrouth et sa banlieue n'auraient plus d'eau, celle-ci étant acheminée vers la capitale par des pompes électriques, les entrepôts frigorifiques auraient cessé de fonctionner, ce qui aurait rendu impossible, à cause de la chaleur, l'emmagasinement de produits alimentaires et pharmaceutiques. Les boulangeries, dont la plupart disposaient de fours électriques, auraient dû fermer leurs portes et la plupart des salles d'opération des hôpitaux, dont les groupes électrogènes sont faibles, seraient devenus inutilisables.

Muni de draps blancs et de haut-parleurs, l'équipe de M. Biri s'est rendue, mardi, dans une zone de combats où a été localisée la panne des lignes à haute tension, et a pu effectuer les réparations nécessaires.

Cette « opération » nécessitait un courage à toute épreuve de la part de ceux qui devaient traverser suspendus à un pylône à trente mètres du sol, exactement entre les lignes adverses.

LA CONFÉRENCE QUADRIPARTITE DE RYAD EST AJOURNÉE « SINE DIE »

Le Caire (U.P.I.) — La conférence quadripartite qui devait s'ouvrir mercredi 19 mai en vue de réconcilier l'Égypte et la Syrie a été ajournée sine die. Les représentants de l'Égypte devaient rencontrer à Ryad les premiers ministres syrien et koweïtien et le vice-premier ministre saoudien.

La raison de l'ajournement de la conférence n'a pas été indiquée, mais on croit savoir que le refus de l'Égypte de remettre en question le dernier accord israélo-égyptien sur le dépassement militaire dans le Sinaï n'est pas étranger à cette décision. De son côté, la Syrie avait fait savoir la semaine dernière aux médiateurs koweïtiens et saoudiens qu'elle n'accepterait aucune critique de son intervention au Liban.

Iran

DIX « TERRORISTES » TUÉS AU COURS DE FUSILLADES

Téhéran (Reuter) — Dix personnes qualifiées de « terroristes », parmi lesquelles trois femmes, ont été tuées, mardi 18 mai, en divers points de l'Iran au cours de fusillades avec les forces de sécurité. Un communiqué officiel publié mercredi, quatre passants ont, d'autre part, été tués et plusieurs autres personnes, dont des membres des forces de sécurité, ont été blessés.

Le communiqué précise que les accrochages se sont produits à Kharaz, Qazvin et à Esfah, localités situées à l'ouest et au nord-ouest de Téhéran. La découverte de « restes de terroristes » faisait suite à l'arrestation de personnes ayant été en rapport avec les « terroristes », trois dimanche au cours de fusillades à Téhéran. Trois mitrailleuses, de fabrication est-européenne, des grenades, des explosifs et du matériel incendiaire ont été découverts. Un document trouvé par les autorités a permis d'établir que les « terroristes » étaient en relation avec « certains des groupes hostiles à l'Iran », ajoute le communiqué.

LA SITUATION EN CISJORDANIE

Les autorités israéliennes veulent éviter de nouvelles morts de manifestants

De notre correspondant

Jérusalem. — Le calme relatif qui a régné, mercredi 19 mai, à Jérusalem et en Samarie, après les incidents graves de ces derniers jours, ne paraît pas devoir être considéré comme un premier signe de détente. Les camps opposés semblent plutôt s'être accordés un certain répit avant de s'affronter à nouveau. Le nervosité reste très vive dans les lycées de Cisjordanie et de la partie arabe de Jérusalem.

Les autorités israéliennes auraient, pour leur part, décidé de revoir des méthodes employées pour réprimer les démonstrations populaires. L'objectif recherché est d'éviter à tout prix des pertes en vies humaines, et, dans ce but, les gardes-frontières, police spécialement entraînée à cet usage, se verraient confier dans une plus large mesure qu'aujourd'hui la charge de maintenir l'ordre dans les grandes agglomérations de Cisjordanie.

Les forces qui pourraient intervenir contre des manifestants utiliseraient désormais des lacrymogènes et leurs armes seraient chargées de projectiles en bois ou en caoutchouc. Par ailleurs, des faussaires de troubles pourraient être expulsés en Jordanie ou au Liban, et des mesures de répression économique pourraient frapper une ville entière en y instaurant le couvre-feu qui interdirait toute circulation ou en refusant aux habitants l'autorisation de se rendre en Transjordanie, avec laquelle les échanges commerciaux sont très importants. Les villes jumelles de Ramallah et El Bireh, au nord de Jérusalem, sont déjà isolées du reste du monde par un couvre-feu imposé en représailles à une décision des deux municipalités ordonnant une grève générale de vingt-quatre heures pour protester contre la mort du jeune manifestant tué le 18 mai.

Le couvre-feu est d'une durée limitée et constitue la première épreuve de force entre les autorités d'occupation et deux des maires élus de Jérusalem. On indique à source israélienne que, en ordonnant la grève, les conseils municipaux ont pris une mesure de caractère politique qui est contraire à la loi (jordanienne), et il n'est pas exclu qu'une procédure légale soit engagée contre eux.

En attendant, les riantes agglomérations de Ramallah et d'El Bireh sont transformées en villes-fantômes parcourues seulement par des militaires israéliens.

La persistance de la tension sur le terrain donnait une étrange résonance aux propos de M. Ygal Alon, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, affirmant, mercredi 19 mai, qu'une éventuelle négociation sur l'avenir de la Cisjordanie les habitants de ce territoire devaient nécessairement être représentés. M. Alon, qui parlait à une cérémonie à l'université hébraïque, a, après son collègue de la défense, M. Shimon Peres (voir le Monde du 20 mai), remis en question le rôle que la Jordanie pouvait jouer dans la recherche d'un règlement. Le ministre des affaires étrangères estime qu'il n'y a aucune raison de considérer que le roi Hussein a un « monopole sur le problème palestinien ». Si M. Peres pense de même parce que la Jordanie « s'est retirée du jeu après le « sommet » de Rabat », M. Alon a, lui, d'autres motifs pour retirer à Amman son « monopole ». Il évoque, en effet, les éventualités suivantes : la Jordanie pourrait devenir une province syrienne ; l'O.L.P. de M. Arafat « dont la charte prévoit la destruction d'Israël » pourrait succéder à Amman au régime hachémite ; le roi Hussein restant sur son trône pourrait avancer des exigences « déraisonnables » en échange d'un repli israélien.

Si les motivations de M. Alon peuvent paraître moins convaincantes que celles de M. Peres, il n'en demeure pas moins qu'en l'espace de vingt-quatre heures deux membres importants du gouvernement israélien ont retiré au roi Hussein son titre d'interlocuteur privilégié d'Israël.

On peut se demander si les déclarations de M. Alon et Peres reflètent une nouvelle orientation de la politique de leur gouvernement ou s'il ne s'agit que d'un avertissement au monarque d'Amman le mettant en garde contre un engagement trop poussé dans le « camp du refus » aux côtés des Syriens et des Soviétiques.

ANDRÉ SCAMAMA.

Des bagarres ont opposé les étudiants à l'université hébraïque

Jérusalem a été mercredi, pour le second jour consécutif, au centre des troubles de Cisjordanie. Les incidents les plus violents ont eu lieu dans le secteur occidental de la ville, où des bagarres ont éclaté sur le campus de l'université hébraïque entre étudiants israéliens juifs et arabes.

Tout avait commencé par une manifestation d'étudiants arabes, israéliens pour la plupart, contre l'usage des armes à feu par la troupe pour disperser les manifestations. Les étudiants brandissaient les photos des victimes des derniers incidents, aussi bien en Cisjordanie, chantant des slogans antigouvernementaux, certains criaient même « Galilée arabe ! ».

Les étudiants juifs ayant contre-manifesté, les deux groupes ont souffert aux mains et se sont battus à coups de gourdin et de grosses pierres. Il y eut en tout cinq blessés, auxquels s'ajoutent deux journalistes de la radio. Pour la première fois, depuis 1953, la

police a dû entrer sur le campus pour séparer les étudiants.

Par ailleurs, de violentes manifestations ont opposé mercredi matin à Djenné des résidents arabes de la ville, travaillant en Israël, à des concitoyens nationalistes extrémistes.

Quelques incidents ont également été signalés à Tulkarem, à Jéricho et au camp de réfugiés de Balata, où le couvre-feu a été remis en vigueur.

Ramallah est également soumise au couvre-feu pour la troisième journée consécutive, ainsi que la casbah de Naplouse, ville qui s'est vidée de toute circulation en fin d'après-midi, les notables ayant décidé une grève, totale jusqu'à ce qu'une formule d'apaisement ait pu être trouvée avec le gouvernement israélien.

C'est dans ce contexte d'agitation que le ministre israélien des affaires étrangères, M. Ygal Alon, a annoncé mercredi devant la Knesset qu'Israël comptait créer de nouveaux points d'implantation dans les territoires occupés, « là où ses intérêts stratégiques l'imposent ». — (A.F.P.)

APRÈS LE VOTE D'UNE RÉSOLUTION ANTI-ISRAËLIENNE

L'O.M.S. demande une nouvelle enquête dans les territoires occupés

De notre correspondante

Genève. — L'Assemblée mondiale de la santé a voté mercredi 19 mai par 57 voix contre 16 et 18 abstentions celle de la France) une résolution très critique à l'égard de la politique israélienne dans les territoires occu-

pés. Auparavant avait été rendu public un rapport faisant état de progrès dans la situation sanitaire des territoires, rapport dont la majorité des délégués à l'Assemblée avaient refusé l'adoption (le Monde des 13 et 19 mai).

Néanmoins, la résolution adoptée mercredi préconise qu'une nouvelle enquête soit effectuée par les auteurs du premier rapport bien que leurs propres gouvernements et l'O.M.S. les aient déconseillés pour avoir rédigé un document favorable à Israël. Cependant, ce comité spécial devra être reçu « en tant que tel » et devra demeurer en étroite consultation avec les États arabes directement intéressés. Il devra, selon la résolution, enquêter dans tous les territoires occupés, y compris dans les prisons. Or, depuis des années, Israël, dont la thèse est généralement acceptée par les démocraties occidentales, déclare ne pas vouloir accepter la formation d'un comité dont deux membres sur trois appartenant à des États qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec lui, le troisième appartenant au bloc de l'Est. Israël avait toutefois accepté de recevoir des mêmes experts à titre individuel et leur avait donné toutes facilités pour procéder sans témoin à leur enquête dans tous les lieux qu'ils désiraient visiter.

On se demande à Genève, au cas où Israël modifierait sa position, et recevait ce comité « en tant que tel », quelle valeur pourrait avoir ce nouveau témoignage, puisque, d'une part, les précédents rapports étaient rejetés pour des motifs essentiellement politiques, et que, d'autre part, ces experts devraient désormais accomplir leur tâche « en étroite consultation avec les États arabes intéressés ».

Cependant, si Israël n'applique pas la résolution, il est menacé d'une demande d'expulsion de l'O.M.S. lors de la prochaine Assemblée mondiale de la santé.

ISABELLE VICHNIAC.

La répression au Sud-Yémen et en Libye

Amnesty International, organisation privée de défense des libertés publiques et des droits politiques, dont le siège est à Londres, a rendu public un dossier sur « les enlèvements, la torture et les assassinats politiques » au Sud-Yémen.

Selon ce rapport, « plusieurs milliers » de membres de l'opposition au gouvernement de la République démocratique et populaire du Yémen ont été arrêtés, torturés ou exécutés depuis l'accession à l'indépendance de ce pays, en 1967.

Amnesty International estime que le nombre de prisonniers politiques détenus au Sud-Yémen se situe entre deux et dix mille, mais indique qu'il est difficile d'obtenir un chiffre plus précis en raison « des nombreuses disparitions de détenus et du refus des autorités de publier les noms des prisonniers ».

Par ailleurs, quatre organisations libyennes (le Comité de

défense des libertés publiques et des droits politiques, le Comité de lutte pour les droits constitutionnels, le Front démocratique national et l'Organisation de la jeunesse démocratique de Libye) ont, au mois de mai, lancé un appel à l'opinion publique internationale en faveur des « centaines de prisonniers politiques détenus en Libye avec ou sans jugement ».

Elles publient une liste de trente prisonniers politiques arrêtés en 1969, après le coup d'État du colonel Kadhafi, et de juin à août 1970, ainsi qu'une liste de soixante-neuf détenus politiques arrêtés au cours des années 1973, 1974 et 1975. Selon ces documents,

les détenus, qui comprendraient aussi bien des marxistes que des membres du Parti de libération arabe, auraient été, dans de nombreux cas, torturés systématiquement. Deux officiers seraient morts des suites des mauvais traitements. Les quatre organisations libyennes affirment en outre que les autorités de Tripoli ont créé une brigade spécialement chargée de « répressions punitives » contre des citoyens libyens soupçonnés d'hostilité à l'égard du régime du colonel Kadhafi. Elles indiquent enfin qu'environ trois cent cinquante soldats et officiers ont été arrêtés en Libye à la suite de la « prétendue conspiration militaire d'août 1975 ».

AMÉRIQUES

Colombie

UNE ENQUÊTE EST OUVERTE SUR LA GESTION DE LA FILIALE DE RENAULT

Bogotá (A.F.P.) — L'Office colombien des changes a annoncé l'ouverture d'une enquête sur la SOFASA, usine franco-colombienne de montage d'automobiles Renault. Des perquisitions ont été faites le 19 mai aux domiciles de quatre cadres français de l'entreprise. M. Edgar Gutiérrez Castro, président de la SOFASA, a démissionné, assurant qu'il lui paraissait inutile de continuer à occuper « un poste symbolique », toutes les décisions étant prises par des Français. Il a, d'autre part, accusé la SOFASA d'avoir entravé la législation sur les changes et sur les importations. La Colombie, a-t-il conclu, devrait reprendre le contrôle de l'entreprise.

D'autre part, des intellectuels ont annoncé, le 19 mai, à Bogotá, que plus de quatre cents personnes sont détenues à la base militaire de Cimarrón, dans le nord-est de la Colombie, sans qu'il existe la moindre charge contre elles. Les prisonniers, de tous âges et de toutes conditions sociales, seraient accusés d'avoir été en relation avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, pro-soviétiques).

Le colonel Luis Rodríguez, commandant de la 4^e brigade militaire, a démenti cette information. Il a néanmoins annoncé l'arrestation, les 7 et 8 mai, de vingt-cinq personnes à l'issue d'affrontements qui ont coûté la vie à un sergent et fait quatre blessés parmi les soldats.

Chili

LE P.C.C. : rien ne pourra arrêter la lutte du peuple.

Après l'arrestation, annoncée le 19 mai (le Monde du 20 mai), de quatre responsables du parti communiste chilien, l'organe de coordination du P.C.C. à l'étranger a publié le communiqué dans lequel il déclare notamment : « Une vague de répression, la plus intense qu'il connaisse le pays depuis le 11 septembre 1973, est en cours. (...) Un grand nombre de citoyens socialistes figurent dans les listes de ceux qui disparaissent dans des centres de torture, où ils se voient menacés d'être exterminés. Parmi les victimes figurent des dirigeants d'hommes connus et respectés par la classe ouvrière et le peuple chilien. Les avocats qui font, de leur faiblesse, des demandes d'habes corpus ne parviennent pas à obtenir d'informations à leur sujet. »

De plus, le tyranisme a, simultanément, multiplié les coups contre le vicariat de solidarité de l'Église catholique, afin d'empêcher qu'il puisse aider les persécutés.

L'ampleur de cette répression fasciste montre le désespoir de la résistance populaire et de la propriété populaire. (...) »

« Nous sommes convaincus que rien ni personne ne pourra arrêter la lutte héroïque de notre peuple. Nous appelons toutes les forces démocratiques de tous les pays à se mobiliser d'urgence afin d'arrêter la main des bourreaux. (...) »

A Paris

TROIS PALESTINIENS DÉNONCENT LE COMPORTEMENT ISRAËLIEN

Trois Palestiniens exilés de Cisjordanie ont dénoncé, mercredi 19 mai, le comportement israélien dans les territoires occupés, au cours d'une conférence de presse tenue dans les bureaux de la Ligue arabe à Paris.

Le Dr Ahmed Hamze, candidat à la mairie d'Hebron lors des dernières élections municipales, et qui a été expulsé le 27 mars, a affirmé que les « Palestiniens du silence » n'existent pas et que les dernières élections prouvent que des Palestiniens des territoires occupés « disent non à l'occupation israélienne ».

Mme Lotfia Haouari, de Jérusalem, qui a passé sept ans dans les prisons israéliennes, a dressé le tableau des tortures et, selon elle, y sont pratiquées contre les détenus palestiniens.

Enfin, M. Ezzoua Nassar, qui était président du collège de l'université de Bir-Es-Zeit avant d'être expulsé en novembre 1974, a affirmé que plus de mille cinq cents « Palestiniens » avaient été expulsés depuis l'occupation israélienne en 1967 et que près de dix mille étudiants palestiniens étaient passés par les prisons israéliennes pendant cette période.

Il a lancé un appel aux juifs, en tant que « peuple persécuté », à dénoncer les agissements d'Israël et qu'ils fassent pression sur ce pays pour qu'il évacue les territoires.

GEORGES LEGOFF

ANGOLA

l'indépendance empoisonnée

Georges Legoff a assisté à l'intervention de l'URSS dans cette terre d'Afrique. Arrivé dans ce pays plusieurs semaines avant son indépendance, il a été l'un des rares journalistes occidentaux tolérés par les autorités de la République Populaire d'Angola. Son livre est un témoignage, une série d'images d'une « indépendance empoisonnée ».



PRESSES DE LA CITÉ

sejour aux Etat
président de la République
montrer comme le plus

LA SESSION DE LOTAN ET
ministres du pacte atlantique
loquent des conflits entre allies

ZONE ANTICOMMUNISTE

M. Jobert : nous nous retrouverons
automatiquement dans l'OTAN

حکومت الاصل

REGULATIE EN CISJORDANIE

Le séjour aux États-Unis de M. Valéry Giscard d'Estaing

Le président de la République a parcouru en Pennsylvanie « le kilomètre carré le plus chargé d'histoire » du pays

De notre envoyé spécial

Les « démocraties les plus heureuses du monde »

LA SESSION DE L'OTAN ET LES RELATIONS EST-OUEST

Les ministres du pacte atlantique s'inquiètent des conflits entre alliés

M. Souslov met en garde les adversaires de la détente

(Suite de la première page.)

discussions classiques sur les rapports est-ouest, la détente, les négociations SALT et MEFR. — Ici ne progressent guère... — les « sautes de tonnerre » de la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), qui sont « modestes », a dit M. Luns, secrétaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de presse. Le communiqué final sur ce chapitre, sans beaucoup d'originalité, semble-t-il, est déjà paru dans de nombreux journaux, pourtant que les alliés, prenant acte de la dénonciation par Le Caire du traité soviéto-egyptien sur le détroit de Suez, ont réagi soviétique en Méditerranée ne s'est pas renforcée.

A propos du rapport des forces, M. Luns a souligné les efforts devant la presse les efforts de redressement faits du côté allié. En réponse à une question, il a déclaré : « Les intentions du gouvernement français dans ce domaine, et il a indiqué que « la flotte française est restée dans la Méditerranée, partie avec la flotte britannique ».

MAURICE DELARUE.

(Suite de la première page.)

M. Hecquer a dit « un caractère social ». Après avoir enregistré des succès, attendez depuis l'angle du Sud-Est, le mouvement réalise en ce moment une percée sur le continent africain. La guerre éclair menée en Angleterre, en France, en Espagne, joue sûrement un grand rôle dans l'appréciation faite par les communistes de la situation internationale. Les actions unies des pays socialistes dans l'arena mondiale, qui, a-t-il dit, sont « d'une grande importance pour la libération des peuples du monde ».

4) Les incertitudes, voire les incohérences, de la politique étrangère de l'Union soviétique, les aléas de la campagne présidentielle et se voit confrontée à une crise de confiance populaire. Le 14 septembre 1956, l'U.R.S.S. destinée à troubler le jeu de Moscou, se révèle finalement bien faiblarde. Sa politique de petits pas laisse l'Occident enclin à une stratégie africaine parait, pour le moins improvisée.

(Dessin de KONE.)

**M. Jobert : nous nous retrouverons
automatiquement dans l'OTAN**

M. Michel Jobert, fondateur du Mouvement des démocrates, était mercredi soir 19 mai le « grand témoin » de l'émission télévisée d'Antenne 2 « C'est à dire ».

Se référant aux déclarations faites par le président de la République, M. Jobert a déclaré : « L'Amérique a le droit de se défendre, mais le droit de la France est de ne pas se laisser entraîner dans une course à l'armement américain va se faire « tout normalement, car le choix est fait ». Il a poursuivi : « Il y a une dégradation de l'essentiel, c'est-à-dire de nos forces nucléaires et cela veut dire que nous nous retrouverons automatiquement dans

publique à Washington, il les a approuvés « totalement », mais en précisant : « Si l'Alliance atlantique a une signification pour nous (Concorde, aéro-matrice, nucléaire), et si ce n'est pas toujours consenti à un abaissement de la température de la guerre, l'ancien ministre des affaires étrangères a estimé que le retour de la France sous la communauté

Une appréciation optimiste du rapport de forces

Ce ton, que l'on jugera, selon
 le point de vue, lourd de menaces
 ou rempli d'assurance, peut
 résulter d'une appréciation parti-
 culièrement optimiste de la part
 de certains milieux dirigeants de
 Moscou et d'autres capitales com-
 munistes sur le rapport de forces
 international.

1) L'approfondissement de la crise du capitalisme, évoqué par M. Sousov, comme l'a fait longuement la veille M. Honecker, le premier secrétaire est-allemand. Certains, à Moscou et ailleurs, n'estiment-ils pas la situation en Europe de l'Est, au regard de la situation en URSS, comme

tion en Europe occidentale suffisamment grave pour entraîner, à brève ou moyenne échéance, dans certains pays des changements politiques en faveur de la gauche ? A ce propos, on peut se demander s'il ne conviendrait pas de nuancer le point de vue

généralement admis à l'Ouest et selon lequel l'association minoritaire des communistes au pouvoir en Italie ou en France ne serait pas souhaitée par l'Est. Des conversations récentes avec des spécialistes est-allemands des questions internationales nous

ont montré qu'il y a Berlin-Est du moins une telle évolution n'est pas vue d'un mauvais oeil.

3) Le renforcement de la cohésion autour de Moscou des pays de la communauté socialiste, contraints de serrer les rangs

américains au moins, il devrait être moins question entre l'Est et l'Ouest de coopération que de consolidation.

MANUEL LUCBERT.

● Deux bâtiments de l'escadre de la Méditerranée, l'escorteur d'escadre *Guaragrate* et l'escorteur rapide *Agamen*, seront, du mercredi 19 au samedi 26 mai, en mission de présence en mer

3) La poussée du mouvement de libération nationale, dont

des grands pays industrialisés

Philaedelphe (A.F.P.). — M. Giscard d'Estaing a déclaré, mercredi, à Philadelphie, devant une assemblée de 100 pays, la ligne du « commerce et du développement », « une concertation élargie à l'ensemble des grands pays industriels ». Il s'est déclaré favorable à une tenue d'autres réunions ayant le même objet si les circonstances les rendent nécessaires. Prenant la parole devant un grand nombre de représentants américains au cours d'un déjeuner offert par la Chambre de Commerce internationale et le Conseil mondial du commerce, il a assigné comme tâche commune à tous les grands pays industrialisés « la remise en ordre des économies occidentales et l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial ».

économique de second ordre, il a rappelé qu'elle était à l'heure actuelle le 3^e en importance.

Etats-Unis, la seconde puissance commerciale du monde après l'Allemagne, et à égalité avec le Japon, mais bien avant toutes les autres ».

M. Giscard d'Estaing a souligné que le produit national brut français avait été égal en 1978 à une moyenne de 100 milliards de francs. L'Union et deux fois celui de l'Italie. De ce fait, il a regretté que la France ne soit encore que la sixième partenaire des Etats-Unis par le commerce.

« Parmi les pays industrialisés et j'ai exprimé le souhait que « de part et d'autre de l'Atlantique, entreprises et pouvoirs publics retiennent de nos jours notre commu-

M. Giscard d'Estaing a insisté sur « l'interdépendance des économies » et le fait que se soit instauré « un cycle économique commun à toutes les nations industrialisées ». Récemment, à Tokyo, il a déclaré : « Le Président de la République est fier de constater que la France est devenue une puissance industrielle et commerciale à part entière, capable de rivaliser avec les Etats-Unis et le Japon, qui comporte, a-t-il noté, « de graves périls ».

Abordant les relations économiques franco-américaines, il en a déploré, en termes très nets, la dégradation. M. Giscard d'Estaing a exprimé en ces termes ce que les progrès économiques réalisés par la France « ne se reflètent pas dans ses relations commerciales avec les Etats-Unis ».

Faisant allusion à certains sondeurs d'opinion qui ont déclaré que la France n'est pas la seule partie des Américains considérant la France comme une puissance

bilatérale et nos investissements réciproques au niveau de notre dimension économique d'aujourd'hui et de notre liberté politique d'aujourd'hui.

Le président de la République s'est félicité de ce que la crise que viennent de traverser les pays industrialisés n'ait pas provoqué des réactions de défiance et de méfiance que celles des années 30. Il a vu là « la preuve de la supériorité du système d'économie libre sur les régimes de contrôle bureaucratique ».

Selon lui, il convient de prolonger « l'effort de dénouement » qui a permis de déboulonner la France et les Etats-Unis ont pour une large part contribué à décider en vue de réduire l'ampleur des fluctuations conjoncturelles sur les marchés des changes.

La cour d'appel de Washington déboute

les adversaires de Concorde

nombre, desquels figuraient le Fonds de défense de l'environnement, vingt-sept membres de la Chambre des représentants, une organisation d'usagers des lignes aériennes et les comités rivaux des aéroports de Washington-Dulles et New-York-Kennedy.

Ceux-ci contestaient le bien-fondé de la décision de M. William Coleman, secrétaire américain aux transports, prise le 4 février dernier, d'autoriser l'avion supersonique à desservir, pour une période probatoire de seize mois, les aéroports de Washington

Les avocats de ces groupes avaient repris devant la cour les critiques déjà développées par les détracteurs de Concorde : son niveau sonore, son danger pour la couche d'ozone de la stratosphère et son manque de sécurité. L'ar-

cat de l'administration fédérale de l'aviation américaine (F.A.A.) avait fait valoir que Concordo était l'appareil « qui avait subi le plus de tests dans l'histoire de l'aviation », il avait souligné que la période probatoire de seize mois permettrait de vérifier son

Le jugement rendu par la cour d'appel de Washington ouvre définitivement à Concorde l'Aéroport

de Washington-Dulles, placé sous contrôle fédéral. En revanche, il ne statue pas sur l'accès de l'avion supersonique à l'aéroport de New-York-Kennedy dont la gestion dépend du Port of New-York and New-Jersey Authority. Celui-ci avait, le 11 mars dernier, inter-

économie


en liberté

aliénation, idéologie
et répression

WALTER A. WEISSKOPF
"un ouvrage représentatif
d'un courant important aux Etats-Unis"

208 pages 38 F

MARC GUILLAUME



put

EUROPE

Espagne

Entretien Don Juan-Juan Carlos le 21 mai à Madrid

Madrid (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — Don Juan, comte de Barcelone, devait rencontrer son fils, le roi Juan Carlos, le vendredi 21 mai à Madrid. Cet entretien, estimé-t-on dans les milieux informés, pourrait jouer un rôle décisif dans la décision de Don Juan de renoncer publiquement à ses droits à la couronne. De son côté, Juan Carlos serait maintenant pressé de faire proclamer prince héritier son fils Felipe. Don Juan, fils d'Alphonse XIII, qui abdiqua en 1931, est l'héritier légitime de la monarchie. Son fils a été choisi par Franco comme son successeur à titre de chef d'Etat. En toute hypothèse, les modifications déjà envisagées par le gouvernement de la loi de succession doivent être soumises à référendum populaire.

Juan Carlos est rentré mercredi soir à Madrid à l'issue d'un voyage officiel dans les Asturies marqué par des réceptions chaleureuses à Oviedo et à Gijón, mais aussi par des incidents dans les villes et villages du bassin minier. A Gijón même, le roi a dû modifier, mercredi après-midi, l'itinéraire prévu. Une manifestation organisée par le comité du quartier ouvrier de la Calzada, en effet, empêché d'emprunter une avenue de la périphérie.

Cette manifestation hostile est la première qui ait été organisée au cours d'une visite officielle du monarque espagnol en province. Aux cris de « Liberté », deux cents personnes environ ont défilé, en brandissant des banderoles pour exiger « la liberté syndicale, l'émancipation et l'autorisation de l'association de leur comité de quartier ».

L'association de la Calzada a été dissoute le 19 mars dernier par les autorités à la suite d'une conférence donnée par un membre d'une commission ouvrière. Le quartier de la Calzada est un quartier ouvrier. En 1936, le Front populaire y avait obtenu 83 % des suffrages.

Le matin à Langreo, dans le bassin minier, la majorité de la population rassemblée était composée d'enfants des écoles, qui agitaient des petits drapeaux espagnols en scandant : « Felipe, Felipe ». Mais les mineurs, quant à eux, n'avaient pas répondu à l'appel officiel et avaient déserté la place. Deux des syndicats clandestins illégaux (l'Union générale des travailleurs (U.G.T.) et le syndicat socialiste, et les commissions ouvrières, proches des communistes) ont en effet une implantation importante dans le bassin. Il y a deux mois encore, les mineurs de Langreo, Marie-Louise, celui-là même qu'a visité Juan Carlos mercredi, ont fait grève pendant soixante jours pour obtenir de meilleures conditions de travail et un salaire plus décent.

Amnesty International a repris sa campagne de protestation contre la torture et les violations des droits de l'homme en Espagne, indique l'hebdomadaire *Cambio 16*. L'organisation, devant l'augmentation des cas de torture en Espagne, a décidé de lancer à nouveau devant l'opinion britannique une campagne dénonçant des agissements aussi graves contre les droits de l'homme. *Cambio 16*, Amnesty International possède des dossiers affirmant que la torture est employée contre des éléments d'extrême-gauche ainsi que contre des nationalistes du Pays basque, de Catalogne et des Canaries. La revue publie d'ailleurs des détails sur des cas récents de torture en Catalogne et au Pays basque. — (A.F.P.)

Plus de mille personnes se sont réunies, mardi soir 18 mai, dans un grand restaurant de Madrid, pour rendre hommage au professeur Enrique Tierno Galvan, président du parti socialiste populaire, à l'occasion de la publication de son livre, *L'Espagne et le socialisme*. En revanche, les anciens de l'Action républicaine ont dû annuler une soirée, prévue également pour mardi soir, en l'honneur de l'historien Claudio Sanchez Albornoz, membre de l'Académie espagnole, de retour en Espagne après quarante ans d'exil en Argentine, à la suite de l'interdiction administrative de tout discours politique pendant la soirée et de menaces de mort portées par des groupes d'extrême droite. La soirée organisée en l'honneur de M. Tierno Galvan a réuni toute l'opposition, depuis de hauts fonctionnaires libéraux et les démocrates chrétiens de M. Ruiz Jimenez jusqu'aux communistes.

ANTHONY
CHAUSURES
exclusivités italiennes
pour elle et lui.
142, bd St-Germain

2 mètres
CAPEL habille les grands
Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

Le parti carliste affirme que des « mercenaires étrangers » ont participé à la fusillade du 9 mai à MONTEJURRA.

Le parti carliste attribue à « un groupe de tueurs et mercenaires étrangers et étrangers » conduits par le prince Sixto-Enrique la responsabilité de la fusillade de Montejurra qui a fait deux morts et quatre blessés, le 9 mai.

Dans une note distribuée mercredi 19 mai à Paris à l'issue d'une conférence de presse du prince Carlos-Hugo de Bourbon-Parme, le parti carliste identifie ces « mercenaires », d'après leur accent, comme des Portugais, des Italiens, des Argentins et des Cubains. Il accuse le prince Sixto-Enrique d'avoir été, dans ces événements, l'instrument de l'extrême droite et le gouvernement de porter l'entière responsabilité de la fusillade.

La note du parti carliste révèle à ce sujet que, au cours de la semaine précédant le 9 mai, le ministre espagnol des affaires étrangères avait mis en garde, verbalement, l'ambassadeur des Pays-Bas à Madrid contre une participation du prince Carlos-Hugo et de la princesse Irina au rassemblement de Montejurra. Le gouvernement espagnol, aurait-il dit, ne pourrait pas répondre de leur sécurité personnelle.

Ces événements, a dit le chef du parti carliste, nous fournissent « une grande occasion de réfléchir et d'en appeler aux consciences de tous les Espagnols, afin de suggérer le dialogue ». Dans le contexte, il a proposé un « pacte démocratique auquel adhéreront tous les Espagnols afin d'obtenir, dans un climat de réconciliation, les libertés et desirées depuis quarante ans ».

Portugal

LE GÉNÉRAL EAMES SOULIGNE LE CARACTÈRE NON PARTISAN DE SA CANDIDATURE

(De notre correspondant.)
Lisbonne. — Le général Eames, chef d'état-major de l'armée de terre, a fait, le mercredi 19 mai, une communication au pays pour exposer les raisons fondamentales de sa candidature à la présidence de la République. Une note a été reçue de Lisbonne demandant le rappel immédiat de tous les diplomates portugais en poste en Angola. Le gouvernement de Lisbonne regrette vivement cette décision et espère que la situation pourra être rapidement clarifiée pour le plus grand bien des deux pays. A ce propos, M. Barros, chef du département de l'information du ministère des affaires étrangères.

Difficiles à leur début, après les hésitations de Lisbonne à reconnaître la République populaire, les relations diplomatiques et les relations coloniales se sont détériorées en avril, après l'incendie des locaux de la mission anglaise à Porto. Le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) avait alors formé ses représentations au Portugal et sollicité des autorités portugaises des éclaircissements quant à leur attitude, jugée hostile à son égard. A l'époque, M. Melo Antunes, ministre des affaires étrangères, avait souligné que les protestations angolaises étaient justifiées et avait noté que le gouvernement angolais était la cible d'une offensive de la droite portugaise.

La rupture intervient au lendemain de l'annonce de la décision du gouvernement de Luanda de nationaliser « les biens vacants abandonnés par les colonialistes ».

La décision angolaise de rompre les relations diplomatiques a été critiquée tant par le parti populaire (démocrate centre gauche) que par le Centre démocratique et social (centre droit) et le parti socialiste. Seul M. Cunha, secrétaire général du parti communiste, a estimé que cette initiative ne constituait pas une rupture définitive entre les deux pays. « Une situation qui peut avoir une solution ne doit pas être dramatisée », a-t-il conclu. — (Reuter, A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Bermudes

L'UNITED BERMUDA PARTY a remporté la victoire aux élections qui se sont déroulées dans la colonie britannique, à l'administration autonome. Mais sa majorité à l'Assemblée a été entamée. L'U.B.P. a remporté 26 des 40 sièges de la chambre, les autres allant au Progressive Labour Party (P.L.P.). L'U.B.P. disposait de 30 sièges sur 40, contre 10 au P.L.P. La question de l'indépendance des Bermudes n'a pratiquement pas été mentionnée durant la campagne électorale. L'U.B.P. a fait campagne sur le thème de « l'association qui fonctionne », une association qui fonctionne, une association qui fonctionne, une association qui fonctionne.

Birmanie

M. JACQUES LAMOURSEUX, CHIEF DU BUREAU DE L'A.F.P. A RANGOON, a regagné Paris après avoir été expulsé le 8 mai par le gouvernement de Birmanie, qui l'avait accusé d'être un « agent des manœuvres ». Après avoir pris connaissance de ces accusations, la direction de l'A.F.P. a déclaré qu'elles étaient « dénuées de tout fondement ».

Nouvelle-Zélande

WELLINGTON interdira la vente à la Suisse de quatorze avions d'entraînement, aussi connus que le gouvernement néo-zélandais n'aura pu garantir que les appareils ne sont pas destinés à la Rhodesie.

Suisse

ACCUSÉ DE DIVULGATION DE SECRETS MILITAIRES, LE COLONEL-BRIGADIER HENCHOZ EST ACQUITTÉ

(De notre correspondant.)
Bern. — Inculpé de violation de secrets militaires, un officier suisse, le colonel-brigadier Philippe Henchoz, directeur de l'aérodrome de Sion, dans le Valais, a été acquitté le mercredi 19 mai par un tribunal militaire qui séjournait à huis clos à Aigle. Son inculpation et son procès ont été accusés à six mois de prison avec sursis pour avoir transmis la copie de documents confidentiels sur des installations de défense antiaérienne à la société française Thomson-C.S.F. dont il avait été le conseiller pour la Suisse.

Siège qu'elle remonte à 1971, l'affaire n'est que le dernier d'une série de divulgations, à la veille du débat parlementaire sur l'acquisition par la Suisse de l'avion de combat américain Tiger 2, avait suscité des rumeurs dans l'opinion.

Dans son jugement, le tribunal militaire a reconnu que le colonel Henchoz avait effectivement communiqué au major Péclard des documents confidentiels, mais il a aussi estimé qu'il avait le droit de porter de tels documents à la connaissance d'un autre officier. Le major Péclard a été reconnu coupable de violation de secrets militaires pour avoir transmis des renseignements secrets à une firme étrangère. Mais le major continue d'affirmer que ces informations étaient « toutes du domaine public ». Il a décidé de faire appel. — J.-C. B.

Italie

LE MAIRE DE NAPLES REVIENT SUR SA DÉMISSION

Naples (Reuter). — Le maire de Naples, M. Maurizio Valenzi (communiste), est revenu sur sa démission. Le conseil municipal, qui lui avait refusé la confiance le 7 mai, lui a demandé, mardi 19 mai, de rester à la tête de la municipalité au moins jusqu'aux prochaines élections générales.

M. Valenzi est à la tête d'une coalition socialiste et communiste. Le conseil comprend également des démocrates chrétiens, des libéraux et des représentants du Mouvement social italien néo-fasciste. Le vote de confiance avait été obtenu à la suite d'une alliance entre démocrates chrétiens, libéraux et néo-fascistes.

Au cours du vote de mardi, les démocrates chrétiens se sont abstenus.

Grande-Bretagne

Une commission parlementaire critique l'attitude de M. Callaghan lors de la crise de Chypre en 1974

(De notre correspondant.)
Londres. — M. Callaghan est critiqué par les termes d'une commission parlementaire qui lui reproche son attitude face à la crise chypriote de 1974. La commission, présidée par un ancien ministre, a estimé que M. Callaghan, alors secrétaire au Foreign Office, n'avait pas voulu s'engager dans une opération militaire qui aurait compromis les chances du Laïkés, parti grec, de gagner les élections de 1974. Selon un membre travailliste de la commission, en revanche, l'attitude britannique aurait été due au fait que le gouvernement avait le droit d'intervenir en politique choisie par M. Callaghan.

Un détail intéressant révèle au cours de cette enquête — en admettant que M. Callaghan ait été sincère — est que le gouvernement de Londres n'aurait jamais disposé d'informations lui permettant de prévoir le coup monté contre l'archevêque Makarios ou l'invasion turque qui suivit. Le rapport de la commission relève cependant que la France, dont les intérêts sont bien moindres dans cette région, était apparemment au courant des projets turcs. Au surplus, les préparatifs nécessaires à une invasion de l'île auraient pu être décelés par la plus élémentaire opération de reconnaissance.

Le Foreign Office, qui n'a négligé aucun effort pour faire obstacle à la commission d'enquête, s'est empressé de faire savoir que le rapport déformait gravement les explications de M. Callaghan. La thèse officielle est que la Grande-Bretagne avait le droit d'intervenir en Chypre, elle n'y était nullement obligée, et qu'une entreprise militaire de sa part était impossible.

Les membres de la commission suggèrent que Grande-Bretagne s'oppose à tous les efforts du gouvernement turc pour être admis dans la Communauté européenne, jusqu'à ce que le sort de Chypre fasse l'objet d'une solution acceptable par tous les intéressés. — J. W.

CAPEL habille les forts
Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

Allemagne fédérale

L'AFFAIRE LISCHKA Le procès des neuf Français est ajourné à la suite de manifestations

(De notre envoyé spécial.)
Cologne. — Le procès intenté le mercredi 19 mai devant le tribunal de grande instance de Cologne à neuf Français membres de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme a été ajourné à vendredi, à la suite de manifestations dans les rangs du public. Trois accusés seulement étaient présents à l'audience : Mme Gertrude Drach, ancienne épouse de Klaus Fuchs, et à Ben-gur-Belsen, le rabbin Daniel Fahri, et Mlle Elisabeth Hadjenberg, mais ils étaient soutenus dans la salle d'audience et dans le palais de justice par plus d'une centaine d'anciens déportés français et belges et par de jeunes militants antifascistes.

Les accusés d'avoir, en juillet dernier, cassé les vitres et brûlé la moquette de l'ancien bureau de Kurt Lischka, à Cologne. Ils voulaient ainsi protester contre la « lenteur » mise par la justice allemande à ouvrir les dossiers des criminels de guerre nazis condamnés en France par contumace et réfugiés en République fédérale.

La convention franco-allemande de 1971, qui permet la poursuite de ces criminels en R.F.A., n'a été ratifiée qu'en février 1975 par le parlement allemand. L'Allemagne a attendu encore six mois pour demander aux autorités françaises la communication des dossiers. Aujourd'hui, plus de mille dossiers ont été transmis (mais aucune accusation n'a été prononcée) : ils concernent des personnes condamnées en France, dont certaines sont mortes ou disparues, mais dont d'autres sont des jours paisibles en R.F.A.

C'est le cas de Kurt Lischka, qui fut, de 1940 à 1943, chef adjoint de la police de sécurité en France et chef de la Gestapo pour la région parisienne. C'est au cours de son séjour à Paris qu'il obtint le grade d'Obersturmbannführer dans la S.S. pour son rôle extrêmement actif dans l'action antijuive. Il était responsable de la déportation et de la mort de plus de cent mille juifs.

Les militants de la L.I.C.A., qui avant d'arriver, mercredi, au tribunal, étaient allés de nouveau briser les vitres de Lischka, veulent, par leur action, mettre l'accent sur l'absurdité tragique de la situation : des militants antifascistes poursuivis devant un tribunal allemand pour qu'ils transmissent (mais aucune accusation n'a été prononcée) : ils concernent des personnes condamnées en France, dont certaines sont mortes ou disparues, mais dont d'autres sont des jours paisibles en R.F.A.

Le procès des neuf Français est ajourné à la suite de manifestations. Les accusés d'avoir, en juillet dernier, cassé les vitres et brûlé la moquette de l'ancien bureau de Kurt Lischka, à Cologne. Ils voulaient ainsi protester contre la « lenteur » mise par la justice allemande à ouvrir les dossiers des criminels de guerre nazis condamnés en France par contumace et réfugiés en République fédérale.

La convention franco-allemande de 1971, qui permet la poursuite de ces criminels en R.F.A., n'a été ratifiée qu'en février 1975 par le parlement allemand. L'Allemagne a attendu encore six mois pour demander aux autorités françaises la communication des dossiers. Aujourd'hui, plus de mille dossiers ont été transmis (mais aucune accusation n'a été prononcée) : ils concernent des personnes condamnées en France, dont certaines sont mortes ou disparues, mais dont d'autres sont des jours paisibles en R.F.A.

C'est le cas de Kurt Lischka, qui fut, de 1940 à 1943, chef adjoint de la police de sécurité en France et chef de la Gestapo pour la région parisienne. C'est au cours de son séjour à Paris qu'il obtint le grade d'Obersturmbannführer dans la S.S. pour son rôle extrêmement actif dans l'action antijuive. Il était responsable de la déportation et de la mort de plus de cent mille juifs.

Les militants de la L.I.C.A., qui avant d'arriver, mercredi, au tribunal, étaient allés de nouveau briser les vitres de Lischka, veulent, par leur action, mettre l'accent sur l'absurdité tragique de la situation : des militants antifascistes poursuivis devant un tribunal allemand pour qu'ils transmissent (mais aucune accusation n'a été prononcée) : ils concernent des personnes condamnées en France, dont certaines sont mortes ou disparues, mais dont d'autres sont des jours paisibles en R.F.A.

Le GOUVERNEMENT FÉDÉRAL paraît vouloir assouplir les mesures prises contre les « extrémistes » dans la fonction publique. M. Arngrim, secrétaire au Foreign Office, a annoncé que les ministres avaient adopté des « directives de principe » sur la vérification de la « fiabilité » constitutionnelle à des candidats à un poste dans l'administration. Le porte-parole a invité les Laïkés gouvernés par les chrétiens-démocrates à se rallier à ces directives. Celles-ci prévoient qu'un rejet de candidature devra être fondé sur des arguments défendables en justice et formulés par écrit. L'indécision pourra exposer son point de vue et se faire éventuellement assister d'un avocat.

LE GRAND SPECIALISTE DU rangement
A VOS DIMENSIONS
séries jeunes, contemporaines ou de styles grand choix de lits relevables
bibliothèques, bars, secrétaires, lits et meubles assortis éléments chambre enfant
FACILITES DE PAIEMENT
l'armoire universelle
149, av. Emile Zola, PARIS XV
UL 734.43.04
26, av. Div. Leclerc, ANTONY
UL 237.48.00

bougeoirs-fleurs
35f 55f
LANCEL
pour être sûr de ce que l'on offre

صكذامالامحل

EUROPE

DEUX POINTS DE VUE

Les Danois sont-ils de bons Européens ?

ACTUALITÉ DU FÉDÉRALISME

Allemagne fédérale
L'AFFAIRE LISCHKA
Les neuf Français est-jeu
de la suite de manifestations
De notre envoyé spécial

La presse intente un procès à Karl Lischka, le chef de la mission française à Bonn, en raison de sa participation à la manifestation de la semaine dernière. Lischka, qui a été arrêté par la police allemande, est accusé de « provocation » et de « participation à des manifestations illégales ». La mission française a démenti ces accusations et a déclaré que Lischka était un journaliste indépendant et non un agent officiel. La presse allemande a réagi avec violence, accusant la France de « manipulation » et de « soutien à des extrémistes ». La mission française a répondu que Lischka était un journaliste libre et que sa participation à la manifestation était une affaire personnelle. La presse allemande a continué à publier des articles négatifs sur la mission française, tandis que la mission française a continué à démentir les accusations.

Le gouvernement
Le gouvernement français a réagi avec calme aux accusations de la presse allemande. Il a déclaré que la mission française était composée de journalistes indépendants et que sa participation à la manifestation était une affaire personnelle. Le gouvernement a également déclaré qu'il ne s'agit pas d'une affaire officielle et qu'il ne s'agit pas d'une affaire de presse.

Le gouvernement
Le gouvernement français a réagi avec calme aux accusations de la presse allemande. Il a déclaré que la mission française était composée de journalistes indépendants et que sa participation à la manifestation était une affaire personnelle. Le gouvernement a également déclaré qu'il ne s'agit pas d'une affaire officielle et qu'il ne s'agit pas d'une affaire de presse.

Le gouvernement
Le gouvernement français a réagi avec calme aux accusations de la presse allemande. Il a déclaré que la mission française était composée de journalistes indépendants et que sa participation à la manifestation était une affaire personnelle. Le gouvernement a également déclaré qu'il ne s'agit pas d'une affaire officielle et qu'il ne s'agit pas d'une affaire de presse.

Le gouvernement
Le gouvernement français a réagi avec calme aux accusations de la presse allemande. Il a déclaré que la mission française était composée de journalistes indépendants et que sa participation à la manifestation était une affaire personnelle. Le gouvernement a également déclaré qu'il ne s'agit pas d'une affaire officielle et qu'il ne s'agit pas d'une affaire de presse.

Le gouvernement
Le gouvernement français a réagi avec calme aux accusations de la presse allemande. Il a déclaré que la mission française était composée de journalistes indépendants et que sa participation à la manifestation était une affaire personnelle. Le gouvernement a également déclaré qu'il ne s'agit pas d'une affaire officielle et qu'il ne s'agit pas d'une affaire de presse.

Le gouvernement
Le gouvernement français a réagi avec calme aux accusations de la presse allemande. Il a déclaré que la mission française était composée de journalistes indépendants et que sa participation à la manifestation était une affaire personnelle. Le gouvernement a également déclaré qu'il ne s'agit pas d'une affaire officielle et qu'il ne s'agit pas d'une affaire de presse.

LES Danois sont-ils de bons Européens ? Cette question a soulevé de nombreuses discussions. Les Danois ont été accusés de ne pas être assez engagés dans l'Union européenne. Cependant, les Danois ont répondu que leur engagement est différent de celui des autres pays. Ils ont déclaré qu'ils ont une vision plus réaliste de l'Union européenne et qu'ils ne veulent pas se laisser entraîner par des idéologies excessives. Les Danois ont également déclaré qu'ils ont une longue tradition de coopération internationale et qu'ils sont prêts à continuer à travailler pour une Europe plus unie.

Progrès et solidarité
sont nécessaires
Enfin, je ne me rappelle pas que le Danemark ait jamais fait opposition à une initiative raisonnable de la C.E.E. pour des raisons d'équité économique. Certains prétendent que nous pouvons facilement nous permettre d'être extravagants quand nous payons seulement 25 % des dépenses communes. Mais nous ne partons pas de la même échelle de contributions que les autres pays. Nous sommes en fait le plus pauvre des pays de la Communauté.

Positifs dans les domaines importants
Dans les domaines d'importance vitale, où une coopération approfondie présente aujourd'hui des avantages évidents pour toute la Communauté, aucun des États membres ne semble disposé à aller aussi loin que le Danemark. Politique monétaire. — Le Danemark est prêt à commencer immédiatement à rétablir des taux de devises fixes au sein de la C.E.E., à créer une unité de compte commune et modernisée dans tous les domaines de coopération, à amorcer une mise en commun graduelle des réserves de devises des États membres et à pratiquer une politique monétaire commune à l'égard des pays tiers.

La volonté politique est-elle absente ?
Quoi qu'il en soit, tous les gouvernements de la Communauté n'ont pas voté ou la possibilité politique de contribuer à des solutions communes aux problèmes de la Communauté.

blèmes qui font obstacle à une coopération plus étroite ni de faire de la C.E.E. un centre de pouvoir économique ou d'autre sorte. En d'autres termes, l'équilibre institutionnel, scrupuleusement établi et défini par le traité de Rome ne fonctionne pas. Cette constatation a fait envisager différentes manières de rétablir la capacité d'action politique des institutions européennes. L'opinion générale semble être que des élections directes au Parlement européen pourraient représenter un moyen d'atteindre ce but. Animés d'un bon esprit européen, nous ne voulons pas nous opposer au désir des autres États membres. Nous acceptons donc des élections directes, mais en nous réservant la possibilité de procéder aux « euro-élections » en même temps qu'à nos élections nationales et de demander que les membres danois du Parlement européen soient membres de notre Parlement national.

Des élections directes n'impliquent pas en soi un changement de l'équilibre des pouvoirs originellement établi par le traité de Rome. Ceci demande que le Parlement soit investi de pouvoirs accrus, une évolution qui n'est pas prévue pour le moment, et qui pourrait entraîner des changements dont il est impossible de prévoir la nature et qui risquent de ne pas être heureux. Il faut espérer que dans ce cas le Parlement ne recevrait pas d'autres attributions indépendantes, ce qui engendrerait d'ennuyeux conflits avec les conseils des ministres et les Parlements nationaux, et paralyserait tout le système. Il serait préférable d'accroître les pouvoirs du Parlement dans les mêmes domaines que ceux du Conseil des ministres, pour que les décisions soient prises par les deux organes et, si nécessaire, après négociations entre eux (un genre de système bicaméral).

La situation empirait certainement si l'idée d'un directeur de deux ou trois États membres était réalisée. Il est difficile d'imaginer un genre de système bicaméral. La situation empirait certainement si l'idée d'un directeur de deux ou trois États membres était réalisée. Il est difficile d'imaginer un genre de système bicaméral.

Qui sont les bons ?
Ceux qui croient pouvoir trouver la pierre philosophale dans le domaine institutionnel se consolent en disant qu'ils sont les « bons Européens », mais ils ne sont en réalité pas de meilleurs Européens que ceux qui déclarent fermement leur attachement à la fédération européenne poussée, de la fédération européenne ou d'autres conceptions générales, tout en s'opposant à tous progrès sur le fond des problèmes qui se posent pour la Communauté européenne.

Je ne crois pas qu'il se trouve beaucoup de Danois dans l'une ou l'autre de ces deux catégories. Les Danois, je crois que nous avons trop les pieds sur terre pour en être et que nous ne sommes pas encore habitués aux grands envolx rhétoriques qui ont cours dans d'autres États membres.

Notre vie au sein de la C.E.E. serait sans aucun doute grandement facilitée si nous profitions constamment des conjonctions européennes transnationales et si nous acceptions placidement les lointains et nuageux buts européens qu'on peut facilement désavouer dans le travail quotidien de la C.E.E. Mais je suis persuadé que nous servirions mal la cause européenne en empruntant ce chemin.

Aucun de nous ne vise à se modeler sur les autres. Nous voulons tous préserver la mosaïque européenne que forme la C.E.E. d'aujourd'hui et que nous avons tous contribué à créer. Le fait que les opinions sur la coopération communautaire et sur les meilleurs moyens de l'approfondir sont partagées ne devrait surprendre personne et ne devrait certainement pas nous conduire à nous classer mutuellement en plus ou moins bons Européens.

(*) Secrétaire d'Etat au ministère danois des affaires étrangères.

L'EFFORT pour unir l'Europe se trouve à nouveau devant un choix décisif comme c'était le cas lors du débat sur la communauté de défense. Cette fois, il s'agit d'ébaucher une démocratie européenne par des élections directes. Et cette fois, à nouveau, c'est la France qui tient la balance. En effet, les réticences danoises et britanniques sont réelles, mais elles ne résisteraient pas à une forte impulsion française.

Encore faut-il que la France y consente. Certes, les sondages d'opinion montrent que les trois quarts du public sont favorables, mais une telle majorité ne se retrouverait sans doute pas à l'Assemblée nationale. Les Européens regardent donc vers Paris, avec espoir mais sans inquiétude. Et ils se demandent pourquoi la France a quelquefois lancé des idées d'avant-garde pour les rejeter ensuite elle-même.

Offrons quelques réflexions à ce sujet. D'abord, écartons une explication qui serait injurieuse pour les partenaires de la France. Non, il ne s'agit nullement, chez eux, d'un attachement moins fidèle aux traditions nationales. Mais le fait est qu'en France le patriotisme a pris une forme presque unique, sentimentalement plus farouche et historiquement nourrie par des expériences inconnues ailleurs.

Commençons par ces dernières. Les Britanniques, eux, disent volontiers que leur nation « has grown » s'est développée comme une plante. C'est une exagération, car l'union anglo-écossaise notamment s'est réalisée à travers des bains de sang. Il n'en reste pas moins que le Britannique considère sa patrie comme un être organique ; il en résulte qu'il n'éprouve pas la crainte d'une désintégration possible. Même le débat actuel sur la « dévolution » réclamée par les Écossais n'ébranle pas la cohésion fondamentale du pays. Un match de football entre l'Angleterre et le Pays de Galles peut s'intituler « international », l'union ne saurait être mise en cause.

Par contre, les Français, même fidèlement républicains, aiment dire que leurs rois ont « fait » la France. Les réflexions nous sont inspirées par le livre de Bernard Voyenne vient de faire paraître aux « Presses d'Europe » : *Histoire de l'idée fédéraliste*. Nous en recommandons la lecture à tous ceux qui, à l'heure des grands bouleversements, ont la recherche d'une doctrine originale qui, en même temps, se trouve déjà éprouvée par l'expérience. Le fédéralisme — qui fut la doctrine de Montesquieu mais non pas de Rousseau, de Proudhon mais non pas de Marx — fut souvent écrasé par de « terribles simplificateurs ». Elle n'en reste pas moins communautaire et libératrice. Elle devient de plus en plus actuelle.

(*) Recteur honoraire du Collège d'Europe, à Bruges.

L'ÉCRAN SPÉCIALISTE
LA VOS DIMENSIONS
lits relevables
l'armoire universelle

bougeoirs-fleurs
35f 55f
LANCEL
pour être sûr de ce que l'on offre
Opéra (parking Paramount)
Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)
C.I.P. Porte Maillot
Parly 2 - Vélizy 2 - Créteil - Lyon et Nice

Kent lance sa Special Mild
(spéciale douce)
Une nouvelle saveur
KENT SPECIAL MILD
La nouvelle saveur de Kent Special Mild est due à un mélange exclusif des meilleurs tabacs américains. Et sa douceur — une douceur rassurante — se transmet intégralement par son filtre Micronite. Cette saveur, cette douceur n'appartiennent vraiment qu'à Kent Special Mild. Demandez la Kent spéciale.

**IMPRIMERIE SPECIALE
POUR PERIODIQUES**
HEBDOMADAIRES ET MENSUELS
Consultez les Presses du Palais
Royal 59 rue Saint-Anne
75001 Paris. Téléphone 01 40 20 12 34
DELAIS EXEMPLAIRES
PRIX AGREABLES

ASIE

CAMBODGE

Le témoignage d'un ancien habitant de Pailin

LE TRAVAIL FORCÉ A L'OMBRE DES FUSILS

Le témoignage d'un ancien habitant de Pailin
Voici le témoignage sur la situation au Cambodge d'un ancien habitant de Pailin, ville située dans le nord-ouest du pays. Il s'est récemment réfugié en Thaïlande.

Le 17 avril 1975, à 11 h. 30, Radio Phnom-Penh diffuse la nouvelle : depuis 9 h. 30, la ville est entre les mains des Khmers rouges. A l'annonce de cette nouvelle, toute la ville de Pailin est en émoi. Le soir de ce même 17 avril, le gouverneur de la ville, les chefs de services de la préfecture et autres fonctionnaires de haut rang se réfugient en Thaïlande à bord de leurs voitures. Ils emmènent leurs familles.

Le 18, environ trente Khmers rouges pénètrent dans la ville à bord d'un camion. Leur chef s'appelle « Bun ». Les trois jours suivants, les Khmers rouges de plus en plus nombreux pénètrent à Pailin : leurs chefs s'appellent : Say, Pom, Ngév, sur-nommé Sou. Ils ordonnent à tous les chefs de l'armée gouvernementale qui n'avaient pas fui de se rassem-

bler à la préfecture. Là ils disent aux officiers : « Nous vous demandons à tous d'aller à Battambang pour instruire nos soldats à la conduite des blindés, des avions, à l'usage correct de la radio, des canons, etc., car nos hommes ignorent tout cela. »

Le lendemain, une quarantaine d'officiers se présentent. Les Khmers rouges les ont amenés à l'ouest de Treng et les ont tués. Il y avait parmi eux le lieutenant-colonel Oum Akkaséri, les lieutenants Lay Song et Khoun Sabin. Ce sont les chauffeurs de camion ayant transporté les officiers qui nous ont rapporté tout cela en cachette. Les Khmers rouges ont ensuite emmené les sous-officiers et les ont fusillés à Trápéang Kà, ainsi que près du pont de la route Battambang-Pailin.

Le 26 avril, les Khmers rouges ordonnent à toute la population de quitter la ville avant trois jours. Ma femme, mes cinq enfants et moi-même avons quitté Pailin à pied, marchant jour et nuit en direction de Battambang. Nous sommes arrivés de

nuit à Trápéang Kà, où nous respirions l'odeur des cadavres des gens tués par les Khmers rouges et abandonnés près de la route. Les femmes et les enfants avaient très peur et n'osaient aller plus avant. Nous vîmes de nombreux cadavres de chaque côté de la route.

La population de Pailin ainsi déportée a quitté la route nationale 10, qui mène de Pailin à Battambang. Elle est entrée dans la forêt à Treng Chak Chha, à Ronus Ngéa, à Roung Kompong Koi et à Boeung Trassai. Une partie de la population a quitté Pailin en prenant la direction du nord, vers Sala Krau, Siré Antés, Khay, etc.

Après six nuits de marche, nous sommes arrivés à une pagode proche du marché de Smeung. J'y rencontrai beaucoup de gens de Pailin, dont M. Eng, ancien douanier. Il me dit qu'il était sorti de Pailin le dernier. Il m'a rapporté ceci : MM. Pauch Pa, vice-gouverneur de Pailin, Po Mân, chef de cabinet du préfet de Pailin, Tek Rovv, chef du bureau de Pailin, Miet Thairak, chef

de l'arrondissement, Fi Kouem, su-vice-directeur de l'enseignement primaire, et dix-neuf autres personnes ont été conduits à l'Angkor Leu (organisation supérieure) et ont été tués, au carrefour de la route de Samiat. Il ajoute aussi que depuis lors les Khmers rouges recherchent tous les fonctionnaires et tous les militaires pour les tuer jusqu'au dernier. Ma famille et moi-même sommes allés demander refuge à des villageois qui acceptèrent de nous recevoir. Ce village est situé à environ 5 km de Smeung, et personne ne m'y connaissait.

Au début, les Khmers rouges organisèrent la population en groupes de dix familles, avec un président de groupe, un vice-président et un secrétaire, nommés par eux pour diriger chaque groupe. Dans notre village, il y avait cinq groupes. Depuis notre sortie de Pailin jusqu'en juillet 1975, le groupe dans lequel je me trouvais n'a rien reçu des Khmers rouges. Nous vivions en mangeant seulement une soupe claire matin et soir. Nous échangeions nos habits, montres, sarongs contre du riz, afin de survivre.

De l'or contre du sel

Pendant plus de deux mois nous avons levé des diquettes dans les rizières, défriché les forêts sans aucun jour de repos. Il n'y avait pas de médicaments pour nous soigner. Nous n'avions que du sel pour accompagner notre riz, et dans les derniers mois, nous n'avions même plus de sel. On pouvait échanger de l'or contre du sel, car c'était la seule chose que les Khmers rouges acceptaient. Durant la période de disette, à sept personnes nous mangions quotidiennement une soupe qui contenait l'équivalent d'une boîte de riz seulement (250 grammes), dans laquelle nous mélangeions des racines et des patates douces. Au mois d'août, le chef de groupe distribua deux sacs de riz pour dix familles : cela faisait 15 kilos de riz par famille. Souvent nous nous couchions sans rien manger, parce que nous n'avions plus rien.

Le groupe auquel j'appartenais à cultivé plus de 20 hectares de rizières. Quand nous avons labouré, le chef de groupe a eu beaucoup de semences, disant qu'au temps de la moisson il récupérerait la mise de fonds. De mai jusqu'au temps de la moisson (décembre) les Khmers rouges nous ont distribué quatre fois deux sacs de riz non décoré, soit huit sacs au total. Ils nous disaient de nous débrouiller par nous-mêmes pour le reste. Ainsi nous n'avons jamais mangé ni sucre, ni viande, ni grasse, mais seulement de la soupe de riz mélangé à des feuilles d'arbres, et du sel quand il y en avait. Tout le monde était malade.

De temps en temps, les Khmers rouges tuaient un homme et l'attachaient le cadavre dans le village pour inspirer la crainte aux villageois, car plus personne n'avait confiance en eux. En août, les Khmers rouges m'envoyèrent couper des arbres à l'hôpital de Battambang, avec un camarade du même groupe. Nous étions neuf personnes au total. Comme il n'y avait pas de véhicule, nous avons dû marcher jusqu'à Battambang, soit couvrir environ 30 kilomètres. A Boeung-Trav, nous avons vu des ossements humains en très grand nombre éparpillés de chaque côté de la route nationale 10, qui mène de Smeung à Battambang. Dans la plaine entre le Phnom-Krapou et le Phnom-Sampeu, l'un de nos compagnons dit : « Dans cette plaine, les Khmers rouges ont tué un très grand nombre d'hommes. » A l'est du Phnom-Sampeu, au village de Chhèng-Kdar, nous avons vu de nombreux ossements dans la rizières.

A Battambang, le long de la rivière Sangkèr, devant l'école, au sud de l'hôpital municipal, les Khmers rouges avaient amoncelé le mobilier de valeur et l'avaient abandonné. Le long de la route empierrée qui longe la rivière, ils avaient planté des bananiers : ils voulaient transformer la ville de Battambang en campagne, et la campagne en ville ! Toute la ville baignait dans un silence de mort. Nous logions à l'hôpital, coupant des arbres. Là nous étions mieux nourris : une boîte de riz par personne et par jour, une boîte de sel pour dix. Après sept jours, les Khmers rouges nous ont renvoyés d'où nous venions, au canton n° 4.

Au cours des réunions, les dirigeants Khmers rouges avaient l'habitude de dire : « Nous avons brisé les classes sociales, il n'y a plus de classes oppressées ni de classes opprimées, il y a l'égalité, l'unité, la solidarité. » Or quand nous travaillions à l'hôpital de Battambang, le peuple ne mangeait que du riz et du sel, mais les chefs mangeaient du riz à pleines marmites et un poisson pour trois personnes !

Les Khmers rouges ordonnaient aux gens d'élever des porcs, des canards, des volailles. « Quand vous aurez beaucoup de porcs, de

canards, des volailles, tout le peuple aura de la nourriture à satiété », disaient-ils. Quand les animaux ont grossi, les Khmers rouges envoient leurs hommes réclamer les porcs, les canards, les poules afin que le peuple puisse les manger. Ils ont tout rassemblé, mais n'ont jamais distribué ni viande de porc, ni viande de poule, ni de canard, absolument jamais.

Quand ils sont en colère...

Dans le village n° 1, dans le canton n° 4 où je vivais, il y avait une femme qui était l'épouse du commandant Phin Uon. A force d'insulter, les Khmers rouges connurent son identité et la tuèrent avec ses quatre enfants. Quand les Khmers rouges sont en colère contre le mari, ils tuent la femme et les enfants. Les Khmers rouges surveillent le peuple avec un fusil et accélèrent le rythme du travail. Cependant, pendant les réunions, ils disent : « Nous avons brisé les classes sociales. »

En février 1976, je fus envoyé avec bon nombre d'autres personnes construire un grenier à riz à Boeung-Preuy. Vers 9 heures, je vis arriver un groupe d'une dizaine de Khmers rouges : ils attrapèrent un dénommé Pal et le tuèrent sur place : ils avaient appris que c'était un ancien militaire.

A la mi-janvier 1976, à l'époque de la moisson, les Khmers rouges nous ont rassemblés dans la pagode Pèak Sbaek. Le chef du district, appelé Tam, a déclaré : « Les statues de Bouddha ne sont qu'œuvre de mains d'hommes ! Les bonzes sont des fils de villageois ! » Tam alla chercher les bonzes de Pèak Sbaek pour qu'ils puissent écouter sa propagande : « Puisque les Khmers rouges ont cessé de croire au bouddhisme, le clergé doit cesser d'exister. Si les bonzes s'obstinent à garder le froc, ils n'auront plus rien à manger. Dans la loi de Bouddha, il est écrit : « Celui qui mange, c'est celui qui a travaillé », les moines suivent les actes. »

En mars 1976, les Khmers rouges ont modifié l'organisation du peuple : ils ont ordonné aux gens de former des compagnies, des sections, et non plus des groupes ou des villages comme durant les mois précédents. Une compagnie se compose de cent vingt familles, une section de trente : chaque compagnie et chaque section sont dirigées par « une unité » : un président, un vice-président, un secrétaire. Ils ont rassemblé tous les gens du canton n° 4 en un seul endroit appelé Tuol Boeung Preuy, sur un terrain d'une longueur de 1 800 mètres et d'une largeur de 850. Les célibataires, hommes et femmes, forment des compagnies, des sections, et sont conduits loin de leurs familles. Ils sont appelés « troupes mobiles » (Kang Chhai). Les enfants de moins de huit ans et au-dessus forment également des « troupes mobiles ». Les Khmers rouges ne font rien pour leur fournir un abri, de la nourriture, des médicaments. Ces enfants doivent se débrouiller par eux-mêmes. Ils doivent travailler de 8 heures à 10 heures et de 14 heures à 17 heures. Ils creusent des puits, des étangs, des mares, comme les adultes. Chaque soir, dix à vingt enfants s'évanouissaient, car ils étaient très faibles, manquant de nourriture, ne mangeant que de la soupe et du sel, dormant au milieu des champs ou sous les arbres. Bon nombre d'entre eux n'ont ni vêtements ni couverture.

Avant que je quitte le Cambodge, les Khmers rouges ont obligé les enfants et toute la population à travailler la nuit. J'ai travaillé plusieurs fois de nuit, de 19 à 22 heures. Quand je rentrais du travail, je passais près du campement des enfants, je voyais leurs pauvres corps et leurs visages, pas différents de ceux qu'on a pu voir sur les photos des enfants du Biafra pendant la guerre. Les femmes aussi sont très malades. La plupart d'entre elles n'ont plus de règles.

Le 20 mars, Radio Phnom-Penh a annoncé que le peuple choisirait ses représentants à l'Assemblée du peuple. Cependant, la réalité est autre : les Khmers rouges n'envoient voter que les présidents, les vice-présidents, les secrétaires de compagnies et de sections. Ceux-ci n'ont pu que choisir le représentant du peuple qui était déjà en fonction dans le district où ils vivaient : Hien, représentant de l'arrondissement de Phnom-Sampeu, district n° 3, région nord-ouest. Le choix était déjà fait. Le même jour, je me suis enfui vers la Thaïlande où je suis arrivé après neuf jours et dix nuits de marche en forêt.

● L'un des chefs de commando de la résistance cambodgienne anticommuniste, le commandant Phin Uon, a été tué au combat le 24 avril, avec quatre de ses hommes, dans le village de Sda, dans la province de Battambang, indique l'A.F.P., dans une dépêche datée de Bangkok.

Fête des mères

Jusqu'au 23 mai, offrez le cadeau.
Darty offre les fleurs.



Venez chez Darty avant le 23 mai. Vous choisirez plus tranquillement. Et si vous achetez votre cadeau avant le 23 mai, votre maman recevra un superbe bouquet de roses le jour de la Fête des Mères. Chez Darty, vous trouverez des milliers de cadeaux aux prix Darty garantis par le Contrat de Confiance. • A moins de 30 F : mouline à café, remède-miette, album-gaz, escousses à salade, etc. • De 30 à 50 F : sèche-cheveux, balancets, grille-pain, mixers, fers à friser, etc. • De 50 à 75 F : coffres-fort, coffres électriques, épilateurs, balais mécaniques, sorbeteuses, robots de cuisine, etc. • De 75 à 100 F : soufflants, cocottes-minutes, pendules de cuisine, fers à vapeur, chauffe-plats, etc. Et des milliers d'autres cadeaux, même le lave-vaisselle si papa vous aide.

Darty, le seul spécialiste TV, électroménager, Hi-Fi qui ose vous signer le Contrat de Confiance.

Home-Centers Darty et Réal regroupent : Darty, spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV et Réal, spécialiste en aménagement, décoration et cuisines.
75 - PARIS 11^e : 25 à 35, bd de Belleville - M^e Couronnes ②
75 - PARIS 14^e : Centre Commercial Galté-Montparnasse ②
93 - ex du Moine - Entrée directe par le M^e Galté ②
93 - BAGNOLET : Rue de Bagnelet, M^e Galté, Au pied du Noisetier ②
93 - BONDY : 123 à 155, ex Gallier, RN 3 ②
93 - CERGY-POISSONNIÈRE : Centre Régional "3 fontaines" ②
92 - CHATELAIN : 151, ex Marcel-Cochin, RN 306 ②
92 - REBENTRÉE : 102-114, ex Lédine, RN 1 ②
94 - CRETEIL : Centre Régional "Centre-Soleil" ②
76 - ROUEN : 47, ex de Coen ②



Magasins Darty spécialistes de l'électroménager, Hi-Fi, TV.
75 - PARIS 8^e : Darty-sous-le-Madeleine, Paris 1^{er} place de la Madeleine ②
75 - PARIS 15^e : 140, ex de Chézy, M^e R. D. ②
75 - PARIS 18^e : 128, ex de St-Ouen, M^e Pte de St-Ouen ②
75 - PARIS 20^e : 3-5-7, ex de la Pte de Montreuil, M^e Pte de Montreuil ②
78 - ORGÈVAL : Centre Commercial "Art de Vivre" ②
78 - PARY 2 : Centre Commercial ②
91 - THIAIS-BUNGS : Centre Régional de la "Belle Epave", RN 7 ②
92 - ASNIÈRES : Carrefour des 4 Routes, RN 309/RN 186 ②
94 - CHAMPIGNEY : 12, ex R-Soleign, La Fourchette, RN 4 ②
69 - LYON : Centre Commercial de la Part-Dieu, 3^e étage ②
69 - LYON : 4300 places de parking ②
69 - LIMONEST : Route Nationale 6 ②

① Nocturne le Mardi jusqu'à 21 h 30 - ② Nocturne le Mercredi jusqu'à 21 h 30 - ③ Nocturne le Jeudi jusqu'à 21 h 30 - ④ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21 h 30 - ⑤ Nocturne le Samedi jusqu'à 22 h 00 - ⑥ Nocturne le Dimanche jusqu'à 21 h 00 - ⑦ Ouvert le Dimanche matin - ⑧ Ouvert le Dimanche toute la journée - ⑨ Fermé le Dimanche - ⑩ Fermé le Lundi - ⑪ Fermé le Lundi matin - ⑫ Fermé le Mardi - ⑬ Fermé le Mercredi - ⑭ Nocturne le Mardi jusqu'à 22 h 00 - ⑮ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21 h 00.

... construire ...

CIN

RAISON

UN



villes de France : un
forcément pas très l

4 La gamme de
une solution efficace
la restauration de v
Il y a toujours une

5 La rapidité C
grâce à notre réseau

Quand on ne fait c

هكذا من الاجل

[illegible][illegible][illegible][illegible]

● Lors de la séance de la Commission de l'Industrie et du Commerce, le 22 avril, M. le ministre a exposé les raisons qui ont motivé la décision prise par le Gouvernement de ne pas autoriser l'importation de produits étrangers en provenance de pays qui ne sont pas membres de l'A.E.P. dans une date de 1949.

Pour acheter, construire ou restaurer une maison, un appartement, neuf ou ancien.

**CINQ BONNES
RAISONS DE CHOISIR
UN PRET CDE.**

Quand ils sont en t
Dans le village

100 000 à 200 000, dit le
 nomme qui était l'épouse d'un
 cadet Phin Uon. A force de
 les Khmers rouges com-
 mander, ils tuèrent sans
 trêve. Quand les Kh-
 mers sont en colère contre
 ils tuent et la femme et les
 enfants. Les Khmers rouges
 ont un but, ils ont un
 peuple avec un but et un
 rythme du travail imposé,
 dans les réunions, ils dis-
 ent : nous sommes les
 avant-bras brisés des classes
 opprimées.
 En février 1976, je suis allé
 à Phnom Penh. J'ai vu un
 bon nombre d'œuvres
 de construction, un grenier à
 riz, un hôpital, une école.
 Preux. Vers 9 heures, je
 suis allé à la prison. J'ai
 vu un groupe d'une dizaine
 de Khmers rouges. Ils
 étaient en train de
 travailler. Ils attrapèrent
 un prisonnier et ils le
 tuèrent sans pitié. Ils
 avaient appris que c'était
 un militaire.

[illegible][illegible]

La 2^e marche, dans l'ordre
du programme, est la marche
des combattants et des
combattantes. C'est la
marche des combattants et
des combattantes qui ont
été blessés pendant la
guerre. C'est la marche
des combattants et des
combattantes qui ont été
blessés pendant la guerre.
C'est la marche des combattants
et des combattantes qui ont
été blessés pendant la guerre.
C'est la marche des combattants
et des combattantes qui ont
été blessés pendant la guerre.

● Dans les châtiments
de la "Commission" de
l'Organisation, le
Min. Ours a été le
si dur, avec une
sévère, dans le même
dans la province de Sied
dique l'A.P.P. dans
de Siedach

La rigueur et l'imaginaire.
24 mars 1848. Le gouvernement révolutionnaire, dont font partie Arago, le mathématicien, et Lamartine, le poète, (si comme) signe le décret accordant à l'industrie du bâtiment des crédits pour entreprendre des travaux et donner de l'ouvrage aux chômeurs. La brique remplace les pavés, et la truelle les balustrades.
Le Compétiteur des Entrepreneurs était né. Ce n'était qu'un début.



**1 L'expérience CDE : 130 années d'activité,
plus de deux millions de logements financés.
Il y a des chiffres qui ne trompent pas.**

2 La spécialisation CDE : un seul domaine d'activité, les prêts immobiliers uniquement. Ce domaine, CDE le connaît à fond.

3 L'implantation CDE : un centre d'accueil à Paris et 20 agences dans les plus grandes équipes CDE dans chaque région. Nous sommes près de chez vous.

4 La gamme des prêts CDE : à chaque problème de financement, une solution efficace, rapide et souple, pour l'achat, la construction, la restauration de votre maison, de votre appartement (neuf ou ancien). Il y a toujours une solution CDE.

5 La rapidité CDE : un prêt peut être accordé en 24 heures, grâce à notre réseau informatique. C'est plus rapide et c'est plus sûr.

Quand on ne fait qu'une chose, on la fait forcément mieux, et plus vite.

Prêts immobiliers **cde**
COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

PARIS, centre accueil-informations, 6, rue Volney, 75002, tél. 260-35-36 - VERSAILLES, 5, place Hoche, tél. 950-01-91 - PONTOISE, 20, place du Grand-Martroy, tél. 464-13-65 - Bayonne, Béziers, Bordeaux, Brest, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Reims, Rennes, Rouen, Toulouse, Tours.
Et partout en province, les Directions Départementales du Crédit Foncier de France.

POLITIQUE

La polémique sur la politisation de l'administration

M. Poniatowski renouvelle ses attaques contre certains fonctionnaires socialistes

A l'occasion d'une question d'actualité posée mercredi 19 mai à l'Assemblée nationale par M. Claude Coullais (R.I., Meurthe-et-Moselle), M. Michel Poniatowski a repris les accusations qu'il avait portées à Nancy, devant le Conseil national des jeunes giscardiens (le Monde du 18 mai), contre les activités de certains fonctionnaires socialistes au sein de l'administration.

Le ministre de l'Intérieur a fait à nouveau état d'un document édité par la fédération de Paris du P.S. : « Les sections d'entreprise dans la fonction publique », dont il a cité de larges extraits, et, en particulier, celui-ci : « L'essentiel, pour les sections d'entreprise dans la fonction publique, est de se faire les propagandistes de la stratégie de l'union de la gauche appuyée sur le programme commun de gouvernement. » M. Poniatowski a jugé « insupportable » que certains fonctionnaires servent ainsi « leurs vues partiales au lieu de servir la justice et l'intérêt de ceux qui ont en charge », et a ajouté que le gouvernement « saurait faire respecter les obligations inscrites dans la loi ».

M. ROCARD : un immense scandale.

M. Michel Rocard, membre du secrétariat du parti socialiste, interrogé à ce sujet mercredi en fin d'après-midi au micro de R.T.L., a répondu en ces termes : « En France, le secret administratif est protecteur des mau-

vais coups du pouvoir. Que les fonctionnaires socialistes posent le problème d'une démission de ce niveau secret quand nous viendrons au pouvoir et engage des maintenant une bataille d'explication auprès de leurs collègues pour faire comprendre qu'il y a un scandale, c'est bien normal.

« Que l'on n'oublie pas, en lisant le document de la fédération de Paris, que les auteurs eux-mêmes respectent la loi et préservent le secret. Tout ce la, toutes ces accusations sont pour le moment sans aucune presse.

« Retournons le problème. Il n'y a plus un projet qui ne soit autre chose qu'un agent du pouvoir, du parti au pouvoir. Il n'y a plus un ambassadeur qui ne soit autre chose qu'un agent du pouvoir. La fonction publique est à la botte du parti au pouvoir, c'est la qu'il y a racket, c'est là qu'il y a un immense scandale. Effectivement, cette politique de dévouement, de monopartisme de la fonction publique par une seule coalition, se heurte à des résistances. Les fonctionnaires trouvent que les manipulations du pouvoir sont scandaleuses.

« La campagne qui est menée contre le P.S. est une méchante campagne, parce que les fonctionnaires socialistes sont des fonctionnaires loyaux, et qu'ils entendent le rester. Nous avons, et ici j'engage le parti socialiste, le très grand souci de conserver à la France une fonction publique en bon état de marche, car nous en aurons besoin. »

A l'émission télévisée « C'est à dire »

M. Jobert : il faut récuser l'affrontement ou la compromission

M. Michel Jobert, fondateur du Mouvement des démocrates, invité mercredi soir 19 mai à l'émission télévisée d'Antenne 2 « C'est à dire », a répondu, à propos de « l'ailleurs » où il vient se situer : « L'ailleurs devient très précis à mesure que l'on s'éloigne des cercles politiques. Il faut appeler les Français à récuser l'affrontement ou la compromission. »

Critiquant les projets de réforme des conditions de présentation des candidats à l'élection présidentielle ainsi que l'exigence de 15 % des inscrits pour se présenter au deuxième tour des autres élections, M. Jobert estime que cela favorise « ceux qui sont

bien en place » et aboutit à « une démocratie verrouillée ».

Intervenant dans une séquence où le vice-président de la société ERAP, M. Raymond Levy, a déclaré qu'il attendait des engagements de des sociétés pétrolières pour leur faire à des hommes politiques ou à des fonctionnaires en demandant à ceux-ci seraient venaient, M. Jobert a assuré : « Il y a des pots-de-vin, des sous-payés, mais chez moi il n'y a pas une goutte de vin. »

L'ancien ministre, se jugeant « sincère et ouvert », a ajouté : « J'ai la patience et la durée », a laissé entendre qu'il pourrait être candidat à des élections municipales ou législatives : « Peut-être, peut-être, on verra. »

Déverrouiller la démocratie

M. Michel Jobert, dont la culture, le talent et un peu hémétique, et le savoir-vivre ont depuis longtemps avéré, a fait preuve mercredi soir d'une louable patience pour répondre à bien des questions stupides que « l'opinion » lui posait par le truchement de l'animateur de l'émission télévisée « C'est à dire ».

Que ses concitoyens voient l'ancien ministre des affaires étrangères en visionniste plutôt qu'en accordéoniste ou en batteur, il nous importe peu. À cette double réserve près, qu'il faut faire bien peu de cas des Français pour les inviter à se prononcer sur de telles bêtises, et qu'il faut vraiment mépriser les hommes politiques pour les contraindre à un tel jeu. Nous attendons avec impatience le jour où l'un d'eux refusera enfin de se prêter, car la démocratie n'aura qu'à y gagner.

A supposer que l'interlocuteur de M. Jobert ait voulu lui poser une question intéressante, il aurait pu lui demander : « Pourquoi donc n'allez-vous pas jusqu'au bout de vos propres raisonnements ? »

L'opiniâtre animateur du Mouvement des démocrates a, en effet, déploré avec flamme et sincérité que l'on ait, en France,

« verrouillé la démocratie », que l'on ait condamné ce pays à un perpétuel affrontement entre deux blocs puissants qui interdisent aux petits et aux faibles de tenter leur chance, mais il n'a, hélas ! proposé aucun remède.

D'où vient donc le mal que M. Jobert a bien raison de dénoncer et ce n'est — répétons-le pour la centième fois depuis la révision constitutionnelle de 1962 — du mécanisme de l'élection qui commande toutes les autres, celle du président de la République ?

On ne cesse d'entendre gémir les bords apôtres de tous bords qui agitent les excès et les effets désastreux de la bipartition, mais il ne s'en trouve pas un seul aujourd'hui qui ait le courage d'aller jusqu'à l'évidence pour dire que l'on ne peut guérir aucun mal sans s'attaquer à sa cause profonde.

M. Jobert nous a redit hier encore, et sa sincérité n'est pas douteuse, qu'il voulait se situer « ailleurs ». Qu'il prenne donc dès demain, pour déverrouiller la démocratie, le beau risque de partir en croisade contre l'élection du président de la République, et pour la révision de la Constitution.

RAYMOND BARRILLON.

PROTECTION SOCIALE DE LA FAMILLE

Les députés refusent que les jeunes pères de famille soient dispensés automatiquement du service national

Mercredi 19 mai, l'Assemblée nationale poursuit, sous la présidence de M. Le Douarrec (U.D.R.), la discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille (le Monde du 20 mai).

« Est-ce gouverner que de se soumettre aux intérêts égoïstes plutôt que de faire prévaloir ceux de la nation », demande M. FONTAINE (N.L., La Réunion), qui observe que notre situation démographique nous réserve des lendemains amers puisqu'il y aura de moins en moins d'actifs pour supporter le poids des inactifs. Pour terminer, il trouve « choquant » que l'Assemblée ait isolé le revenu imposable garanti.

M. HAMEL (R.I., Rhône) suggère que le produit de l'impôt sur les plus-values soit affecté à la politique familiale. « Qui doit bénéficier des prestations familiales », demande M. BONHOMME (app. U.D.R., Tarn-et-Garonne), qui ne voit pas la nécessité d'élargir les familles qui n'en ont pas besoin. A son avis, la répartition égalitaire est un principe « anachronique ». Il suggère que les allocations familiales soient intégrées dans le revenu imposable.

En séance de nuit, et sous la présidence de M. CLAUDIUS-PETIT (réf.), Mme VEIL répond aux orateurs et constate cependant que nous nous orientons vers des prévisions dans le sens de la réaction menée par le gouvernement. Quant aux propositions « fort coûteuses » faites par certains, elles ne s'accompagnent pas, relève le ministre, des contreparties financières nécessaires. Elle se déclare, comme M. Bonhomme (app. U.D.R.), favorable à une limitation des dépenses de santé.

En ce qui concerne le problème de la natalité, elle déclare : « La démographie est un impératif national, il ne s'agit pas de baisser les bras. Toutes les actions seront menées, y compris dans le domaine de l'éducation et de l'information. » Puis elle précise ne pouvoir souscrire à la politique préconisée par M. Debré en ce qui concerne la construction de crèches, reconnaît que tout doit être fait pour privilégier les mères de famille nombreuses, et refuse toute séparation entre les femmes qui travaillent et les mères au foyer : « Il n'y a pas deux sortes de femmes en France », affirme-t-elle, avant d'évoquer la situation de la D.O.M.

Dans la discussion des articles et au titre premier (l'allocation de parent isolé), M. WEBER (P.C.) constate que la plupart des amendements communistes ont été écartés : « Ainsi les textes qui nous ont permis d'arriver à prendre ou à laisser », conclut le député, qui dénonce également la discrimination dont sont victimes

les mères qui sont restées à leur foyer. »

« La politique des petits pas », déclare M. RICHOMME (R.I., Calvados), nous aurions préféré celle du grand bond. »

M. CERNÉAU (N.L., La Réunion) souhaite une révision de la politique suivie dans les D.O.M.

M. ALBERT (U.D.R., Alpes-Maritimes) regrette que le texte ne contienne que des mesures limitées qui ont toutefois, à ses yeux, le mérite d'être une philosophie nouvelle, celle d'un revenu minimum garanti.

M. HAMEL (R.I., Rhône) suggère que le produit de l'impôt sur les plus-values soit affecté à la politique familiale.

« Qui doit bénéficier des prestations familiales », demande M. BONHOMME (app. U.D.R., Tarn-et-Garonne), qui ne voit pas la nécessité d'élargir les familles qui n'en ont pas besoin.

A son avis, la répartition égalitaire est un principe « anachronique ». Il suggère que les allocations familiales soient intégrées dans le revenu imposable.

En séance de nuit, et sous la présidence de M. CLAUDIUS-PETIT (réf.), Mme VEIL répond aux orateurs et constate cependant que nous nous orientons vers des prévisions dans le sens de la réaction menée par le gouvernement.

Quant aux propositions « fort coûteuses » faites par certains, elles ne s'accompagnent pas, relève le ministre, des contreparties financières nécessaires. Elle se déclare, comme M. Bonhomme (app. U.D.R.), favorable à une limitation des dépenses de santé.

En ce qui concerne le problème de la natalité, elle déclare : « La démographie est un impératif national, il ne s'agit pas de baisser les bras. Toutes les actions seront menées, y compris dans le domaine de l'éducation et de l'information. »

Puis elle précise ne pouvoir souscrire à la politique préconisée par M. Debré en ce qui concerne la construction de crèches, reconnaît que tout doit être fait pour privilégier les mères de famille nombreuses, et refuse toute séparation entre les femmes qui travaillent et les mères au foyer : « Il n'y a pas deux sortes de femmes en France », affirme-t-elle, avant d'évoquer la situation de la D.O.M.

Dans la discussion des articles et au titre premier (l'allocation de parent isolé), M. WEBER (P.C.) constate que la plupart des amendements communistes ont été écartés : « Ainsi les textes qui nous ont permis d'arriver à prendre ou à laisser », conclut le député, qui dénonce également la discrimination dont sont victimes

les mères qui sont restées à leur foyer. »

« La politique des petits pas », déclare M. RICHOMME (R.I., Calvados), nous aurions préféré celle du grand bond. »

M. CERNÉAU (N.L., La Réunion) souhaite une révision de la politique suivie dans les D.O.M.

M. ALBERT (U.D.R., Alpes-Maritimes) regrette que le texte ne contienne que des mesures limitées qui ont toutefois, à ses yeux, le mérite d'être une philosophie nouvelle, celle d'un revenu minimum garanti.

M. HAMEL (R.I., Rhône) suggère que le produit de l'impôt sur les plus-values soit affecté à la politique familiale.

« Qui doit bénéficier des prestations familiales », demande M. BONHOMME (app. U.D.R., Tarn-et-Garonne), qui ne voit pas la nécessité d'élargir les familles qui n'en ont pas besoin.

A son avis, la répartition égalitaire est un principe « anachronique ». Il suggère que les allocations familiales soient intégrées dans le revenu imposable.

En séance de nuit, et sous la présidence de M. CLAUDIUS-PETIT (réf.), Mme VEIL répond aux orateurs et constate cependant que nous nous orientons vers des prévisions dans le sens de la réaction menée par le gouvernement.

Quant aux propositions « fort coûteuses » faites par certains, elles ne s'accompagnent pas, relève le ministre, des contreparties financières nécessaires. Elle se déclare, comme M. Bonhomme (app. U.D.R.), favorable à une limitation des dépenses de santé.

En ce qui concerne le problème de la natalité, elle déclare : « La démographie est un impératif national, il ne s'agit pas de baisser les bras. Toutes les actions seront menées, y compris dans le domaine de l'éducation et de l'information. »

Puis elle précise ne pouvoir souscrire à la politique préconisée par M. Debré en ce qui concerne la construction de crèches, reconnaît que tout doit être fait pour privilégier les mères de famille nombreuses, et refuse toute séparation entre les femmes qui travaillent et les mères au foyer : « Il n'y a pas deux sortes de femmes en France », affirme-t-elle, avant d'évoquer la situation de la D.O.M.

Dans la discussion des articles et au titre premier (l'allocation de parent isolé), M. WEBER (P.C.) constate que la plupart des amendements communistes ont été écartés : « Ainsi les textes qui nous ont permis d'arriver à prendre ou à laisser », conclut le député, qui dénonce également la discrimination dont sont victimes

LA COMMISSION SPÉCIALE DE L'ASSEMBLÉE

MM. Duverger, Hamburger et Levi-Strauss parlent de l'environnement politique, moral et historique des libertés

La commission spéciale chargée d'examiner trois propositions de loi sur les libertés s'est réunie mercredi 19 mai à l'Assemblée nationale sous la présidence de M. Edgar Faure pour procéder à trois auditions.

M. Maurice Duverger, professeur de science politique à l'université de Paris-I, propose de réviser la loi de 1958 sur l'assemblée des forces qui résistent à l'oppression, celle-ci étant socialement « naturelle ». Après avoir souligné que « dans les pays communistes ou dans les pays à prise d'oppression principale tient à la propriété privée des moyens de production et dans les pays communistes au pouvoir d'Etat », il estime que la question des libertés doit être étudiée « en fonction des oppressions les plus réelles et les plus dangereuses dans notre société industrielle pluraliste ».

M. Duverger, contrairement à ce que prévoit la proposition de loi de la majorité affirmant que « nul ne peut attenter à la liberté d'autrui », sur sa demande, estime que « chacun a droit au choix de sa propre mort ». Estimant insuffisantes les garanties juridiques des libertés, il suggère que cette proposition de loi ne fasse référence ni à la Constitution ni à la Déclaration des droits de l'homme, et propose la création d'une Cour suprême ou d'un tribunal constitutionnel auquel les citoyens pourraient recourir et l'installation d'un véritable « ombudsman » élu par le Parlement, qui ne peut être saisi que par les citoyens. Après avoir souligné l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport à l'exécutif et au législatif, il évoque les menaces qui pèsent sur l'exercice des libertés et plus précisément sur celle de la presse et propose comme premier souci du législateur de répondre à la question : comment empêcher que le système des médias transforme un peuple de citoyens en peuple « criote ».

Pour M. Jean Hamburger, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie nationale de médecine, professeur de chirurgie néphrologique, c'est à

l'intensité de décider, dans sa vie, s'il s'oppose ou non au prélèvement d'un de ses reins après sa mort, contrairement à ce que prévoit la proposition de loi de la majorité. Il note que, d'une part, « la liberté totale de l'individu est un dessin illusoire, voire destructeur », et que, d'autre part, « le sentiment de jour d'être un citoyen n'est pas une fraction du sentiment que l'on a d'être investi d'une certaine confiance. Son exercice heureux dépend donc aussi d'un style nouveau qui est à établir dans les rapports entre l'individu et les organisations dont il dépend ».

M. Claude Levi-Strauss, membre de l'Académie française, professeur au Collège de France, relève que la liberté est « un produit de l'histoire et l'idée que nous nous en faisons n'est répandue que dans une fraction de l'humanité ». Il met donc en garde le législateur ou le philosophe « à ne pas donner à la liberté un fondement prétendu universel, qui serait arbitraire parce qu'il serait en fait relatif », mais « à reconnaître l'homme comme être vivant dont les droits trouvent leur limite dans ceux de autres espèces vivantes ». En conclusion, M. Levi-Strauss affirme que « la liberté pourrait être garantie grâce au respect des petites solidarités ou à l'appartenance qui résultent de l'histoire, et sont seules capables de résister à l'oppression aux abus. En un mot, la condition la plus sûre pour protéger la liberté serait de redonner un contenu concret à la vie sociale ».

Au cours du débat, M. Duverger, en réponse à M. Ducloux (P.C., Hauts-de-Seine), est amené à déclarer qu'il est hostile au projet relatif à la fiscalité de la presse, et s'accorde avec le chancelier (P.S., Creuse) pour reconnaître que les circonstances actuelles ne rendent pas possible une nouvelle déclaration des Droits de l'homme, opinion que partage également M. Levi-Strauss.

LES VOYAGEURS LES PLUS BLASÉS SONT FASCINÉS PAR

HAÏTI

plages désertes, villages, palmiers
nouveaux, langue de vivre des Caraïbes.

DÉPARTS INDIVIDUELS
4 FOIS PAR SEMAINE
10 JOURS
TOUT COMPRIS
Haïti-Bahamas
2990

101 rue St-Henri - 75001 PARIS - Tél. : 260.38.55

COMITOUR

M. MARIO BÉNARD ÉVOQUERA AVEC LE CHEF DE L'ÉTAT LES PROBLÈMES DES RAPATRIÉS

M. Jacques Chirac a reçu mercredi 19 mai M. Mario Bénard, député U.D.R. du Var, ancien président de la commission nationale de concertation avec les rapatriés.

L'entretien, indique un communiqué publié par le cabinet du premier ministre, avait pour objet « de faire le point des réactions enregistrées par le député du Var à la suite de l'émission des Dossiers de l'écran du 6 avril dernier, et d'examiner l'état actuel des problèmes qui demeurent posés à nos compatriotes d'outre-mer, compte tenu des travaux en cours de la commission de concertation actuellement présidée par M. Fassinagagne ».

M. Mario Bénard sera prochainement reçu par le président de la République.

« T.F.A.I. : le haut commissaire reprend tous les pouvoirs de police. Tous les pouvoirs de police délégués en 1974 aux autorités du Territoire français des Antilles et des Indes ont été repris par le haut commissaire de la République », a annoncé le 19 mai, M. Sém, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, après un séjour de quarante-huit heures à Djibouti.

profondeur sur le

LA CLEF ROUGE
TOUTES LES GRANDES
MARQUES A DES
PRIX CASSÉS

1500 TTC

PORTE
BLINDÉE
5
fermetures
super
sécurité

BRICARD

LA CLEF ROUGE
LA CLEF ROUGE
LA CLEF ROUGE

مكتبة الأصيل

Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat

LA FAMILLE

Les jeunes pères de famille

Le Sénat a entrepris, mercredi 19 mai, l'examen du projet de réforme de l'urbanisme adopté le mois dernier par l'Assemblée nationale. La discussion de ce texte, qui s'est poursuivie jusqu'à une heure avancée de la nuit et qui a repris jeudi matin 20 mai, porte sur plusieurs points forts, notamment le principe de la non-différenciation en dehors de l'espace constructible (article 6 bis), le pouvoir donné aux associations de se porter partie civile et la nature de ces associations (article 34), la servitude d'accès au littoral (article 38 bis) et tant du vote de l'amendement Dubedout à l'Assemblée.

Sur ces points et sur d'autres articles, la commission des affaires économiques a déposé une centaine d'amendements que le rapporteur, M. Chauby, devait défendre au cours des débats.

Cette réforme, souligne M. CHAUBY (non-inscrit, Loire-Atlantique), revêt une très grande portée : elle marque un tournant dans l'usage du droit de propriété. Le code de l'urbanisme est refondu, sa structure est adaptée aux conditions nouvelles. Une volonté politique s'y exprime par l'introduction de dispositions originales. Déposé avec 59 articles à l'Assemblée nationale, le projet parvient au Sénat profondément modifié avec 79 articles. Après avoir présenté les neuf chapitres du texte (voir le Monde des 10, 15 et 16 avril), le rapporteur en définit les lignes directrices :

« Respecter l'environnement, assurer une meilleure justice, développer l'information du public, son, déclare-t-il, les trois lignes de force du texte. »

Le respect de l'environnement se marque par un urbanisme plus diversifié, le renforcement des périmètres sensibles, la sauvegarde des espaces ruraux. L'interdiction des dérogations tend à assurer plus de justice.

L'information du public est améliorée par diverses dispositions du projet. En particulier, les associations reçoivent le droit de se porter partie civile.

M. PILLET (Un. centr., Loire), qui exprime l'avis de la commission des lois, apprécie, dans la réforme, le souci de donner plus de pouvoirs aux collectivités locales ainsi que des dispositions qui perfectionnent le système de POS (Plan d'occupation des sols). Le POS, estime-t-il, devrait constituer le document unique de référence. L'article 38 bis, en revanche, concernant la servitude d'accès au littoral, ne lui paraît pas acceptable.

M. MIREUDET (Ind. Haute-Saône), donne l'avis de la commission des affaires culturelles, selon laquelle la protection indispensable de l'environnement ne doit pas pour autant bloquer la création architecturale. Le projet améliore la législation du permis de démolir et celle des secteurs sauvegardés. Cependant, le rapporteur demande que l'avis de la commission nationale des secteurs sauvegardés soit recueilli avant la publication du plan de sauvegarde. Il faut aussi présumer les quartiers anciens contre les urbanistes à la main lourde.

M. LAUCOURNET (P.S., Haute-Vienne) affirme notamment que les représentants des H.L.M. doivent devenir le « fer de lance de la construction de demain ».

M. PARENTY (Un. centr., Haute-de-Seine) souhaite que la réglementation nouvelle n'impose pas trop de tracasseries aux administrateurs locaux.

Pour M. CHATELAIN (P.C., Val-d'Oise), le projet distribue surtout « des illusions », « tout en renforçant les droits des constructeurs ».

M. BAC (U.D.R., Yvelines) se méfie des associations de défense

Débat en profondeur sur la réforme de l'urbanisme

que nous puissions mettre au point une formule susceptible de restituer au moins à certaines de ces associations le droit d'être pleinement responsables et à ce titre, de se porter partie civile. »

Au cours de la séance de nuit, les sénateurs ont adopté plusieurs amendements de caractère technique. Un long débat s'est institué à propos de l'article 6 bis, dont l'objet est de permettre les transferts de coefficients d'occupation des sols (COS) à l'intérieur d'une zone naturelle protégée, en raison de la qualité de ses paysages. Ce nouveau mécanisme devrait permettre le regroupement des constructions de même nature, dans un ou plusieurs secteurs de la même zone. En cas de transfert, le constructeur n'aura pas à verser de participation pour surdensité sur la parcelle qui sera bâtie. Inversement, la totalité « de la parcelle à l'origine du transfert sera frappée de plein droit d'une servitude non sédentaire ». Cette dernière sera constatée par acte authentique publié au bureau

des hypothèques et ne pourra être levée que sur avis conforme du Conseil d'Etat.

Le Sénat a finalement « réservé » cet article. Il a craint que le transfert de COS ne provoque des marchandages entre propriétaires et que les spéculateurs n'en engrangent « des terrains, déclarés inconstructibles, en attendant la levée de l'interdiction. »

La commission des affaires économiques, hostile à la procédure de transferts de COS qui était proposée, demandait la suppression de l'article 6 bis. La sauvegarde des intérêts des propriétaires lui paraissait, notamment, mal assurée.

La commission des lois réclamait, elle aussi, la suppression de cet article, qui, a dit son rapporteur, risquait de remettre en cause le principe de la non-indemnisation des servitudes publiques et de contribuer à la hausse du coût des sols.

ALAIN GUICHARD.

POLITIQUE

Dernières parutions aux éditions François Maspéro

Petite collection Maspéro	
PIERRE JALÉE Le projet socialiste	12,00
YVES LACOSTE La géographie, ça sert, d'abord à faire la guerre	12,00
JEAN CHESNEAUX Du passé faisons table rase ?	12,00
JACQUES VALIER Le parti communiste et le capitalisme monopoliste d'état	14,00
R. PELLETIER, S. RAVET Les mouvements des soldats	12,00
LEON TROTSKY L'année 1917	12,00
EMILE COPFERMANN Vers un théâtre différent	12,00
FIDEL CASTRO Bilan de la révolution cubaine	16,00

Cahiers libres	
LUCIE TANGUY Le capital, les travailleurs et l'école	35,00
L'exemple de la Lorraine sidérurgique	
SAMIZDAT "XX ^e SIECLE" Une opposition socialiste en URSS aujourd'hui	40,00

Textes à l'appui	
ALAIN DENIEL Le mouvement breton 1918-1945	50,00
YANNICK GUIN Le mouvement ouvrier nantais	50,00
BERNARD GRANOTIER Les travailleurs immigrés en France	40,00
Edition 1976 entièrement nouvelle	
DRIZDO LOSOVSKI L'Internationale syndicale rouge	35,00
Préface de Pierre Frank	

Théorie	
DOMINIQUE LECOURT Lyssenko	35,00
Histoire réelle d'une science prolétarienne	
Avant-propos de Louis Althusser	

Algorithmes	
PIERRE GUENANCIA Du vide à Dieu	45,00
Essai sur la physique de Pascal	
MICHEL PLOIN La théorie des jeux	35,00
Une politique imaginaire	

Economie et socialisme	
PATRICK TISSIER La Chine : transformations rurales et développement socialiste	60,00

Voix	
TAOS AMROUCHE Le grain magique	40,00
Nouvelle édition	
JOHN BERGER et JEAN MOHR Le septième homme	40,00
TAHAR BEN JELLOUN La mémoire future	38,00
Anthologie de la nouvelle poésie marocaine	
DARIO FUCINI Le romancero de la résistance espagnole	45,00
Nouvelle édition	

Malgré tout	
PIERRE CLANCHÉ Le texte libre	35,00
Ecriture des enfants	
La mémoire du peuple	
LLUIS MONTAGUT J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole	60,00
VICTORINE B. Souvenirs d'une morte vivante	35,00

Catalogue sur demande

FRANÇOIS MASPERO

1, place Paul-Painlevé 75005 Paris

LES BOUTIQUES

GRIFFON

présentent

les livings

GRIFFON

style - contemporain

MONIQUE BAROUE

93 Bd Haussmann

Paris 8^e T. : 265.52.23

métro - parking - St-Augustin

GÉRARD PERSICO

ancien élève école Boule

27 Avenue Rapp

Paris 7^e T. : 555.88.22

L'état français est-il un pouvoir neutre qui arbitre les intérêts des citoyens ?

Est-il une institution au-dessus des classes qui règle en dehors de la lutte des contradictions secondaires ?

L'HUMANITE

Dimanche

n° 16, du 20 mai, ouvre un dossier dans son numéro spécial :

25 groupes financiers (et leurs 500 commis qui gouvernent) contre 50.000.000 de français.

Un débat sur la crise entre Jean Boissonnat, rédacteur en chef de l'Expansion, commentateur à Europe n° 1, et Charles Fiterman, membre du bureau politique, secrétaire du comité central du parti communiste français.

Un graphique complet des liens du petit groupe dirigeant avec les grands groupes qui dominent la France.

Cette semaine

2050 F

OFFRE EXCEPTIONNELLE

1500 F TTC

seulement

en 3 versements

pose et déplacement compris

LA CLEF ROUGE

TOUTES LES GRANDES

MARQUES A DES

PRIX CASSES

Protégez-vous :

PORTE

entièrement

BLINDEE

1^{re} qualité

exemple :

Serrure

SUPERSECURETE

BRICARD

5 fermetures super sécurité

4 goudons "ANTIVOL" pour les gonds

1 blindage d'acier

électro-zingué 15/10 "ANTI-EFFRACTION"

1 contrat sécurité 2 ans

FAITES APPEL A

LA CLEF ROUGE.

N° 1 DE LA PROTECTION

35 AGENCES PARIS-BANLIEUE

Tél. 336-41-55

lignes groupées

Connes (Tél. : 39-15-13) — Marseille (Tél. : 53-40-98)

Votre Canon pour les vacances
1430F (obj. 1:2.8-50 mm)
 Sac + 85F QUANTITE TRES LIMITEE
 Toute la gamme CANON :
 tous les reflex CANON,
 tous les objectifs CANON,
 toutes les caméras CANON,
 tous les accessoires CANON.
 Expédition France contre chèque.
caméra 7
 PARIS : 7, rue La Fayette Tél. : 878.37.25
 20, rue de Châteaudun Tél. : 878.54.25
 CANNES : 45, La Croisette (Grand Hôtel) Tél. : 38.39.88
 DOCUMENTATION SUR DEMANDE

GESTION DES INVESTISSEMENTS EN VALEURS MOBILIERES

SI VOUS ETES

- Gérant de portefeuille
- Analyste financier
- Responsable de Comité de Gestion et d'Investissement
- Dirigeant d'institution financière ou d'entreprise industrielle
- Chargé de formuler ou contrôler la politique de placement

**UN SEMINAIRE DE QUATRE JOURS
SPECIALEMENT CONÇU POUR VOUS
PAR DES SPECIALISTES DE TRES HAUT NIVEAU**

LE PROGRAMME SERA LE SUIVANT :

- La théorie moderne des marchés financiers
- L'investissement
- L'évaluation d'actifs financiers
- Le métier de gérant de portefeuille
- Les perspectives économiques et boursières

**CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
DES AFFAIRES à JOUY-EN-JOSAS
les 15, 16, 17 et 18 JUIN 1976**

Pour tous renseignements s'adresser au
CENTRE DE FORMATION CONTINUE DU C.E.A.
 1, rue de la Liberté,
 78350 JOUY-EN-JOSAS. Tél. 956-80-90
CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE de PARIS

POLITIQUE

Élus, techniciens et militants

(Suite de la première page.)

Il serait temps de préciser les pensées, les opinions en la matière et de sortir des ambiguïtés. Le problème n'est pas simple. C'est celui du bon fonctionnement, au sein des collectivités territoriales, d'un système ternaire, d'un triangle dont les pointes s'appellent : l'élu, le technicien (ou administrateur) et le militant et dont les côtés figurent trois sortes de relations également nécessaires.

Issu des élections officielles, avec le concours de certaines catégories de militants, le pouvoir, central ou local, nomme des administrateurs qui dépendent de lui. Vis-à-vis de lui, que peuvent, que doivent faire encore, après ces investissements, non seulement les militants politiques vainqueurs ou battus, mais encore toutes sortes d'autres militants, en relation avec les élus eux-mêmes ou avec leurs préposés des services publics ? Les rapports entre élus et techniciens posent déjà bien des questions délicates. Est-ce qu'un complexe ou est-ce qu'un perfectionnement des réponses à ces questions si l'on admet que puissent opérer en tiers des citoyens agissants dont les mandats sont plus hétéroclites ?

La notion de « contre-pouvoir » et celle d'« autogestion » ont fait intrusion assez récemment dans notre vocabulaire. Indépendamment des interprétations partiales et des applications partiales qu'on leur donne, on sent qu'elles sont de grande importance pour notre avenir, parce qu'elles correspondent à des aspirations profondes et à des besoins certains. Notre société s'accommodera de moins en moins — si elle ne succombe pas à quelque nouvelle forme de totalitarisme — d'une soumission passive des individus à des collectifs centralisés. Il lui faut concilier — d'une manière qui convienne à des hommes et à des femmes de plus en plus libérés, parce que de plus en plus informés — la socialisation, l'indivision, la force ou la soumission, des moyens de « vivre ensemble » avec le maximum d'autonomie personnelle.

L'élu émane d'une majorité

là où les minorités ont à s'organiser et à jouer continuellement leur rôle. Le technicien émane de l'élu ; mais si le militant n'a pas de contact direct avec lui, ou s'il ne peut balancer directement sa toute-puissance, tantôt l'élu sera le prisonnier du technicien, tantôt le technicien sera le prisonnier de l'élu. Le recours latéral, les appuis pris extérieurement aux hiérarchies instituées sont des sauvegardes dont on ne peut pas se passer pour réaliser un bon équilibre des forces en présence, pour assurer une juste protection à tous les intérêts légitimes.

De qui, de quoi résultent beaucoup de maladrances ou d'abus dans la conduite de la cité, de fautes dont l'accumulation provoque de temps à autres de fâcheuses explosions ? Tantôt d'abus convaincus par les techniciens qu'il n'y a rien de mieux à faire que ce que ceux-ci proposent eux-mêmes, convaincus que les usagers (du moins ceux, évidemment minoritaires, qui s'expriment en dépit des « majorités silencieuses ») ne peuvent dire que des bêtises ou ne soutiennent que des intérêts très partiels. Tantôt d'abus qui, à l'inverse, imposent aux techniciens les vues des seuls intérêts qu'ils représentent, subordonnent toutes les décisions techniques à leurs soucis électoraux, sacrifient toujours le long terme au court terme.

Les maladrances, les abus possibles des associations, ne sont rien en comparaison de ces fautes-là. Car la mise à l'écart du militant par l'élu et par le technicien coalisés n'est pas contraire seulement à l'équité dans la société ; elle nuit, plus encore à l'efficacité de la société. Pour prévenir ou corriger les excès ou les défaillances de pouvoir, on ne voit pas de meilleur moyen que le recours occasionnel, de façon franche et organisée, des élus aux militants contre les techniciens ou des techniciens aux militants contre les élus.

De cette franchise, de cette organisation, l'association est le meilleur instrument. Dans d'autres pays, elle a trouvé plus natu-

turellement que chez nous sa bonne place. C'est pourquoi le gouvernement a raison de vouloir l'accommoder par quelques stimulations intelligentes. Il ne faudrait pas que des rebuffades mal discutées, du type de celles qu'on enregistre actuellement, découragent cette tentative de changement, laquelle a sans doute été faite, une fois encore, un peu trop à la légère.

Il est évident : — que l'imagination et l'esprit d'innovation dans la vie collective ne peuvent venir des seuls fonctionnaires en place auprès des gouvernements, central et locaux ; — que la décentralisation des initiatives et des pouvoirs restera lettre morte des programmes politiques tant qu'elle ne sera pas accueillie et même réclamée, en termes concrets, par des cellules vivantes, celles que l'administration ne sera jamais capable de constituer seule ;

— que la consultation préalable des intéressés ne peut pas être improvisée, qu'elle nécessite d'autres corps intermédiaires que les officiels, anciens ou nouveaux, des groupements plus spontanés, plus éparés, dont l'influence est, certes, difficile à doser, à canaliser, mais qui sont de meilleurs exutoires à des besoins changeants et mal connus que les institutions « établies » ; — que le service public ne doit pas se confondre avec la fonction publique, que des formes de plus en plus nombreuses de l'activité collective seront le fait de groupements privés, « d'intéressés » simplement reconnus ou formellement mandatés.

Il ne faut certes pas nier les défauts, les périls de cet « happening ». Mais les risques de déviation sont dans la pratique, non dans le principe, et ce n'est qu'à l'expérience qu'on les évitera.

Il est vrai que trop de « contre-pouvoirs » tendent à se substituer aux pouvoirs, alors qu'ils ont une tâche permanente à accomplir en tant que tels. Dès qu'il réclame, le Français est prompt à vouloir régenter. Pour user d'une image : les prêcheurs et les avocats n'ont pas à prendre la place des juges ;

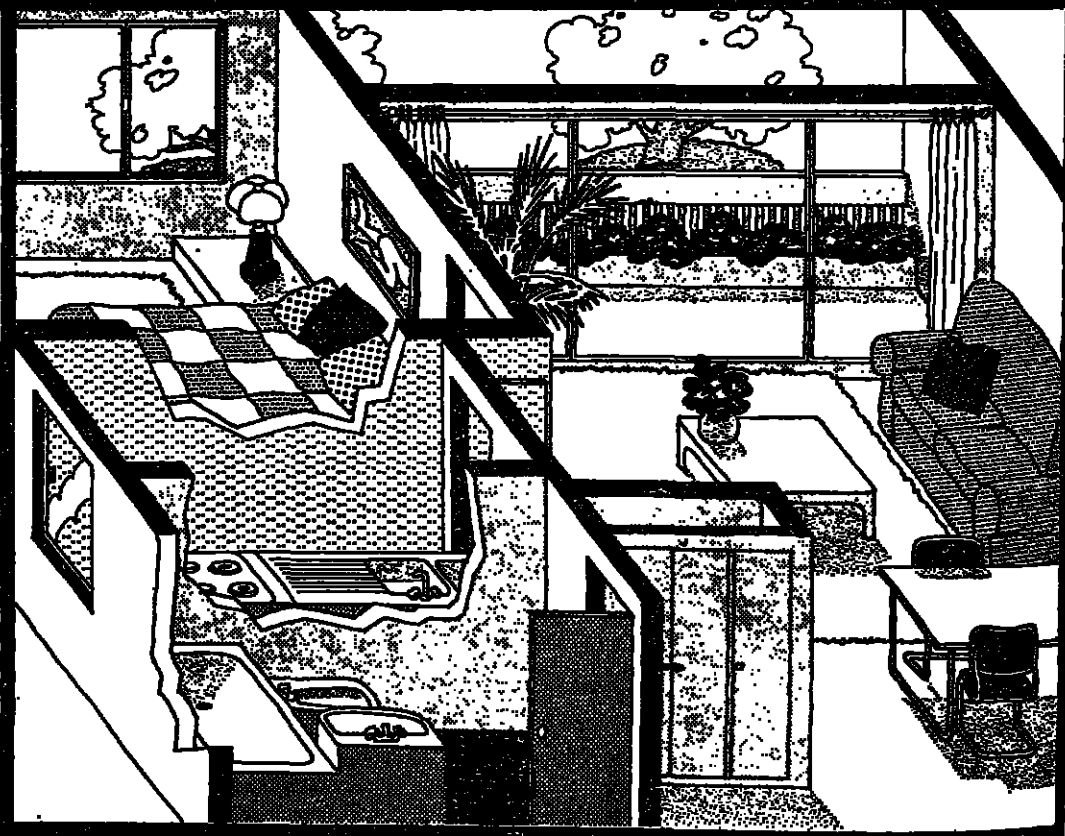
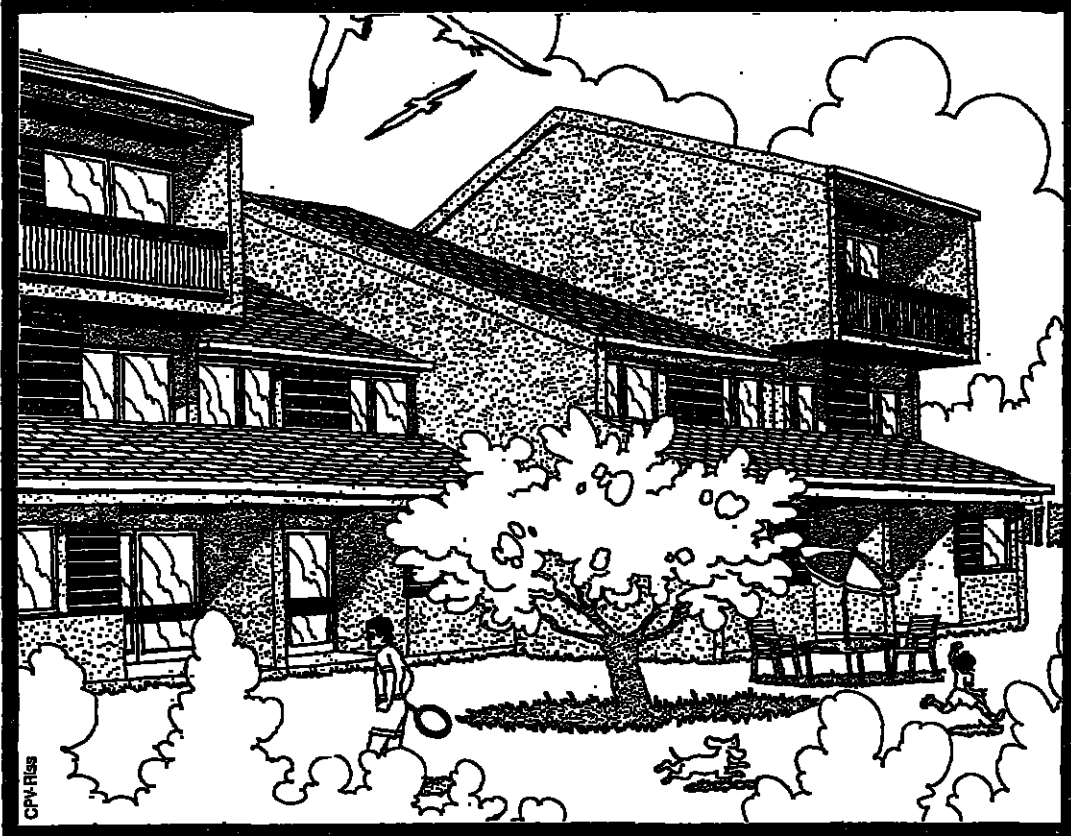
leurs ministères ont des rôles spécifiques, quels que soient les juges en place. Ils peuvent changer d'emploi à titre personnel, ils ne doivent pas confondre les fonctions. Investir le tribunal n'est le but ni des réquisitoires ni des plaidoiries.

D'autre part, la représentativité d'organismes non contrôlés est forcément discutée ; il faudrait perfectionner les preuves et trouver des procédures de reconnaissance qui n'aient pas plus d'inconvénients que d'avantages ; les fausses associations et les associations évanescences ne doivent pas jeter le discrédit sur celles qui sont capables de porter témoignage.

Pour tenir compte de ces évidences en prévenant ces risques, il est souhaitable de multiplier les réflexions, les rencontres et que la presse y soit attentive. Des colloques sont prévus sur le sujet en cours des prochains mois ; les diverses opinions pourront se confronter. Comme pour tous les sujets touchant au « vivre ensemble », il faut faire progresser, à la fois, l'utopie et le réalisme. Ici, l'utopie n'est pas encore bien au point : depuis la Révolution française, qui a guillotiné des personnes morales en même temps que des personnes physiques, on n'a pas, chez nous, une pensée claire sur les corps intermédiaires. La cause de la liberté, sous l'influence jacobine (pourtant née dans un club) a fait le lit des dictatures subséquentes, en se méfiant trop des citoyens groupés. La loi du 1^{er} juillet 1901, si limpide sur elle-même, s'est encore accompagnée de pensées troubles. L'effort doctrinal doit donc être poussé plus loin. Mais les comportements comptent plus encore que les institutions. Nous avons à nous regarder avec soin tels que nous sommes, pour convenir sans erreur des pas à faire vers ce que nous désirons. C'est à cet examen lucide et constructif qu'il faut convier d'urgence tous ceux qui, parmi les politiques de la majorité et de l'opposition, les fonctionnaires, les animateurs d'associations, sont également avides de progrès dans la liberté.

FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ.

Sur la côte normande "les Manoirs" de Courseulles 2 pièces, cuisine indépendante, 94000F



J'ai désiré être renseigné sur vos réalisations de la côte normande. Veuillez me faire parvenir sans engagement de ma part, une documentation sur vos appartements-vacances de Courseulles sur Mer.

NOM _____
 PROFESSION _____
 ADRESSE _____
 CODE POSTAL _____
 TELEPHONE _____

Des manoirs pour s'isoler.

Décadés les uns par rapport aux autres, à 3 niveaux seulement (un rez-de-chaussée et 2 étages).
 Les 2 pièces sont au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage, les 3 pièces au 2^e étage avec double exposition pour vivre au large, indépendamment des voisins. Une entrée commune pour 4 appartements seulement (charges réduites).
 Toit en ardoise, doublage intérieur des murs pignons par isolant et contre-cloison, garde-corps des loggias en aluminium à barreaux verticaux.

Moins de 100 000 F avec 18 ans de crédit.

Studio 26 m² Sud : 77.000 F
 2 pièces 30,91 m² Est, loggia 3,35 m² : 94.000 F
 3 pièces 39,79 m², balcon, terrasse 18 m² : 147.000 F
 A la réservation il suffit d'un petit 5% pour devenir propriétaire. Ensuite Jacques Ribourel vous laisse la possibilité de payer 15% en 2 ans, il peut ensuite vous faire bénéficier d'un prêt de 80% sur 18 ans.
 C'est une facilité qui vous permet de ne pas vous refuser une cuisine bien indépendante du séjour.

Visite de l'appartement-témoin.

Chaque appartement possède une loggia ou un balcon ; salle de bain entièrement aménagée (baignoire, lavabo, bide).
 Vraie cuisine indépendante avec fenêtre et toute équipée (meuble de rangement haut et bas, évier inox double bac, réfrigérateur, table de cuisson électrique 4 feux, four avec hublot, hotte aspirante).
 Chauffage électrique bi-jonction avec régulateur individuel. Papier lessivable dans cuisine et salle de bain. Vide-ordure sur palier.

Autre programme à Courseulles-sur-Mer.

"La Courseulaise" : quatre petits immeubles de standing sur le quai Est. Une très belle architecture, avec terrasses et balcons. Essaisages et toitures recouvertes de vraies ardoises du pays. Ouvertures extérieures en aluminium.
 Aire de jeux prévue pour les enfants.
 2 pièces 41,82 m² Sud : 135.000 F
 3 pièces 68,19 m² Est-Ouest : 180.000 F

Jacques Ribourel - 120 Champs Elysées - 75008 Paris - Tél 256 00 90

سكن في الشمال

POLITIQUE

Extrême gauche : l'autre presse quotidienne

(Suite de la première page.) Dans ce nouveau groupe de quotidiens, il en est un qui constitue un véritable « cas » professionnel, malgré — ou peut-être justement à cause de — ses précédents échecs. *Libération* — « Libé » — pour toute l'extrême gauche — a été créé en mai 1973, après plusieurs tentatives infructueuses. Sa santé financière a longtemps inspiré les plus vives inquiétudes, au point que sa parution fut, à deux reprises, suspendue faute de moyens. Lorsqu'il a repris sa parution en novembre 1974, sous la direction de M. Serge Joly, l'équipe reconstituée était décidée à réorganiser de fond en comble la gestion et la conception rédactionnelle du quotidien, dont ce fut le grand « tournant réaliste ». Aujourd'hui, *Libération* a cessé de « vivre au-dessus de ses moyens », comme le lui re-

naient. « Certes, explique M. Joly, tout journaliste est, d'une certaine façon, un militant. Mais aucun membre de l'équipe de *Libération* n'appartient à un parti ou mouvement en particulier. Il y a sans doute une orientation globale propre au journal, et sur laquelle nous délibérons tous ensemble, jour après jour, au comité de rédaction, mais il n'y a aucun dogmatisme. Il y a un état d'esprit, il n'y a pas de doctrine ou de ligne. »

A *Libération*, on y voit volontiers un facteur de succès ; mais, plus encore, une condition indispensable à l'exercice du métier de journaliste : « Nous voulons faire un journal de reportages, de journalistes, non l'organe d'un mouvement. Parce qu'il vient un moment où, dans le cas contraire, la doctrine l'emporte toujours sur le journalisme. » Ce « journal de

niste, à la réunification desquels son directeur, M. Jacques Jurquet, a lancé plusieurs appels pressants.

Tirée sur quatre, puis huit petites pages polycopiées, et diffusée par le seul canal de ses mili-

circuit commercial n'a pas pour l'instant apporté le doublement escompté de la diffusion, et le « bouillon » (pourcentage d'invendus) reste élevé. Une distribution militante, gratuite ou non, est parfois organisée en province,

et ses amis font état d'une vente de l'ordre de douze mille exemplaires au total, dont trois mille cinq cents pour « Paris-surface ». Le nombre d'abonnés doit passer prochainement le cap du million. *Rouge* comprend, outre le secrétariat de rédaction, vingt-cinq rédacteurs permanents répartis en cinq secteurs : international, politique, social, vie quotidienne, culture. Chaque rubrique a un responsable permanent et deux à cinq rédacteurs. Ceux-ci sont collés par une direction politique. Un important réseau de militants trotskistes, en France, en Europe

et tardif que celui des quotidiens maoïstes (vers 21 h. 30). Le journal est propriétaire de sa relative. L'équipe fondatrice ne cachait pas son intention, dès les premières études, et à plus forte raison lorsque le projet prit corps, de faire de *Rouge* un quotidien différent, dans sa forme, de ceux qui existaient déjà à l'extrême gauche. Il est trop jeune encore pour que l'on puisse mesurer si ce résultat est atteint, mais il est de fait que la présentation matérielle du journal, sa mise en pages, le recours à des caractères de qualité (dont celles du

l'Humanité rouge

Publication de tous les jours, sauf les jours de congé, 100 pages, 100 francs.

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

tants, au printemps et en été 1975, *l'Humanité rouge* est imprimée depuis l'automne sur format tabloïd, comme les autres quotidiens d'extrême gauche. Seul journal du soir parmi ceux-ci, elle est diffusée par les Nouvelles Messageries de la presse parisienne. Sa vente quotidienne nationale se situe aux alentours de 4 000 exemplaires : le passage au

en particulier dans des entreprises en grève où le journal est souvent affiché (et arraché). Une équipe d'une quinzaine de permanents travaille à la conception du journal, du point de vue rédactionnel et administratif. L'impression est assurée à l'extérieur. Un réseau de correspondants bénévoles, en France et à l'étranger, complète ce dispositif.

et en Amérique du Sud, fournit également de la « copie ». Rédaction et imprimerie sont installées dans le même immeuble, à Montreuil, ce qui permet un « bouclage » du journal plus

dessinateur Wiaz), l'importance donnée à la photo et le ton de ses pages culturelles distinguent *Rouge*, parmi d'autres facteurs, des deux autres quotidiens d'organisations révolutionnaires.

Une situation financière précaire

Tous ces journaux mènent, malgré l'audience qu'ils ont su trouver, une existence qui demeure précaire sur le plan financier. Ils ont en commun d'avoir été lancés grâce au produit de souscriptions. La plus importante opération, à cet égard, fut celle de *Rouge*, pour lequel la Ligue communiste révolutionnaire rassembla, en moins d'un an, plus de 2 millions de francs. Une nouvelle souscription permanente en faveur du quotidien trotskiste lui rapporte actuellement 4 000 à 5 000 francs par jour, qui contribuent efficacement à son équilibre financier, mais le budget mensuel moyen de fonctionnement n'est pas encore vraiment chiffrable.

Libération a dû, à plusieurs reprises au cours de son histoire, rassembler des sommes également fort importantes, sans le support d'une organisation politique. Le quotidien y a, non sans mal, sauvé son indépendance, au prix d'une réputation de perpétuel demandeur de fonds. Réputation non usurpée, à l'époque, mais à laquelle son redressement et l'amélioration de sa formule devraient avoir aujourd'hui mis un terme. Comme *Rouge*, il n'hésite pas à dépêcher des envoyés spéciaux à

l'étranger lorsque les circonstances lui semblent l'exiger : ses reportages sur le Portugal, les Etats-Unis, le Pays basque et la Catalogne espagnole ou le Liban ont, à certaines périodes, tenu une large place dans les colonnes du journal, et alimenté certains débats à l'extrême gauche.

Le budget annuel de *Libération* est de l'ordre de 450 000 francs par mois. Pour les deux quotidiens marxistes-léninistes, les chiffres sont sensiblement plus modestes : de l'ordre de 100 000 francs par mois pour *l'Humanité rouge* et de 150 000 pour le *Quotidien du peuple*.

BERNARD BRIGOLEUX.

★ *Libération*, 27, rue de Lorraine, 75019 Paris. Le numéro : 1,50 F.
★ *Rouge*, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Le numéro : 1,50 F.
★ *Le Quotidien du peuple*, B.P. 225, 75004 Paris Cedex 19. Le numéro : 1,50 F.
★ *l'Humanité rouge*, B.P. 61, 75061 Paris Cedex 18. Le numéro : 1,50 F.

Prochain article :

DE NOUVEAUX RAPPORTS AVEC L'ACTUALITÉ ?

Orientation - Mise à niveau Seconde à tronc commun

Enseignement PRIVE secondaire et supérieur

Nadaud
19, rue Jussieu - Paris 75005
707-13-38 et 707-76-05

Libération

1193 - 100 pages - 100 francs

prochain nombre de ses propres rédacteurs. D'autre part, ses ventes ont sensiblement augmenté : « L'angoisse du lendemain, c'est fini. Nous avons fait à peu près toutes les erreurs possibles, alors maintenant nous gagnons du temps. »

Depuis son récent passage à seize pages, le quotidien tire 40 000 exemplaires en offset dans une imprimerie parisienne, à partir de 23 h. 30 six nuits sur sept, et en vend environ 23 000 au total en France, dont 9 400 à « Paris-surface » (contre 4 500 en janvier 1975). C'est dire que sa diffusion suffit à le distinguer des autres quotidiens d'extrême gauche. Curieusement, le lancement de ces derniers, à chaque fois, engendré une augmentation de *Libération*, très légère mais perceptible, comme s'il se créait alors une dynamique globalement favorable à la presse « non bourgeoise » et à son principal titre qui bénéficie d'une sorte de rente de situation, comme le reconnaissent ses rédacteurs.

La principale différence entre *Libération* et les trois autres quotidiens d'extrême gauche, c'est que ces derniers procèdent directement d'organisations révolution-

journalistes » vient de marquer un nouveau point avec la publication, reprise par toute la presse nationale, d'une interview de Jean Bisk, l'assassin du P.D.G. du Crédit lyonnais, réalisée il y a un an (*le Monde* du 20 mai).

L'équipe compte soixante personnes, dont la moitié environ de bénévoles. Au total, trente-sept rédacteurs à plein temps collaborent au journal. Des correspondants permanents sont en poste à Rome, Lisbonne, Dublin, Francfort, Barcelone, Jérusalem, Stockholm, Copenhague.

Signe de succès : la protection judiciaire qu'a longtemps constituée la présence de M. Jean-Paul Sartre à la tête du journal, très réelle au début, puis de plus en plus symbolique, est considérée aujourd'hui comme superflue. Ce qui n'empêche pas que des échanges de vues aient lieu avec le philosophe dans certaines grandes occasions, comme, récemment encore, pour le suicide controversé d'Ulrike Meinhof. Désormais, « le parapluie qui nous protégeait, estime un des dirigeants du journal, c'est notre existence même, la place que nous nous sommes faite dans la presse nationale. Même si cette place est encore modeste ».

Des trois quotidiens procédant directement d'un mouvement, *l'Humanité rouge* est le plus ancien, le plus discret sur lui-même, et il est considéré comme le plus dogmatique par les deux autres. Proche du parti communiste marxiste-léniniste de France, clandestin depuis sa dissolution en juin 1968, il a pris soin de

« Le Quotidien du peuple » et « Rouge »

Le *Quotidien du peuple*, lancé le 29 septembre dernier, se réclame également du maoïsme. Il est publié par le parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), mais il se veut ouvert à l'ensemble de cette famille politique. Ses rédacteurs assurent vouloir faire « avant tout un vrai journal, si petit soit-il ». Bien qu'ils aient emprunté le titre du célèbre quotidien de Pékin, ils

Le *Quotidien du peuple* a été imprimé, les deux premiers mois, sur les presses de *Libération*. Il est désormais par les soins d'une petite imprimerie coopérative parisienne, dont il constitue, avec les autres publications du P.C.R., le principal client. Publié cinq jours par semaine sur huit pages, il va passer à douze pages six jours sur sept. Son équipe comprend vingt rédacteurs et em-

le quotidien du peuple

Publication de tous les jours, sauf les jours de congé, 100 pages, 100 francs.

entendent se dégarer de toute défense et illustration systématique de la Chine populaire et de l'Albanie. Mais, comme à *l'Humanité rouge*, les services de l'agence Chine nouvelle sont largement utilisés.

Son tirage de lancement — 30 000 exemplaires — a été ramené à 18 000 récemment ; 12 500 d'entre eux sont diffusés chaque jour en moyenne, mais la vente réelle, assurée elle aussi par les N.M.P.P. est de l'ordre de 4 000 exemplaires, auxquels il convient d'ajouter, assurent ses dirigeants, quelque 3 000 abonnés (soit sans doute à peu près l'effectif du P.C.R.).

La diffusion est très modeste dans la capitale — guère plus de cinq cents exemplaires par jour pour « Paris-surface » — mais assez bonne dans de nombreuses villes de province, particulièrement celles qui, comme Besançon — avec Lép — connaissent de graves conflits sociaux.

ployés rémunérés, et vingt-deux correspondants ou collaborateurs extérieurs bénévoles. La rédaction est organisée en sections dont les membres sont spécialisés, « valant que faire se peut avec de si petits moyens ». Ses membres sont en général d'origine ouvrière : « En fait, explique l'un d'eux, nous travaillons encore en usine. Il a fallu tout apprendre. »

Dernier-né des quotidiens d'extrême gauche, *Rouge* se distingue de ses confrères révolutionnaires par ses moyens et ses ambitions. Il ne se définit pas comme l'organe de la Ligue communiste révolutionnaire, qui le publie, mais comme le porte-parole trotskiste de toute l'extrême gauche. Lancé le 15 mars dernier, il est régulièrement tiré à quarante-cinq mille exemplaires (soixante mille au début). Sa diffusion par les N.M.P.P. est encore trop récente pour que des chiffres précis soient connus, s'agissant de la province. Mais les estimations faites par M. Krivine

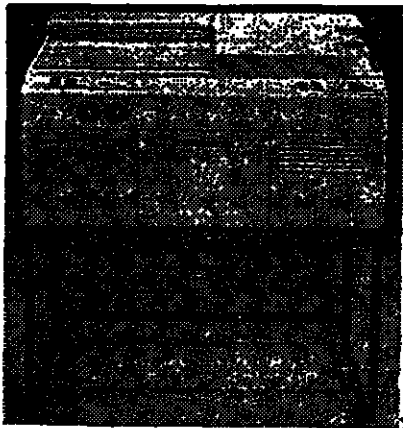
Trois journaux militants

n'en pas apparaître comme l'organe officiel, comme avait pu l'être *l'Humanité nouvelle* sous une forme hebdomadaire. En fait, davantage qu'un journal, *l'Humanité rouge* constitue en soi une véritable organisation. Elle ne désespère pas d'être, dans un avenir point trop lointain, une « structure d'accueil » pour l'ensemble du courant marxiste-lénin-

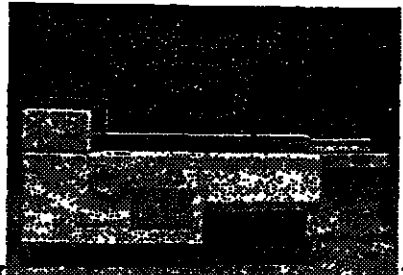
Des trois quotidiens procédant directement d'un mouvement, *l'Humanité rouge* est le plus ancien, le plus discret sur lui-même, et il est considéré comme le plus dogmatique par les deux autres. Proche du parti communiste marxiste-léniniste de France, clandestin depuis sa dissolution en juin 1968, il a pris soin de

Lumoprint

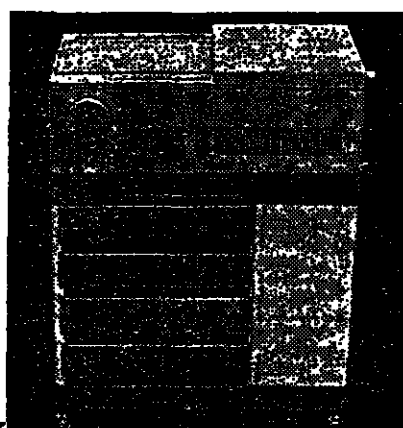
...a pour vous le copieur de bureau idéal



Lumoprint LX 4 Copieur sur papier normal 30 copies bien contrastées par minute/prix imbattable/deux systèmes de copies en un : pour copier des feuilles volantes et des livres/sans préchauffage, fonctionne immédiatement.



Lumoprint LE 4/E Copieur économique copieur électrostatique avec un rapport prix-performances exceptionnel/copie des feuilles volantes et des livres/système multi-copies/cassettes de papier interchangeable/appareil de table pour utilisation multiple



Lumoprint LE 40/M Unité mobile de copie électrostatique mobile, avec tablette de travail/extrêmement rapide : 20 copies par minute/copie feuilles volantes et livres/stream feeding/empiilage automatique/système multi-copies.

Envoyez-moi une documentation complète ☐

Faites-moi une démonstration, sans frais ni engagements de ma part ☐

Société _____

Personne à contacter _____

Adresse _____

Ville _____

N° Postal _____

Lumoprint Zindler France S.A.
6/8 Rue du 4 Septembre
92130 Issy-les-Moulineaux, Tél. N° 645.21.91
 Succursales dans toute la France



مركز الأبحاث

E.B.S.	EUROPEAN BUSINESS SCHOOL
	Établissement d'Enseignement Supérieur Privé
Fondation	1967
Adresse	8 et 10 rue de la Paix 75002 PARIS 261.03.36/03.37 261.20.27/20.28
Régime juridique	Association 1901
Durée des études	4 ans (entrée directe possible en 2 ^e et 3 ^e années)
Sécurité sociale	Régime étudiant.
Informations	Direction des Études Bureau des élèves

gagne la coupe Robert.

Tout le monde sait que l'E.B.S., quand elle s'appelait I.E.C.E., a connu une crise de croissance... C'est, sans doute, l'intérêt évident d'une telle entreprise qui a permis de mobiliser les concours nécessaires pour passer

ÉDUCATION

CORRESPONDANCE

« N'enterrons pas Nanterre »

MM. Pierre Galteine, Emmanuel Michou et Emmanuel de Foncin, membres du Comité étudiant de Nanterre-droit, nous adressent la lettre suivante :
A quel service les constats alarmants des étudiants qui ne s'intéressent au fonctionnement de notre université qu'en période de crise ? Certainement pas à donner de Nanterre l'image d'une faculté qui procure un des meilleurs enseignements, preuve en est le taux élevé de succès aux concours de la fonction publique.
Le schéma de quelques trublions gauchistes, qui désorganisent à eux seuls les enseignements, correspond, cette année, à une vision simpliste des choses. En effet, si le mouvement a atteint une telle ampleur, c'est qu'il extériorise une profonde angoisse des étudiants face à des réformes ponctuelles qui ne résolvent pas les problèmes de fond de l'université.

Comment concilier, par exem-

ple, une mission culturelle qui ne débouche que sur la recherche avec une finalité plus professionnelle sanctionnée par un diplôme devant être opérationnel sur le marché du travail ? Seule une pluridisciplinarité effective, qui, outre la formation culturelle, permettrait à l'étudiant d'être préparé à son entrée dans la vie active, pourrait résoudre ce conflit surtout sensible dans les disciplines littéraires.

Quelles que soient les solutions proposées, comment faire confiance, dans le cadre de l'autonomie, aux universitaires dont le corporatisme suffit à bloquer le fonctionnement de l'université ?

Comment faire reposer le fonctionnement de l'université sur le principe de la participation, alors que seule une minorité d'étudiants accepte cette procédure ? Pourtant, cela permettrait aux instances élues d'être suffisamment représentatives et de ne pas être débordées par une agitation extra-légale, symbolisée par les assemblées générales.

L'université est en crise, chacun le sait, mais les responsables du pays sont-ils tous bien conscients de son enjeu ? Ceux qui nous gouvernent ne doivent pas faire de l'enseignement supérieur un rouage de l'économie, mais le considérer comme l'outil privilégié du progrès social. A la qualité de l'Université d'aujourd'hui correspond celle de la société de demain.

« Toute la vérité sur la réforme Haby »

UN COMMUNIQUÉ DU PARTI SOCIALISTE

M. Louis Mexandeau, député du Calvados, délégué national du parti socialiste à l'éducation nationale, a publié mardi 18 mai, à propos du dépliant explicatif sur la réforme Haby diffusé actuellement auprès des parents par les chefs d'établissement (le Monde du 18 et du 20 mai), le communiqué suivant :

« Au moment où M. Pomiatowski lance de grossières attaques contre une prétendue utilisation des fonctionnaires par le parti socialiste, M. Chirac serait bien inspiré de tempérer les ardeurs du ministre de l'éducation, M. Haby, qui vient de demander aux chefs d'établissement de sortir de leur réserve pour diffuser auprès des familles une brochure de propagande politique tirée à cinq millions d'exemplaires. La diffusion de ce document, qui tente de faire pression sur les associations de parents d'élèves à quelques semaines de leur congrès, constitue une véritable campagne de politisation du service public de l'éducation nationale et une utilisation abusive de fonds publics qui auraient été mieux employés pour des actions de soutien pédagogique ou d'aide aux enfants handicapés. »

MÉDECINE

APRÈS « QUINZE ANS D'APPLICATION DE LA RÉFORME HOSPITALO-UNIVERSITAIRE »

Que doit être le C.H.U. de demain ?

Seillac. — Réunis au château de Seillac, près de Blois, une quarantaine de personnalités médicales, pour la plupart hospitalo-universitaires, et représentant plusieurs générations de médecins, ont tenté, trois jours durant, de faire le bilan de plus de quinze ans d'application de la réforme Debré, qui, adoptée en 1958, a donné aux médecins des centres hospitaliers-

universitaires une double tutelle (santé et éducation — aujourd'hui universités) et une triple mission de soins, d'enseignement et de recherche. Ce colloque, organisé du 14 au 17 mai par la Fondation des sciences de l'homme (groupe de travail « médecine et société »), était présidé par le professeur Robert Debré, « père » de la réforme de 1958.

De notre envoyé spécial

La réforme hospitalo-universitaire est une réussite, nul ne le conteste, au vu des progrès importants qu'elle a permis de conduire en France et de la médecine de qualité qu'elle a autorisée à développer. Pourtant, ont reconnu la totalité des participants au colloque et leur président, des ajustements sont nécessaires pour améliorer encore le fonctionnement des hôpitaux et l'enseignement des futurs médecins. Ainsi en est-il notamment des formes et des méthodes d'enseignement, qui n'ont pas su s'adapter et évoluer convenablement ; des soins qui souffrent d'une médicalisation insuffisante de bien des services ; de la recherche, bien souvent dispersée et amoindrie par la dispersion des sources de financement et le manque de coordination.

Le personnel médical du C.H.U. est plein-temps et possède la « bi-appartenance » hospitalo-universitaire : excepté pour certains postes, où l'activité médicale est souvent très supérieure à l'activité d'enseignement (en

anesthésie-réanimation, par exemple), c'est un principe qui ne devrait pas souffrir d'exception. Les participants du colloque ont, dans leur ensemble, montré leur hostilité au projet du ministère de la santé de créer un statut « mono-appartenance », même s'ils reconnaissent les graves difficultés auxquelles sont confrontés les C.H.U. dans la situation actuelle : un poste ne peut être obtenu qu'après création conjointe de deux postes, par le ministère de la santé et le secrétariat d'Etat aux universités, ce dernier ayant montré une insuffisance notoire. Les participants ont jugé la création du nouveau statut « dangereux », du fait des difficultés que ne manquera pas, pensent-ils, de soulever « l'existence de deux corps ayant des statuts et des missions différentes au sein du C.H.U. ».

Pour éviter les écueils auxquels s'est affrontée depuis quelque temps la « barque » hospitalo-universitaire, les participants ont unanimement souhaité la mise en place d'un comité interministériel rattaché au premier ministre et notamment chargé de proposer toute mesure pour faire respecter les principes de la réforme et de donner son avis sur les mesures concernant le personnel hospitalo-universitaire.

« Imaginer le C.H.U. de nos rêves » : c'est un peu le jeu auquel se sont livrés plusieurs groupes de travail, qui ont, soit suggéré plusieurs améliorations à faire dans le régime actuel, soit même bâti de toutes pièces « un C.H.U. de Seillac ».

Les premiers ont mis l'accent sur l'orientation beaucoup plus pratique que les études doivent avoir, et en équipement, des horaires d'enseignement, sur l'importance de la participation aux activités d'enseignement, à tous les niveaux, de médecins non universitaires. Ils ont souligné, d'autre part, la nécessité de combler le fossé qui se crée entre chercheurs et hospitalo-universitaires, entre la recherche fondamentale et la recherche clinique, notamment en sensibilisant les jeunes au cours de leurs études, par exemple par des stages facultatifs.

Quant au « C.H.U. imaginaire » présenté par les seconds, s'ouvre largement sur l'extérieur, puisqu'il rassemble non seulement le centre hospitalier régional, mais aussi l'ensemble des autres établissements hospitaliers sanitaires de la région. Il n'est pas seulement hôpital de recours où l'on trouve les techniques de pointe, mais également établissement qui répond aux besoins concrets de la population locale. Le C.H.U. n'est plus, selon le texte adopté par le colloque, organisé en services, mais en départements réunissant plusieurs unités de soins. Dès sa titularisation, tout médecin des hôpitaux est responsable d'une unité de soins, d'environ vingt lits, « responsabilité qui ne correspond pas à une priorité », et qui « peut être remise en question » par l'ensemble du personnel médical. La coordination dans chaque département est confiée à un médecin élu. « La qualité de l'équipement hospitalier et l'importance des tâches de service public ont conduit à la suppression de toute activité prioritaire de la part des médecins hospitaliers. »

La triple mission (soins, enseignement, recherche) accordée jusqu'ici aux médecins des C.H.U. doit désormais laisser la place à une nouvelle notion : « C'est maintenant, a conclu le professeur Bernier, qui dirigeait les débats, une quadruple tâche qui doit être confiée, non plus à l'individu mais à l'équipe. Celle d'assurer la santé (ce qui englobe les tâches de prévention), l'enseignement, la recherche et l'administration du C.H.U. qui devrait ainsi pouvoir assurer son rôle charnière dans le système de santé de demain. »

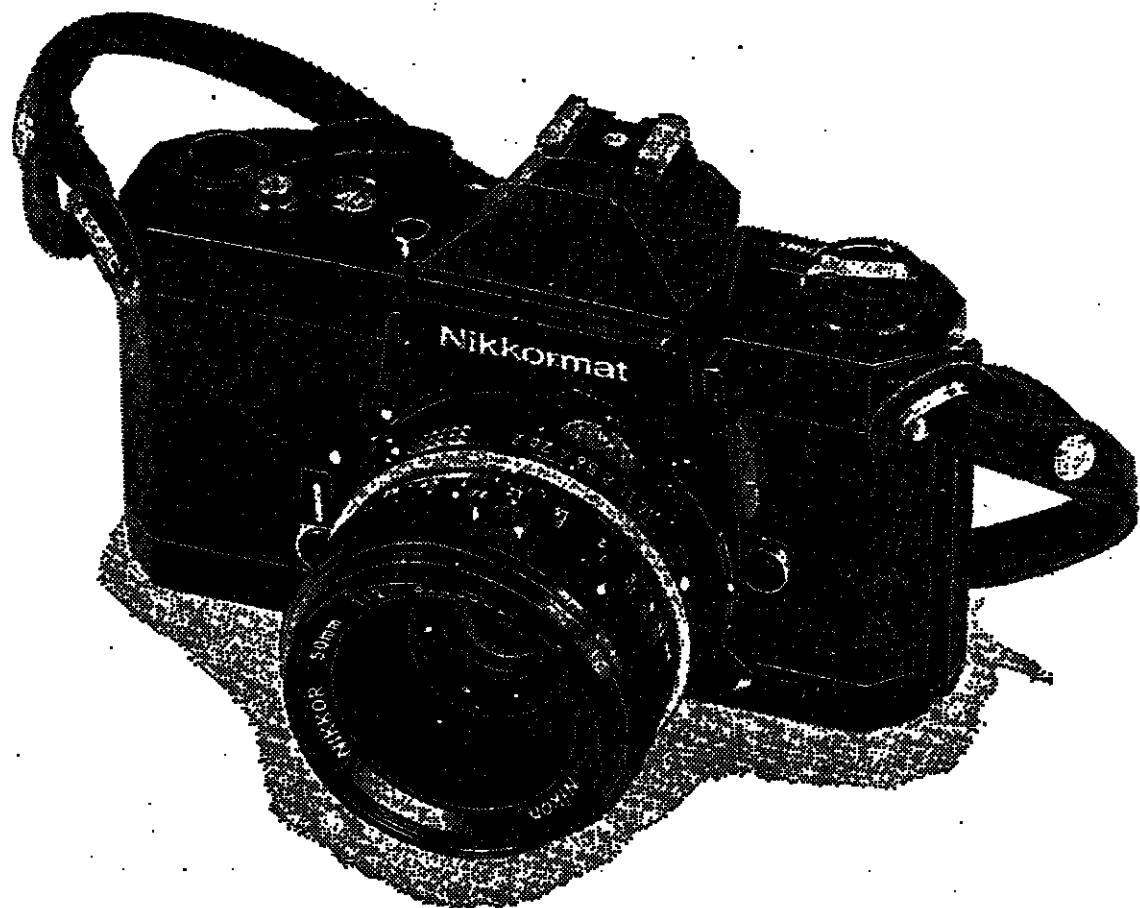
XAVIER WEEGER.

En Seine-Saint-Denis

L'HOSPITALISATION PRIVÉE A MIS SUR PIED UN SYSTÈME DE RÉPARTITION DES URGENCES

« Depuis vingt ans, ce sont les cliniques privées qui ont essentiellement pris en charge les urgences en Seine-Saint-Denis. Nous avions le désir de collaborer avec le SAMU (Service d'aide médicale urgente) du département, mais cela n'a pas été possible. » Présentant à la presse, mardi 18 mai, le système de répartition mis au point, pour assurer les urgences, par l'hospitalisation privée en Seine-Saint-Denis, le docteur Goldschmidt, secrétaire général de la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (FIEHP), a implicitement justifié cette création par le comportement du SAMU « ignorant » l'hospitalisation privée.

Pour tout département, un numéro de téléphone unique permet ainsi, depuis lundi 17 mai, au médecin qui appelle, de connaître dans les trois minutes quelle clinique possède des lits libres dans la spécialité requise. Le médecin régulateur peut même organiser le transport du malade en faisant appel à des ambulanciers, voire, dans les cas de détresse grave, en envoyant sur les lieux une ambulance médicalisée. La quinzaine d'établissements qui ont accepté de participer à ce système d'urgence sont de garde une nuit, sur cinq, garde impliquant la présence d'une équipe médicale « sur place », et non « à proximité ».



Votre premier Nikon : le Nikkormat FT 2.

Quand on a envie de faire de bonnes photos sans être un professionnel, on a le droit d'hésiter dans le choix de son appareil.

Faut-il acheter un 24 x 36 très perfectionné dont on n'utilisera peut-être pas toutes les possibilités avant plusieurs années ?

Faut-il au contraire se contenter d'un appareil trop simple et faire du médicore sans progresser ?

L'important quand vous choisissez le Nikkormat FT2, c'est que vous entrez de plain-pied dans le système interchangeable Nikon.

Vous commencez tout simplement par un objectif standard de 50 mm. Mais vous savez que, chaque fois que vous le voudrez, vous pourrez compléter votre appareil (au lieu de le remplacer) au fur et à mesure de vos désirs et de vos progrès.

Il accepte 45 objectifs. Ceux du Nikon F 2. Depuis le Fish-Eye de 22° jusqu'au long télé de 2000. Et 230 accessoires, filtres, systèmes de visée, flashes électroniques, bagues, statifs de reproduction.

Voulez-vous connaître, vous aussi, toutes les possibilités du Nikkormat FT2 ? Ecrivez à Nikon Informations, Maison Brandt Frères, 15 ter rue de la Cerisaie, 94220 Charenton-le-Pont pour recevoir une brochure détaillée. Ou rendez-vous à la Galerie Nikon, 1, rue Jacob, 75006 Paris.

C'est un centre permanent de démonstration et d'exposition des plus grands photographes professionnels (ouvert de 13 h à 19 h sauf dimanche et lundi).

Nikon. L'expression photographique sans limites.

هكذا من الالجل

Voici notre

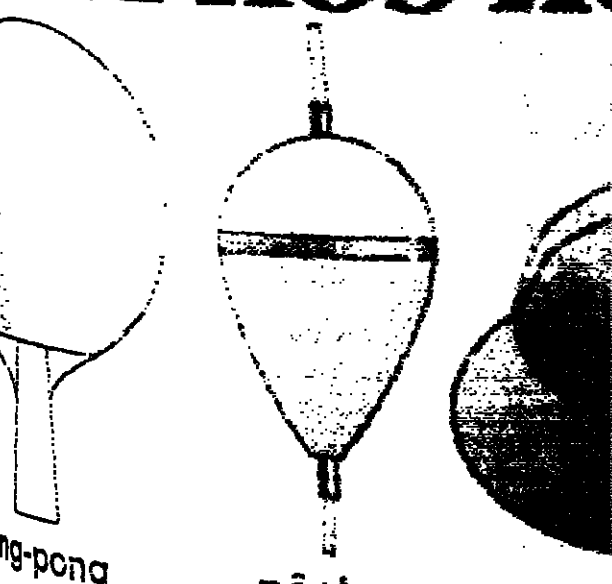
arts de combat

Voici nos



tennis

Voici nos



pêche

Un nouveau de ph
Gale

ICATION DE LA REFORME HOSPITALO-UNIVERSITAIRE

Le C.H.U. de demain ?

universitaires une double tutelle (enseignement — aujourd'hui université) et une mission de soins, d'enseignement et de recherche. Ce colloque, organisé par la Fondation des hôpitaux de France, groupe de travail « hôpitaux », était présidé par le professeur Robert Doherty, « père » de la réforme de la

temps la « barque » des universitaires, les parlements universitaires souhaitent la place d'un comité directeur et notamment proposer tout mesure pour respecter les principes de la forme et de donner un rôle aux mesures concernant le personnel hospitalo-universitaire. « Intégrer le C.H.U. de demain » c'est un peu le projet de travail, qui ont été dans le régime actuel, de Sallat.

Les premiers ont mis la sur l'orientation des pratiques que les études à prendre, sur le rôle que jouer le comité directeur universitaires, rôle de l'ensemble des objectifs, des besoins, des horaires, et en équilibre l'importance de la prise aux activités d'enseignement, tous les niveaux, de médecine universitaires. Ils ont d'autre part, la nécessité de chercher à la fois, entre chercheurs et universitaires, entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, notamment en médecine, les liens et les études, par exemple par les facultés.

Quant au C.H.U. de demain, les études à prendre, sur le rôle que jouer le comité directeur universitaires, rôle de l'ensemble des objectifs, des besoins, des horaires, et en équilibre l'importance de la prise aux activités d'enseignement, tous les niveaux, de médecine universitaires. Ils ont d'autre part, la nécessité de chercher à la fois, entre chercheurs et universitaires, entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, notamment en médecine, les liens et les études, par exemple par les facultés.

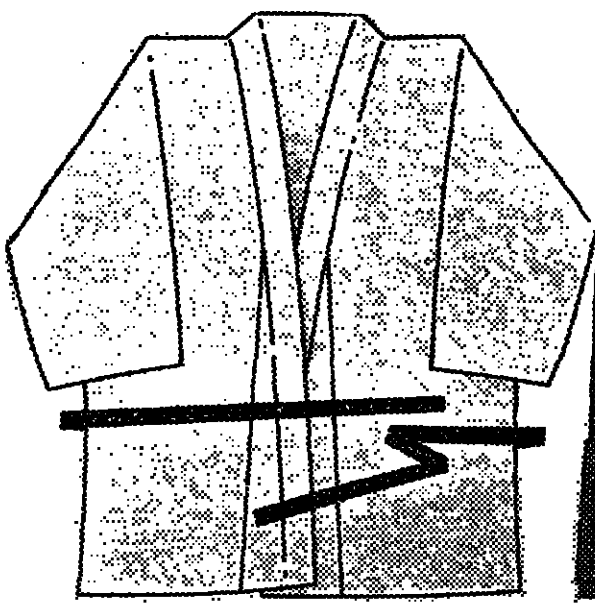
La réforme hospitalo-universitaire, présentée par le ministre de la Santé, a été adoptée par le Parlement. Le C.H.U. de demain, c'est un projet de réforme qui vise à la fois à améliorer la qualité des soins, à développer la recherche, et à renforcer les liens entre l'enseignement et la pratique.

XAVIER WIEBE

En Seine-Saint-Denis
L'HOSPITALISATION POUR
A PAS SUR PIED
UN SYSTEME DE REPONSE
DES URGENTES

« Depuis la réforme hospitalo-universitaire, les parlements universitaires souhaitent la place d'un comité directeur et notamment proposer tout mesure pour respecter les principes de la forme et de donner un rôle aux mesures concernant le personnel hospitalo-universitaire. « Intégrer le C.H.U. de demain » c'est un peu le projet de travail, qui ont été dans le régime actuel, de Sallat.

Voici notre nouvelle collection été 76.



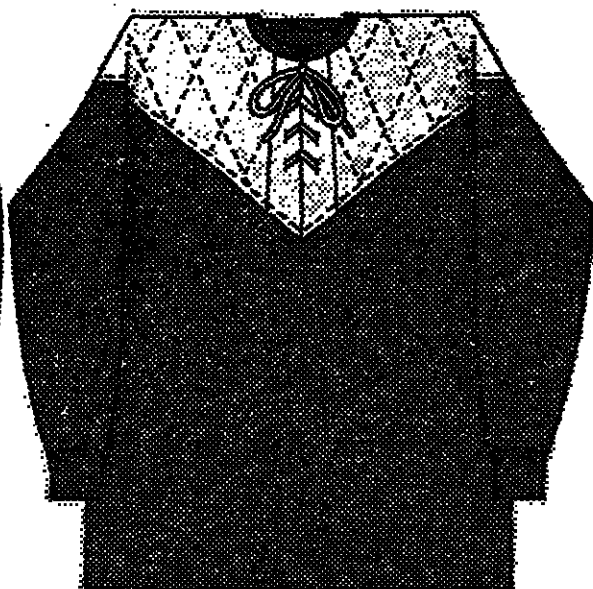
sports de combat



chasse



plongée



rugby

Voici nos nouvelles chaussures.



football



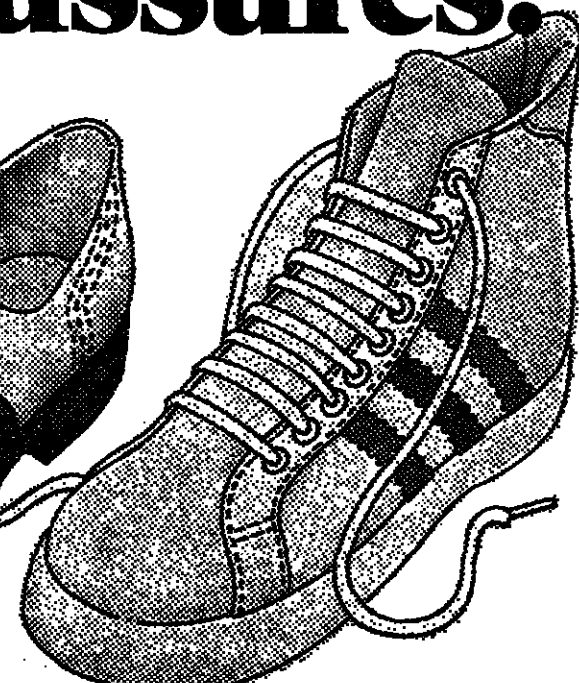
tennis



cyclisme

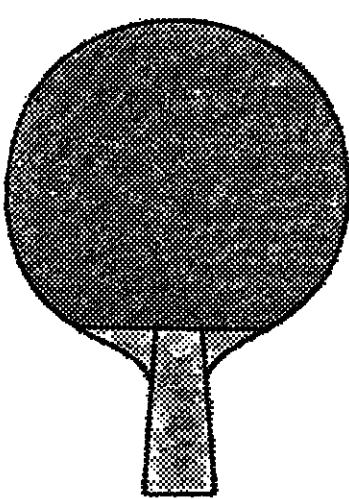


golf

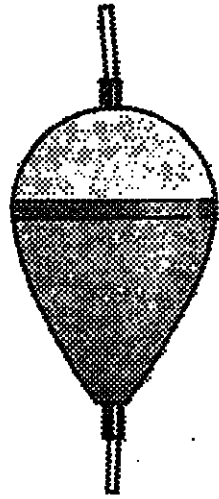


basket

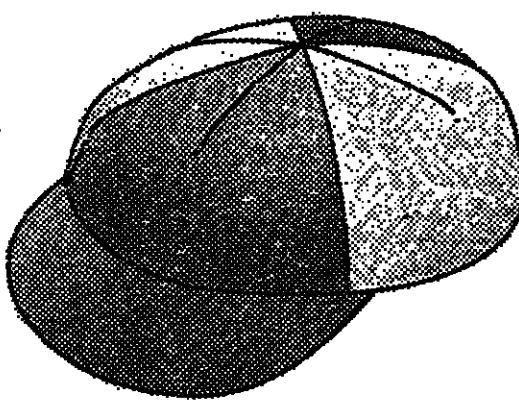
Voici nos nouveaux accessoires.



ping-pong



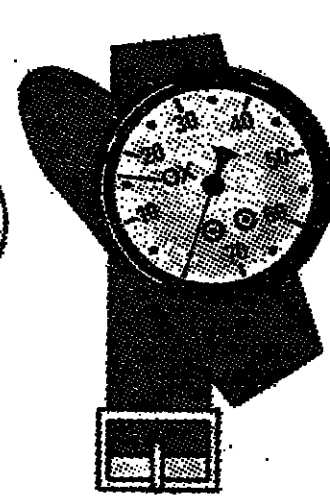
pêche



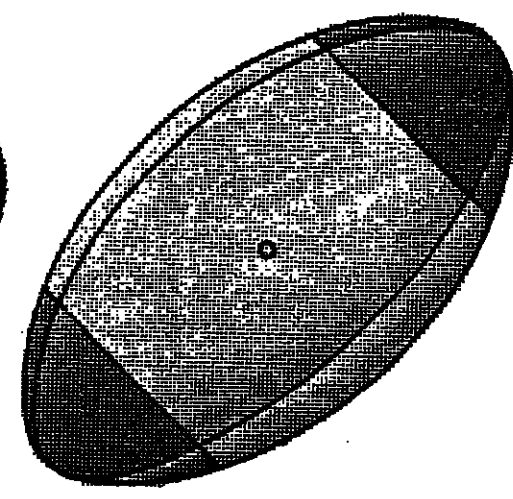
cyclisme



golf



plongée



rugby

Un nouveau rayon de sport
de plus de 1000 m²

Galeries Lafayette

JUSTICE

« L'Ilot » expulsé

« L'Ilot » est une maison d'accueil pour anciens détenus. Depuis son installation 9, rue Yvonne-Le Tac, dans le dix-huitième arrondissement, en 1972, « l'Ilot » a accueilli quelque cinq cents pensionnaires. Il fait aujourd'hui l'objet d'une procédure d'expropriation au profit du C.E.S. voisin.

Sur proposition du groupe communiste, la Ville de Paris avait envisagé, le 23 juin 1972, d'acquiescer l'immeuble de la rue Yvonne-Le Tac, que la congrégation religieuse, propriétaire, avait mis en vente quelques mois plus tôt. Le Conseil de Paris ignorait que cet immeuble venait d'être acheté par « l'Ilot ». Jusqu'ici installé à Saint-Denis.

Le Conseil de Paris aurait-il pu revenir sur son intention ? L'expansion du C.E.S. avait auparavant été prévue sur un autre immeuble, d'une rue adjacente. Il aurait peut-être été possible de réexaminer cette solution, la nécessité d'agrandir le C.E.S. n'étant d'ailleurs pas reconnue par tous. Mais M. Joël Le Tac, député de Paris (U.D.R.), qui avait fait débaptiser la rue Antoinette pour lui

donner le nom de sa mère, morte en déportation, jugeait inconcevable que des anciens détenus vinssent s'y installer. Il l'a dit au début du mois de novembre 1972 à Mme Janine Darrieux, l'une des responsables de « l'Ilot ».

La suite, on peut la lire dans un extrait du journal l'Homme libre de Montmartre (février 1973) : « Joël Le Tac avertit de vive voix le préfet de Paris et le ministre de la justice. Il reçut Mme Darrieux qui le confirma dans ses inquiétudes de voir s'installer dans ce quartier une sorte d'« hôtel » où seraient réunis plusieurs dizaines de délinquants de tous acabit. Il en fit part aux membres du conseil d'administration du C.E.S. »

Les parents d'élèves adoptèrent le point de vue de leur député. Ils organisèrent une grève d'un jour, envoyèrent des pétitions. Le décret donne son accord et la procédure suivit son cours. Aujourd'hui, « l'Ilot », dont pourtant la préfecture de police assure que son installation n'a donné lieu à aucun incident, doit chercher à s'installer ailleurs.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

● M. Pierre Loquet, autonomiste breton, qui observait depuis un mois une grève de la faim à la prison de la Santé, a été hospitalisé à Fresnes mardi 18 mai. A ce propos, un de nos lecteurs, M. Marc Guiguen, nous précise que la manifestation qui a eu lieu samedi 15 mai à Lorient (le Monde du 18 mai) n'était pas, comme nous l'avons écrit, seulement dirigée contre le maintien en détention du jeune autonomiste breton, mais, d'une façon beaucoup plus générale, contre « la répression qui s'exerce contre tous les militants politiques emprisonnés et incrimés par la Cour de sûreté de l'Etat ». Participant à cette manifestation le général de Bollardière et des conseillers municipaux de Lorient.

● Les permissions de sortir. — Le nombre des permissions de sortir dans les maisons d'arrêt, que nous avons mentionné dans

notre information sur la diminution de l'échec de cette institution (le Monde du 19 mai), était à tort imputé aux prisonniers. Ceux-ci, en effet, sont écartés du bénéfice de ces permissions de sortir, bien qu'ils représentent jusqu'à la moitié parfois des effectifs pénitentiaires.

● Le tribunal administratif de Paris rend une décision favorable à la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes. — La requête déposée par le préfet de Paris auprès du tribunal administratif le 6 avril, demandant l'expulsion immédiate de l'Association M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes vient d'être rejetée par le tribunal qui, statuant en référé, a estimé non fondée la procédure de résiliation unilatérale de la convention liant la M.J.C. à la Ville de Paris et la suppression de la subvention accordée en décembre dernier, « en l'absence de faute grave ».

Aléria, c'est le point de rencontre tragique de l'Etat jacobin et du peuple corse assoiffé de dignité

déclare le docteur Simeoni devant la Cour de sûreté de l'Etat

Pudiquement, M. Pierre David, président de la Cour de sûreté de l'Etat, a ouvert l'audience du 19 mai en faisant un bref rappel des faits qui ont eu lieu les 21 et 22 août 1975 à Aléria. Cet exposé devait-il introduire directement l'examen détaillé de l'objet même du procès qui avait été différé depuis trois jours par des questions de procédure ? Il n'en était rien — ou presque. Cette fausse introduction ne trompait personne.

La Cour de sûreté n'est pas un tribunal comme un autre. On ne faisait que donner l'impression de respecter les règles de procédure commune à tout débat devant la plupart des juridictions. Le

programme des débats, établi avant le procès, prévoyait une « déclaration » préalable du docteur Simeoni. Aussi, le principal accusé a-t-il, pendant près d'une heure, tenu un véritable discours politique pour — en son nom, en celui de ses camarades et de tous les militants autonomistes — expliquer les « motivations » de l'action menée par les « insurgés » d'Aléria. La cour, la défense et l'accusation en étaient convenus, il a eu tout le loisir de développer ses arguments en faisant l'historique du mouvement régionaliste autonomiste corse et en décrivant parallèlement la montée de la colère ou de la révolte d'une population.

Le docteur Simeoni a joué le jeu, celui

de ce procès. Il l'a reconnu dans une certaine mesure en remerciant la cour de lui avoir donné la parole, « d'autant plus que cela ne paraît pas être tout à fait conforme aux usages ». Et, en toute logique, l'avocat général, M. Marcel Dowling-Carter, devait se féliciter de cette intervention en soulignant avec insistance que celle-ci justifiait l'existence de la Cour de sûreté de l'Etat, qui avait été contestée au cours des audiences précédentes (le Monde du 19 mai). Le représentant du ministère public a fait de simples commentaires : « Vous avez justement placé ce procès sur un plan politique. Toute l'argumentation dénonçant cette institution s'écroule. »

nua après la projection, ce jeudi 20 mai, des documents filmés à Aléria. — Le docteur Simeoni, faisant dans une certaine mesure son auto-critique, a déclaré à propos de l'opération dont il avait pris l'initiative : « J'ai commis une grave erreur car il ne m'est pas venu à l'idée que par une telle action on pouvait arriver à un tel affrontement. » Mais il a accusé ceux qui avaient la responsabilité des ordres donnés aux forces de l'ordre, en ajoutant : « On a pris conscience que je m'étais mis dans un piège et que je devais donc perdre la face ou perdre la vie. »

FRANCIS CORNU.

(1) M. Libert Bou fut nommé au début de l'année 1975 chef de la mission interministérielle pour l'aménagement et l'équipement de la Corse. A ce titre, il reçut mandat d'élaborer, en collaboration étroite avec les institutions, la charte de développement économique de l'île que le conseil régional a adoptée à l'unanimité le 4 juillet dernier et que le gouvernement a prise en considération le 11 juillet suivant.

M. Libert Bou multiplia les contacts et s'efforça de engager le dialogue avec les responsables autonomistes, soulignant qu'il fallait répondre aux aspirations profondes d'un peuple trop longtemps incompris. Le 6 février 1976 il fut remplacé à la tête de la mission interministérielle par M. François Blachot, ingénieur général du génie rural des eaux et forêts. Officiellement, on indiqua qu'il était atteint par la limite d'âge. On lui reprochait cependant d'avoir fait trop de promesses inconsidérées.

Pas des extrémistes

Il a décrit une série de projets gouvernementaux qui ont été, selon lui, détournés de leur but, différés ou jamais réalisés : la création de la SOMIVAC (Société de mise en valeur de la Corse), profitant principalement à des « non-Corses », les « errements » du schéma d'aménagement, qui prévoyait notamment l'implantation d'une infrastructure hôtelière et touristique de deux cent cinquante mille lits, signifiant la « baléarisation » de la Corse et son « aliénation », les promesses faites par M. Pierre Messmer en 1974 et qui n'ont pas été tenues, et enfin l'échec de la mission confiée à M. Libert Bou (1), dont l'ancien leader de l'A.R.C. a loué l'objectivité.

« Le pouvoir central, a-t-il conclu, a préféré la politique de la déquille à celle du courage, la politique de l'assistance à celle de

la rééducation ». Puis il a affirmé que la conséquence la plus grave de toute cette politique est l'exil de la population, le déficit inquiétant de la démographie de l'île. « Le terme de diaspora n'est pas un euphémisme », a-t-il précisé en déclarant : « Le peuple corse désormais sait qu'il est en danger, il se sent en état de légitime défense, il a perdu — surtout sa jeunesse — toute confiance dans l'Etat. »

Le docteur Simeoni assure que du mécontentement à la révolte il n'y a qu'un pas et que celui-ci a été franchi ces toutes dernières années. En rappelant que la Corse a connu plus de sept cents attentats en dix ans, une centaine de plastiques l'an dernier, il déclare : « L'A.R.C. a pris acte en 1975 d'un climat que nous vivons en aucune façon créé. » Il dénonce l'usage de la violence : « Nous ne sommes pas des extrémistes. »

Il ajoute à ce propos : « Cette conjoncture était, en août 1975, dominée par la passivité et la complicité d'un pouvoir d'informés pourtant entiers quelques colons compromis dans un important scandale critique et financier. Aujourd'hui même, les protections dont ils bénéficient les soustraient aux rigueurs de la justice, donnant ainsi des arguments à ceux qui empruntent les chemins du désespoir. » Le docteur Simeoni justifie ainsi l'action menée à Aléria et l'occupation de la cave vinicole de M. Depelle.

Au cours d'un premier interrogatoire sur les faits — qui conti-

EUROMARCHE

une nouvelle race de magasins

LES PRIX!

Nous avons sélectionné à titre d'exemple:

Huile d'arachide REDDY le litre.....	4,95f
Huile de maïs RODA, le litre.....	5,10f
Café en grain, 100 % Robusta, Côte d'Ivoire, le paquet de 500 g.....	6,25f
Café en grain, 50 % Arabica, 50 % Robusta, le paquet de 250 g.....	3,50f
Biscottes surfinées, 108 tranches, SUPER NICE, le paquet de 760 g.....	3,75f
Pain grillé au levain naturel, SUPER NICE, la boîte de 500 g.....	3,10f
Riz long prétraité BELLE CAROLINE, le sachet d'1 kg.....	4,25f
Pâtes alimentaires SOLEIL, qualité supérieure, le sachet d'1 kg.....	2,90f
Petits fours assortis, le kg.....	11,95f
Confiture de fraise, pur sucre, pur fruit, DEL CROIX, le pot d'1 kg.....	4,55f
Confiture de fraise, pur sucre, pur fruit, DEL CROIX, le pot de 450 g.....	2,30f

Confiture d'abricot, pur sucre, pur fruit, DEL CROIX, le pot d'1 kg.....	3,95f
Confiture d'abricot, pur sucre, pur fruit, DEL CROIX, le pot de 450 g.....	2,00f
Farine pâtisseries type 45, le kg.....	1,75f
Petit déjeuner chocolaté, PHOSCAO, la boîte d'1 kg.....	6,00f
Paquet de 16 biscuits fourrés chocolat PHYDOR.....	1,95f
Chocolat sucré instantané PHOSCAO, la boîte de 400 g.....	3,00f
Chocolat à croquer CANTALOU, le lot de 5x100 g.....	4,15f
Chocolat au lait CANTALOU, le lot de 3x100 g.....	3,10f
Moutarde de Dijon REMA, le pot de verre de 37 cl, 380 g.....	1,20f
Moutarde de Dijon REMA, le verre de 16 cl, 135 g.....	0,73f
Bonbons assortis, le paquet de 500 g.....	3,50f

Assouplissant textile 6 SOUPLE, le bidon de 2,5 l.....	5,50f
Assouplissant textile 6 SOUPLE, le bidon de 5 l.....	10,90f
Nettoyant ménager ammoniacé, DEL, le litre.....	2,40f
Liquide pour la vaisselle O'FLOR parfum citron, le litre.....	2,90f
Essuie-tout SANYS, le paquet de 2 rouleaux blanc ou imprimé.....	2,95f
Papier de toilette ouate de cellulose, SANYS, le paquet de 6 rouleaux.....	4,25f
Papier de toilette ouate de cellulose, SOPALUX, le lot de 4 paquets plats.....	2,60f
Protections périodiques adhésives NETTINA, le sachet de 30.....	5,95f
Couches jour 1er âge SANYS, le paquet de 50.....	7,00f
Couches jour 2e âge SANYS, le paquet de 50.....	7,90f
Couches nuit SANYS, le paquet de 30.....	8,00f

Ces prix sont des prix permanents (sauf variation des cours de matière première).

Ces prix sont valables pour les magasins de :
ATHIS MONS, AUTEUIL, EVRY, FLINS, PORTE DE LA VILLETTE,
SAINT MICHEL SUR ORGE, SAINT QUENTIN EN YVELINES, SEVRAN, STAINS, VAL D'YERRES.

Comparez!

هكذا من الامم

JUSTICE

L'affaire Ceccaldi

M. Haby : Il n'y a pas eu communication de dossier mais échange d'informations entre les ministères de la justice et de l'éducation.

L'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée, mercredi 19 mai, aux questions au gouvernement, M. Haby, en réponse à M. Moxandou, député socialiste du Calvados, a indiqué, à propos de la demande de mutation de Mme Ceccaldi : « Pour l'application de la loi Roustan, il est de tradition, entre ministères, de se concerter quand deux conjoints sont fonctionnaires dans des administrations différentes, afin de pouvoir coordonner leurs mutations. Les informations qui ont été échangées entre le ministère de l'éducation et le ministère de la justice, courant avril, avaient pour but de préparer, sur leur demande, la mutation de deux conjoints. Il ne s'agit pas d'une communication de dossier, mais d'un échange d'informations comme il s'en produit tous les jours, juridiquement, cette communication, portant sur des renseignements administratifs partiels, concernant une demande de mutation, appelle à être transmise à une commission paritaire : elle

présente un caractère parfaitement normal, dans ce cas comme dans les autres.

Le bureau exécutif du parti socialiste a publié, mercredi 19 mai, un communiqué disant que « en rendant publics les éléments du dossier confidentiel de mutation établi par Mme Ceccaldi, enseignante à Marseille, en violation du statut de la fonction publique, le gouvernement a montré, une fois de plus, le mépris avec lequel il traite les fonctionnaires ».

« Une jolie vue sur Bellecour »

De notre correspondant régional

Lyon. — Ce ne sont pas moins de quatre « mensonges » que le tribunal de grande instance de Lyon a relevés dans une campagne de publicité lancée à Lyon au printemps dernier pour accompagner la construction d'un ensemble immobilier « Les jardins de Fontanillères », sur la colline dominant la Saône, à l'ouest de la ville.

Un contrôle du service des fraudes avait montré que les plaquettes en couleurs éditées à cette occasion stipulaient l'existence d'un parc boisé de 400 hectares, alors que celui-ci en faisait 300. De même, l'immeuble de vingt-neuf appartements de très grand luxe n'était pas situé à 1 500 mètres de la place Bellecour, comme indiqué sur les prospectus, mais à 2 800 mètres. Les photographies des pochettes publicitaires vantaient un panorama attrayant avec, au premier plan, le pont Bonaparte et la place Bellecour, alors qu'en réalité la « jolie vue » était davantage constituée

par les ateliers et entrepôts de la gare de Perrache et les bâtiments du marché de gros.

Enfin, dans la presse locale, le cliché censé représenter les jardins de Fontanillères était en fait celui d'une résidence de Chalon-sur-Saône.

Les trois prévenus — MM. Jacques Blanchet, directeur de l'agence Publicité union, bureaux : M. François Faure, gérant de la S.C.I., chargé de la commercialisation du programme, et M. Gérard Klucznicki, P.-D. G. de la S.A. de construction Haour Frères — poursuivis pour « publicité mensongère » ont tenté d'expliquer qu'il s'agissait de malentendus sur des matériaux. Le tribunal, dans son jugement en date du 14 mai, a estimé que de semblables procédés devaient être sanctionnés par des peines d'amendes élevées.

Il a infligé respectivement 15 000 F, 10 000 F et 5 000 F d'amende aux trois prévenus. B. E.

La CALVITIE est un HANDICAP professionnel et humain que vous devez vaincre !

grâce à **L'INSTITUT CAPILLAIRE OPERA**

Vous retrouverez : ASSURANCE - JEUNESSE - SEDUCTION

« Ne mettez plus un paillason sur votre tête »

Nous vous proposons une technique d'entretien capillaire : 3 vos mesures - en trois étapes - nous vous proposons une coupe professionnelle adaptée à votre visage. Bien que nos réalisations soient de haute qualité, nos prix restent très compétitifs. Pour tous renseignements, nous vous offrons une consultation gratuite sur rendez-vous.

12 rue de la Paix - PARIS 2^e - M. OPERA - Tél. : 261.79.71.

Sofia?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

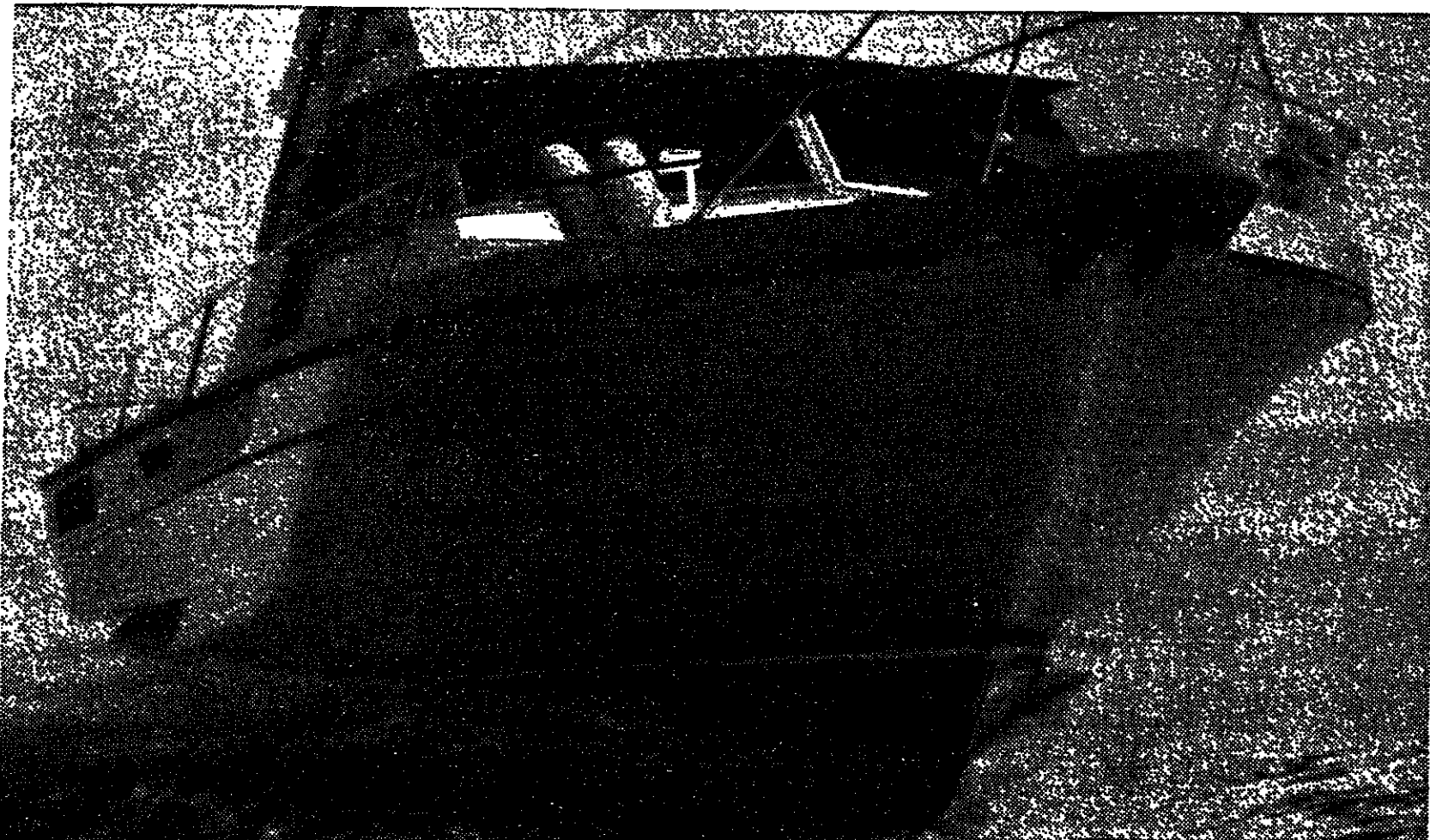
Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 2663466

UNE AUDIENCE SOLENNELLE PAS UN MEETING

Nombres, très nombreux, étaient ceux venus assister, mercredi 19 mai, à l'installation de nouveaux membres du parquet de la cour d'appel de Paris. L'entrée de M. Michel Jéol, ancien sous-directeur des affaires criminelles et des grâces, nommé substitut général, fut (c'est, paraît-il, un scandale) saluée par les applaudissements nourris d'une partie de l'assistance, où l'on reconnaissait certains dirigeants du Syndicat de la magistrature. Le visage du premier président, M. Jean Vassogne, s'allongea. « Entaillez », murmura un président de chambre.

Dans la matinée, ce syndicat, le Syndicat des avocats de France, la C.F.D.T.-Justice, notamment, avaient fait distribuer des tracts au palais et au ministère, appelant leurs membres à manifester leur soutien à M. Jéol, victime, selon eux, de la « chasse aux sorcières » qui sévirait à la chancellerie (la Monde daté 25-26 avril). M. Jéol envisage, rappelés-le, d'exercer un recours en Conseil d'Etat contre sa nomination.

Quand, avant de clore la cérémonie, le président Vassogne souhaita « bonne chance » aux nouveaux promus, des rires se firent entendre. « Je souhaite, répliqua-t-il, qu'on ne transforme pas une audience solennelle en meeting. » — O. P.-V.



Coque ARCOA 10.30 en action : des qualités « marines » permettant la mise au point d'un matériel professionnel fiable.

L'homme et la mer

La mer a toujours fasciné les hommes. Peut-être parce qu'elle est dangereuse lorsqu'elle se déchaîne. Toute recherche dans le domaine des matériaux pour construire des coques plus robustes, toute amélioration des lignes d'eau ou lignes de carène pour rendre les bateaux plus rapides et plus maniables participent au vieux rêve de l'humanité : vaincre la mer.

Alpolit : des polyesters, une technique

Les polyesters de la gamme Alpolit de Hoechst sont des matériaux sûrs, répondant parfaitement aux exigences de la construction navale. De plus, en mettant au point un procédé d'injection sous vide, les chercheurs de Hoechst ont permis de réaliser industriellement des pièces de grandes dimensions et de rentabilité exceptionnelle.

Plus loin, avec nos partenaires grâce à la recherche coordonnée



La gamme des résines Alpolit est le fruit d'une collaboration étroite entre les chercheurs de Hoechst, les experts de Syntova et les leaders de l'industrie : construction navale, matériel ferroviaire et de transport et électrotechnique. C'est ainsi qu'avec YACHTING FRANCE ont été mises au point des résines qui répondent aux impératifs de la sécurité en mer.

Hoechst France gère l'ensemble des intérêts du Groupe en France et dans les pays africains d'expression française. Les résines et plus particulièrement les résines polyester constituent une part importante de la gamme des produits fabriqués et commercialisés. Elle met à la disposition de sa clientèle toutes les ressources offertes par le Groupe, en particulier dans la construction navale où les résines Alpolit, grâce à leurs qualités spécifiques et à l'expérience des techniciens, se sont assurées une place de choix. La qualité du matériau utilisé pour les coques étant primordiale, ARCOA a fait appel aux Alpolit qui lui permettent de mieux répondre aux impératifs de son marché. Hoechst contribue ainsi à renforcer la sécurité de tous en mer.

Hoechst

Hoechst France

Tour Roussel-Nobel, Cedex 2, 92000 Paris La Défense TEL. 772.12.12

Hoechst pense plus loin

Entre tragique de l'Etat jacobin et assouplissement de dignité

de ce procès. Il l'a reconnu de lui avoir donné la parole, plus que cela ne parait pas être fait conforme aux usages. Et, de l'intervention de Mme Ceccaldi, l'avocat général, M. Dervin-Carter, devait se faire l'insistance que celle-ci justifiait l'absence de la Cour de sûreté de l'Etat, la Cour de sûreté de l'Etat avait été contestée au cours des précédentes (le Monde daté 10-11 mai). Le représentant du ministère de la Justice, M. Haby, a fait de simples commentaires, sans justifier la place de ce procès politique. Toute l'argumentation de cette institution sera

nuera après la séance du 20 mai, des débats à l'Assemblée nationale. M. Simeoni, faisant état d'une certaine mesure son support, déclarait à propos de l'absence de la Cour de sûreté de l'Etat, le Monde daté 10-11 mai : « J'ai commis une erreur, car il ne m'est pas venu à l'esprit que par une telle action, j'aurais la responsabilité de donner aux Français, en ajoutant à la conscience que la justice est un guépard et que la justice est un guépard, la perte de la face de la justice ».

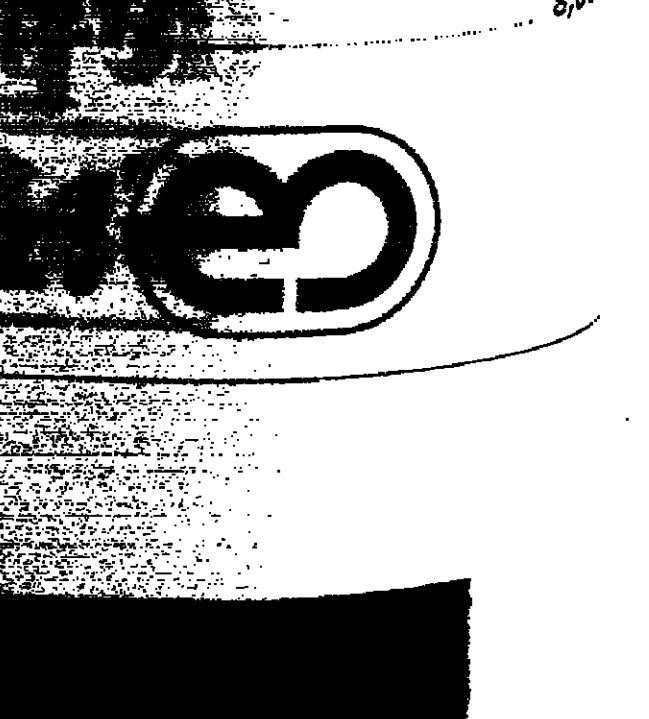
FRANÇOIS DE

M. Haby, au début de la séance, a déclaré : « L'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée, mercredi 19 mai, aux questions au gouvernement, M. Haby, en réponse à M. Moxandou, député socialiste du Calvados, a indiqué, à propos de la demande de mutation de Mme Ceccaldi : « Pour l'application de la loi Roustan, il est de tradition, entre ministères, de se concerter quand deux conjoints sont fonctionnaires dans des administrations différentes, afin de pouvoir coordonner leurs mutations. Les informations qui ont été échangées entre le ministère de l'éducation et le ministère de la justice, courant avril, avaient pour but de préparer, sur leur demande, la mutation de deux conjoints. Il ne s'agit pas d'une communication de dossier, mais d'un échange d'informations comme il s'en produit tous les jours, juridiquement, cette communication, portant sur des renseignements administratifs partiels, concernant une demande de mutation, appelle à être transmise à une commission paritaire : elle

CHIE

magasins

100g de 100g	5,50f
100g de 100g	10,90f
100g de 100g	2,40f
100g de 100g	2,90f
100g de 100g	2,95f
100g de 100g	4,25f
100g de 100g	2,60f
100g de 100g	5,95f
100g de 100g	7,00f
100g de 100g	7,90f
100g de 100g	8,00f



JUSTICE

DANS LE PROCÈS INTENTÉ AU « MONDE »

M. Michel Legris est débouté par la cour d'appel d'Orléans

M. Michel Legris, grand reporter au Monde, avait quitté notre journal le 4 juillet 1972, se prétendant victime d'une rétrogradation, et, éventuellement, bénéficiaire de la « clause de conscience » qui permet à un journaliste d'obtenir le paiement de ses indemnités de licenciement lorsqu'un changement notable dans le caractère et l'orientation du journal porte atteinte à son honneur, à sa réputation ou à ses intérêts moraux.

Le 30 mai 1974, le conseil des prud'hommes de Paris avait débouté M. Michel Legris. Ultérieurement, le 14 janvier 1975, un arrêt de la cour d'appel de Paris avait fait droit partiellement aux demandes de M. Legris en admettant qu'il avait fait l'objet d'une rétrogradation de fait. C'est cette décision qui avait été annulée le 23 octobre 1975, par la Cour de cassation.

L'affaire a donc été à nouveau plaidée en audience solennelle devant la cour d'appel d'Orléans le 27 avril 1976. Dans l'arrêt qu'elle vient de rendre, la cour estime que la réorganisation des services du Monde, sur laquelle se fondaient M. Michel Legris pour alléguer une rétrogradation, ne pouvait être considérée comme une modification de son contrat de travail, notamment parce que sa qualité de « grand reporter », ses fonctions et sa rémunération lui étaient maintenues.

Sur la clause de conscience, la cour d'Orléans retient que M. Legris avait fait état d'une évolution du Monde en s'appuyant sur des articles de presse aussitôt par un livre publié par notre ancien collaborateur longtemps après son départ. Mais le Monde a produit également de nombreux articles et témoignages qui démontrent la continuité entre le Monde fondé par Hubert Beuve-Méry et celui actuellement dirigé par Jacques Fauvet.

La cour d'appel d'Orléans déboute par conséquent le plaignant, en indiquant notamment que « M. Michel Legris ne démontre pas que sa plume ait été servie, qu'il ait été contraint d'écrire ou de se taire contre sa conscience ni que son honneur, sa réputation ou ses intérêts moraux aient été compromis ou même menacés ».

Retenant que M. Legris ne pouvait pas se dispenser d'effectuer un préavis, elle le condamne à payer au Monde la somme de 12 384,14 francs et, rejetant l'argument du Monde selon lequel il ne pouvait être déchargé de son obligation de travail aussi longtemps qu'une décision judiciaire n'avait pas fixé exactement la date de la rupture de contrat, condamne le journal à 500 francs de dommages et intérêts.

FAITS DIVERS

Deux personnes étaient encore en vie après un accident d'avion

POURQUOI LES RECHERCHES ONT-ELLES ÉTÉ ABANDONNÉES ?

« Pourquoi les recherches sont-elles arrêtées ? » Ces derniers mots griffonnés par l'une des victimes de l'accident d'avion du 24 avril dernier dans le massif du Parmelan, près de Genève, posent aujourd'hui la question de l'organisation des secours et surtout celle de l'arrêt des recherches. On accuse en effet les services de secours d'être intervenus trop tardivement pour sauver les deux passagers encore en vie et qui ne souffraient que de blessures sans gravité.

La disparition de l'avion Cessna a été constatée par l'aéroport de Genève, mais, affirme-t-on à Annecy, les services de secours français n'ont été prévenus que le lendemain matin. Les secours pompiers d'Annecy n'ont donc commencé leurs recherches que le 25 avril, vers 8 h. 30. L'hélicoptère de la protection civile, profitant des éclaircies, a alors survolé le secteur. Dans les jours qui ont suivi, huit appareils ont sillonné le massif alentour.

Mais si les secours aériens ont été importants, on peut se demander pourquoi les équipes terrestres et surtout l'armée n'ont pas ratisé systématiquement le terrain, ce qui aurait été vraisemblablement le seul moyen efficace de découvrir les survivants. Mais, surtout, la tragédie du Cessna pose le problème de l'arrêt des recherches, puisqu'il arrive, comme ce fut le cas le 24 avril dernier et peut-être aussi aujourd'hui, qu'un délai de la persévérance et des forces des sauveteurs il y ait encore une vie à secourir.

M. GÉRARD DE VILLIERS CONDAMNÉ POUR COMPLIÉTÉ DE DIFFAMATION

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a rendu son arrêt le 19 mai dans le procès intenté par le président du Comité pour l'Iran libre, M. Nasser G. Afshar, contre M. Gérard De Villiers, auteur du livre *« L'Irresistible Ascension de Mohammad Reza, Shah d'Iran »*, pour compliété de diffamation (le Monde du 7 mai).

Ainsi que la dix-septième chambre du tribunal correctionnel ne en première instance, avait jugé, le 17 octobre de l'année dernière, que cette action était irrecevable, la cour a estimé que les documents produits par M. Afshar établissent suffisamment sa qualité de directeur fondateur du bimensuel *Iran Free Press* et que celui-ci peut en conséquence ester en justice au nom de ce périodique. Un message du livre ayant allégué que *Iran Free Press* avait reçu des subventions de la C.I.A., M. De Villiers est condamné à 300 francs d'amende, ainsi qu'à 300 francs de dommages et intérêts envers le requérant.

Demeure toutefois irrecevable l'action que M. Afshar avait engagée en tant que président du Comité pour l'Iran libre, car cet organisme n'est pas en cause dans l'ouvrage.

AÉRONAUTIQUE

LES BRITANNIQUES SEMBLER PRÊTS À PARTICIPER À LA CONSTRUCTION DE L'AIRBUS

Londres (Reuters). — La Grande-Bretagne, qui avait boudé le projet de l'Airbus européen voici huit ans, est maintenant désireuse de s'y associer, déclare-t-on dans les milieux aéronautiques britanniques.

Des ouvertures ont été faites en ce sens mercredi 19 mai à Londres, au général Jacques Mitterrand, président de la Société nationale industrielle (SNIAS), constructeur avec les Allemands de l'Ouest et les Néerlandais du moyen-courrier Airbus A-300, par lord Berwick, qui deviendra le principal responsable de l'industrie aéronautique britannique après sa nomination à la tête de la construction d'une nouvelle version de l'Airbus, le B-10, qui comporterait de deux cents à deux cent vingt places. Les premières versions de l'Airbus ont obtenu un plus net succès que prévu et, venant de la, le modèle A-300, qui peut transporter trois cents passagers, a battu ses rivaux américains dans le domaine du moyen-courrier de grande capacité.

Initié par la S.N.I.A.S., le Monde. Rédigé par : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimé par : l'Imprimerie du « Monde », 10, rue de Valenciennes, 75013 Paris-13.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Composition : Les Ateliers de la presse, 10, rue de Valenciennes, 75013 Paris-13.

AUJOURD'HUI

PREMIER TIRAGE DU LOTO NATIONAL

Le premier tirage du Loto national a eu lieu le mercredi 19 mai, au cinéma Empire de l'avenue de Wagram à Paris. M. Fourcade, ministre de l'économie et des finances, était représenté par son chef de cabinet, M. Maurice Allegot.

Réserver pour le moment aux habitants de Paris et de la région parisienne, le Loto a été favorablement accueilli par les joueurs : soixante-trois mille billets ont été joués pour ce premier tirage, ce qui représente une somme d'argent de 1 280 000 F, a annoncé le secrétaire général à la Loterie nationale.

Environ quatre cents personnes avaient répondu à l'invitation. Sur la scène, au centre d'un plateau tournant, M. Auguste Jullin, technicien à l'organisation de la Loterie nationale et une dizaine de douanes françaises firent tourner la sphère d'acier qui contenait les quarante-neuf boules destinées à composer le premier chiffre du Loto : 31, 15, 23, 27, 35, 48, 34.

Pour participer à un tirage du Loto, un joueur doit cocher sur un bulletin de jeu plusieurs combinaisons de six numéros qu'il choisit sur des grilles comprenant chacune quarante-neuf cases numérotées de 1 à 49.

Un tirage au sort de six numéros est effectué chaque semaine. Le joueur qui a choisi une combinaison identique à celle déterminée par le tirage au sort ou comprenant trois, quatre, cinq des numéros qui composent celle-ci, se voit attribuer en prix une fraction de la somme totale des enjeux calculée en fonction du nombre des numéros justes qu'il a pronostiqués et du nombre des gagnants.

Le tirage du Loto sera hebdomadaire, comme celui de la loterie nationale et aura lieu le même jour : le mercredi.

Rappelons que les bulletins du Loto sont en vente dans les kiosques de la Loterie nationale signalés par le sigle Loto en bleu, blanc, rouge.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 20 mai 1976 :

UN ARRÊTÉ

Fixant la liste des maladies contagieuses visées à l'article 4-3 (2) du décret du 31 décembre 1941, modifié par le décret n° 76-435 du 18 mai 1976 (1).

(1) Ce texte fera l'objet ultérieurement d'une publication en fascicule séparé.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1462

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I. Perdre du poids à être mille. II. N'a pas hésité à retourner sa veste. III. Lieu d'épreuves. Terme musical. IV. N'a plus cours; Frisèrent (épée). V. Ténacité; une certaine confiance; Ne circulent pas en France. VI. Est apprécié au pays de Confucius; Orientation. VII. Abaisse celui qui cherche à tout pour le tout. IX. Très approchables. X. N'ont que deux nuances pour quatre couleurs; Sans réaction apparente. XI. Aigus; Juge.

Solution du problème n° 1461

Horizontalement

I. Médier; Cor. II. Otarie. III. Ire; Reuss. IV. Entérine. V. Asie; Var. VI. Ardait. VII. Di; Ramen. VIII. Ende; Isde. IX. Bousse. X. Aue; Bal. XI. Sieste; Se.

Verticalement

1. Mol; Aldera. 2. Etre; Toul. 3. Thénia; Tué. 4. Ir; Tetra. 5. Etre; Da; Sof. 6. Réer; Amie. 7. Suivies. 8. Status; As. 9. Ruser. Réala.

GUY BROUTY.

31 — 15 — 33 — 27 — 36 — 48

NUMERO COMPLEMENTAIRE — 34 —

TIRAGE DU 19 MAI 1976

PROCHAIN TIRAGE LE 2 JUIN 1976

SECRETARIAT GENERAL DE LA LOTERIE NATIONALE

loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS			
TERMI-MAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMI-MAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	041	tous groupes	200	6	77 676	groupe 3	100 000
	611	tous groupes	200			autres groupes	2 000
	3 471	tous groupes	1 000		337	tous groupes	200
	7 361	tous groupes	1 000		397	tous groupes	200
	26 291	tous groupes	10 000		687	tous groupes	200
2	48 241	groupe 2	10 000	7	48 247	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000			autres groupes	2 000
	662	tous groupes	200		59 707	tous groupes	10 000
	0 892	tous groupes	1 000		90 807	groupe 2	100 000
	5 592	tous groupes	1 000			autres groupes	2 000
3	22 532	tous groupes	10 000	8	18	tous groupes	100
	48 242	groupe 2	10 000		48 248	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000			autres groupes	2 000
	30 442	groupe 1	100 000		67 868	tous groupes	10 000
	57 562	autres groupes	2 000		91 178	groupe 4	100 000
4		autres groupes	2 000	9	9	tous groupes	50
	2 483	tous groupes	2 500		59	tous groupes	150
	05 723	tous groupes	10 000		239	tous groupes	250
	41 173	tous groupes	10 000		499	tous groupes	250
	48 243	groupe 2	10 000		4 569	tous groupes	1 050
5		autres groupes	2 000	0	80 339	tous groupes	10 050
	62 093	tous groupes	10 000		48 249	groupe 2	2 000 050
		autres groupes	2 000			autres groupes	20 050
	4	tous groupes	50		40	tous groupes	200
	04	tous groupes	150		80	tous groupes	100
6	824	tous groupes	250	76	720	tous groupes	500
	3 734	tous groupes	1 050		5 000	tous groupes	1 000
	4 064	tous groupes	1 050		15 290	tous groupes	10 000
	8 614	tous groupes	1 050		48 240	groupe 2	10 200
	5 774	tous groupes	2 550			autres groupes	2 200
7	48 244	groupe 2	10 050	25	91 380	tous groupes	10 100
		autres groupes	2 050			autres groupes	10 100
	90 644	tous groupes	10 050				
	4 275	tous groupes	1 000				
	39 835	tous groupes	10 000				
8	48 245	groupe 2	10 000	<div> <div>TRANCHE DES LILAS</div> <div>TIRAGE DU 19 MAI 1976</div> <div>PROCHAIN TIRAGE LE 26 MAI 1976</div> <div>à PARIS (8ème) 20 rue La Boétie</div> </div>			
		autres groupes	2 000				
	48 246	groupe 2	10 000				
		autres groupes	2 000				

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 MAI 1976 à 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 21/5/76 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 20 mai à 0 heure et le vendredi 21 mai à 24 heures :

Le courant d'ouest qui s'est établi de l'Atlantique à l'Europe occidentale persistera durant la période considérée. La perturbation atue jeudi matin sur le nord-ouest du pays progressera vers le sud-est et aura traversé la France vendredi dans la soirée, tandis qu'une nouvelle perturbation abordera l'extrême ouest du pays.

Vendredi 21 mai, une zone de temps très nuageux avec quelques pluies affectera le matin les régions s'étendant de la Lorraine au Massif Central et aux Pyrénées centrales. Elle se déplacera vers le sud-est et se situera dans l'après-midi sur les Alpes et le Sud-Est, où elle prendra un caractère orageux. A l'arrière de cette zone, le temps sera variable et des averses se produiront.

Les températures seront en baisse un peu en dessous de la normale.

Jeu 20 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1011,3 millibars, soit 73,5 millimètres de mercure.

Températures le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 mai; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20; le troisième, le minimum de la nuit du 20 au 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 11 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 26 et 18; Berlin, 23 et 14; Bonn, 20 et 9; Bruxelles, 17 et 10; Casablanca, 19 et 14; Copenhague, 20 et 9; Genève, 22 et 8; Lisbonne, 19 et 10; Londres, 12 et 8; Madrid, 23 et 10; Moscou, 12 et 8; New-York, 13 et 9; Palma-de-Majorque, 22 et 13; Rome, 24 et 13; Stockholm, 21 et 9.

Service des Abonnements

10, rue de Valenciennes

75013 PARIS - CEDEX 03

C.C.P. 6297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

cc-courant (sans Alerte)

50 F 100 F 225 F 300 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

144 F 288 F 360 F 480 F

ÉTRANGERS

par mandats

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAY-BAS — SUISSE

115 F 230 F 307 F 409 F

II. — TUNISIE

125 F 250 F 375 F 500 F

Par voie aérienne

tout sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements)

peuvent bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse diffi-

ciles ou provisoires (deux

semaines de délai), ces abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

relayer tous les renseignements

en caractère d'impression.

هكذا من الاحمل

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

GENEVIEVE SERREAU Ecrire le silence

« VOUS, QUATRE MIERS CUBES DE SILENCE. Debut 1976. 200 p., 25 F. »

GENEVIEVE SERREAU, l'écrit de l'herbe, la brume impalpable, la brume d'un jour, la brume d'un jour. C'est le titre d'une des deux nouvelles de ce recueil qui fait suite à l'œuvre de l'auteur. Le recueil, admirable, est d'ailleurs précédé d'une introduction de l'auteur, dans laquelle elle expose ses intentions. Elle veut écrire le silence, le silence de la nature, le silence de la ville, le silence de l'homme. Elle veut écrire le silence de la nature, le silence de la ville, le silence de l'homme. Elle veut écrire le silence de la nature, le silence de la ville, le silence de l'homme.

LES « LETTRES NOUVELLES » A L'ENCAN

(Suite de la page 21.)

Lui-même la reconnaît sans ambages : l'augmentation du papier, la charge des traductions pour les œuvres étrangères, ont élevé le coût de revient d'un livre. Il faut vendre cinq ou six mille exemplaires, au lieu de trois mille auparavant, pour que les frais d'une publication soient couverts. Et comment étendre le public sans un effort de promotion, au moins par quelques titres ? L'a-t-on tenté vraiment ? Là-dessus, Maurice Nadeau se montre plus réticent. Le refuge offert par Denoël s'est fait cage trop étroite.

Un personnage sans statut : le directeur littéraire

« En me rendant ma liberté, on va me forcer à faire enfin de l'édition pour mon propre compte, déclare le directeur des « Lettres Nouvelles », et j'aurai les coudées plus franches ; à condition, bien sûr, de trouver des concours financiers. » Ce n'est pas la réaction d'un homme vaincu. C'est celle d'un directeur littéraire qui a confiance dans son flair, dans son information, dans ses relations avec les milieux littéraires et intellectuels de bien des pays. Sans ostentation, il rappelle les grands livres qu'il a fait prendre par les différents éditeurs pour qu'il a travaillé : « Bien avant Julliard, nous les Henry Miller, à part les « Tropiques », chez Corréa-Buchet-Chastel, et le « Quatuor d'Alexandrie » de Lawrence Durrell ; David Rousset (« L'Univers concentrationnaire », les « Jours de notre mort ») aux éditions du Pavois ; chez Robert Marin, le « Portrait d'un inconnu » de Nathalie Sarraute avec la préface de Jean-Paul Sartre, et le premier roman de Sicilien Elio Vittorini, le « Stalingrad » de Théodor Pilever, l'« Espèce humaine » de Robert Antelme... » Ces livres ont marqué notre temps. Ils sont les titres de gloire d'un éditeur qui a moins œuvré pour le succès immédiat que pour la constitution de fonds que d'autres maintiennent à l'écart.

Flâner avec Prévert

* GRAND BAL DU PRINTEMPS, suivi de CHARMES DE LONDRES, de Jacques Prévert. Gallimard, 150 p., 29 francs.

C'EST toujours un plaisir de retrouver Prévert (1), car sa tendresse narquoise, sa férocité qui ne vise jamais que les marchands de mort, et sa complicité avec la vie, transpercent la grisaille de l'histoire. Ce *Grand Bal du printemps*, ces *Charmes de Londres*, qui parurent au début des années 1950 (2) et qui voient réédités, se composent de poèmes-flâneries, de poèmes-voyages dans Paris et sur les bords de la Tamise. Prévert y recueille les faits divers de la rue, les nouvelles des journaux modestes, les « petites annonces de la vie ».



* Dessin de Vasco.

Charmes de Londres De ses plus douces rumeurs la ville accompagne le voyageur à la gare. Ses grands oiseaux de mer ont des gestes commes autant de mouchoirs à l'instant du départ.

Et il est très ému de laisser une amie. Souvent négligé par les « belles âmes » littéraires, les dévots de la forme, les croque-morts de la poésie, Prévert n'y a pas trouvé de quoi s'émouvoir. Il a continué de se promener, à sa manière, en même temps populiste et surréaliste, comme celle de Benjamin Peret ou de Léo Malet. Sa galaxie des sentiments ne s'éloigne jamais de l'existence quotidienne, ses mémoires, on les aperçoit dans les jardins publics, dessinées sur le sable par des enfants. Le merveilleux et la misère se côtoient, chez lui, à tout moment : on les voit s'opposer dans de « tremblantes statues de sang », qui

« ... échantillent des promesses des questions des plaintes et des cris. Désirs-mois de passe de l'amour détendu. »

L'amour et l'humour vont aussi de compagnie, liés par une profonde connivence, car aimer la vie c'est en même temps se moquer de ses miroirs aux alouettes, c'est rire, pour s'en libérer, de la peur qu'inspirent les pouvoirs et des illusions qu'ils entretiennent. Philippe Audouin, qui a fait le portrait des surréalistes, définissait Prévert comme un Swift lyrique et parisien. Parfois, l'ironie est d'autant plus acérée que le lyrisme est nostalgique. Ainsi, lorsque Prévert évoque

« Cette statue de chair et d'os et de charpente usée et d'heures supplémentaires et d'air raréfié »

que viennent regarder les étrangers qui visitent Paris,

« ... Faites vite gentiment ladies and messieurs dames pour les instantanés. Cet intéressant monument n'est que momentanément

et fortuitement dressé. Et bientôt au Musée du Kremlin-Bloître à l'asile des vieillards où sa place est déjà prête cette statue sera invalidée, hospitalisée et entourée

de mille soins bien mérités. Parfois et surtout le dimanche un peu de vin sans oublier quelques nombreuses cigarettes dans le courant de chaque semaine. »

FRANÇOIS BOTT.

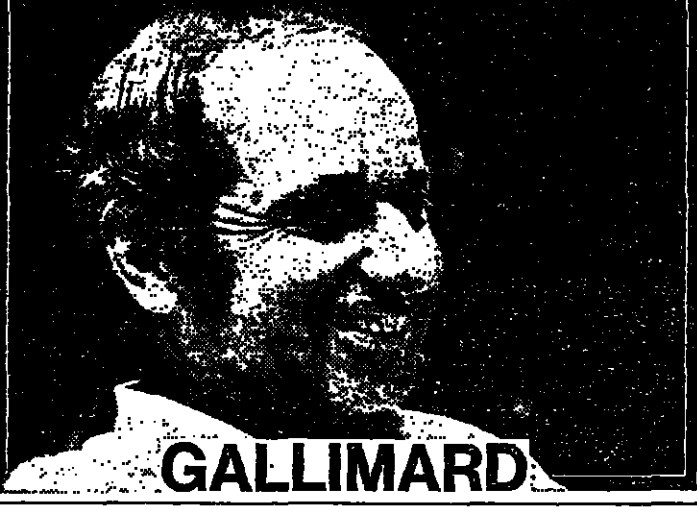
(1) Douze chansons nouvelles de Prévert viennent de sortir. Elles sont interprétées par une jeune institutrice appelée Zette, dont la voix très sensible et sensuelle séduit aussitôt. Musique de Sébastien Maro, 33 tours, Jacques Canetti.

(2) La Guilde du livre, Lausanne.

JEAN-LOUIS BORY TOUS NÉS D'UNE FEMME

« C'est par cet art d'être pleinement de son temps, accordé à ses élans et ses chagrins, tout feu tout flamme, que Bory mérite de rester. »

Bertrand Poirot-Delpech — Le Monde



GALLIMARD

RAOUL VERGEZ Les Illuminés de l'Art royal

8 SIECLES DE COMPAGNONNAGE

« Raoul Verges s'est fait conteur pour nous situer, à travers huit siècles, l'histoire des compagnons. »

MICHEL RAGON
« LES NOUVELLES LITTÉRAIRES »

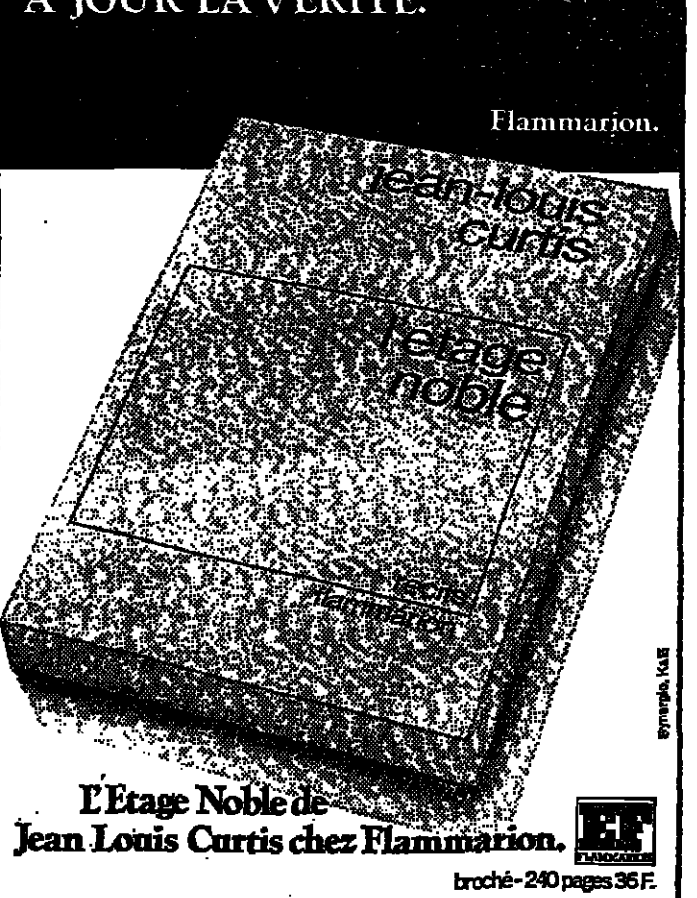
« Un livre passionné à la gloire des compagnons, des pèlerins de la foi et du travail. Saint Bernard, les cathédrales, la franc-maçonnerie, les Templiers mènent la danse de ce ballet fait de douleurs, de tragédies, mais surtout de fierté : celle du devoir accompli. »

FRANÇOISE DUCOUT
« ELLE »

JULLIARD

L'ART DE CONTER C'EST AUSSI L'ART DE METTRE A JOUR LA VÉRITÉ.

Flammarion.



L'Étage Noble de Jean-Louis Curtis chez Flammarion. broché - 240 pages 36 F.

PARAITRE

« MOROCCO » - Roman de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« ALGERE DU BOCK » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« CONTE MARTIN-CHAUFFIER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

« L'ART DE CONTER » - de Jean-Paul Sartre. 190 p., 40 F.

EN SORBONNE

La condition féminine chez Stendhal

PAROISSE, le désert d'un rituel s'impose. Le 14 mai, Hélène Constant, agrégée de lettres, maître-assistante à la faculté de lettres de Sorbonne, a donné une conférence sur la condition féminine chez Stendhal. Elle a abordé les thèmes de la condition féminine chez Stendhal, de la condition féminine chez Stendhal, de la condition féminine chez Stendhal.

« La condition féminine chez Stendhal » - de Hélène Constant. 190 p., 40 F.

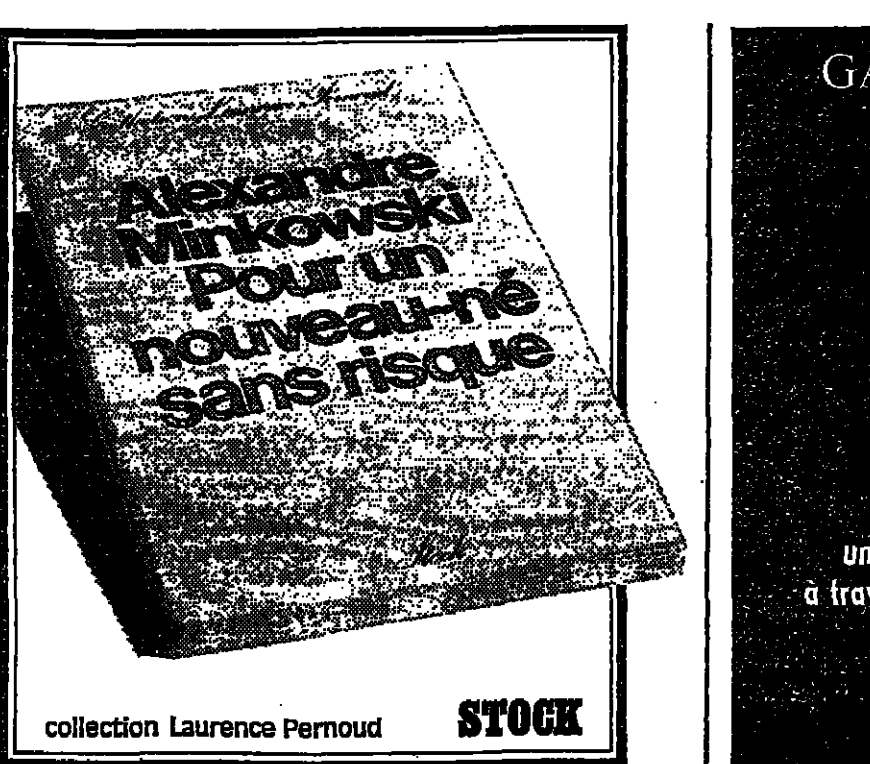
CORRESPONDANCE

A propos de Martin du Gard

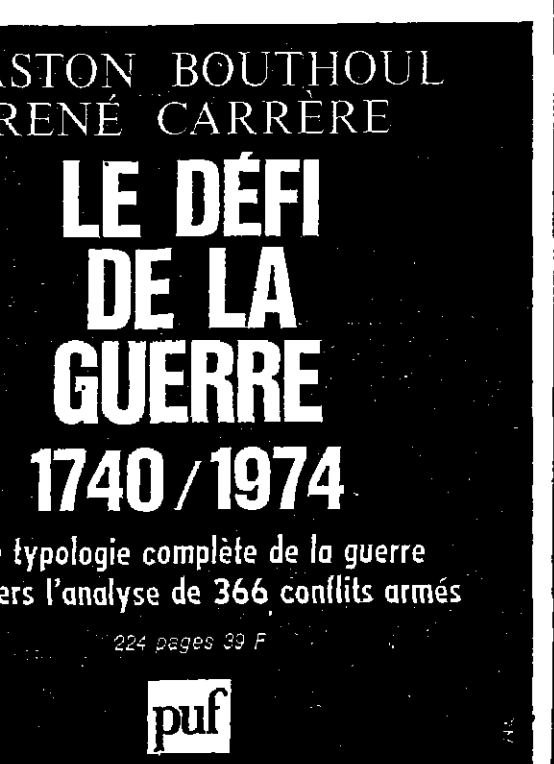
A la suite de l'article de Bernard Pingaud, concernant les droits des héritiers ou exécuteurs testamentaires, nous avons reçu cette lettre de M. Daniel de Coppet, petit-fils de Roger Martin du Gard.

« La baignade » est un des rares chapitres des Souvenirs de Roger Martin du Gard, qui n'ont pas été publiés. Elle est très intéressante, car elle fait partie de son œuvre posthume parvenue dans un certain ordre : ont déjà paru les Correspondances avec André Gide et avec Jacques Copeau (éditions Gallimard, 1968 et 1972). La Correspondance générale, les Souvenirs du colonel de Maumort et le Journal paraîtront au fur et à mesure que les travaux préparatoires actuellement en cours seront achevés.

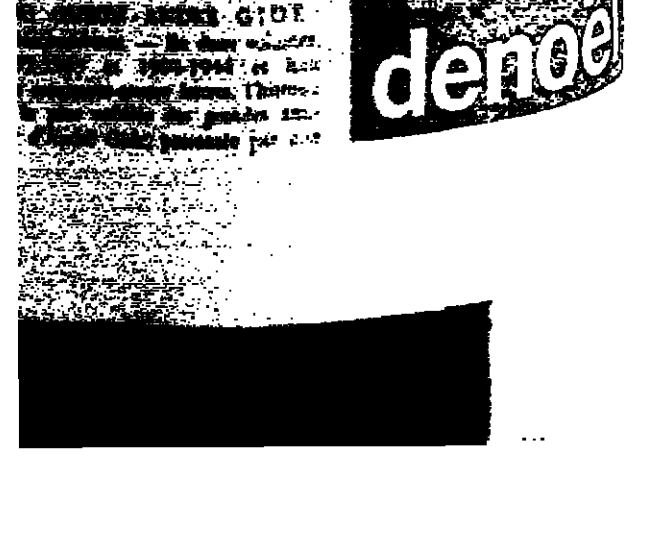
Il est étonnant que l'exécution fidèle des volontés de Roger Martin du Gard ne vaille d'être commandement exécuté par M. Bernard Pingaud.



collection Laurence Pernoud STOCK



une typologie complète de la guerre à travers l'analyse de 366 conflits armés



collection Laurence Pernoud STOCK

LITTÉRATURE AFRICAINE

LE CONTE ET LE MYTHE

LES formes de vie traditionnelle, la littérature orale africaine fait depuis une dizaine d'années l'objet d'un vif intérêt. Les recueils de contes publiés par le Conseil International de la langue française s'adressent en priorité au public de l'Afrique francophone, auquel ils proposent un ensemble de textes collectés dans différentes aires culturelles de l'Afrique au sud du Sahara. Du Sahel à la forêt en passant par lagunes et savanes, le cadre du récit varie, les occupations diffèrent, les grands

contes africains nous restituent donc tout un corpus de coutumes relatives au mariage, à la polygamie et aux multiples et complexes rapports qui peuvent s'établir entre des hommes et des femmes vivant en autarcie à l'intérieur de communautés très fermées. Ces sociétés proto-tribales n'excluent pas l'attachement aux réalités concrètes, et les occupations quotidiennes (travaux des champs, besoins ménagers) fournissent une moisson d'anecdotes où la gravité se mêle souvent au rire et à la satire.

chaque plant pour lui donner de la force», tandis que dans un récit de la forêt nous participons au repas de «manioc et de bananes» de Tolié, à moins que nous ne parions à sa suite «cueillir des feuilles de rônier» pour la fabrication des nattes. Le conteur prend toujours soin d'évoquer le terroir soit en le décrivant — «la chaleur était accablante, la saison sèche avait craquelé la terre et, au moindre mouvement, au plus petit souffle du vent torride, la poussière rouge de latérite s'élevait et se déposait sur les épaules bordant la piste» — soit en rappelant les activités de ses habitants — «Léona est parti à Mopit, avec deux ânes, acheter des barres de sel qu'il avait l'intention de revendre ensuite dans son village».

Dans la forme fréquente du conte, dit «en miroir», le héros positif est généralement doublé par un héros négatif qui entreprend à son tour de passer dans l'autre monde. Mais au moment de subir les épreuves, il se montre désobéissant, discourtis : il refuse l'absurdité des choix proposés (la piste encombrée d'ordures de préférence au chemin bien dégagé), il se dérobe en quelque sorte à la connaissance dont il est indigne et fait la preuve de son égoïsme. Le châtiment exemplaire qui l'attend en termes de son voyage démontre le caractère dangereux de toute atteinte à l'ordre social de la cité traditionnelle. La quête et le voyage initiatique enseignent aux auditeurs attentifs à ne pas se fier aux apparences et à appréhender le sens caché et sacré des choses.

La tentation est grande, pour le lecteur occidental, de conclure d'après quelques ressemblances superficielles à l'existence d'un folklore universel. Ce serait gravement méconnaître l'originalité des civilisations africaines, qui, loin de mettre l'accent sur la promotion sociale de l'individu, visent au contraire à préserver et à fortifier les structures communautaires. Ce serait risquer aussi de se méprendre sur le sens de certains comportements dont l'«irrationalité» apparente n'est peut-être que la marque de leur appartenance à une culture spécifique, sans commune mesure avec l'Occident. Avatar populaire et pédagogique du mythe, comme l'a bien montré Lévi-Strauss, le conte doit donc être appréhendé avec précaution, car il plonge ses racines dans l'imaginaire d'un groupe bien déterminé, et l'on pourra regretter que les textes qui nous sont présentés ici ne soient pas mieux situés, pour le lecteur, dans les cultures particulières dont ils participent.



Koce (Kotch) Barma Foul, c'est le Sage aux quatre vérités, symbolisé par les quatre touffes de sa bizarre coiffure, est un personnage majeur, à la fois réel (il est né vers 1880 et fut un homme politique important) et mythique (on a longtemps cru à son existence), de la tradition symbolique africaine. A la fois philosophe, pédagogue, conteur et auteur de maximes perçues en proverbes, il alimente aujourd'hui tout un courant de recherches, en particulier autour des cahiers Dénab ak tey du Centre d'étude des civilisations de Dakar.

JACQUES CHEVRIER.

Dans les rues de Dakar

A L'ÉCOUTE D'UN CRÉOLE A PART

★ LES GOSSES, TU ES COMME, de Bruno Mann, roman, 282 p., Le Seuil, 45 F.

UN texte beaucoup plus qu'un roman, et un texte écrit sous la dictée doublement déconcertante d'un adolescent africain. Un mois déjà que son oncle voyageur l'a abandonné orphelin, Gatien Moutoucougbe, qui va sur ses treize ans, est recueilli par le paré d'une capitale africaine, qui peut être Dakar, par deux gastroches, Assane (le patron, il a quinze ans) et Karim, redoutablement aguerris à la chasse aux petits pourboires et aux travaux d'une heure, à la poursuite des «libellules» jolies, et à la fuite devant les polices Renault. La joie déjà chez toi, Gatien... Cette existence de petit animal traqué, qui ne peut compter pour survivre que sur sa ruse, sa capacité d'endurer, sa vigilance de chaque instant, et qui cependant garde le cœur à s'émerveiller et la bouche à sourire, Bruno Mann (africaniste, ethnologue et linguiste) la reconstitue admirablement, à travers un long récit dont il n'aurait été que le copiste «à Madagabec en vacances et encore chaque matin très tôt à Yenga», durant trois ans. Quelle est ici la part du «constat d'écriture» et celle de l'écriture?

Déroutés d'abord, fascinés ensuite par la puissance, la naturalité animale, l'originalité du flot de vie qui passe à travers le livre, nous nous retrouvons finalement déconcertés, et, cette fois, durablement, tant est pénible le déchiffrement constant de cette langue qui n'est plus la nôtre. A lire donc d'abord comme le témoignage d'un créole d'une Afrique prise au piège d'une francisation à bon marché. Et à relire par morceaux et à loisir, comme le récit un peu confus d'une initiation à la ville africaine.

JACQUES CELLARD.

Où est la vraie poésie?

★ LA POÉSIE NEGRO-AFRICAINE D'EXPRESSION FRANÇAISE, de Marc Bonenfant, Anthologie, Seghers, éd., 318 p., 22 F.

C'EST l'inconvenance la plus habituelle à une anthologie que de ne pas savoir se résigner. Celle-ci y échappe d'autant moins que le champ — un demi-siècle de poésie africaine, antillaise et malgache — était déjà peu étendu dans le temps et dans l'espace. À travers elle se trouvent de main-paulée les questions essentielles : d'inconvenances réelles (et qui ne paraissent à L.S. Seghers, à Aimé Césaire, à Jacques Roumain ?) suffisent-elles à fonder une poésie qui serait à la fois celle de la négritude authentique et, dans son expression, celle de notre culture la plus classique (si souvent scolairement gréco-latine) ? N'y aurait-il pas plus de poésie vraie dans le cadre franco-africain des rues d'Orléans, ou de Dakar que dans une d'écriture trop visiblement écrite sous la double et contradictoire dictée de l'oubli et de l'écriture ? «J'aimerais me dissoudre», écrit Abdoulaye Mamani (Niger), «dans l'immense sérénité du sommeil vespéral». Voilà pour le français. Et voici pour la négritude, et qui s'en va plus vite : «Oh ! mon Dieu ! j'en ai marre de leur civilisation. Qui leur en a donnée ? Mais comment le cri de révolte, quand il t'oppose si bien, trop souvent, la parole du maître, ne serait-il pas d'écouter, sinon d'écouter ? Et comment ne pas penser, même quand les textes sont beaux (c'est le cas de beaucoup), qu'ils ne disent guère de l'humanité que le pittoresque trop bien louché qui nous entoure ? — J.C.

Une «langue» authentique

La «langue» que parle Gatien est largement authentique ; c'est bien ce créole, plus précisément ce français en voie de créolisation qui se parle à Dakar ou à Abidjan. Riche de trouvailles, c'est vrai ; et en particulier d'une floraison de verbes qui remplacent (avantageusement ?) nos «faire ceci ou cela» : ménager (faire le ménage), gréver (faire grève, ne pas travailler), waterner (faire... ses besoins), peurer (faire peur) ; ou d'autres : plainier (porter plainte), hontier (avoir honte), fonctionner (devenir fonctionnaire), clandestiner (passer clandestinement en France, terre promise), avionner, cadoter, etc. Il y en a ainsi plusieurs centaines au fil de Les gosses, tu es comme.

Nous pensons ici, bien sûr, à la liberté créatrice du québécois ou de l'acadien. Mais ni Victor Lévy-Beaulieu (par exemple) ni Antoinette Maillet ne nous paraissent jamais submergés par la langue qu'ils manient, si déviante qu'elle soit par rapport à la nôtre ; alors que la moisson de mots et de tournures «étranges» du texte de Bruno Mann est telle que nous en sommes bientôt étouffés.



Si vous aimez LES LIVRES si vous ne savez plus... où les mettre... Demandez aujourd'hui même à la MAISON DES BIBLIOTHÈQUES son catalogue illustré gratuit. 150 modèles superposables, personnalisables, des Rues, des Contemporains, des Styles, du sur mesure.

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES 61, rue Froidevaux, 75014 PARIS - 01 47 79 73 23 ouvert tous les jours, de 10h à 19h

LE MEILLEUR DE L'HUMOUR



Chaque volume : 18 F.

BACRI
Par Roland Bacri
Le petit poète du "Canard Enchaîné"
Auteur de "Et Alors?" et "Où?" et du "Roro".

CAMI
Par Michel Léclos
Le créateur de la semaine camique de "l'Illustration".
Un classique.

BREFFORT
Par Roland Bacri
Auteur de "Ima la Douce"
Un classique du "Canard Enchaîné".

GOSCINNY
Par C.J. Philippe
Le père du "Petit Nicolas" et de "Pilote".

UNE NOUVELLE COLLECTION D'ANTHOLOGIES AUX ÉDITIONS SEGHERS

صكزا من الاصل

Manès S...
...homme

POISEAU RARE ET

LES PONIATOWSKI
1752-1812
...qu'on voit

45 F. ÉDITIONS FRANCE

Les femmes entre le passé et l'avenir

FREUD ATTAQUÉ ET DÉFENDU

LE «CONTINENT NOIR»

DEPUIS trois quarts de siècle, la psychanalyse échappe sur un « difficile problème », une « énigme », un « continent noir » : la sexualité féminine. Et pas seulement parce que son fondateur partageait les préjugés misogynes de la Vienne impériale. Il y a, à l'évidence, des raisons plus essentielles à cette quasi-cécité du regard freudien.

Les « coups de force » par lesquels Freud élabore l'explication du développement psychique et sexuel de ses patientes ont déjà été soulignés par divers débats historiques. Peut-être faut-il malgré tout rappeler, très schématiquement, les principaux points en discussion.

Au départ, il n'y a, pour Freud, pas de différence entre les sexes : « la petite fille, dit-il, est un petit garçon. » Et c'est à partir de ce stade phallique qu'elle va devoir devenir femme, à travers un itinéraire compliqué, voire tortueux, qui contraste avec la relative linéarité du développement masculin. La petite fille doit en effet

d'abord renoncer à son premier objet d'amour (sa mère), alors que l'homme peut continuer à trouver auprès de « ses » femmes des substituts maternels. La fillette doit aussi, selon Freud, renoncer à son « premier sexe », accepter d'être dépourvue de pénis, de n'être qu'un mâle atrophié, un manque — l'envie du pénis — ne cessant plus dès lors de déterminer le cours de sa vie. Pour devenir une « femme normale », elle aurait encore à abandonner sa zone érogène « infantile » (le clitoris) au profit de la zone érogène « adulte » (le vagin) : Freud considère explicitement l'orgasme vaginal comme un critère déterminant de normalité (l'aplanissement le plus complet demeurant de mettre au monde un petit mâle).

Le sexe des embryons

Il ressort, en effet, de ces observations que les embryons humains, jusqu'à cinq ou six semaines, ne sont pas « de sexe différencié ». Ils sont tous, morphologiquement, femelles. Autrement dit, au commencement, le petit garçon serait une petite fille ! Un organisme mâle ne se développerait qu'au prix d'une « déviation » par rapport à ce modèle de base. En ce sens, « embryologiquement parlant », il est correct de dire que le pénis est un clitoris agrandi, que le scrotum est dérivé des grandes lèvres, que la libido est féminine à l'origine, etc.

Sharkey s'appuie ensuite sur les constatations cliniques des exco-logues américains Master et Johnson pour détruire le « mythe » de l'orgasme vaginal, qu'il est physiologiquement impossible d'après eux de séparer — et a fortiori d'opposer — de l'orgasme clitoridien. Et Sharkey ne s'en tient pas là.

A l'entendre, la femme humaine, comme toute primate, serait dotée d'un comportement sexuel exogène et insatiable. Seul l'investissement physique pourrait mettre un terme à sa capacité presque illimitée de jouissance. De là, Sharkey conclut que l'ordre culturel des sociétés historiques a dû réprimer violemment, pour se constituer, cette avidité sans mesure de la libido féminine.

« La grande défaite »

Cette lutte, ce bouleversement qui ont marqué, en des temps proto-historiques, la « grande défaite du sexe féminin », comme dit Engels, française d'aujourd'hui, pour sa part, tente de les retracer. Examinant d'innombrables mythes et données archéologiques, elle soutient que l'établissement de la domination patriarcale fut lent, difficile, tumultueux. A l'agriculture à la houe, qui aurait été découverte et contrôlée par les femmes, aurait succédé l'agriculture à la charrue, au profit des hommes. Et la découverte de la paternité aurait entraîné l'appropriation des enfants par le père.

Sans doute de tels livres, pour des esprits scientifiques, sont-ils marqués à nombre d'indignations, face à tant d'extrapolations et d'affirmations en apparence hasardeuses. A moins qu'il n'y ait matière à sourire. Mais qui rit le dernier ? Les psychanalystes américains groupés pour répondre à Mary Jane Sharkey ont certes beau jeu de souligner ses amalgames hâtifs, ses analogies brouillonnées, ses parties prisées — bref son manque de « sérieux ». En lisant ces « scientifiques », censeurs, on peut malgré tout se demander s'ils n'imposent pas simplement une opinion conventionnelle à une autre qui le serait moins. Pour preuve, on relève sous leur plume des « justifications » de ce genre : « C'est une caractéristique biologique de l'homme que d'être « dominateur », et de féconder sa compagne en atteignant l'orgasme... » Celle-ci n'en ressent nul émoi ? Quelle se taise ! « Afin de préserver l'harmonie de sa vie conjugale » (etc)...

Sans doute dira-t-on que Sharkey et ses détracteurs sont des psychanalystes américains dont la plupart n'ont jamais passé pour de fortes théoriciens. Mieux vaudrait donc se tourner vers la France, où Moustapha Safoutan, l'un des principaux disciples du Dr Jacques Lacan, publie, après le Structuralisme en psychanalyse (1) et Etudes sur l'Œdipe (2), un volume intitulé La Sexualité féminine

née dans la doctrine freudienne. Livre habilement pédagogique, qui constitue un bon exposé des thèses lacaniennes. On saura gré à l'auteur de préciser d'emblée qu'il s'agit bien de doctrine, c'est-à-dire d'un « ensemble de notions qu'on affirme être vraies et par lesquelles on prétend fournir une interprétation des faits, orienter ou diriger l'action » — si toutefois le Petit Robert ne se méprend pas sur le sens des mots.

De l'organe au signifiant

En gros, entre Freud et Lacan, la « doctrine » analytique ne met plus l'accent sur le même modèle théorique. Elle ne soutient plus, comme Freud que « l'anatomie, c'est le destin », mais plutôt que le symbolique fait loi. Autrement dit, l'anatomie physiologique a laissé place à la théorie du langage : on invoque plus volontiers le signifiant « phallus » que l'organe « pénis ». Mais quelle que soient les remaniements que cela entraîne, l'essentiel reste intact : le nécessaire renoncement de la petite fille à son premier objet d'amour, les tribulations de l'« envie du pénis », etc. Et le même geste se répète, qui plaie la dignité des sexes, à l'unité postulée du désir : « Le désir est le même quel que soit le sexe », conclut Moustapha Safoutan.

D'où vient l'impression que ce texte, parfois brillant, est, en son fond, « rétro » ? Il s'attarde à résumer en détail les objections à la doc-

* LA NATURE ET ÉVOLUTION DE LA SEXUALITÉ FÉMININE, de Mary Jane Sharkey. Traduit de l'anglais par Catherine Kestenberg. P.U.F., coll. « Le Fil rouge », 206 p., 45 F.

* LA SEXUALITÉ FÉMININE CONTROVERSÉE, commentaires psychanalytiques sur le livre de M. J. Sharkey, avec la participation de M. C. Barnet, J. Benoit, J. Gluck, M. Heiman, D. S. Jaffe, E. R. Kaplan, S. Keller, J. E. Kestenberg, B. E. Moore, D. W. Orr. Traduit de l'anglais par Catherine Kestenberg. P.U.F., coll. « Le Fil rouge », 264 p., 55 F.

* LES FEMMES AVANT LE PATRIARCAT, de Françoise d'Eaubonne. Payot, « Bibliothèque scientifique », 244 p., 45 F.

* LA SEXUALITÉ FÉMININE DANS LA DOCTRINE FREUDIENNE, de Moustapha Safoutan. Seuil, « Le Champ freudien », 168 p., 27 F.

trine formulées par Ernest Jones en 1927 et 1932 et par Karen Horney en 1939 — comme s'il ne s'était rien écrit depuis, du côté des femmes, qui interrogent les dires de Freud avec une tout autre acuité. Comment prétendre esquisser le livre incontournable de Luce Irigaray, Speculum de l'autre femme (3), dont les interprétations touchent toutes les thèses aujourd'hui réaffirmées par Safoutan ? Faudrait-il appliquer à l'auteur ces lignes où il vise Ernest Jones : « Autant dire qu'ici, sous une forme qui saute aux yeux, nous avons affaire chez un analyste, et non des moindres, à la passion de l'ignorance comme telle... »

Tout cela ne voudrait guère qu'on s'y arrête longuement, s'il s'agissait seulement de querelles d'analyses. A travers ces polémiques, tout autre chose est en jeu, qui excède de loin la théorie et même la pratique analytiques. « Quelque chose » qui est au fondement de la société et de la culture, qui sous-tend l'économie, la pensée, les gestes quotidiens, les discours. « Quelque chose » ? Les femmes.

ROGER-POL DROIT.

(1) Seuil (1968), réédité en poche dans la collection « Points » (1973).
(2) Seuil (1974).
(3) Minuit (1974).

AU TEMPS DE ROBESPIERRE

Une pionnière : Mary Wollstonecraft

* DÉFENSE DES DROITS DE LA FEMME, de Mary Wollstonecraft. Préface de Marie-Françoise Cachin. Petite Bibliothèque Payot, 352 p., 12,70 F.

A Paris en 1792 les Jacobins donnent sa nouvelle forme à la France. Et ils défendent aux femmes de parler dans leurs clubs. Une comédienne dramatique, Olympe de Gouges, proclame malgré tout une Déclaration des droits de la femme, à joindre à celle de l'homme : « La femme a le droit de monter à la tribune publique... »

La même année à Londres, une femme de 33 ans, Mary Wollstonecraft, enthousiasmée par la Révolution, publie, elle aussi, une Défense des droits de la femme. Elle y montre qu'on ne peut soumettre les femmes aux obligations de la société sans contrepartie. Comment refuser à la moitié de l'humanité le droit à l'instruction, les droits civils et politiques ? N'est-ce pas avouer que cette moitié-là est esclave et que le mariage est pour l'homme l'exercice d'un droit de propriété ? Un demi-siècle plus tard la pionnière du féminisme français, Flora Tristan, jugera « impensable » l'œuvre de cette Anglaise.

A une génération de distance, les destins des deux pionnières du féminisme moderne se ressemblent. Elles ont toutes deux pulsé leur révolte dans leur vie : enfance malheureuse et pauvre, manque d'un métier reconnu, amour malheureux. Sittôt son livre publié, Mary Wollstonecraft part pour le Paris de la Révolution, son élément. Dans le salon de Manon Roland, elle voit des Girondins près d'admettre l'égalité des sexes, surtout pour l'instruction : Condorcet ne l'avait-il pas demandé dès 1793 ? Dans ce même milieu, Mary rencontre un homme de lettres, l'imprimerie, et vit avec lui de tumultueuses et pathétiques amours auxquelles la naissance de leur fille Fanny, en France en 1794, met fin. La Terreur à Paris tue les amis aimés. Manon la raisonnable et les Girondins, puis leurs persécuteurs. Mary part jusqu'en Suède, revient pour trouver son amant infidèle. Se jette dans la Tamise.

Un maître à penser de l'anarchie à la vie bien rangée, William Godwin, lui rend l'espoir. Son admiration, son amour donnent à cette mère seule le courage d'écrire un roman « Maria ou le malheur d'être femme ». L'anarchiste et la féministe, ennemis du mariage, légalisent leur union pour le bonheur de l'enfant qui va naître. En venant au monde la petite Mary « que » sa mère. Longtemps le nom de Wollstonecraft sera surtout connu par cette fille qui deviendra Mary Shelley et écrira « Frankenstein », de même que, longtemps, Flora sera restée « l'étrange grand-mère de Gauguin ».

Mary Wollstonecraft fut pourtant la première à lier le sort de la femme au changement de la société. La première à montrer que les femmes de toutes origines forment une sorte de « surclasse » opprimée et que l'égalité de la femme est tributaire du degré de justice d'une société. Cette Anglaise a su démontrer l'antiféminisme de Rousseau, maître à penser des conventionnels. Son analyse de l'éducation prônée pour les filles dans *Émile* rejoint celle de la formation de « l'éternel féminin » par notre

contemporaine Elena Belotti dans *Du côté des petites filles*. Flora Tristan puisera, dans son œuvre, les principes d'un féminisme combattant à la fois avec les ouvriers et contre leur « sexisme ».

DOMINIQUE DESANTI.

UN PAMPHLET « ANTI-M.L.F. »

Sois charmante...

* LA FEMME-FEMME, un pamphlet anti-M.L.F., contre le féminisme, pour la féculité, d'Arriana Stassinopoulos. Traduit de l'anglais par Elizabeth Chayet. Laffont, coll. « Réponses », 356 pages, 35 F.

« QUE c'est un dur métier que d'être belle femme... et encore Baudelaire ne connaissait pas Mme Stassinopoulos. La TV nous offre sa séduisante image, jeune, belle, elle est plus organisée, minuscule, « efficiente », entre ses secrétaires, ses magnétophones et sa famille, qu'un P.-D.G. guetté par l'interlocuteur viril. Cette charmante dame d'affaires (branche « Communications ») s'est vue obligée par le flux de commandes à ficeler 231 pages. Vite fait, vite traduit.

Platitudes et lieux communs

Comme tout mouvement de libération, celui des femmes offre autant de talons d'Achille qu'un mille-pattes. Pourquoi Arriana Stassinopoulos veut-elle en inventer ? Quelle féministe contemporaine trouve libérateur l'abrutissant travail à la chaîne ? Laquelle soutient qu'il n'y a pas de différence entre homme et femme ? On reproche plutôt au M.L.F. une excessive polarisation sur la spécificité féminine.

Un pamphlet ? Ce florilège de platitudes est drôle, mais malgré lui. Citons : « Les défilés les plus durement punis, si l'on considère à quel point leurs auteurs sont inoffensifs, sont les perversions sexuelles inventées par les hommes ». (Pauvres bucoliques égarés, traîtres-violents !) « Un certain degré de domination masculine est indispensable dans les relations sexuelles, mais la société prend grand soin de le contrôler et de le limiter ». Par quel moyen ? Une caméra invisible — et omniprésente — enregistrant les dépassements de domination comme autant d'excès de vitesse ? Le style ? Digne de la tasse commune des lieux de même nom : « Les différences entre les hommes et les femmes sont des véhicules permettant des approches diverses de ces expériences » (sexuelles, bien sûr)...

Ne dites plus de mal des courriéristes du cœur des magazines féminins. Elles sont à Mme Stassinopoulos ce que Pascal ou Jean de la Croix sont au prêche dominical de Saint-Just-en-Chevalot (Loire).

D. D.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de mai est paru

• M. HABY : « On est allé trop loin dans certaines réformes. »

Parlant des programmes de l'école élémentaire, le ministre de l'éducation estime qu'il faut « donner un coup de frein » à la réforme des mathématiques et à celles du français et des activités d'éveil, et réhabiliter la notion de « connaissances ». Il considère que les mathématiques modernes ne doivent pas faire oublier la nécessité d'apprendre le calcul et la table de multiplication. En français, il critique « l'abus des terminologies nouvelles » et les excès de la linguistique. Enfin, il souhaite abandonner la notion trop vague d'activités d'éveil, et revenir à un enseignement de l'histoire, de la géographie, des sciences naturelles, des activités artistiques — sans oublier la morale.

Dans les collèges, M. Haby estime que les programmes actuels du premier cycle doivent être à la fois élargis à des domaines nouveaux (sciences économiques et humaines, sciences physiques et technologie) et rendus moins ambitieux dans leur contenu.

• LES BONNES AFFAIRES DE L' « ANGLAIS RAPIDE »

Comment on peut faire de confortables bénéfices en promettant monts et merveilles aux apprentis managers désireux d'apprendre en quelques heures la langue du dollar.

Egolement dans ce numéro :

La vie dans les lycées : débat avec les lecteurs. Allemagne de l'Est : une formation professionnelle pour tous les enfants. Suisse : l'allemand à la française. Animations culturelles dans le Nord. Philippe Soupault interviewé par des écoliers. En France, un étudiant sur dix est étranger. Des professeurs jugent la réforme. La formation continue dans les entreprises belges. Comment s'inscrire au maternité.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Étranger : 68 F.

5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

encyclopédie de l'ésotérisme

par JACQUES D'ARES

1. MYTHOLOGIES
2. RELIGIONS NON CHRETIENNES
3. LES AVATARS DU CHRISTIANISME
4. AU DELÀ DU CHRISTIANISME

chaque volume : 45 F.

jean-pierre delarge éditeur

Éditions Roblot

RENÉ POMMIER une croix sur le Christ

Coll. « Cité 2 »

32 F.

- Préface de Jean POMMIER, membre de l'Institut, Professeur honoraire à la Sorbonne et au Collège de France.
- Présentation de Jacques MITTERRAND, ancien Grand Maître du Grand Orient de France, auteur de : LA POLITIQUE DES FRANCES-MAÇONS
- Les épreuves de La Calotte ne sont pas mortelles. Et pour se débarrasser de la religion, il est encore des arguments de corps de poids. René Fesquet, LE MONDE.
- Un étonnant bouquin, un pamphlet raisonné, radicalement, une mise en boîte enjolivée de Pascal.
- Dominique Durand, LE CANARD ENCHAÎNÉ.
- Un étonnement de bon ton malgré l'aspect certain, en l'impressionnisme d'idées et un moment d'émotion bien agréable. Alice Hubel, FRANCE-SOIR.
- Heineux et épouvantable réquisitoire antichrétien d'un athée, un chapitre sur l'église contemporaine « pour être » De moins en moins « intumescence, de plus en plus inutile ! » Comme c'est juste. Maurice Clavel, DIEU EST DIEU, NOM DE DIEU.

Diffusion générale : ÉDITIONS ROBLOT 32, rue des Écoles, 75005 PARIS - Tél. 63-74-93 Pour l'étranger : Groupe International Hachette Catalogue sur demande

Les Tailleurs de Qualité

LES GRANDS CISEAUX

حکومت الراحل

صكنا من الاصل

et l'avenir

AU TEMPS DE ROBESPIERRE

Une pionnière : Mary Wollstonecraft

La révolution française a été une révolution de la pensée. Elle a permis à Mary Wollstonecraft de publier son ouvrage le plus important, *« Les droits de la femme »*, en 1792.

À l'époque, la femme était considérée comme un être inférieur à l'homme. Mary Wollstonecraft a voulu montrer que la femme était capable de raison et de vertu.

Elle a écrit : « La femme a le droit de participer à la vie civile et politique. Elle a le droit d'être éduquée et de travailler pour son propre bien et celui de son pays ».

Ses idées ont été très influentes. Elles ont inspiré les réformateurs du XIXe siècle et ont contribué à l'évolution de la condition féminine.

Mary Wollstonecraft est morte en 1797, mais son héritage reste vivant. Elle est considérée comme l'une des grandes figures du féminisme.

Elle a écrit : « La femme est un être raisonnable. Elle a le droit de participer à la vie civile et politique. Elle a le droit d'être éduquée et de travailler pour son propre bien et celui de son pays ».

Ses idées ont été très influentes. Elles ont inspiré les réformateurs du XIXe siècle et ont contribué à l'évolution de la condition féminine.

Mary Wollstonecraft est morte en 1797, mais son héritage reste vivant. Elle est considérée comme l'une des grandes figures du féminisme.

Elle a écrit : « La femme est un être raisonnable. Elle a le droit de participer à la vie civile et politique. Elle a le droit d'être éduquée et de travailler pour son propre bien et celui de son pays ».

Ses idées ont été très influentes. Elles ont inspiré les réformateurs du XIXe siècle et ont contribué à l'évolution de la condition féminine.

Mary Wollstonecraft est morte en 1797, mais son héritage reste vivant. Elle est considérée comme l'une des grandes figures du féminisme.

Elle a écrit : « La femme est un être raisonnable. Elle a le droit de participer à la vie civile et politique. Elle a le droit d'être éduquée et de travailler pour son propre bien et celui de son pays ».

Ses idées ont été très influentes. Elles ont inspiré les réformateurs du XIXe siècle et ont contribué à l'évolution de la condition féminine.

Mary Wollstonecraft est morte en 1797, mais son héritage reste vivant. Elle est considérée comme l'une des grandes figures du féminisme.

Elle a écrit : « La femme est un être raisonnable. Elle a le droit de participer à la vie civile et politique. Elle a le droit d'être éduquée et de travailler pour son propre bien et celui de son pays ».

Ses idées ont été très influentes. Elles ont inspiré les réformateurs du XIXe siècle et ont contribué à l'évolution de la condition féminine.

Mary Wollstonecraft est morte en 1797, mais son héritage reste vivant. Elle est considérée comme l'une des grandes figures du féminisme.

Elle a écrit : « La femme est un être raisonnable. Elle a le droit de participer à la vie civile et politique. Elle a le droit d'être éduquée et de travailler pour son propre bien et celui de son pays ».

Ses idées ont été très influentes. Elles ont inspiré les réformateurs du XIXe siècle et ont contribué à l'évolution de la condition féminine.

Mary Wollstonecraft est morte en 1797, mais son héritage reste vivant. Elle est considérée comme l'une des grandes figures du féminisme.

Elle a écrit : « La femme est un être raisonnable. Elle a le droit de participer à la vie civile et politique. Elle a le droit d'être éduquée et de travailler pour son propre bien et celui de son pays ».

Ses idées ont été très influentes. Elles ont inspiré les réformateurs du XIXe siècle et ont contribué à l'évolution de la condition féminine.

Mary Wollstonecraft est morte en 1797, mais son héritage reste vivant. Elle est considérée comme l'une des grandes figures du féminisme.

Elle a écrit : « La femme est un être raisonnable. Elle a le droit de participer à la vie civile et politique. Elle a le droit d'être éduquée et de travailler pour son propre bien et celui de son pays ».

Ses idées ont été très influentes. Elles ont inspiré les réformateurs du XIXe siècle et ont contribué à l'évolution de la condition féminine.

Mary Wollstonecraft est morte en 1797, mais son héritage reste vivant. Elle est considérée comme l'une des grandes figures du féminisme.

Elle a écrit : « La femme est un être raisonnable. Elle a le droit de participer à la vie civile et politique. Elle a le droit d'être éduquée et de travailler pour son propre bien et celui de son pays ».

SPORTS

Athlétisme

Presque 7 mètres en saut en longueur féminin

A moins de deux mois des Jeux olympiques de Montréal, les performances athlétiques se multiplient. A Dresde (R.D.A.), mercredi 19 mai, au cours d'un meeting international, l'Allemande de l'Est Sigrid Thomsen a battu le record du monde du saut en longueur féminin avec un bond de 6,99 m (ancien record : 6,92 m).

De son côté, la double championne olympique Renée Sacher (R.D.A.) a couru le 100 m en 11 sec. 13, soit à six centièmes de son record du monde.

Rugby

La tournée de l'équipe de France aux États-Unis

Le quinze de France de rugby rencontrera trois équipes différentes, dont celle des États-Unis, au cours de sa première tournée sur le continent nord-américain du 2 au 13 juin prochain.

Le premier match, le 5 juin, à Washington, opposera une sélection française aux All Stars, de l'Eastern Rugby Union, les meilleurs joueurs de la côte est. Le 8 juin, la France affrontera une sélection métropolitaine new-yorkaise, à New York, et le match-test entre le quinze de France et les États-Unis aura lieu le 12 juin à Chicago.

Les États-Unis ont été champions olympiques en 1920 et 1924, battant chaque fois la France en finale (8-9 et 18-3). Ils n'avaient plus disputé de matches internationaux depuis, ne reprenant la compétition que cette année en rencontrant les Wallabies.

Le rugby, joué sur une base strictement amateur aux États-Unis, connaît une forte expansion depuis 1965. Il est surtout pratiqué dans les collèges de la côte est et de la Californie. On compte actuellement quelque mille deux cents équipes, soit environ cinquante mille joueurs, mais le niveau est encore modeste.

(1) Le rugby a été inscrit quatre fois aux Jeux olympiques, la France gagnant la finale en 1900 et l'Australie en 1908.

Voile

La semaine olympique de Kiel

La Semaine de Kiel, qui a commencé dimanche, représente la dernière grande épreuve avant les Jeux olympiques. Pour chaque pays engagé, les sélections se feront définitivement après cette épreuve.

En termes de la quatrième régata, les équipes françaises font généralement bonne figure dans plusieurs séries. En Finn, Serge Maury est second du classement général provisoire, derrière l'excellent Soviétique Balachov.

En 470, l'équipage des frères Follentant a pris la tête du classement général provisoire, devant deux autres équipes françaises, Laurent-Surmin, Jean-François et Claire Fontaine.

Les frères Fajot, qui ont eu à régler leur nouveau bateau, sont, pour le moment, seconds au classement général provisoire des Flying Dutchman.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Le Monde des Philatélistes est un journal mensuel qui traite de tout ce qui concerne la collection des timbres-poste. Il est destiné aux amateurs et professionnels de la philatélie.

Le journal est publié par l'Association nationale des philatélistes français (ANP). Il est disponible en abonnement.

Le Monde des Philatélistes est un journal mensuel qui traite de tout ce qui concerne la collection des timbres-poste. Il est destiné aux amateurs et professionnels de la philatélie.

Le journal est publié par l'Association nationale des philatélistes français (ANP). Il est disponible en abonnement.

Le Monde des Philatélistes est un journal mensuel qui traite de tout ce qui concerne la collection des timbres-poste. Il est destiné aux amateurs et professionnels de la philatélie.

Le journal est publié par l'Association nationale des philatélistes français (ANP). Il est disponible en abonnement.

Le Monde des Philatélistes est un journal mensuel qui traite de tout ce qui concerne la collection des timbres-poste. Il est destiné aux amateurs et professionnels de la philatélie.

Le journal est publié par l'Association nationale des philatélistes français (ANP). Il est disponible en abonnement.

Le Monde des Philatélistes est un journal mensuel qui traite de tout ce qui concerne la collection des timbres-poste. Il est destiné aux amateurs et professionnels de la philatélie.

Le journal est publié par l'Association nationale des philatélistes français (ANP). Il est disponible en abonnement.

Le Monde des Philatélistes est un journal mensuel qui traite de tout ce qui concerne la collection des timbres-poste. Il est destiné aux amateurs et professionnels de la philatélie.

Le journal est publié par l'Association nationale des philatélistes français (ANP). Il est disponible en abonnement.

SPORTS

Naissances

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

CARNET

On nous prie d'annoncer la

naissance de M. André GANEM, né le 15 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme S. Yvel, M. et Mme G. Yvel, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille Julie, le 17 mai 1976, 100 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

سكنا من الاحل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Région parisienne

LE CONSEIL D'ÎLE-DE-FRANCE SE RÉUNIT LE 1^{er} JUILLET 1976

Le premier décret d'application de la loi du 6 mai 1976 créant la région d'Île-de-France est publié dans le Journal officiel du 20 mai. Il précise la composition et le fonctionnement du conseil régional, dont les membres seront élus avant le 25 juin et qui se réunira pour la première fois le 1^{er} juillet pour élire son président et son bureau et pour voter son règlement intérieur.

Le titre premier du décret précise la composition du conseil. Les députés et les sénateurs élus à l'Assemblée nationale sont élus par le collège des électeurs de la région. Les députés et les sénateurs élus à l'Assemblée nationale sont élus par le collège des électeurs de la région.

PARIS-ROISSY PAR LE RAIL Grèves des cheminots sur des lignes de banlieue

A l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la F.D.A.A.C. (autonome), les agents de conduite de la S.N.C.F. ont paralysé 40 % du trafic de banlieue au départ des gares de Paris-Nord et de Paris-Saint-Lazare. Les trains de grandes lignes circulent normalement, mais les voyageurs de banlieue sont bloqués.

Le secrétaire d'État a rappelé que le VII^e Plan avait programmé, en région parisienne, la première étape de l'interconnexion des réseaux S.N.C.F. et R.A.T.P. La desserte des villes nouvelles de Marne-la-Vallée et de Cergy-Pontoise, les prolongements en banlieue de lignes de métro n° 7, 10 et 13 bis.

QUARANTE-HUIT MAIRES CONTRE LE PÉAGE SUR L'AUTOROUTE DE L'EST

Les maires représentant quarante-huit communes du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne, concernés par le péage à Saint-Maurice (Val-de-Marne), sur l'autoroute de l'Est (A 1), ont décidé le 19 mai, à Champ-sur-Marne (Seine-et-Marne), de se constituer en Syndicat de communes pour la défense de l'Est parisien. Ils invitent les quarante-huit conseils municipaux concernés à se prononcer sur un texte de synthèse rassemblant tous les arguments contre le péage ainsi que sur le projet de statut du syndicat.

Par ailleurs, les maires de l'Est parisien ont décidé de manifester, dans la semaine, le 23 juin prochain, devant l'État.

CORRESPONDANCE

Un triomphe des transports en commun...

Un de nos lecteurs de Meudon (Hauts-de-Seine) nous a adressé la lettre suivante :

Dans le numéro du Monde du 18 mai, vous annoncez la prochaine mise en service de la ligne de chemin de fer Gare du Nord-Aéroport Charles de Gaulle. Comme vous le mentionnez à juste titre, cette ligne, dont une partie a été construite tout exprès pour la desserte de Roissy, ne va pas atteindre directement l'aéroport et nécessitera un transfert, comme c'est déjà le cas sur la ligne d'Orly. Ainsi, avec des arguments financiers et techniques que je suppose convaincant, Paris aura deux aéroports qu'on ne pourra pas rejoindre directement en chemin de fer. C'est un véritable triomphe des transports en commun.

LE NOUVEAU TUNNEL DE SAINT-CLOUD

Le tunnel de Saint-Cloud sera inauguré le vendredi 28 mai par MM. Robert Galley, ministre de l'Équipement, et Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Économie et des Finances, maire de Saint-Cloud. Les trois voies du nouvel ouvrage — il a coûté 120 millions de francs — seront réservées au trafic province-Paris ; le tunnel actuel reste réservé à la circulation Paris-province.

RÉFÉRENDUM POUR LA TÉLÉDISTRIBUTION A FRANKVILLE

La municipalité de Frankville (Val-d'Oise) organise du 5 au 15 juin un référendum sur l'installation éventuelle d'un système de télé-distribution dans la ville.

Les démarches répétées des usagers, qui se plaignaient de la mauvaise qualité de l'image (due à l'orientation des émetteurs volants), les difficultés techniques et financières d'installation ont conduit la municipalité à prendre contact avec la société Fortensigne (qui équipe déjà Sarcelles).

Le projet est prêt : la municipalité financera l'antenne collective et le passage des câbles. La société fera la sorte moyennant une redevance comprise entre 20 et 50 F. Il reste à connaître l'opinion des habitants : « Cet équipement représente une charge importante pour la collectivité, qui devra verser 1 million de francs. Il nous a semblé bon d'avoir l'avis des Frankvillais », explique-t-on à la mairie.

Du 5 au 15 juin, après une campagne d'information, des urnes placées dans les boulangeries et à la mairie recueilleront les bulletins de vote. Les travaux pourraient commencer à la fin de l'année. Ils devraient sept mois et intéresseront vingt mille personnes dans un premier temps et vingt-six mille par la suite.

Nord - Pas-de-Calais

Le Conseil d'État demande une nouvelle discussion de la concession du métro de Lille

Lille. — Le métro de Lille, dont le dossier semblait complet et prêt à être signé, a été remis en question par le Conseil d'État. Le nouveau traité, qui a été signé par le gouvernement, ne connaît pas de nouvelles modalités.

Le Conseil d'État vient notamment d'estimer que la communauté urbaine de Lille a pris des risques financiers trop importants dans la concession signée avec le groupe « T.R.A.M. », qui a été chargé de construire le métro et d'exploiter sa première ligne durant trente années. T.R.A.M. NOR (Compagnie de transports métropolitains du Nord) est formée de la société Matra, les entreprises de Travaux publics Camponon-Bernard, Urbaine de travaux, S.C.T.N. (société des grands travaux du Nord) et les établissements bancaires suivants : Crédit lyonnais, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord et Union parisienne. Le secrétaire d'État aux transports souhaite maintenant que la communauté fasse appel à la concurrence pour un marché qui est de l'ordre de 800 millions de francs au lieu d'appliquer la formule « concession de travaux publics » qui avait été pourtant décidée avec son accord.

M. Arthur Notebart (P.S.), président de la communauté urbaine, s'est étonné que le Conseil d'État ait été saisi à la limite du délai de six mois prévu après le dépôt du dossier. Il a ajouté : « Le loi est-elle bonne pour Lille ? Elle est-elle bonne pour Lyon ? Elle est-elle bonne pour Marseille ? Le moins que l'on puisse dire c'est qu'on fait preuve d'incompréhension à l'égard de la situation. Les communautés va entamer de nouvelles discussions avec le concessionnaire pour donner satisfaction au Conseil d'État. Le nouveau traité serait prêt dans deux mois. Le conseil municipal (moins les deux voix des communistes qui n'ont jamais accepté ce contrat) a voté cette procédure. Mais il n'est pas prêt à lancer un appel à la concurrence. Ce serait, affirme M. Notebart, remettre en question le V.A.T. (véhicule automatique léger), innovation de la firme Matra, or c'est le ministre lui-même qui a lancé et contrôlé le concours national gagné par la SNCF. On ne peut pas faire ça.

L'AUTOROUTE A 10 N'ATTENDRA PAS LE BOULEVARD PÉRIPHÉRIQUE

Il n'existe pas de projet d'autoroute en région parisienne qui ne soit contesté. L'autoroute A 10 n'échappe pas à cette règle. Et M. Robert Vizez, député communiste et maire de Palaiseau (Essonne), vient d'attirer l'attention du ministre de l'Équipement et des Travaux publics de la région parisienne, M. Vizez, sur le fait que la construction de l'A 10 sur Paris a été décidée de ne pas donner suite au projet de prolongement entre Chénay-Malabry et le boulevard périphérique (...).

Des études en cours disent s'il convient de construire sur cette emprise une route, mais il n'est pas question, selon le ministre, d'y placer une voie ferrée.

QUESTION...

Vent en poupe pour les méthaniers

Jamais depuis cinq ans le tonnage des navires commandés dans le monde n'a été aussi bas qu'il ne l'a été au premier trimestre de 1976. Qu'en est-il pour les chantiers français et en particulier pour ceux qui se sont spécialisés dans la construction des méthaniers ? M. A. Gilles, gérant de Gas transport, l'une des grandes sociétés françaises qui tiennent le marché dans ce domaine, nous répond.

En raison de la situation de la construction navale mondiale, tous les grands chantiers s'intéressent désormais au marché des méthaniers, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. C'est ainsi que les quelques quarante méthaniers actuellement en commande dans le monde sont ou seront construits par onze chantiers seulement.

Ce marché donne lieu à plusieurs remarques quant à sa situation présente et à son évolution possible au cours des prochaines années.

Un certain nombre de méthaniers récemment livrés ou encore en construction ont quitté les chantiers navals — ou les quitteront — pour être mis à la chaîne ; il s'agit soit de navires commandés en spéculation et non encore affectés à la date de leur livraison ou affectés pour une date postérieure, soit de navires destinés dès l'origine à un trafic déterminé, mais commandés avant que les contrats de fourniture de gaz naturel liquéfié correspondant à ce trafic ne soient définitivement conclus ou aient reçu toutes les approbations nécessaires. Il faut toutefois souligner que, parmi ces navires, cinq seulement n'ont pas encore trouvé d'affrèteurs et sont donc disponibles.

Quoi qu'il en soit, on peut penser que, compte tenu des larges possibilités de livraison par les chantiers navals, les armateurs ne commanderont plus de navires en spéculation et que, d'autre part, les navires nécessaires pour un trafic déterminé ne seront commandés que lorsque les contrats de fourniture de gaz naturel liquéfié, objet de ces trafics, seront devenus définitifs et auront été approuvés par les organismes gouvernementaux intéressés.

Cela explique pourquoi, depuis 1974, les chantiers navals n'ont reçu que fort peu de consultations pour des méthaniers et que, d'une façon générale, ces consultations n'ont pas été suivies de commandes fermes. La crise de l'énergie, en effet, semble ment retarder la conclusion de plusieurs contrats de fourniture de gaz naturel liquéfié, en raison des difficultés rencontrées pour l'achat des gaz. En fait, ces difficultés paraissent en cours de solution et de nouveaux contrats ont été signés courant 1975, dont certains ne seront valables définitivement qu'après approbation par le Federal Power Committee, ce qui peut exiger d'assez longs délais.

D'autre part, des projets très importants sont en cours d'étude et pourraient aboutir à des livraisons de gaz naturel liquéfié dans la période 1980-1985. Ces projets concernent des livraisons de gaz naturel liquéfié vers le Japon, les États-Unis et l'Europe, à partir des champs de gaz de l'Algérie, du golfe Persique, de l'Australie et de la Chine populaire.

Les contrats déjà signés, ainsi que les contrats résultant de l'aboutissement de certains des nouveaux projets ci-dessus, conduiront, d'ici à 1985, à de nombreux commandes de méthaniers. C'est ainsi que cinquante nouveaux méthaniers environ seraient nécessaires pour transporter au Japon, à partir de 1985, les quantités de gaz naturel liquéfié prévues par le programme japonais récemment publié.

Toutefois, dans l'état actuel des choses, il ne faut pas compter que la reprise des commandes de méthaniers, sur une assez large échelle, puisse se manifester avant 1978, sinon 1979.

Les chantiers français ont pris une place de premier plan dans la construction de ce type de navires, puisqu'ils ont déjà livré ou livreront plus de 40 % de l'ensemble des navires de ce type actuellement en opération, en construction ou en commande. En plus de cette référence, les chantiers français ont l'avantage de pouvoir proposer des prix très compétitifs, cela en raison du type des techniques qu'ils ont adoptées pour la construction des méthaniers. Ils devraient donc être en très bonne position pour affronter la compétition qui se développera entre les chantiers mondiaux lors de la reprise des commandes de méthaniers.

... RÉPONSE

LA CATASTROPHE DE L'« URQUIOLA ». — 100 000 tonnes de pétrole ont été jusqu'à présent échappées des cales du pétrolier géant espagnol Urquiola, échoué à l'entrée du port de La Corogne, en Galice. Il faudra plusieurs mois avant de pouvoir dresser le bilan exact de la catastrophe mais une première estimation montre l'ampleur de la marée noire : soixante plages ont été touchées, sur 100 kilomètres de littoral. Le pétrolier continue à s'enfoncer de plus en plus dans la mer, où il a enroulé de 33 mètres. — (A.F.F.)

LA Marseillaise (P. 1) : 20 F. ORFÈVRE NEGRO (P. 1) : 20 F. MONTHERY P. 1 : 20 F. LES PARAPLUIES DE CHAMBERY (P. 1) : 20 F. LA TAVENUE DE LA M. (P. 1) : 20 F. THEOREME (P. 1) : 20 F. UCLACCT, G. C. (P. 1) : 20 F. IMPACT. (P. 1) : 20 F.

LA Marseillaise (P. 1) : 20 F. ORFÈVRE NEGRO (P. 1) : 20 F. MONTHERY P. 1 : 20 F. LES PARAPLUIES DE CHAMBERY (P. 1) : 20 F. LA TAVENUE DE LA M. (P. 1) : 20 F. THEOREME (P. 1) : 20 F. UCLACCT, G. C. (P. 1) : 20 F. IMPACT. (P. 1) : 20 F.

NEVENEMENT CINEMATOGRAPHIQUE

LA PLUS HAUTE RECONNAISSANCE

Une femme enchaînée ?

UNA ROWLANDS

une FEMME

SOUS INFLUENCE

CASSAVET

U.C.S. MARSEILLE - STUDIO GALAND

JAMAIS PLUS TOUJOURS

meilleur film de

more Femme

HABITAT ET VIE SOCIALE

s'adresse à tous ceux qui s'intéressent ou qui contribuent au développement de la vie sociale dans la ville : aménageurs, urbanistes, architectes, travailleurs sociaux, militants d'associations, etc.

Chaque numéro comporte un important dossier qui décrit et analyse en profondeur une expérience ou une situation. Des exemples de réalisations architecturales et d'architectures concrètes d'aujourd'hui ; améliorer les grands ensembles ; habiter « neuf » en Scandinavie.

La revue publie aussi des chroniques, des tribunes libres, des reportages, des flashs, etc.

Le numéro 12 F : l'abonnement 50 F (5 numéros par an).

HABITAT ET VIE SOCIALE

14, rue Saint-Benoît, 75006 PARIS

280-34-17. CCF Le Source 33-911-46

TOURISME

LA FIN DU « COMMODORE »

L'hôtel Commodore vient de fermer définitivement ses portes. Fondé en 1919, le grand établissement new-yorkais de la 42^e rue, qui, pendant longtemps, avait attiré personnalités politiques et vedettes en vogue, était délaissé par la clientèle depuis quelques années. Il perdait 4,2 millions de dollars par an, soit l'équivalent de 28 millions de francs.

RECTIFICATION. — Dans l'information parue dans nos éditions du 19 mai : « 14 millions de francs pour la rénovation rurale », une coquille a déformé un chiffre. Il fallait lire : « 14 », pour le Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire, pour 13 millions de francs et non 138.

CAP SUR LA TURQUIE

A 3h de vol de Paris, point d'entrée en Europe et l'Asie, la Turquie vous offre un ensoleillement exceptionnel, ses nombreuses plages de sable fin et les vestiges de son passé fabuleux.

SEJOURS

Istanbul : 8 jours... à partir de 1095 F

Kusadasi : 8 jours... à partir de 1175 F

TURQUIE EGRENE

Istanbul, Bursa, Eskişehir, 16 jours : 2250 F

et, et séjour à Kusadasi : 2250 F

CONNAISSANCE DE LA TURQUIE

Istanbul, Bursa, Ankara, la Cappadoce, Kusadasi, Pergame, Canakkale, Tiole, etc.

15 jours : 2250 F

TURQUIE D'ASIE

Découverte des régions les plus belles et les plus sauvages de Turquie... 16 jours 2250 F

CAP SUR LA TURQUIE

Au pays des jadis : 20 jours 1750 F

Turquie Occidentale : 20 jours 1950 F

Turquie d'Asie : 20 jours 2105 F

Brochure gratuite

nom _____

adresse _____

ville _____

code postal _____

Transport aérien assuré par TURKISH AIRLINES

payscope international

6, rue de la Paix - 75002 Paris

Tél : 261.50.02

et dans les agences agréées Payscope

Quand les chiffres parlent mieux que les mots il faut laisser la place aux chiffres.

15 avril 1976. Aménagement du Territoire : nouveau régime des aides à la décentralisation tertiaire. Des mesures concrètes. Chiffrées. Décisives.

Décentralisation :

20.000 F

par emploi créé.

Une prime à l'emploi est instituée. Elle concerne les activités de bureau. Son montant par emploi créé s'élève à :

20.000 F dans les régions prioritaires

10.000 F dans les autres régions à l'exclusion du Bassin Parisien

+ 5.000 F de majoration si le siège social est transféré ou déjà implanté en province

Cette prime est attribuée même en cas de location. Elle équivaut alors à une franchise de loyer de 2 à 4 ans.

Pour la première fois, les petits établissements en bénéficient. Il suffit en effet de créer 30 emplois (20 pour les sièges sociaux) pour se la voir accorder.

Les frais d'installation étant déjà moins élevés en province, le coût de création d'un emploi se trouve ainsi réduit de 50 % en moyenne par rapport à Paris.

Un compte que les chefs d'entreprise avisés vont faire.

Sans oublier que la province d'aujourd'hui ne ressemble plus à celle d'hier. Qu'elle est désormais équipée. Qu'on y travaille mieux. Qu'on s'y loge bien et que la qualité de la vie y est réalité quotidienne.

L'Association Bureaux-Provinces offre aux chefs d'entreprise une documentation complète sur le nouveau régime des aides et les capacités d'accueil des régions. Elle leur apporte une assistance technique.

En un mot elle les aide à réussir leur décentralisation. Une très bonne opération, tous comptes faits.

ASSOCIATION BUREAUX-PROVINCES

Nous vous aidons à réussir votre décentralisation.

39, RUE DE LA BIENFAISANCE - 75008 PARIS 522.86.20

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	25,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,35
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL

PARIS 120.000

- Pour structurer et consolider l'expansion d'un Groupe Français de l'IMPRIMERIE (unités intégrées dans le Centre-Ouest : typog., offset, brochage, reliure).
- En relation avec le D.G. et les Directeurs de fabrication, le titulaire de ce nouveau poste aura pour mission :
 - de concevoir et de mettre en place une politique commerciale globale.
 - d'être le coordinateur de tous les axes et forces de développement.
 - de développer la clientèle Adhères et de pénétrer les secteurs de l'Industrie et de l'Administration.
- Ce poste requiert :
 - un très bon niveau culturel : diplôme G.E. Commerciale ou Universitaire.
 - la goût du livre et de l'imprimerie.
 - l'expérience des impératifs industriels et de la compétition en matière de coût, qualité et délai.
 - une forte autonomie et maturité personnelles.

Adresser un C.V. détaillé et une lettre motivée à :

BOSSARD SELECTION 9.155/M

23, rue des Mathurins 75008 PARIS

MOTIVATION

Etudes de Marchés

Sondages d'opinion

2 PSYCHOLOGUES

PLEIN TEMPS

3 ans d'expérience MARKETING.

Envoyer C.V. et prétentions.

à MOTIVATION, 15, rue d'Angiviller,

75000 VERSAILLES.

GROUPE EUROPEEN

RECHERCHE POUR SON ACTIVITE CARBURE

DE TUNGSTENE AU PORTUGAL

DIRECTEUR DES VENTES

CHARGE DE LA COMMERCIALISATION, A

L'ECHELON INTERNATIONAL, DES PRODUCTIONS

D'UNE USINE (C.A. ENVIRON 20 MILIONS

DE FRANCS) ET DE L'AMINATION

D'UN RESEAU DE REPRESENTANTS ET

D'AGENTS

Ce poste implique :

- de témoigner de solides qualités d'initiative et de dynamisme ;
- de posséder (ou de pouvoir acquérir rapidement) une bonne connaissance de l'utilisation des carbures de tungstène ou, plus généralement, du travail des aciers ;
- de disposer d'une pratique courante de l'anglais (et si possible d'une deuxième langue étrangère, allemand ou espagnol) ;
- de prendre une résidence à Lisbonne (il sera nécessaire d'y séjourner environ 10 jours par mois).

Ecrire sous réf. GR 499 CH

4, rue Massena 75016 PARIS

DISCRETION ABSOLUE

etap

Sté Construction Piscines rech.

INGENIEUR

pour suivi de la clientèle.

ATEMA 85, rue Al-

Ange (17)

229-1622 - 228-284

AT 5 ELECTRONIC.

travail région parisienne,

très hauts salaires.

ATEMA 85, rue Michel-

Ange - 16

229-1622 - 228-284

DESS. E1 - E2 - P1

en mécanique

pour région parisienne

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

Très hauts salaires.

SOCIÉTÉ LOGABAX

DEPARTEMENT MAINTENANCE

recherche dans le cadre du développement

de nouveaux produits

INGÉNIEUR D'APPLICATION

SUPPORT TECHNIQUE

2 ans d'expérience souhaitée dans l'un ou plusieurs

des domaines suivants :

- TELETRANSMISSIONS MAGNETIQUES ;
- ELECTROMECANIQUE PERIPHERIQUE.

Disponible rapidement.

Adr. C.V. photo et prêt. à : LOGABAX, Direction

du Personnel, 77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

77, av. A. Briand - 91110 ARCUEL.

Cuisine 1

Cuisine 1 ouvre, rue de Rivoli, avenue du Général-

Leclerc, au Centre Commercial de Rosny 2, les plus

importants magasins parisiens d'exposition-vente

de cuisines installées et recherche pour entrée en

fonction immédiate ou après les vacances :

25 Vendeuses de haut niveau

âgées de 25 ans minimum, dotées d'une solide

expérience de la vente, décidées à prendre davan-

tage des responsabilités et à se perfectionner (au

sein de Cuisine 1) pour conseiller et faire acheter

d'utiles et belles installations de cuisines à une

clientèle de qualité. Leurs rémunérations (fixe +

intercommissariat) sont élevées et, le samedi excepté

(présence indispensable), leurs horaires de travail

sont adaptés. Elles auront en outre plusieurs pos-

sibilités de promotion. Poser sa candidature en

écrivant au siège de Cuisine 1 : 28, avenue Louis

Braille, 91420 Morangis, en rappelant la référence

ci-dessous.

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

9184/12

L'immobilier

propriétés propriétés propriétés

LE DOMAINE LOUIS RENAULT
à HERQUEVILLE (Eure), près de LOUVIERS
Site prestigieux dominant la Seine.
Dans un parc champêtre de 10 ha, entièrement clos et gardé, vont être à vendre :
22 LOTS PRIVILÉGIÉS
pour construire des villas.
Toutes viabilisées de 2 000 à 5 000 m² - Salons - Piscine couverte dans le Château restauré. Terrain SUR PLACE CHÈVRE DEPARTEMENTAL 11 : les samedi et dimanche, après-midi.
PARIS-ST-GERMAIN S.A., 9, F. de la République, 75100 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE - T. 973-29-25.

6 KM RAMBOUILLET
40 km Paris maison bourgeoise
vacances ou habitation principale.
Proximité de la Seine, de la forêt de Rambouillet, de la Vallée de la Maye.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

60 KM NOTRE-DAME
Château de 18 pièces, état
récent, récept. 100 pers. 8 ch.
bains, ch. d'été, piscine, etc.
AGENCE DE LA TERRASSE
Orpè le Vésinet 77-05-92.

PROVENCE
MAISON LIBRE
MAISON 100 m² habit.
1 ch. lit, exposé, Sud, 250 m²
de terrain, piscine, etc.
A GORGES (83200)
T. 04-90-11-11

MAISON DE MAÎTRE
XV^e, bord Forêt LOUVIERS
Vues, sol, cheminée, salon,
cuisine, 3 ch., ch. d'été, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

PROVENCE
MAISON LIBRE
MAISON 100 m² habit.
1 ch. lit, exposé, Sud, 250 m²
de terrain, piscine, etc.
A GORGES (83200)
T. 04-90-11-11

MAISON DE MAÎTRE
XV^e, bord Forêt LOUVIERS
Vues, sol, cheminée, salon,
cuisine, 3 ch., ch. d'été, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

PROVENCE
MAISON LIBRE
MAISON 100 m² habit.
1 ch. lit, exposé, Sud, 250 m²
de terrain, piscine, etc.
A GORGES (83200)
T. 04-90-11-11

MAISON DE MAÎTRE
XV^e, bord Forêt LOUVIERS
Vues, sol, cheminée, salon,
cuisine, 3 ch., ch. d'été, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

PROVENCE
MAISON LIBRE
MAISON 100 m² habit.
1 ch. lit, exposé, Sud, 250 m²
de terrain, piscine, etc.
A GORGES (83200)
T. 04-90-11-11

propriétés propriétés propriétés

6 KM RAMBOUILLET
40 km Paris maison bourgeoise
vacances ou habitation principale.
Proximité de la Seine, de la forêt de Rambouillet, de la Vallée de la Maye.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

60 KM NOTRE-DAME
Château de 18 pièces, état
récent, récept. 100 pers. 8 ch.
bains, ch. d'été, piscine, etc.
AGENCE DE LA TERRASSE
Orpè le Vésinet 77-05-92.

PROVENCE
MAISON LIBRE
MAISON 100 m² habit.
1 ch. lit, exposé, Sud, 250 m²
de terrain, piscine, etc.
A GORGES (83200)
T. 04-90-11-11

MAISON DE MAÎTRE
XV^e, bord Forêt LOUVIERS
Vues, sol, cheminée, salon,
cuisine, 3 ch., ch. d'été, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

PROVENCE
MAISON LIBRE
MAISON 100 m² habit.
1 ch. lit, exposé, Sud, 250 m²
de terrain, piscine, etc.
A GORGES (83200)
T. 04-90-11-11

MAISON DE MAÎTRE
XV^e, bord Forêt LOUVIERS
Vues, sol, cheminée, salon,
cuisine, 3 ch., ch. d'été, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

PROVENCE
MAISON LIBRE
MAISON 100 m² habit.
1 ch. lit, exposé, Sud, 250 m²
de terrain, piscine, etc.
A GORGES (83200)
T. 04-90-11-11

MAISON DE MAÎTRE
XV^e, bord Forêt LOUVIERS
Vues, sol, cheminée, salon,
cuisine, 3 ch., ch. d'été, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

PROVENCE
MAISON LIBRE
MAISON 100 m² habit.
1 ch. lit, exposé, Sud, 250 m²
de terrain, piscine, etc.
A GORGES (83200)
T. 04-90-11-11

MAISON DE MAÎTRE
XV^e, bord Forêt LOUVIERS
Vues, sol, cheminée, salon,
cuisine, 3 ch., ch. d'été, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

maisons de campagne

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

maisons de campagne

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

Part. ch. à louer à l'année
maison de campagne, 2 p., cuis.,
salle, jardin, etc.
P. 100.000 F. avec 35.000 F.
CHIRON
067-56-76

L'agenda du Monde

Offres de particuliers

Vente calèche, vieux pressoir,
armoire normande, une table.
232-94-58 après 17 h.

MEUBLES D'ART AFRICAIN
Col. plat à poser. For. Masques et
stat. bois et pierre. Part. auth.
Tél. : 938-48-34. (avant 10 h. et après 20 h.)

COFFRE CORÈSE ancien
P. 2.500 F. Tél. : 544-74-35

Part. à part. vend BOUDDHA
en bronze XVIII^e.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

Part. à part. vend BOUDDHA
en bronze XVIII^e.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

Part. à part. vend BOUDDHA
en bronze XVIII^e.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

Part. à part. vend BOUDDHA
en bronze XVIII^e.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

Part. à part. vend BOUDDHA
en bronze XVIII^e.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

Artisans

FAITES BLINDER votre porte.
Dev. gratuit. 636-70-17 ou 54-34-89.

POUR TOUS TRAVAUX
maçonnerie, plâtres, badigeon,
peinture, etc. P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE
Travaux neufs et entretien.
Appareils, moteurs, bureaux, usines.
Tél. : 306-35-08.

MAC DOUGLAS
Vêtements de nuit.
SOL. D. FABRIC. P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

MOQUETTE
Discount de 20 à 70 % sur ttes
moquettes, grande largeur.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

Philatélie
ACHETE COLLECTION
MAXIMUM. 232-94-58 après 17 h.

ALARME ÉLECTRONIQUE
contre le vol et l'incendie.
Appareil, matériel, etc. P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

Part. à part. vend BOUDDHA
en bronze XVIII^e.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

Vacances

Tourisme
Loisirs
A.L. pat. chât. juil. sept. Savote
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

VACANCES dans une FERME
DANONNE près Lézards. 2 pers.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

SAINT-JEAN-DE-LUZ
7100 VELOS (Boschmark)
SAINT-MAXIÈME, duplex,
7 personnes, téléphone,
parking, juil.-sept. 1976.

ÉTUDES ET SPORTS
en Angleterre : familles collèges
universités. 63-61-72

SPECIAL JEUNES
étudiants circuits découvertes.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

GRASSE (Prs) jol. m. s.
mélange nature 2 ch. ch. d'été.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

LA GRANDE-MOTTE
10 km Montpellier. 200 m. plage
sable. Grand studio meublé 4
personnes. Logis, 11 ch. ind. P.
100.000 F. Tél. : 544-74-35

ASSOCIATION PROTESTANTE
vacances en Corse juil.-sept.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

Vacances

Tourisme
Loisirs
A.L. pat. chât. juil. sept. Savote
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

VACANCES dans une FERME
DANONNE près Lézards. 2 pers.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

SAINT-JEAN-DE-LUZ
7100 VELOS (Boschmark)
SAINT-MAXIÈME, duplex,
7 personnes, téléphone,
parking, juil.-sept. 1976.

ÉTUDES ET SPORTS
en Angleterre : familles collèges
universités. 63-61-72

SPECIAL JEUNES
étudiants circuits découvertes.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

GRASSE (Prs) jol. m. s.
mélange nature 2 ch. ch. d'été.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

LA GRANDE-MOTTE
10 km Montpellier. 200 m. plage
sable. Grand studio meublé 4
personnes. Logis, 11 ch. ind. P.
100.000 F. Tél. : 544-74-35

ASSOCIATION PROTESTANTE
vacances en Corse juil.-sept.
P. 100.000 F. Tél. : 544-74-35

UNE BELLE SANTÉ.



les 9 versions de la Renault 12 sont là pour en témoigner

Renault 12 L	Break Renault 12 L	Break Renault 12 société
1289 cm ³ 7 CV, 50 ch DIN à 5000 t/mn, 7 l ^e - 10 l ^e - 10,3 l ^e - 21 900 F	1289 cm ³ 7 CV, 50 ch DIN à 5000 t/mn, 7 l ^e - 10 l ^e - 10,3 l ^e - 23 200 F	1289 cm ³ 7 CV, 54 ch DIN à 5250 t/mn, 6,6 l ^e - 9,5 l ^e - 9,8 l ^e - 20 280 F
Renault 12 TL	Break Renault 12 TL	Renault 12 automatique
1289 cm ³ 7 CV, 54 ch DIN à 5250 t/mn, 6,6 l ^e - 9,5 l ^e - 9,8 l ^e - 23 100 F	1289 cm ³ 7 CV, 54 ch DIN à 5250 t/mn, 6,6 l ^e - 9,5 l ^e - 9,8 l ^e - 24 500 F	1289 cm ³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 7,6 l ^e - 10,8 l ^e - 10,4 l ^e - 26 200 F
Renault 12 TS	Break Renault 12 TS	Break Renault 12 automatique
1289 cm ³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 6,8 l ^e - 9,3 l ^e - 10,6 l ^e - 24 700 F	1289 cm ³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 6,8 l ^e - 9,3 l ^e - 10,6 l ^e - 26 300 F	1289 cm ³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 7,6 l ^e - 10,8 l ^e - 10,4 l ^e - 27 200 F

Renseignez vous chez votre concessionnaire

LES RENAULT 12

Renault préconise elf

Les indications de consommation sont établies à vitesse stabilisée à : * 90 km/heure, ** 120 km/heure et, *** sur essai de type urbain. ** 2000 sur 15/27/76

RE

REST

RESTOP LES ISSUES

RESTOP LES ISSUES

RESTOP LES ISSUES

RESTOP LES ISSUES

RESTOP LES ISSUES

RESTOP LES ISSUES

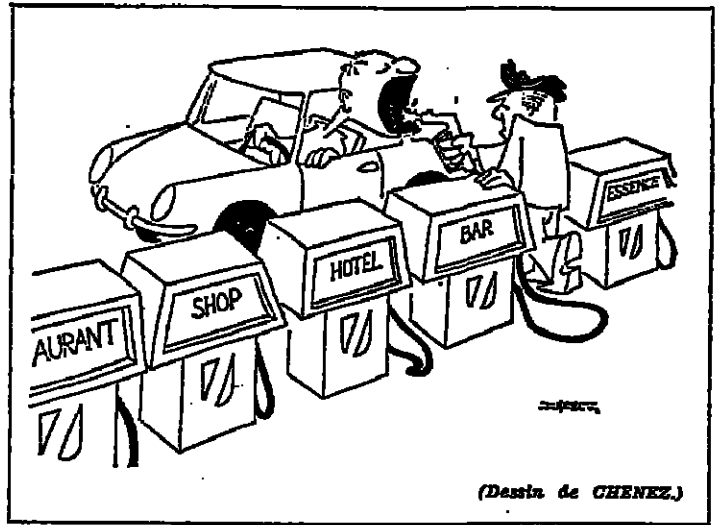
سكننا من الاصل

DES AUTOROUTES PLUS FAMILIÈRES

Il est déjà loin le temps où on demandait à l'autoroute de mener l'automobiliste le plus rapidement possible d'un point à un autre et seulement de le faire rouler le plus vite possible. Ils étaient froids et brutaux ces maillons de bitume qui allaient bientôt se raccorder les uns aux autres pour former un réseau digne de ce nom.

De Lille jusqu'aux portes de l'Italie sans feu rouge : il fallait que le voyage devienne un vrai voyage, que les utilisateurs trouvent une « assistance » technique et, pourquoi pas, morale sous peine de désertir le ruban pour reprendre les routes anciennes. La crise de l'énergie, la sécurité nécessitent qu'on régleme la vitesse. Les ingé-

nieurs eux-mêmes — et le ministère de l'équipement — pensèrent qu'on pouvait donner une esthétique à ces voies rapides à partir desquelles une autre France — une France sous un autre angle — serait aperçue. Alors, petit à petit, l'autoroute s'est meublée, s'est « humanisée ». Il reste à apprendre à s'en servir.



(Dessin de CHENEZ.)

L'heure du repas...

« Si ce que nous vendons était réellement aussi mauvais et aussi cher que l'accordait à le dire — parmi d'autres — tant de nos clients (les Français surtout), comment expliquer, comment justifier la quantité de repas servis chaque année dans nos restaurants d'autoroutes ? » L'homme qui répond ainsi — par une question — à la question, brutale : « Vous passez généralement pour des gargotiers sans scrupules, forts de leur monopole ; qu'avez-vous à dire pour votre défense ? », c'est M. Dominique Georgeton, directeur général de Jacques Borel International. Le « M. Restaurants » de la maison. Tous les restaurants : ceux des collectivités, ceux des centres commerciaux, ceux des aéroports, ceux où l'on dîne encore dans le fameux (fameux sera pris tel dans le sens de « connu ») pain rond une capsule de viande hachée, et ceux, enfin, des autoroutes.

Le public ignore son nom, se contentant (si l'on peut dire) de connaître celui de la firme en forme de petit empire qui vend, chaque année, pour 100 millions de francs de nourritures chaudes, froides, salées, sucrées, panées et frites, soit 9 % de son chiffre d'affaires global, à des hordes d'automobilistes en marche vers le soleil ou revenant de vacances. En 1975, cinq à six millions de personnes ont laissé leur voiture au parking pour venir s'asseoir sous l'enseigne-maison,

qui ne craint pas d'afficher deux valets en perruque et habit à la française porteurs d'une table dressée, pour commander un simple sandwich, une grillade, une salade « composée » ou un repas « gastronomique » avec spécialités de la région à la chef. M. Georgeton a trop l'habitude de venir s'asseoir, lui, au banc des accusés pour ne pas avoir dans son sac un solide jeu de réponses toutes prêtes. Cette fois encore, il plaidra — comment pourrait-on l'en blâmer ? — non coupable.

« Nous sommes chers ? La moyenne des prix tourne autour de 20/25 francs. Qui peut vous servir aujourd'hui un repas complet — il insiste sur le « complet » — avec entrée, plat, garni, dessert et une boisson à ce prix, au prix net ? » Et puis, pour le chapitre « circonstances atténuantes », une pièce au passage : « Le public auto-dit que nos charges sur autoroutes sont de très loin supérieures à celles de la restauration « classique » ? » On lui rétorquera que le client s'en moque, mais il est de fait que les investissements, d'abord, puis l'obligation de fonctionner (dans la plupart des cas) vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le transport par caravane de du personnel entre son domicile et son lieu de travail, sont autant d'obligations que les autres établissements n'ont pas à prévoir sur leur cahier des charges.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.
(Lire la suite page 41.)

Voyage à petite vitesse au pays de l'A 6

IMPOSSIBLE de faire demi-tour. Ou bien vous devez parcourir des kilomètres, franchir des échangeurs, repasser au péage : une aventure. C'est la preuve que vous êtes bien sur l'autoroute, que vous allez avec le sentiment de devoir aller de l'avant coûte que coûte dans cet autre univers où l'automobile perd en liberté ce qu'elle gagne en vitesse.

En partant de Paris, il faudra quatre heures en moyenne pour atteindre Lyon, un parcours de 450 kilomètres, devenu aujourd'hui familier et qu'on a même appris à ne plus trouver étrange. L'an dernier, 21 millions d'automobilistes ont emprunté l'autoroute du Soleil et, en dehors du prix moyen du péage de 17,05 F, ils ont dépensé en à-côtés 32,18 F par personne. 364 millions de francs ont été encaissés par la société d'exploitation. Les automobilistes savent aujourd'hui s'arrêter sur l'autoroute, s'y reposer, y musarder même parfois. Peu à peu on apprivoise donc ces larges voies que les hommes ont tracées dans la nature pour mieux avaler les kilomètres et se retrouver plus vite à l'arrêt de leurs affaires ou de leurs vacances.

Tout commence vers le sud, au péage de Fleury. « La gare de Fleury », comme l'appellent les exploitants de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, avec son « chef de gare » qui commande à quarante-à-cinq personnes et qui surveille les dix-sept portes à l'endroit où le béton s'élargit. De Paris à Lyon, pour une voiture de plus de 5 CV, 42 F. Et nous voilà donc sur les terres bitumées de la Société des autoroutes qui, jusqu'à Chalon-sur-Saône, dans le sens Paris-Lyon, offre sept aires de service, onze aires de repos, cinq haltes ; de quoi rompre la monotonie et tromper l'endormissement.

Les aires de service, sous-traitées par les sociétés pétrolières, ont atteint cette année un chiffre d'affaires de 172 millions de francs en vente de carburant, et de 13 millions de francs pour les recettes des boutiques tenues par les gérants fibres ou appointés. Des bénéfices qui ne sont pas tous également répartis, car de sa situation sur l'autoroute dépend le succès d'une station-service. Ainsi, la décision de limiter la vitesse, en 1973, en permettant aux

véhicules de faire une économie de carburant, a déplacé l'intérêt commercial des stations du tronçon autoroutier. Si l'on n'a pas une préférence marquée pour telle ou telle firme, force est de reconnaître que toutes ces stations se ressemblent ; d'un côté le cahier des charges imposé par la société des autoroutes — il est interdit aux stations de dépanner, de vendre des plats cuisinés, elles doivent tenir à la disposition de la clientèle un livre de réclamations, — de l'autre un certain manque d'imaginaire donne à toutes ces haltes un air de famille. Si à 32 kilomètres de Paris, à l'aire de Lisses, on peut se servir soi-même à la pompe, à plus bas le gérant a aménagé des locaux pour les handicapés, l'ensemble des services est identique dans toutes les stations.

Une profusion de « gadgets »

Un téléphone international souvent, une nurserie avec des tables à langer et des chauffe-biberons, un coin « relaxe », une boîte aux lettres et pour les routiers une douche particulièrement appréciée après une journée de travail. Quant aux produits proposés dans les boutiques, ce sont invariablement les mêmes. Une extraordinaire profusion de « gadgets » pour l'automobile : parabrisse de secours gonflable, Saint-Christophe en joaillerie magnétique,

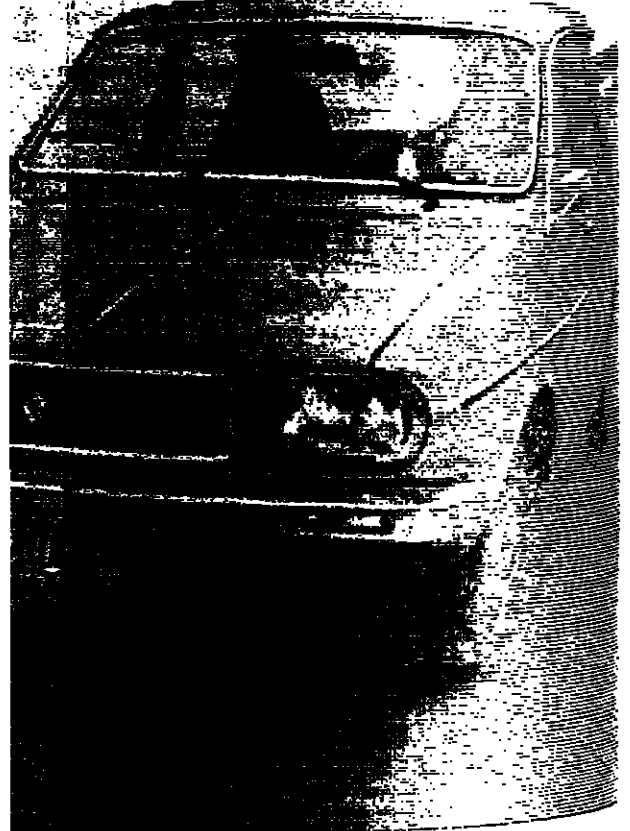
compteur portatif de vidange, etc., cette bimbeloterie choisie donne aux boutiques un indéfinissable style « autoroutier ». On a l'impression qu'on ne retrouve ces articles nulle part ailleurs, même les titres des livres de poche, vendus à l'étalage ou jetés en vrac dans des boîtes grillagées, ne sont pas les mêmes que ceux de la littérature de gare.

« Chaud, monnaie, froid. » Les machines distributrices sur tout un pan de mur déversent sans arrêt leur

brauvage insipide, tandis qu'à côté, un peu à l'écart, une machine « expresso » d'où on peut extraire, en principe, un meilleur café, vient comme apporter l'aveu que l'autre est imbuvable. Les cahiers des charges imposés par la société autoroutière ne permettant que l'entretien des véhicules, c'est au garagiste agréé d'intervenir en cas de panne. Il y en a cent quarante entre Paris et Lyon, et le tarif forfaitaire du dépannage est établi par arrêté interpréfectoral. Une réparation sur l'autoroute ne doit pas dépasser vingt minutes pour des raisons de sécurité, après quoi le véhicule doit être remorqué. En 1975, sur les cinquante-quatre mille cinq cent cinquante dépannages effectués, la société n'a enregistré que vingt-deux plaintes contre les garagistes. Preuve d'innocence ? vraisemblablement, mais aussi le fait-il pas reconnaître que l'automobiliste immobilisé sur une bande d'arrêt d'urgence, privé en quelque sorte de l'essentiel, éprouve une certaine angoisse qui en fait une proie facile. Et les bornes orange qui, tous les 2 kilomètres environ, relient l'autoroute au P.C. de gendarmerie le plus proche, sont les seuls moyens efficaces de le rassurer.

C'est que sur l'autoroute rien n'est plus tout à fait pareil.
CHRISTIAN COLOMBANI.
(Lire la suite page 40.)

E BELL ANTE



9 versions en tout 12 sont là en témoignage

- Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 50 ch DIN 1100 mm 7.1-10.1" 1200 F
- Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 54 ch DIN 1100 mm 8.6-9.5" 1200 F
- Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 54 ch DIN 1100 mm 8.6-9.5" 1200 F
- Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 54 ch DIN 1100 mm 8.6-9.5" 1200 F
- Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 54 ch DIN 1100 mm 8.6-9.5" 1200 F
- Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 54 ch DIN 1100 mm 8.6-9.5" 1200 F
- Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 54 ch DIN 1100 mm 8.6-9.5" 1200 F
- Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 54 ch DIN 1100 mm 8.6-9.5" 1200 F
- Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 54 ch DIN 1100 mm 8.6-9.5" 1200 F
- Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 54 ch DIN 1100 mm 8.6-9.5" 1200 F

Renault 12 L 1200 cm³ 7 CV 54 ch DIN 1100 mm 8.6-9.5" 1200 F

RESTOP

étape détente sur l'autoroute de vos affaires, vos loisirs ou vos vacances

RESTOP MORAINVILLIERS

AUTOROUTE A13 à 27 km à l'ouest de Paris accès bilatéral ouvert de 6 à 24 h

RESTOP VEMARS

AUTOROUTE A1 à 27 km au nord de Paris accès bilatéral 24 h sur 24

RESTOP LONGEVILLE LES-ST-AVOUD

AUTOROUTE A32 à 32 km à l'est de Metz autoroute Metz-Sarrebrück accès bilatéral 24 h sur 24

RESTOP LA RESERVE

AUTOROUTE A6 à 125 km au sud de Paris accès unilatéral sens Paris-Provence ouvert de 6 à 23 h

RESTOP SOLAISE

AUTOROUTE A7 à 15 km au sud de Lyon accès unilatéral sens Lyon-Méditerranée ouvert de 6 à 23 h

RESTOP TAVEL

AUTOROUTE A9 à 25 km à l'est de Nîmes accès bilatéral ouvert de 6 à 24 h

RESTOP NEMOURS

AUTOROUTE A6 à 76 km au sud de Paris accès bilatéral 24 h sur 24

RESTOP LES LISSES

AUTOROUTE A6 à 35 km au sud de Paris accès unilatéral sens Paris-Provence ouvert de 6 à 23 h

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

NOS CIRCUITS CHOC

GRECE des îles 15j 1.350F

EGYPTE 15j 2.700F

PAKISTAN 22j 4.100F

INDE/NEPAL 22j 4.190F

4 rue de l'Echelle, Paris 17^e
3 bis rue de Vaugirard, Paris 6^e
Tél. 260.74.93 et 44.69.325.76.25

ACOBIA Société concessionnaire
des Autoroutes de la Côte Basque
ACOBIA

A partir de Juillet 1976 :

Saint-Jean-de-Luz relié à Bilbao par autoroutes!

150 km. Bientôt 315. L'autoroute de l'Est gagne du terrain.

Aujourd'hui :
Lucy-le-Bocage (Château-Thierry) - Reims
Les Islettes - Metz

Juin 1976 :
Lucy-le-Bocage (Château-Thierry) - Châlons Nord

Juillet 1976 :
St-Jean-les-2-Jumeaux (Meaux) - Valmy

Octobre 1976 :
Paris Périphériques (Porte de Bercy) - Metz
Contournement Est de Metz : liaison avec l'autoroute A 32
(Metz - Sarrebruck)

**Ça roule mieux sur l'autoroute.
Autoroute de l'Est.**

COFIROUTE

325 km d'autoroute en 4 ans.
L'Aquitaine : Paris - Chartres - La Ferté-Bernard.
L'Océane : Paris - Orléans - Tours.

130 km à ouvrir.
L'Aquitaine : Tours - Poitiers
(automne 1977).
L'Océane : La Ferté-Bernard - Le Mans
(été 1978).

18 millions d'usagers par an.
Parcourant 1,3 milliard de km.
En moyenne 50.000 véhicules par jour.

Equipements de service et de sécurité.
6 centres d'entretien.
18 aires de service, 260 bornes
d'appel d'urgence (1 borne tous
les 2,5 km). 325 km de glissière
double centrale.
130 km de glissière simple
latérale.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIERE DES AUTOROUTES
77, avenue Raymond Poincaré - 75116 Paris - Tél. 553.27.29

DES AUTOROUTES

Voyage à petite vitesse au pays de l'A6

(Suite de la page 39.)

La partie se joue entre les grillages plantés là par la société exploitante, et l'on ne cesse de circuler en terrain privé sous les règles édictées par l'entreprise, auxquelles chacun doit se soumettre et qui viennent se superposer au règlement public. Ainsi, on ne boit d'alcool sur l'autoroute que si l'on prend un repas. Ainsi, les aires de repos qui semblent permettre de s'évader dans la nature camouflent sous leurs frondaisons la barrière qui sépare du vrai pays et du vrai paysage. Ces aires ont d'ailleurs un style particulier, et si elles portent parfois de jolis noms : la Biche, les Bois-Imperiaux, le Buisson-Rond, leur aménagement procède de schémas répétitifs. Ici, un bouquet de chênes, là une petite pinède, mais toujours ordonnés autour d'une même vespasienne de béton triste et carrée. Au moment des repas, ces espaces de verdure engrillagés sont pris d'assaut. Pas une table ou un banc qui ne soient occupés. C'est que dans ces quelques aires de bois on trouve le contraste désiré, l'ombre enfin, l'absence du paysage autoroutier. Là encore une différence imperceptible modifie le décor habituel.

Les paysages entrevus de l'autoroute ont un autre charme. Plus vastes et plus lointains, plus inaccessibles aussi, on les regarde plus qu'on ne les vit. Nulle part la nature ne pénètre dans l'enclos en deçà de la grande esplanade où courent les voitures. Elle passe dans un autre plan, sur d'autres lieux, comme une toile de fond, et l'on ne saurait

nommer ses repères. Au loin, vers l'ouest, un château au toit pointu, sur un promontoire de verdure où paissent des moutons. Là, un petit village enserré dans les boucles d'asphalte tend ses toits de tuiles anciennes, indifférent à cette modernité qui trône ses cheminées. Il faut se dépêcher de voir sans s'arrêter ni découvrir, embrasser d'un même regard d'énormes pans de paysage.

des panoramas qui ne sont pas sans beauté. C'est l'anonymat de l'autoroute où il est si facile de se perdre quand on s'est donné rendez-vous, où les gens ne savent jamais exactement où ils sont, où l'on va, comme des aveugles, de panneau géant en panneau géant, vers l'étape. Les aménagements seuls deviennent des signes de reconnaissance.

Un côté américain

Ainsi, le premier pont-restaurant, qui enjambe l'autoroute à Nemours, à 29 kilomètres du péage de Fleury. Une station-service, un hôtel, un self, un restaurant, des boutiques, un tabac. C'est la première halte importante après Paris. Deux cents places au restaurant, cent cinquante places au self. Il faut servir vite un client généralement pressé. Il arrive parfois l'hiver que soixante à cent cars, sur la route du ski, s'arrêtent le vendredi soir et qu'en quelques minutes trois mille personnes envahissent l'aire de service. Il n'est plus question de raffiner des petits plats. Pour le restaurant Jacques Borel, à l'aire de Venoy, près d'Auxerre, comme pour le P.L.M. de l'aire de Beaune, les problèmes de restauration autoroutière sont identiques. Difficulté de prévoir le nombre de couverts, qui peut varier d'un instant à l'autre, d'assurer une restauration vingt-quatre heures sur vingt-quatre conformément aux obligations du cahier des charges, de ne pas inclure le prix de la redevance (3 % environ) dans celui des repas. Tout cela explique que les tarifs pratiqués ne sont pas des plus bas. Chez Borel, on affiche les boissons-pilotes, mais le Vitel au zinc coûte 2,40 francs, on met en valeur quelques services particuliers (fontaines à eau réfrigérée, machines à glaçons, chaises pour bébés), mais

pour un chablis, vin de la région, un œuf en gelée, un jambon blanc et un café, la note est de 26,20 F. Pour 40 francs, le Restop de Nemours « offre » une entrecôte « Gargantua » qui n'aurait pas rassasié le maigre Paragage. Un demi de rouge, un fromage et un café, autant dire que la restauration d'autoroute pratique les prix forts même si, paraît-il, les gens du pays viennent déjeuner parfois au P.L.M. de Beaune.

« Service rapide, repas amusant, qualité constante », voilà ce qu'on peut lire à la vitrine de l'établissement Restop de l'aire du Chien-Blanc à 25 kilomètres au sud de Brienne-le-Château. Un steak haché au cheddar 6 francs, un poulet-frites 6 francs et cette viande accompagnée de « fine sauce moutarde », « délice des enfants », paraît-il. Ici, dans cette « ad kid » (7) où il s'agit de servir les plats en moins de quatre minutes, les prix pratiqués sont plus bas. Mais, comme il est dit sur l'écriteau, « la qualité est constante ». Pourtant, ces sortes d'établissements-chais font aujourd'hui partie du décor de l'autoroute. Leur architecture modulaire est attendue par l'automobiliste, et, s'il ne se trompe guère sur la qualité des mets, ces grandes boîtes de son voyage ont un côté américain, et séparent encore davantage l'autoroute de la région qu'elle traverse.

Etre plus vite rendu

Entre Paris et Chalon-sur-Saône, deux mois se partagent la clientèle. Euromotel, sur l'aire de Nemours, P.L.M., sur l'aire de Beaune. Les clients extérieurs ne peuvent y parvenir que par des chemins détournés qui les séparent de la circulation de l'autoroute. Et si les établissements ne sont peut-être pas assez retirés dans la verdure, c'est à cause de l'interdiction de publicité qui a incité à bâtir bien en vue. Les prix des chambres ne sont pas excessifs pour des « trois étoiles », et celles de l'Euromotel de Nemours sont aménagées avec goût. Au P.L.M. de Beaune, si l'on ne sert pas le petit déjeuner dans les chambres, on peut, le matin, aller voir les dalles et les biches dans un petit enclos sous les arbres. En haute saison, en demi-pension au P.L.M., 160 francs pour deux personnes par jour. A l'Euromotel de Nemours, une chambre pour deux personnes, 117 francs par jour.

Dans le pont du P.L.M., la maison de la Bourgogne, créée par les chambres de commerce de Beaune et de Dijon, vend ses produits régionaux : moutarde, pain d'épice, vins, etc. Il a fallu agrandir la boutique qui ne suffisait plus à satisfaire la clientèle, comme si, malgré l'autoroute et ses caractéristiques particulières, les gens ne pouvaient se passer de la tradition. Comme s'ils ne parvenaient

pas à se persuader qu'ils sont là sur un tout autre terrain avec sa beauté, sa violence aussi.

Sur le tronçon Paris-Lyon, deux escadrons de gendarmerie surveillent en permanence la vie de l'autoroute. Un peloton est basé tous les 50 kilomètres et deux brigades rapides d'intervention sillonnent nuit et jour le trajet. Au total, trois cents gendarmes. Ils contrôlent les 30 millions de véhicules qui circulent dans l'année. De 1973 à 1974, les accidents mortels ont diminué de moitié. Aujourd'hui la limitation de vitesse est entrée dans les mœurs, et si, en 1973, 10 % des usagers étaient en infraction, il n'y en a plus cette année que 2 % environ.

On peut donc dire qu'aujourd'hui un nouvel univers est né, à la fois plus facile et plus violent, et qu'il a pris même une certaine cohérence. Un monde où les priorités ne sont plus les mêmes et où l'on ne peut plus juger selon les critères anciens. Savoir vivre sur une autoroute, ce n'est peut-être pas rechercher les bons repas et les bons vins, trouver dans une aire sa « petite campagne », dans une boutique des produits de qualité, c'est plutôt savoir traverser un domaine construit pour l'automobile et son meilleur fonctionnement.

CHRISTIAN COLOMBANI.

l'heure du repas...

Entre Paris et Chalon-sur-Saône, deux mois se partagent la clientèle. Euromotel, sur l'aire de Nemours, P.L.M., sur l'aire de Beaune. Les clients extérieurs ne peuvent y parvenir que par des chemins détournés qui les séparent de la circulation de l'autoroute. Et si les établissements ne sont peut-être pas assez retirés dans la verdure, c'est à cause de l'interdiction de publicité qui a incité à bâtir bien en vue. Les prix des chambres ne sont pas excessifs pour des « trois étoiles », et celles de l'Euromotel de Nemours sont aménagées avec goût. Au P.L.M. de Beaune, si l'on ne sert pas le petit déjeuner dans les chambres, on peut, le matin, aller voir les dalles et les biches dans un petit enclos sous les arbres. En haute saison, en demi-pension au P.L.M., 160 francs pour deux personnes par jour. A l'Euromotel de Nemours, une chambre pour deux personnes, 117 francs par jour.

Dans le pont du P.L.M., la maison de la Bourgogne, créée par les chambres de commerce de Beaune et de Dijon, vend ses produits régionaux : moutarde, pain d'épice, vins, etc. Il a fallu agrandir la boutique qui ne suffisait plus à satisfaire la clientèle, comme si, malgré l'autoroute et ses caractéristiques particulières, les gens ne pouvaient se passer de la tradition. Comme s'ils ne parvenaient pas à se persuader qu'ils sont là sur un tout autre terrain avec sa beauté, sa violence aussi.

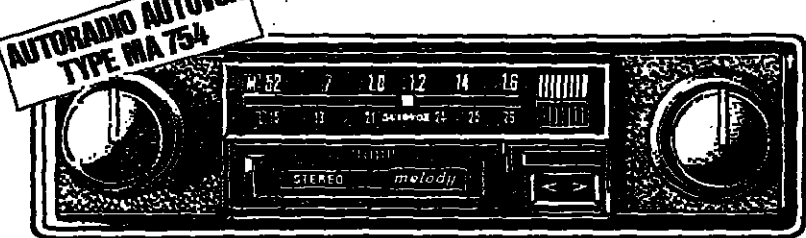
Sur le tronçon Paris-Lyon, deux escadrons de gendarmerie surveillent en permanence la vie de l'autoroute. Un peloton est basé tous les 50 kilomètres et deux brigades rapides d'intervention sillonnent nuit et jour le trajet. Au total, trois cents gendarmes. Ils contrôlent les 30 millions de véhicules qui circulent dans l'année. De 1973 à 1974, les accidents mortels ont diminué de moitié. Aujourd'hui la limitation de vitesse est entrée dans les mœurs, et si, en 1973, 10 % des usagers étaient en infraction, il n'y en a plus cette année que 2 % environ.

On peut donc dire qu'aujourd'hui un nouvel univers est né, à la fois plus facile et plus violent, et qu'il a pris même une certaine cohérence. Un monde où les priorités ne sont plus les mêmes et où l'on ne peut plus juger selon les critères anciens. Savoir vivre sur une autoroute, ce n'est peut-être pas rechercher les bons repas et les bons vins, trouver dans une aire sa « petite campagne », dans une boutique des produits de qualité, c'est plutôt savoir traverser un domaine construit pour l'automobile et son meilleur fonctionnement.

250F

et 12 fois 98,20 F.

Comme on vend davantage d'autoradios, on les vend moins cher.



Par exemple, ce combiné radio-cassette stéréo Autovox MA 754, stéréo 2 x 7 W avec balance, contrôle de tonalité progressif graves et aigus, éjection cassette. 1.250 F, prix au comptant, antiparasitage, équipement et pose compris (antenne au modèle en plus à partir de 20 F). Crédit immédiat sur place : 250 F à l'achat et 12 fois 98,20 F (1.428,40 F prix à crédit).

Tout est prêt en 1 heure et la pose est effectuée, en fonction de l'acoustique de la voiture par l'une de nos équipes de monteuses spécialisées.

Ces services exclusifs, vous les trouverez sur toutes les grandes marques d'autoradios chez EAF-EUROFRANCE.

EAF. EUROFRANCE
INFORMATIONS SERVICE - TÉL. 533.81.81 - 357.88.88 - 229.01.01.

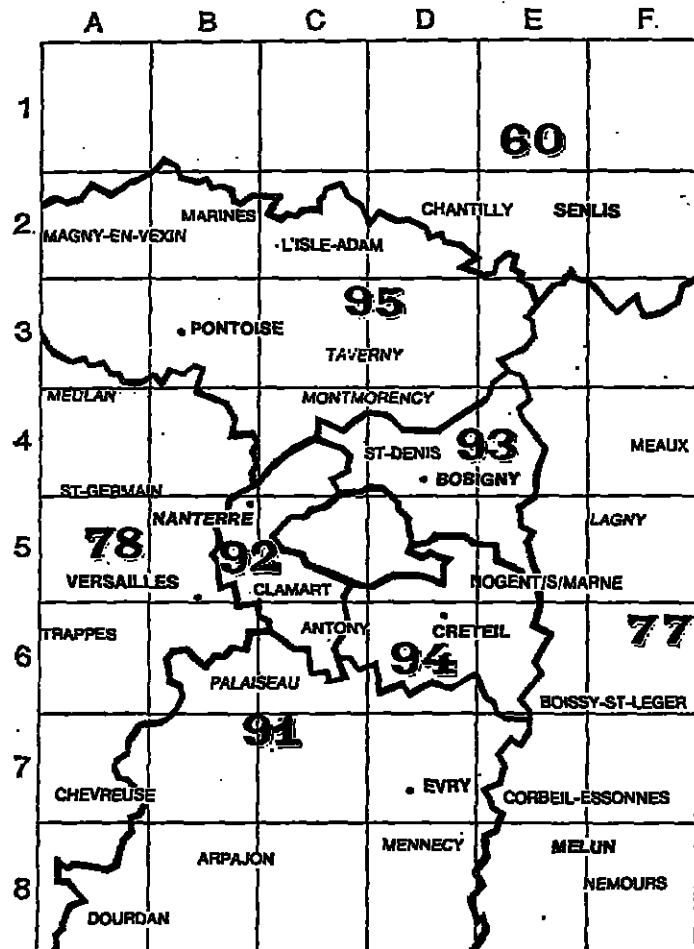
PARIS 11^e - 74-76, bd Voltaire - 15^e - 273, r. de Vaugirard - 17^e - 137, av. de Clichy - 9^e - 11, bd de Clichy - 13^e - 140, bd de l'Hôpital - 14^e - Pl. Denfert-Rochereau - 220, av. du Maine - 16^e - 47, av. de Versailles - 17^e - 23, bd Pereire - 160, bd Pereire - 19^e - 75, av. Jean-Jaurès - 20^e - 109, cours de Vincennes - BOULOGNE - 81, route de la Reine - VERSAILLES Le Chesnay - 18, bd Saint-Antoine.

مكتبة الشاهين

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

GRILLE A/5 78 2500 2000 90% 15 CF. 1974

N° Dép. et grille Prix moyen du m² Prix moyen du m² terrain et dév. montant des prêts comm. et durée prêt du Crédit Foncier année de livraison Immeubles Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parkings en surface Gars R.E.R. Sédan Autoroute périphérique



B/5 78 2500 2000 90% 15 1974

« TRADITIONS » - 86, av. de Paris, Versailles - Après Champ Lagarde, au cœur du Versailles tradit., sur une de ses avenues prestig., TRADITIONS associe hérit. du grand siècle au confort de la techn. contemp. Ouv. lun., jeu., ven., 14 à 20 h, sam.-dim., 10 à 12 h et 14 à 20 h. 951-40-61.

LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

B/5 78 2500 2000 90% 15 1974

RÉSIDENTE BOUGIVAL-MALMAISON - 24, rue Yvan-Tourguet, Bougival - Dans magnif. parc boisé avec piscine dominant la Seine en retrait de la R.N. 13, nous vous offrons, au calme, une construct. de petits imm. de 2 à 3 ét. 82 appts, du studio au 5 p. Vis. appt tém. sur place : vend., samedi, dimanche et lundi, de 14 h. 30 à 18 h. 30. C.I.P. 21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris, 720-49-70.

B/5 78 2500 2000 90% 15 1974

LE PARC DE LA MAYE - 17, av. de la Maye, VERSAILLES - Près du Chesnay résidentiel. 3 petits immeubles d'un parc de 6.000 m². Grandes terrasses, Jardins privatifs. Du sud. au 7 p. Bur. vit. s. pl. lundi, jeudi, vend. a.-m., sam., dim. de 10 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 heures à 19 heures, tél. 954-06-07.

LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

D/7 91 2400 80% 20 1977

LE DOMAINE DE BRUNOY - 46, rue du Réveillon, BRUNOY - Dans un parc de 2 hectares, 2 petits immeubles (2 à 5 pièces) à 18 mn de Paris - Gare de Lyon. Bur. s/pl. lundi, mardi, jeudi, 14 h. à 19 h., samedi et dimanche, 10 h. 30 à 12 h. et 14 h. à 19 h. Tél. : 922-87-76.

PRINCIP S.A. 23-25, r. Cambon, 75001 Paris. Téléphone : 260-36-33.

LA HENIN

crédits immobiliers 16, rue de la Ville l'Évêque 75008 Paris - tél. : 260-35-15

COGEFIMO

C/5 92 7.000 80% 20 1977

RÉSIDENTE RACINE - 61, bd Bineau, Neuilly-s-Seine - un immeuble racé au confort raffiné. Sur place tous les jours s/ mar. et merc. de 10 à 12 h., de 14 à 19 h. T. 757-05-75.

LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

C/6 92 3.400 80% 20 1976

FLORILÈGE - Angle rue Marx-Dormoy et av. du M-Foch, à Fontenay-aux-Roses - A 10 mn à pied de la ligne de Sceaux, dans un site agréable, élégante et discrète résidence du st. au 5 p. Appt primable 1 % patron. Bur. vente sur pl. s/ mar. et merc., 10 à 12 h. et 14 à 19 h. T. 702-25-41.

LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

B/5 92 4.000 80% 20 1976

19, RUE P-BROSSOLETTE - RUEIL-MALMAISON - Deux élégants petits immeubles entourés de jardins dans quartier résidentiel à proximité du centre. 2 à 5 pièces, exposition plein soleil. Balcons. Terrasses. Appart. témoins ts les après-midi (même dimanche) de 13 h. 30 à 17 h. 30. Inform. et vente : PROMEX 65, rue Rennequin, Paris-17^e Téléphone : 755-82-10.

B/5 92 6.200 80% 20 1977

LE PARC DES ABONDANCES (5.500 mètres carrés) 17, rue des Abondances - 31, rue Anne-Jacquelin, Boulogne. Au milieu des arbres, 4 élégants petits immeubles de 3 ét. Studio ou 6 pièces de haute qualité. Terrasses et jardins privatifs. Appartement témoins ts les après-midi sauf mardi. Inform. et vente : PROMEX 65, rue Rennequin, Paris-17^e Téléphone : 755-82-10.

C/5 92 4.300 80% 20 1977

RÉSIDENTE DES FONTAINES, 2, à 10, r. des Fontaines, Sèvres. Situé ds un site tr. privil., à 5 min. de la gare, au calme, au mil. d'un parc de 5.000 m², près centre ville, une construct. de 3 pet. imm. de 3 et 4 ét. en pierre de t. Reste 38 appts, du studio au 4 p. Vis. appt tém. ts les jours, sauf mardi et mercredi, de 14 h. 30 à 18 h. 30. C.I.P. 21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris, 720-49-70.

D/4 93 3.200 80% 20 1976

MARCEL SEMBAT 57 - 57, bd Marcel-Sembat, St-Denis Des appartements de 2 à 5 p. avec jardins et balcons. Des prestations d'excellente qualité, des finitions soignées. Appartement témoin tous les jours (sauf mercredi), de 14 h. à 19 h.

SERCO 14, rue Magellan PARIS (8^e) 723-72-00

D/5 93 3.350 80% 20 1976

MÉTRO GALLIENI - PARC DE BAGNOLET - 53, av. Gambetta, Bagnolet - Près du nouv. cent. d'aff., un élég. petit imm. : stud. et 2 p. Loc. assur. : rendem. immédiat. App. témoin ouvert mardi-jeudi-samedi 13 h. 30 - 17 h. 30.

PROMEX 65, rue Rennequin, Paris (17^e) Téléphone : 755-82-10.

D/5 94 3.350 80% 20 1976

SAINT-AURICE - Résidence du Manège, 121, 125, rue du Maréchal-Leclerc, Saint-Maurice. Appartements 2-3 à 5 pièces, loggias, jardin. Reste 15 appartements. Visite sur place : samedi, dimanche, lundi de 14 h à 18 h 30. Tél. : 893-19-82. Pierre BARON S.A., 118-120, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Tél. : 544-38-02.

Vous cherchez un appartement ? Ancien ? Neuf ? Une maison ? Une propriété ? Un bureau ? Un terrain ? A Paris ? En banlieue ? A 150 km de Paris ?

Consultez le Cimi.

Centre d'Information de la Maison de l'Immobilière 27 bis, avenue de Villiers, Paris 17^e Tél. 757-62-02

B/3 95 3.330 70% 80% 1976

EAUBONNE « Le Pré Notre-Dame » - bd de la République. A 400 m. de la gare ch. de courses d'Enghien, petite résid. de cl. aff. appt de 3 et 4 pces avec loggias. Appt modèle ouvert ts les jrs de 15 à 19 h. s/ mardi et mercredi.

LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

... et un prêt CDE financera votre achat :

cde

Comptoir des Entrepreneurs 6 rue Volney Paris 2^e - Tél. : 260.35.36. Tous les financements immobiliers depuis 1848.

مركز من الامم

صكنا من الاجل

BANLIEUE



78 FD 80 % 1976

RESIDENCE BOUGIVAL-MALMAISON

Foyer-Appartement, Bougival - Dans un parc de 2 hectares, 24 appartements, 20 studios, 13 appartements de 2 pièces, 82 appartements de 3 pièces, 5 p. Vis. appt. 15 m. sur place, dimanche et lundi, de 14 h. 30 à 18 h. 30. 21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris, 78000.

94 PIC 80 % 1977

LE DOMAINE DE BRUNOY - 46, rue de la République - Dans un parc de 2 hectares, 24 appartements, 20 studios, 13 appartements de 2 pièces, 82 appartements de 3 pièces, 5 p. Vis. appt. 15 m. sur place, dimanche et lundi, de 14 h. 30 à 18 h. 30. 21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris, 78000.

92 FD 80 % 1976

FLORANCE - Avenue des Mers-Dormoy et de la Mère - Dans un parc de 2 hectares, 24 appartements, 20 studios, 13 appartements de 2 pièces, 82 appartements de 3 pièces, 5 p. Vis. appt. 15 m. sur place, dimanche et lundi, de 14 h. 30 à 18 h. 30. 21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris, 78000.

92 FD 80 % 1976

RESIDENCE DES FONTAINES - 1, rue de la République - Dans un parc de 2 hectares, 24 appartements, 20 studios, 13 appartements de 2 pièces, 82 appartements de 3 pièces, 5 p. Vis. appt. 15 m. sur place, dimanche et lundi, de 14 h. 30 à 18 h. 30. 21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris, 78000.

92 FD 80 % 1976

SAINTE-MAURICE - Résidence du Manège 101, rue de la République - Dans un parc de 2 hectares, 24 appartements, 20 studios, 13 appartements de 2 pièces, 82 appartements de 3 pièces, 5 p. Vis. appt. 15 m. sur place, dimanche et lundi, de 14 h. 30 à 18 h. 30. 21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris, 78000.

92 FD 80 % 1976

et un prêt CDE financera votre achat

CDE

Comptoir des Entrepreneurs

6 rue Voltaire - Paris - 75011

LA VIE ÉCONOMIQUE

BILLET

Le fisc est-il l'ennemi des « petits » ?

M. Fourcade a répondu, mercredi 19 mai, aux questions qui lui étaient posées à l'Assemblée nationale concernant le suicide d'un commerçant parisien. L'incident dramatique (...) a fait l'objet d'une enquête. Le commerçant qui en a été la victime avait, pour 1975, un chiffre d'affaires de 1200 000 francs (1). Il avait été prévenu de la vérification dans les détails normaux et celle-ci n'a consisté qu'en un entretien de deux heures avec le vérificateur. Au demeurant, la femme et le père du défunt ont écarté tout rapport entre la vérification et le drame.

Les contrôles fiscaux auprès des contribuables soulèvent, à nouveau, l'émotion, provoquant les critiques et les protestations, jetant le trouble dans les esprits. Le fisc ne s'acharne-t-il pas, entend-on dire, sur les « petits », commerçants ou artisans ?

L'autre question que se sont probablement posée bon nombre de contribuables, quand ils ont appris le suicide d'un détaillant parisien en fruits et légumes, à la suite d'un début de contrôle fiscal, est celle-ci : les méthodes employées par l'administration sont-elles « inhumaines », authentifiant-elles le phénomène souvent décrit d'accroissement du citoyen par l'Etat ?

Sur le premier point, une réponse sûre peut être apportée : il y a en France 1,6 million de commerçants et artisans qui paient leurs impôts suivant un forfait ou une évaluation établie après discussion avec l'administration. Ces « petits » ne sont pratiquement jamais contrôlés. Il est, d'autre part, évident qu'après avoir été longtemps épargnés — faute de moyens — la fraude fiscale a été, pour eux, la cause d'un accroissement du citoyen par l'Etat.

La liste s'allonge des chefs d'entreprise et d'honorables membres de professions libérales cités en justice et condamnés. En 1975, sept cent quarante plaintes ont été déposées en correctionnelle par le fisc : elles visaient notamment cinquante dirigeants de sociétés. M. Nicoud a donc tout à fait tort de dire que les commerçants sont les « nouveaux jules » de notre société, accusés de reproches et plantés sous les injures.

A la question de savoir si les méthodes du fisc sont « inhumaines », il est plus difficile de répondre, dans la mesure où les facteurs subjectifs imprégnent nécessairement tout jugement. Ce qu'on sait, en revanche — il suffit de s'en entretenir avec les intéressés — c'est qu'un contrôle fiscal est toujours chose désagréable. Les contribuables — surtout quand ils sont jeunes — avaient eux-mêmes leur gêne, parfois leur peur. Leur métier n'est pas facile. Il y a tout du doigt, des rétro, une discipline. M. Fourcade a donc eu raison d'annoncer, l'autre jour à l'Assemblée nationale, un certain nombre de garanties pour les contribuables, et notamment le recours possible, dans chaque département, auprès d'un fonctionnaire de rang élevé. Le risque d'arbitraire, d'erreur en sera réduit.

Mais la dimension psychologique n'est pas seule en cause. Les pouvoirs publics feraient bien de se méfier de trop vouloir stimuler le contrôle fiscal en refusant de donner à la direction générale des impôts les fonctionnaires supplémentaires dont elle a besoin. A trop accroître le rendement, on risque de mal faire son travail. On risque aussi de multiplier des « redressements » faciles — toute comptabilité a ses petites erreurs — mais de laisser échapper, faute de temps ou d'effectifs, les grosses affaires. Les grandes entreprises ont tellement mieux les moyens de se défendre... L'humiliation des rapports contrôleur-contrôlé est donc aussi affaire de crédits budgétaires.

Dans le cas précis du suicide du commerçant parisien, rien ne prouve que le contrôle fiscal ait été la cause réelle du drame. D'après les informations que nous avons recueillies, il est de 1200 000 francs (1). Il avait été prévenu de la vérification dans les détails normaux et celle-ci n'a consisté qu'en un entretien de deux heures avec le vérificateur. Au demeurant, la femme et le père du défunt ont écarté tout rapport entre la vérification et le drame.

ALAIN VERNHOLE.

(1) Le commerçant décédé se trouvait donc au-dessus des limites du forfait.

LE BELVERE

un investissement de qualité

2, 3, 4 pièces, 2.900 F le m² (prix moyen) à la porte du Pré-St-Gervais.

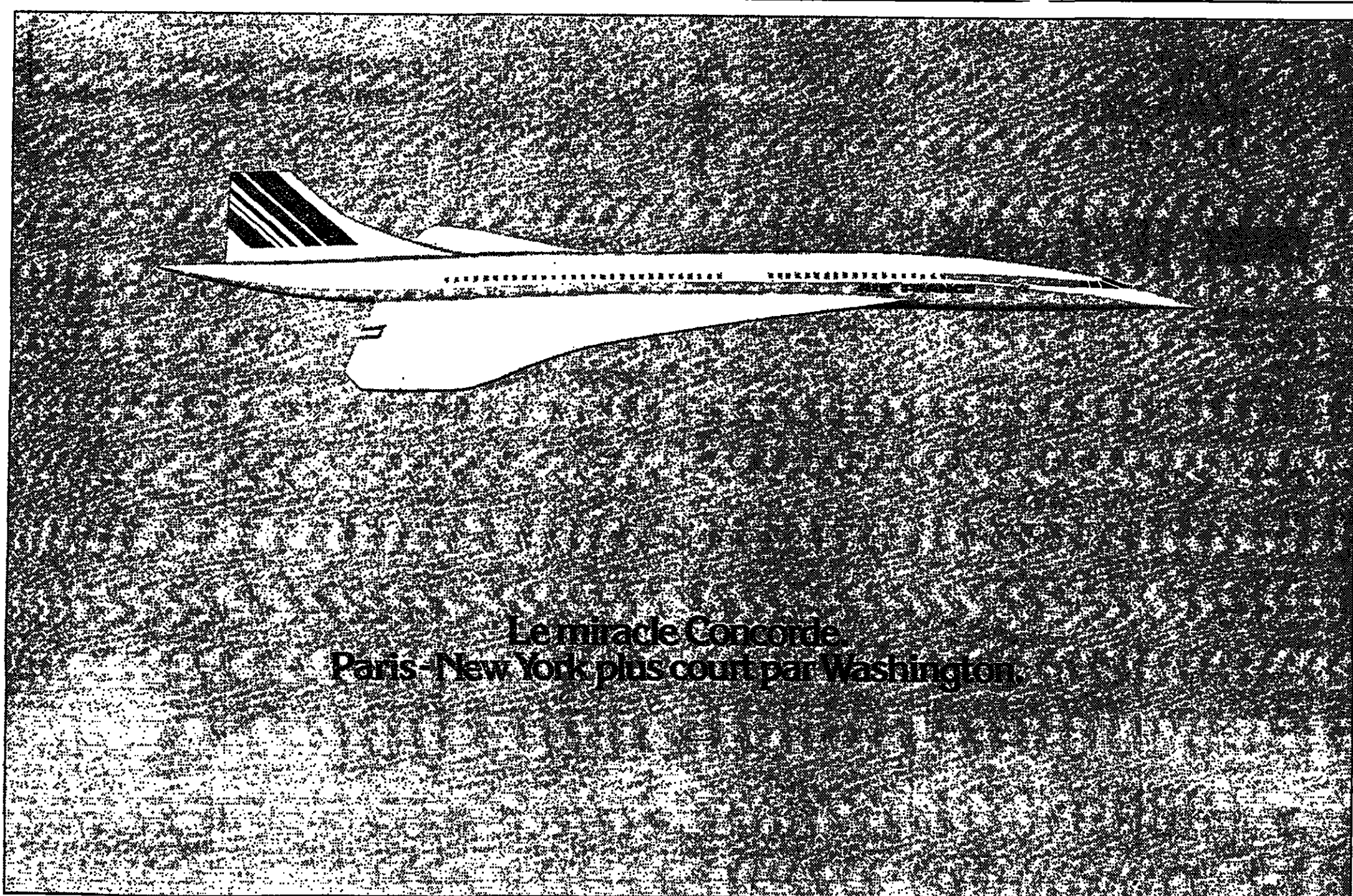
- qualité de l'emplacement
2 lignes de métro, 4 lignes d'autobus, périphérique, autoroute du Nord.
- qualité des prestations
Isolation particulièrement soignée, double vitrage, vide-ordures, dans les cuisines, moquette dans les pièces principales.
- qualité de financement
Prêts PIC pour la fin de la première tranche (accordé également aux personnes qui préféreraient louer leur appartement).
Prêts PSI pour la deuxième tranche
1^{re} immeuble habitable de suite.
2^e immeuble, livraison : 2^e semestre 1976.
Renseignements et vente sur place les samedis, dimanches et jours fériés de 11 h à 19 h les lundis, jeudis et vendredis de 14 h à 19 h ou à la Boutique OCIL, 55, bd Malesherbes - 75008 Paris. Tél. 9733.28.

Je désire recevoir sans engagement de ma part :
☐ une brochure "Le Belverre".
☐ un rendez-vous.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Tél. _____
Adressez ce bon à Ocil
57-59 bd Malesherbes 75381
Paris Cedex 08.

OCIL

prix valeur mars 1976



Le miracle Concorde
Paris-New York plus court par Washington

Rouissy, il est 20 heures. Tous les mercredis, vendredis et dimanches, Concorde s'envole vers les Etats-Unis. Vous n'avez pas perdu votre journée. Elle a été parisienne jusqu'au bout et bien remplie.
Washington, il est 17 heures 55. Un avion des lignes intercontinentales américaines vous attend.
La Guardia, l'aéroport le plus proche de Manhattan, il est 19 heures 35. Vous avez gagné 2 heures 30 sur tous les autres vols subsoniques, vous avez encore toute la soirée devant vous.

Et si ce n'est pas New York, ce soir même vous serez aussi à Atlanta, Chicago, Philadelphie, Cincinnati, Boston, Houston, Richmond ou Nashville. Pour toutes ces grandes villes, le plus court chemin passe aussi par Washington.

AIR FRANCE
Concorde

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SYNDICATS

UNE DÉCLARATION AU « MONDE » DE M. MANDINAUD Les cadres de l'U.C.T. envisagent favorablement un rapprochement avec la C.G.C.

En janvier, M. Yvan Charpentier, qui avait été élu six mois plus tôt président de la C.G.C., invitait l'U.C.T. (Union des cadres et techniciens, créée il y a sept ans par des syndicalistes exclus ou démissionnaires de la C.G.C.) à rejoindre les rangs de sa centrale. Depuis, la direction de la C.G.C. n'a fait état d'aucun fait nouveau. Cependant, des contacts offi-

ciels se poursuivent avec discrétion entre les dirigeants de l'U.C.T. et certains militants de la C.G.C., qui avaient soutenu la candidature de M. Menu, ancien secrétaire général de la centrale, à la succession d'André Malterre. Si ces pourparlers aboutissent, l'U.C.T. pourrait se prononcer sur le projet de réunification lors de son prochain congrès, au mois

d'octobre. Les plus optimistes partisans de ces rapprochements estiment que leurs vœux pourraient être exaucés à la fin de l'année.

M. Jean-Louis Mandinaud, secrétaire général adjoint de l'U.C.T. et président du Syndicat des cadres et ingénieurs du pétrole, répond aux questions de Joannine Roy sur le sujet.

« L'U.C.T. s'est constituée en 1969. Les espoirs que vous mettiez alors dans votre initiative n'ont-ils pas été déçus ? »

— La création de l'U.C.T. a redonné du souffle au syndicalisme cadres. Elle a renforcé la position des syndicats fondateurs de l'U.C.T. là où ils avaient une représentativité professionnelle nationale : tel le pétrole, l'É.D.F.-G.D.F. Elle a permis à un très ancien syndicat professionnel, le S.N.C.M.L. (cadres et maîtrise du Livre), très attaché jusqu'alors à l'autonomie, de faire l'expérience confédérale et de l'adopter avec détermination ainsi que les idées de l'U.C.T.

« Si notre réussite a été quasi complète sur le plan de la mise au point d'une conception du syndicalisme et de son rôle dans l'économie et la société, par contre, l'U.C.T. n'a pu se développer dans les proportions qu'elle espérait. Bien sûr, des militants enthousiastes ont été créés, et là, dans les entreprises et dans les professions, des sections et des syndicats, mais cela n'a pas été suffisant pour obtenir la représentativité nationale sans laquelle une véritable et efficace action syndicale d'envergure est pratiquement impossible. L'U.C.T. s'est heurtée sur ce plan, au « club des cinq confédérations représentatives » et au C.N.P.F., qui lui ont

refusé l'accès à tous les organismes nationaux et interprofessionnels publics ou privés.

« A défaut de représentativité nationale au sens légal du terme, nous avons obtenu une sorte de « présence nationale » tant auprès des pouvoirs publics que de nos partenaires syndicaux.

« Ces derniers, bien que reconnaissant l'authenticité de notre syndicalisme, refusèrent la discussion à l'échelon des confédérations, mais l'acceptèrent à l'échelon de leur fédération de cadres. Ce fut très discret et éphémère avec les cadres C.G.T. :

« La campagne pour sa succession remplit en relief l'origine de l'U.C.T. : Jean Menu, secrétaire général de la fédération des mines, lança publiquement sa candidature à la présidence en souhaitant le retour des « frères séparés de l'U.C.T. ». La puissante fédération de la métallurgie C.G.C., sous les impulsions successives de Philippe Fichet et de Paul Marchetti, avait repris depuis quelque temps déjà la démarche syndicale de l'U.C.T. Tout ce mouvement démontrait que les idées en germe que nous avions lancées dans la C.G.C. étaient en train de fleurir.

« Ces constatations des points de convergence avec les cadres C.G.T., mais ce fut sans lendemain. Les contacts avec les cadres F.O. et les cadres C.F.T.C. allèrent plus loin, mais la réalisation d'une union avec eux ne pouvait s'envisager que dans le cadre d'une intégration de l'U.C.T. au sein de leur confédération, ce que nous ne pouvions admettre comme préalable à toute union structurée.

« Du côté de la C.G.C., la situation s'est progressivement débloquée dès lors qu'André Malterre a fait savoir qu'il ne se représenterait pas à la présidence en 1975.

« Devant cette évolution des fédérations et syndicats C.G.C. qui soutenaient Jean Menu, nous faisons le constat qu'un espoir de rapprochement du syndicalisme cadres pouvait se concrétiser dès 1975 si la C.G.C. a laissé s'exprimer par lui-même un courant de pensée — proche de nous — à l'intérieur même de la C.G.C., notamment dans ses éléments les plus jeunes ou les plus dynamiques.

« Ce qui fait dire aujourd'hui qu'Yvan Charpentier a été élu, tout compte fait, sur des orientations générales proches de celles prônées par Jean Menu.

« Yvan Charpentier s'est trouvé confronté avec les réalités du pouvoir, particulièrement après la disparition prématurée de son prédécesseur. Il nous semble qu'il en a tiré des conséquences. Tout en continuant à gérer l'acquis, non négligeable, de l'action de la C.G.C. sur le plan de la défense des cadres, agents de maîtrise et assimilés, Yvan Charpentier semble se rendre compte qu'il faut maintenant proposer à ses adhérents et à tout le personnel d'encadrement un projet plus ambitieux et plus structuré du syndicalisme facteur d'évolution d'une société, elle-même à la recherche de son propre projet.

Le mythe carriériste

« En vous définissant comme vous le faites, vous sentez-vous proches de M. Yvan Charpentier, élu à votre sein la même orientation générale que son prédécesseur ? »

— De plus en plus nombreux sont ceux, dans la C.G.C., qui prennent conscience que le meilleur moyen de défense est la force de proposition. La crise économique que nous venons de vivre, et vivons encore, l'a démontré. Les cadres ont été particulièrement victimes des compressions d'effectifs, des licenciements, de la dégradation de leur individualité, qui s'est traduite par une perte de leur propre détermination. Dans les conflits du travail, le syndicalisme cadre doit tirer les leçons données par le mouvement ouvrier. Il faut savoir être ferme, mais il faut aussi prendre conscience que c'est par l'action collective que l'on préserve le mieux le respect de l'individu.

« C'est dans cet esprit que l'U.C.T. souhaite ce vaste regroupement des forces syndicales cadres, agents de maîtrise, techniciens, qui seul permettra de défendre leurs légitimes intérêts et d'imposer les réformes indispensables que notre sécurité attend.

« Sur le plan pratique comment se prépare le rapprochement avec la C.G.C. ? Avec-vous fixe les limites du compromis qui servirait la base de cette réunification ? »

« Le monde politique ne nous offre-t-il pas l'exemple de ce que peut réaliser la conjugaison de forces séparées par les aïdes de l'histoire ? Le parti socialiste, en pleine expansion aujourd'hui, n'est-il pas le résultat de la convergence de la vieille S.F.O. déclinante, de la convention des institutions républicaines, de la F.G.D.S. du Club des Jacobins, du club Jean-Moulin, du P.S.U. ? »

« Seul le P.S.U. voulait quel- que temps encore par pureté idéologique, rester seul. Il s'effrita rapidement et perdit ses meilleurs éléments.

« La hausse des prix constatée au mois de mars, même si elle est inférieure à la première estimation, qui était de 1 %, est préoccupante », déclare M. Fourcade.

CONSOMMATION

OPÉRATION « CONTRÔLE DES ÉTIQUETTES » Infraction, infraction, infraction...

« Regardez sur la boîte. Y a-t-il du colorant ? » Dans une allée du supermarché de Bois-d'Arcy (Yvelines) une cliente en interroge une autre. La réponse est négative et chacune emporte l'article promotionnel sans colorant : six boîtes de concentré de tomate pour 3,20 F.

A deux pas derrière, l'un des quinze inspecteurs du service de la répression des fraudes, arrivé deux heures plus tôt, a déjà dans son caddy plusieurs produits dont les étiquettes sont annotées. Le chef de la répression des fraudes, M. Charles Castang, en tête de ce bataillon de contrôleurs venu du ministère de l'Agriculture, comme dans ce magasin à grande surface le coup d'envoi des trois jours (19, 20 et 21 mai) consacrés à la vérification des étiquettes informatives des produits alimentaires préemballés, conformément au décret du 12 octobre 1972 (le Monde du 20 mai).

Comme un maître de maison soudain devenu tailleur, chaque contrôleur prend un à un les articles du rayon des produits laitiers. Sur ce pot de fromage, y a-t-il bien le nom et l'adresse du fabricant ? Non, infraction. Ce beurre « garanti trait à l'emballage » ne porte aucune date limite de vente. Il s'agit donc là d'une garantie illusoire. Infraction. Et encore, ce pot de fromage frais qu'il faut tourner et retourner avant de découvrir sur le côté, écrit en caractères minuscules : « Contient plus de 82 % d'humidité ».

L'inscription n'est pas groupée ni imprimée dans les mêmes caractères que la marque. Infraction. Ce fromage du Mâconnais dont l'emballage ne porte ni nom, ni poids, ni volume. Et ce chèvre qui ne dit pas s'il est pur ou mi-vache. Et ce « véritable Melun » qui n'est pas affiné et n'a donc du fromage de Brie qu'une apparence trompeuse. Infraction, infraction, infraction...

Le rayon des produits laitiers est de loin celui où la pêche aux étiquettes trompeuses est la meilleure. Cinquante et un produits-verbaux sont dressés en quelques heures. Même les plus grandes marques sont prises en faute : leur emballage ne comporte ni l'adresse du fabricant ni le nom de l'atelier de conditionnement.

Au total, plus de trois mille produits alimentaires sont passés au crible, et quelque deux cents infractions relevées. Les articles défectueux sont bientôt alignés sur une table. Il y a là un « grain de blé » sans un seul gramme de fromage, un « véritable punch » au meilleur rhum des Antilles « sans indication de contenance ni de pourcentage du rhum », et un paquet de « quatre grosses saucisses de 75 grammes » d'un poids total net de 280 grammes, et encore des cornichons qui n'avaient pas dans quoi ils baignent.

Un contrôleur qui s'est attardé ramène des « poivrons de Cavallion » — imprimés d'ailleurs — des « bigarreaux », du Roussillon au citron, tout rouges de ne pas faire état de leur colorant très bon teint.

« Ah ! si nous cherchions quelques heures de plus », murmure un collègue.

Comme ceux qui seront dressés durant les trois jours de contrôle, les procès-verbaux de Bois-d'Arcy seront transmis à l'autorité judiciaire qui décidera des poursuites à engager. La plupart des infractions sont passibles de simples contraventions. Mais le juge peut infliger autant d'amendes que lui sera tout d'équité trompeuses. C'est pourquoi un bilan global des opérations menées dans toute la France sera dressé dans les dix jours au ministère de l'Agriculture.

DAMIEN RÉGIS.

AFFAIRES

Le groupe chimique allemand B.A.S.F. envisage de construire sa propre centrale nucléaire

La société allemande BASF a de fortes chances de devenir, au début de la prochaine décennie, la première firme chimique et même industrielle du monde à construire sa propre centrale nucléaire.

Après avoir soigneusement examiné les plans de la firme de Ludwigshafen, la commission alle-

mande pour la sécurité des réacteurs nucléaires (R.S.K.), qui agit comme conseiller auprès du ministre fédéral de l'Intérieur, vient, en effet, de rendre un avis favorable.

C'est un pas décisif vers la réalisation de ce projet, à l'étude depuis maintenant sept ans et qui achoppait précédemment sur des problèmes aigus de protection.

CONJONCTURE Le coût de la vie en mars : + 0,9 % M. Fourcade : la hausse des produits alimentaires et des services est anormalement forte

Les prix de détail ont augmenté, en mars, de 0,9 % par rapport à février dans la France entière, a indiqué mercredi 19 mai, le ministère de l'Économie et des Finances. Ce résultat déflaté traduit une hausse au peu moins forte que celle qui avait été calculée pour le même mois par l'Institut national de la statistique, au vu des seuls relevés effectués dans la région parisienne et qui était de 1 %.

La hausse de 0,9 % en mars se décompose ainsi : + 1 % pour les produits manufacturés et + 0,8 % pour les services. En un an, les augmentations atteignent 11 % pour les produits manufacturés et 12,1 % pour les services.

« La reprise se poursuit », a conclu M. Fourcade, qui si l'économie française ne laisse pas ses prix dégrader par rapport à ceux de ses partenaires. En l'absence de la croissance ne peut que s'interrompre, avec toutes les conséquences que cela peut entraîner sur l'emploi.

Nous avons sa remettre nos économies sur le chemin de la croissance. Chacun doit être conscient du danger qu'il y aurait à laisser des comportements inflationnistes remettre en cause cette croissance.

Avant que les autorités fédérales ne donnent le feu vert à la BASF, il reste toutefois à définir l'endroit exact où cette centrale sera édifiée. Les dirigeants du groupe allemand avaient choisi un terrain en bordure du Rhin, au cœur même de la plate-forme de Ludwigshafen. Mais, afin que l'installation offre les garanties maximales de sécurité, la R.S.K. plaide pour une implantation située à 5 kilomètres en aval du fleuve en dehors des installations industrielles de la société. La BASF se fait tirer l'oreille, objectant que l'acheminement de la vapeur sur une telle distance va inévitablement se traduire par des pertes de pression et de température. L'obstacle n'est cependant pas insurmontable.

Si les travaux commencent au début de 1977, la centrale pourrait devenir opérationnelle en 1980 ou en 1981. Ce serait une bonne affaire pour la BASF dont les besoins en énergie pour sa plate-forme de Ludwigshafen — la plus grande du monde — sont considérables (5,6 milliards de kWh d'électricité, 17,3 millions de tonnes de vapeur) et sont actuellement assurés par des centrales fonctionnant au charbon et au fuel lourd.

La centrale, dont le coût, chiffré à 500 millions de DM en 1969 et qui est aujourd'hui évalué à 1,2 milliard de DM (2,2 milliards de francs), sera équipée d'un réacteur utilisant la filière à eau pressurisée de la Kraftwerke Union AG (K.W.U.), développera une puissance thermique de 2 331 mégawatts. — A. D.

l'Amérique de votre choix

BOSTON
TORONTO
DETROIT
CHICAGO
ST. LOUIS
DALLAS

NEW YORK
WASHINGTON
NEW ORLEANS
MIAMI



avec LOFTLEIDIR

1976 : profitez du Bicentenaire américain pour visiter les États-Unis.

Vous le pouvez grâce aux tarifs transatlantiques **LOFTLEIDIR** sur New York et Chicago

- vol quotidien New York aller-retour F. 1.697 (*)
- 3 fois par sem. Chicago aller-retour F. 2.032 (*)

Ces tarifs ouverts à tous n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

Quelle que soit votre destination finale aux États-Unis, vous pourrez utiliser New York ou Chicago comme point de transit vers la ville de votre choix.

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits New York, de 4 à 21 jours, à partir de F. 1.890 comprenant le transport aller-retour Luxembourg New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lic. 345 A).

De même, le toujours très populaire « Tour Auto » : transport Jet + voiture « Avis » en kilométrage illimité + hébergement Chaine Travelodge (par ex. F. 2.250 par personne pour une semaine sur la base de 4 personnes) (lic. 345 A).

(*) tarif excursion 22/45 jours, valable en mai et juin.

Nous avons également un tarif APEX à F. 1.450 pour New York et F. 1.704 pour Chicago.

Pour tout renseignement et documentation, adressez ce coupon :

LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre
75002 Paris
tél. 073.75.42 - 742.52.26

32 bis, rue du MI Joffre
06000 Nice
tél. 88.73.41

Nom.....

Adresse.....

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

11 MODELES

6 cylindres

ESSAI DE TOUTE LA GAMME

BMW

267-31-00

25, rue cardinet

PARIS 17^e

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP

WAGRAM

حكايا من الماضي

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LOCANFINCIERE

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 17 mai 1976 sous la présidence de M. Jean-Luc Gendry, président du conseil d'administration, pour approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Au cours de cet exercice, la société a réalisé 84 millions de francs hors taxes d'engagement et elle a réalisé 84 millions de francs hors taxes d'investissement. Les opérations nouvelles ont porté sur des immeubles à usage de bureaux et d'entrepôts, des hypermarchés et des centres commerciaux, des hôtels pour les chaînes Novotel, Mercure, Ibis.

Au total, les engagements cumulés de Locanfincière s'élevaient au 31 décembre 1975 à 523 millions de francs hors taxes et la valeur brute des investissements effectivement réalisés à 407 millions de francs contre 323 millions de francs à fin 1974.

Sur les vingt-sept immeubles composant le patrimoine de Locanfincière, vingt et un étaient achetés et six en cours de construction, et par nature des contrats, le crédit-bail représentait 81 % de la valeur de ce patrimoine.

Les revenus hors taxes de l'exercice se sont élevés à 32,23 millions de francs (dont 43,41 millions de francs pour les opérations de crédit-bail) contre 24,6 millions de francs en 1974.

Après 29,27 millions de francs de charges d'exploitation (dont 9 mil-

lions de francs d'amortissements de provisions diverses) contre 16,78 millions de francs pour l'exercice précédent, le compte de pertes et profits est solde par un bénéfice net de 25,98 millions de francs contre 21,34 millions de francs en 1974.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende par action de 12 F contre 11,75 F au titre de l'exercice précédent.

Ce dividende sera mis en paiement le 29 mai 1976 contre remise du coupon n° 7.

SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON

Résultats consolidés définitifs pour 1975

Les comptes consolidés définitifs du groupe pour 1975 se résument ainsi : les ventes nettes consolidées ont atteint 21 164 millions de francs contre 20 881 millions de francs en 1974 ; l'autofinancement consolidé (cash flow) est de 1 117 millions de francs contre 1 086 en 1974, soit 39,80 F par action contre 60,44 F en 1974 ; le bénéfice net consolidé est de 120 millions de francs contre 794 millions de francs en 1974, soit 4,28 F par action contre 23,58 F en 1974.

Le bénéfice net consolidé s'analyse ainsi par département :

En millions de francs	1975	1974
Construction	(421)	225
Canalisation et Mécatronique	148	121
Emballage	(28)	127
Produits réfractaires, Entreprises et services	34	(8)
Commerce	(341)	36
Finance et divers	22	163
	120	794

La situation nette consolidée au 31-12-75 est de 6 794 millions de francs contre 6 920 à fin 1974.

L'endettement à long et moyen terme à fin 1975 ressort à 5 402 millions de francs contre 4 863 à fin 1974.

Les investissements totaux ont été en 1975 de 1 538 millions de francs contre 2 633 millions de francs en 1974. Les investissements industriels ont été de 1 329 millions de francs contre 1 042 millions de francs, les investissements en titres de 429 millions de francs contre 891.

vaillourec

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 19 mai 1976 sous la présidence de M. Jean-Paul Tannery, a approuvé toutes les résolutions proposées par le conseil d'administration.

Elle a décidé la mise en distribution d'un revenu global de 16,50 F (contre 15,73 F l'année précédente), dont 13 F de dividende directement versé aux actions et 3,50 F d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal).

Il est rappelé que le bénéfice de l'exercice 1975 a été de 161 861 968 F, après déduction de 96 170 835 F sur amortissements des immobilisations, de 61 999 893 F à la provision pour hausse de prix et de 56 101 681 F à la provision pour risques sur crédits à moyen terme.

L'assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Maurice Borgeaud.

Sur la proposition de son président, le conseil d'administration, qui s'est tenu le même jour, a désigné comme vice-président-directeur général M. Jean Lablavy, précédemment administrateur-directeur général, et a appelé aux fonctions de directeur général M. Arnaud Leenhardt, précédemment directeur général adjoint.

COMPAGNIE DES MACHINES BULL

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Messieurs les actionnaires de la Compagnie des machines Bull sont convoqués pour le mardi 21 juin 1976 au siège social, 34, avenue Gambetta, à Paris (vingtième arrondissement) :

1) En assemblée générale ordinaire annuelle à 10 heures ;

2) En assemblée générale extraordinaire, qui se réunira à l'issue de l'assemblée ordinaire, en vue notamment d'approuver les apports faits par l'Etat et par l'OPAGEP (groupe C.G.E.), et l'augmentation de capital permettant la rémunération des apports.

L'avis de convocation comportant les ordres du jour détaillés seront publiés dans le R.A.O. du 20 mai 1976 et les Petites Affiches du 21 mai 1976.

Le conseil d'administration.

P.S. — Si les assemblées générales et-elles convoquées ne pouvaient pas avoir lieu, elles seraient à nouveau convoquées pour le jeudi 24 juin 1976 avec les mêmes ordres du jour. Les cartes d'admission et les pouvoirs resteront valables, s'il y a lieu, pour les assemblées ultérieures.

BERTHER SAVECO

Les comptes de l'exercice 1975 ont été examinés par le conseil d'administration : le chiffre d'affaires global T.T.C. s'est élevé à 377,86 millions de francs (+ 35,8 % par rapport à 1974). Les ventes au détail ont représenté 378,85 millions de francs, les ventes de gros aux filiales et participations 380,81 millions de francs et les prestations de service 10,86 millions de francs.

La marge brute d'autofinancement (résultat brut avant amortissements) a diminué et ressort à 6,88 millions de francs contre 11,59 millions de francs pour l'année précédente. Il en résulte qu'après 4,81 millions de francs d'amortissements et imputation de diverses charges au compte de pertes et profits, le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 0,88 million de francs contre 2,12 en 1974.

Dans une conjoncture médiocre pour la distribution en général, la société a eu à supporter des frais exceptionnels consécutifs, d'une part, à d'importantes opérations de maintenance et d'autre part, à certaines difficultés dans le développement de son activité de gros.

Ces charges n'apparaissent pas comme répétitives et la conjoncture semblant s'améliorer, il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire du 29 juin la mise en distribution, comme l'année précédente, d'un dividende de 10 F par action.

associé d'un crédit d'impôt de 5 F. Compte tenu du précédent report à nouveau, cette distribution laisse après les affectations aux réserves statutaires en report à nouveau, un montant de 1,38 million de francs.

Les comptes d'Euromarché S.A., principale participation de Berthier Saveco (40 %), font apparaître pour l'exercice 1975 un chiffre d'affaires T.T.C. de 738,12 millions de francs, une marge brute d'autofinancement de 19,83 millions de francs et un bénéfice net de 3,51 millions de francs.

TAIFFINGER C.V.C.

Le conseil d'administration a décidé, au cours de sa séance du 22 mai, de proposer à l'assemblée générale annuelle, qui se tiendra le 21 juin à Reims, la distribution d'un dividende de 6,70 francs par action (contre 6,80 francs l'an dernier) ce qui, compte tenu de l'avoir fiscal, assurera un revenu global par titre de 10,05 francs.

La nette reprise des affaires enregistrée depuis l'automne dernier se confirme : à fin avril 1976 le volume des expéditions du champagne Taiffinger a été supérieur de 8 % à celui de l'époque correspondante de 1975.

Nous pouvons vous adresser GRATUITEMENT ET ANONYMEMENT

LE RAPPORT ANNUEL

des sociétés qui utilisent notre service de diffusion

Pour recevoir sans frais la liste des sociétés, veuillez retourner le bon ci-dessous à la

cedif

Centre de Diffusion d'Informations Financières

19, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS

M. _____

Adresse _____

désire recevoir la liste des sociétés adhérentes à la CEDIF

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE

CABINET D'ARCHITECTE

ou MAÎTRE D'ŒUVRE

pour remettre en état et moderniser 7.000 m² BUREAUX construction 1950 dans PARIS

Travaux à réaliser dans les mois qui suivent

Ecrire avec dossier de référence à N° PC. 28.516, CONTEXTE Publicité, 26, avenue de l'Opéra, PARIS CEDEX 01.

COURS D'ANGLAIS INTENSIF CET ÉTÉ A VANNES

Le CENTRE DE FORMATION CONTINUE DE L'UNIVERSITÉ DE HAUTE-BRETAGNE organise à VANNES (Morbihan) :

du 1^{er} au 21 juillet 1976

un cycle de 30 heures de perfectionnement en ANGLAIS.

La formation sera assurée par une équipe d'enseignants de l'Université.

L'accent sera mis sur toutes les formes de la communication : méthodes audio-visuelles, magnéscope, laboratoire de langues, travail en groupes restreints, etc.

Les cours auront lieu du lundi au vendredi, à raison de 6 heures par jour.

L'hébergement est prévu pour ceux qui le souhaiteront.

Les inscriptions peuvent être prises soit au titre du 1^{er} de la taxe sur la Formation Continue, soit à titre individuel.

Pour tous renseignements, s'adresser à :

CENTRE DE FORMATION CONTINUE

UNIVERSITÉ DE HAUTE-BRETAGNE

6, avenue Gaston-Berget - 53043 RENNES, CEDEX

Tél. : (091) 59.05.40 ou 59.20.33 (poste 449).

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail

Ministère des Finances — Ministère du Plan

Ministère de l'Agriculture (Comité Secrier)

AVIS DE PRÉSELECTION D'ENTREPRISE POUR LA RÉALISATION DU COMPLEXE SUCRIER DE BOROTOU-KORO

Le Gouvernement de la Côte-d'Ivoire recherche une entreprise intéressée par la réalisation d'un complexe agro-industriel de canne à sucre dans la préfecture de TOUBA (635 kilomètres d'ABIDJAN) et comprenant :

- une sucrerie de capacité 4.000 tonnes/jour
- une exploitation agricole de 6.000 ha de canne à sucre irriguée
- toutes les infrastructures annexes.

Les entreprises françaises intéressées peuvent retirer un document donnant le cadre général de la réalisation du Projet auprès :

- du Ministère de l'Agriculture à Abidjan
- de l'Ambassade de Côte-d'Ivoire, Centre Européen de Promotion, 26, rue Feydeau, PARIS-2^e.

Moët-Hennessy

MAL 1976

En 1975, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 1.313.785.000 F, en progression de 13,2 % sur celui de l'année précédente. En diminution de 55 % le bénéfice d'exploitation consolidé a atteint 38.561.000 F contre 82.361.000 F en 1974. D'un montant de 13.028.000 F contre 42.738.000 F, le bénéfice net ajusté a enregistré une diminution du même ordre. Enfin, le cash flow de 53.675.000 F à comparer à 76.408.000 F en 1974 a chuté d'environ 30 %.

En dépit de la baisse des résultats, cet exercice 1975 représente une étape dans le redressement de la situation économique du Groupe qui avait été fortement touchée par le renversement de la conjoncture en 1974.

Cette constatation, à première vue paradoxale, paraît fondée sur deux faits :

- 1) Dans une situation de concurrence nullement relâchée par rapport à l'année précédente, la position commerciale du Groupe s'est améliorée dans ses trois secteurs d'activités.
- 2) Une part essentielle de la baisse des résultats provient d'une politique commerciale défensive ou présentant un caractère exceptionnel analysé ci-après.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION COMMERCIALE EN 1975

CHAMPAGNE

Marché français

Le marché national a été soumis à une concurrence de prix très sévère. Les parts traditionnelles du négociant ont été entamées dans la grande distribution, en particulier par l'augmentation des ventes de champagne de premiers prix.

Dans cette situation cependant, les trois marques ont progressé en volume de 16 % (Moët & Chandon, Marquis et Réserve).

Au niveau du chiffre d'affaires, l'accroissement n'atteint que 9,2 %.

La différence provient des baisses de tarifs et des efforts de prospection que le Groupe a dû consentir.

Marchés extérieurs

En volume les expéditions des trois marques ont progressé de 16,5 %, alors que celles du négociant dans son ensemble ont chuté de 6,7 %.

Cette avance a permis au Groupe d'exporter très largement sa part de marché à l'étranger, passée de 24,4 % à 30,5 %.

A l'exportation la diminution des prix moyennés liée à l'octroi de conditions commerciales plus qu'à l'effacement des principales devises par rapport au franc français a entraîné une augmentation de chiffre d'affaires intérieure à celle mesurée en volume.

Avec un montant de 255.383.000 F le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger a marqué une avance de 13,4 %.

COGNAC

Un lent redressement de la situation commerciale s'est amorcé en cours d'année.

En volume, le marché français d'Hennessy, qui ne représentait il est vrai que 5 % des ventes totales du groupe, est en augmentation de 43 %.

Les expéditions sur les marchés d'exportation ont augmenté de 11,5 %.

Cette reprise commerciale a permis à la société HENNESSY d'accroître sa part de marché (15,2 % en 1975 contre 13,7 % en 1974).

Si l'on exclut différents mouvements intervenus en cours d'année tels que la cession des activités "cognac" de la société CASTILLON-RENAULT qui ne figure plus dans les comptes consolidés de 1975 et les cessions d'eau-de-vie à caractère exceptionnel réalisées au cours des deux dernières années, l'accroissement du chiffre d'affaires, toutes choses comparables par ailleurs, a atteint 16,4 %.

PARFUMS ET PRODUITS DE BEAUTÉ

Bien que pour cette année encore, jusqu'au mois d'août, la société PARFUMS CHRISTIAN DIOR ait continué à fonctionner dans des conditions difficiles liées à l'existence d'une double exploitation à RUEIL-MALMAISON et à ORLÉANS, le mouvement de ventes ne s'est pas ralenti.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 274.488.000 F contre 232.083.000 F en 1974, soit une augmentation de 18,3 %.

Les opérations de réorganisation du marché américain qui ont été en cours d'année à constituer une société commune avec CHANEL, ont entraîné une nette amélioration des ventes, de près de 13 %.

La poursuite de ce redressement est confirmée par les résultats du 1^{er} trimestre 1976.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Le contraste existant au niveau du Groupe entre la progression des ventes et la chute des bénéfices d'exploitation mérite une explication détaillée.

1) **Effet de la politique commerciale**

L'élargissement des parts de marchés en 1975, est apparu comme un objectif indispensable à la restauration de la rentabilité dans des conditions satisfaisantes une fois la crise passée.

Une telle politique ne pouvait se réaliser dans le climat conjoncturel de ces derniers mois : sans un effort financier substantiel.

La baisse inévitable des résultats qui en a découlé a été accentuée, pour un groupe qui réalise près de 60 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, par une instabilité monétaire permanente.

En cours d'année, les filiales du Groupe ont dû subir les conséquences de la revalorisation du franc par rapport aux monnaies de leurs principaux marchés.

Le prix moyen en francs des ventes de Champagne à l'exportation a diminué de 6 % par rapport aux prévisions et de 15 % par rapport à l'an dernier.

Quant aux parts de change proprement dites, elles représentent pour l'ensemble du Groupe 8.202.000 F soit 0,7 % du chiffre d'affaires.

2) **Effet de l'application des règles comptables**

La chute des bénéfices du Champagne tient également, pour une part essentielle, à l'application des procédures comptables propres à ce secteur.

Sans entrer dans des explications techniques, il convient de noter que le prix d'acquisition des raisins a une incidence effective sur le prix de revient moyen des bouteilles au bout de deux ans.

Le prix du kilo de raisins est passé de 8,55 F en 1972, à 8,77 F en 1973 et 8,45 F en 1974 et donc les bouteilles vendues en 1975 ont été dotées avec des raisins acquis à un prix très supérieur à celui de la dernière récolte. Il en sera encore ainsi pour les bouteilles vendues en 1976. Le prix des raisins 1975 ayant été ramené à 6,10 F, ce n'est qu'à partir de 1977 que l'amélioration des

PERSPECTIVES 1976

Le redressement commercial amorcé en 1975 s'est poursuivi et amplifié.

Au 31 mars le chiffre d'affaires du groupe atteignait 255.502.000 F après des avances de : 32 % pour le Champagne, 30 % pour le Cognac, 26 % pour le Parfum.

Depuis le 1^{er} janvier 1976, le Groupe ne commercialise plus HENNESSY. En faisant abstraction des ventes de filière en 1975, la progression du chiffre d'affaires du secteur "Champagne" serait de 46 %.

Même en tenant compte du fait que les ventes du premier trimestre 1975 avaient été anormalement faibles en Champagne et en Cognac, et en estimant que les pourcentages d'accroissement réalisés ne se maintiendront pas au même niveau, la situation commerciale peut être considérée comme favorable et comparable aux ventes réalisées en 1974 pour ces deux secteurs.

En supposant que l'amélioration des conditions économiques générales se poursuivra et que de ce fait, un certain ajustement des conditions de ventes puisse être réalisé, on peut escompter une évolution satisfaisante du chiffre d'affaires en 1976.

Au niveau des résultats il est possible également d'espérer une amélioration qui permettrait à l'exercice de marquer une étape dans le redressement de la rentabilité globale du groupe.

Cette espérance raisonnable paraît fondée d'une part sur l'accroissement du volume d'affaires et, d'autre part, sur le retour à une exploitation normale des PARFUMS CHRISTIAN DIOR.

En effet, ce dernier ne constituait plus en 1975 les charges de double exploitation supportées au cours des années précédentes tandis que la filiale américaine, qui au 31 mars 1976 connaissait une augmentation des ventes de 43 %, devrait avoir un exercice au moins équilibré.

Il faut toutefois prendre en compte le fait qu'en 1975 encore le calcul des prix de revient des bouteilles de champagne, sur la base d'un prix du kilo de raisins supérieur à 8 F, pèse sur les résultats de ce secteur.

La réalisation d'une progression des résultats reste naturellement liée à deux conditions :

- 1) que la situation monétaire internationale ne se dégrade pas au-delà de certaines limites.
- 2) que les conditions d'approvisionnement en Champagne ne soient pas encore aggravées par une surproduction qui aurait pour effet de mettre à la fois la viticulture et le négociant dans une situation extrêmement difficile pour l'écoulement des sur-produits en 1976.

Les mesures prises au cours des années précédentes devaient se conjuguer de manière favorable et permettre au Groupe de retrouver, sur des bases saines, des niveaux de rentabilité conformes à sa tradition.

1977 verra en outre la mise en exploitation des installations aux Etats-Unis et en Israël, l'augmentation quasi automatique des résultats en Champagne et, le développement de nouveaux marchés pour les trois secteurs, sur lesquels sont poursuivis d'importants efforts de prospection.

Louer une voiture c'est rationnel

europcar

645.21.25

1^{er} DISCOUNT - AUTORADIO DE PARIS

SITRUK AUTORADIO importe, vend et pose

aux prix les plus bas jamais pratiqués

Blaupunkt - Grundig - Philips - Voxson - Pioneer.

Exemple : Autoradio cassette PO-GQ Grundig 400 A - 5 W.

599 F

ET LA POSE GRATUITE sur présentation de l'annonce

90, rue de Maubeuge - 75010 - 526 46 46 - 97 15

189, rue du Faubourg St-Martin - 203 20 38

GRANDS LOTS DE MATÉRIEL HI-FI A PRIX BRADERIE

مكتبة الشامل

SOCIÉTÉ

BERTHIER SAVECO

Les ventes de l'exercice 1975 ont été marquées par le conseil d'administration... Les ventes de l'exercice 1975 ont été marquées par le conseil d'administration... Les ventes de l'exercice 1975 ont été marquées par le conseil d'administration...

TAITTINGER C.V.C.

Le conseil d'administration a décidé, au cours de sa séance du 19 mai 1976, de proposer à l'assemblée générale ordinaire...

HESSY

Le conseil d'administration a décidé, au cours de sa séance du 19 mai 1976, de proposer à l'assemblée générale ordinaire...

BOURSE DE PARIS - 19 MAI - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 19 MAI - TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 19 MAI - COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various currencies and their exchange rates.

BOURSE DE PARIS - 19 MAI - MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various gold and silver prices.

BOURSE DE PARIS - 19 MAI - COTE DES BILLES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various bill prices.

BOURSE DE PARIS - 19 MAI - COTE DES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various bond prices.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 19 MAI

Plus irrégulier

En cette séance de mercredi, consacrée à la réponse des primes, les valeurs françaises se sont révélées assez irrégulières.

Les valeurs de transactions ont toutefois enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

Une sous-tendance de baisse est restée en vigueur dans tous les compartiments de la cote. Parmi les titres les plus touchés, on peut citer les actions de la S.A. de la Région Industrielle.

A l'inverse, les cours d'entreprises de services ont enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

De fait, la grande majorité des primes a été négative, ce qui a entraîné une baisse des cours des actions.

Quant aux obligations, elles ont enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

Les valeurs étrangères ont également enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

En conclusion, la séance a été marquée par une sous-tendance de baisse, ce qui a entraîné une baisse des cours des actions.

Les valeurs de transactions ont toutefois enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

Une sous-tendance de baisse est restée en vigueur dans tous les compartiments de la cote. Parmi les titres les plus touchés, on peut citer les actions de la S.A. de la Région Industrielle.

A l'inverse, les cours d'entreprises de services ont enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

De fait, la grande majorité des primes a été négative, ce qui a entraîné une baisse des cours des actions.

Quant aux obligations, elles ont enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

Les valeurs étrangères ont également enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

En conclusion, la séance a été marquée par une sous-tendance de baisse, ce qui a entraîné une baisse des cours des actions.

Les valeurs de transactions ont toutefois enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

Une sous-tendance de baisse est restée en vigueur dans tous les compartiments de la cote. Parmi les titres les plus touchés, on peut citer les actions de la S.A. de la Région Industrielle.

A l'inverse, les cours d'entreprises de services ont enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

De fait, la grande majorité des primes a été négative, ce qui a entraîné une baisse des cours des actions.

Quant aux obligations, elles ont enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

Les valeurs étrangères ont également enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

En conclusion, la séance a été marquée par une sous-tendance de baisse, ce qui a entraîné une baisse des cours des actions.

Les valeurs de transactions ont toutefois enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

Une sous-tendance de baisse est restée en vigueur dans tous les compartiments de la cote. Parmi les titres les plus touchés, on peut citer les actions de la S.A. de la Région Industrielle.

A l'inverse, les cours d'entreprises de services ont enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

De fait, la grande majorité des primes a été négative, ce qui a entraîné une baisse des cours des actions.

Quant aux obligations, elles ont enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

Les valeurs étrangères ont également enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

En conclusion, la séance a été marquée par une sous-tendance de baisse, ce qui a entraîné une baisse des cours des actions.

Les valeurs de transactions ont toutefois enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

Une sous-tendance de baisse est restée en vigueur dans tous les compartiments de la cote. Parmi les titres les plus touchés, on peut citer les actions de la S.A. de la Région Industrielle.

A l'inverse, les cours d'entreprises de services ont enregistré une hausse, mais celle-ci a été limitée par la baisse des valeurs de placement.

De fait, la grande majorité des primes a été négative, ce qui a entraîné une baisse des cours des actions.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **PROCHE-ORIENT**
— LIBAN : le président Sarkis propose un plan global de règlement.
2. **AMÉRIQUES**
— COLOMBIE : une enquête est ouverte sur la gestation de la fillette Renouit.
3. **DIPLOMATIE**
— Le séjour aux États-Unis de M. Giscard d'Estaing.
- 4-5. **EUROPE**
— ITALIE : la campagne électorale du P.C.I.
— DEUX POINTS DE VUE : « Les Danois sont-ils européens ? » et « Actualité du fédéralisme ».
6. **ASIE**
— CAMBODGE : le témoignage d'un ancien habitant de Poil.
- 8 à 12. **POLITIQUE**
— Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat ;
— La politique sur la politique de l'administration ;
— Avant le congrès d'unification du Centre démocrate et du C.D.P.
14. **DÉFENSE**
— « La danger de non-défense » (II), par A. Sanguinetti.
15. **SOCIÉTÉ**
— Un décret assouplit certaines règles relatives aux opérations financières.
- 15-16. **ÉDUCATION**
— Les cours ont repris dans la plupart des universités parisiennes.
16. **MÉDECINE**
— Quel C.H.U. pour demain ?
- 18 à 20. **JUSTICE**
— Le procès du Dr Edmond Simeoni à la Cour de sûreté de l'État.

LE MONDE DES LIVRES

- Pages 21 à 28
- LE FEUILLETON** de B. Polrot-Delpach : « Mythologies », de Gérard Genette.
- LITTÉRATURE ET CRITIQUE** : Les « Lettres nouvelles » à l'encre de Lucie Faure ; Gervais Sarrailh ; Fils avec Prévert.
- LITTÉRATURE AFRICAINE** : Le conte et le mythe. AUTOCORRIGÉ : M. Sarrailh.
- ÉTUDES RELIGIEUSES** : Comment être chrétien aujourd'hui ? Charles.
- LES FEMMES ET LE PASSÉ ET L'AVENIR** : Freud attaqué et défendu.
- 31-32. **ARTS ET SPECTACLES**
— FESTIVALS : Cadavres exquis, de Francesco Rosi, à Cannes.
— MUSIQUE : Zubin Mehta ou Poldowski des congrès.
33. **GOUVERNEMENT ET RÉGIONS**
— TRANSPORTS : les métroliens ont le vent en poupe.
- 38 à 41. **DES AUTOROUTES PLUS FAMILIÈRES**
— Voyage à petite vitesse au pays de l'A 6.
— Six mille kilomètres avec un en de retard.
- 43 à 45. **LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**
— AGRICULTURE : M. Enguehard est élu président du C.N.J.A.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (30)
— Abonnés classés (34 à 38) : Aujourd'hui (33) ; Caros (33) ; « Journal officiel » (33) ; Loterie nationale (33) ; Loto (33) ; Météorologie (33) ; Mots croisés (33) ; Soudes (47).

Le numéro du « Monde », daté 20 mai 1976 a été tiré à 565 809 exemplaires.

ORTHOGRAPHE
Recyclage - Méthode audio-actrice école **pallas**
ÉCOLE PRIVÉE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
106, rue St-Lazare
75-Paris 8 - 074.79.84
de 8 h 30 à 20 h

Autres disciplines enseignées
STENOGRAPHIE
DACTYLOGRAPHIE

A B C D F G H

PÉKIN DÉMENT L'EXÉCUTION DE DEUX ÉMIGRÉS D'AVRIL

Pékin (Reuters). — Un porte-parole du gouvernement chinois a démenti, jeudi 20 mai, les informations selon lesquelles deux personnes, qui avaient pris part au début d'avril aux incidents de la place Tian-An-Men à Pékin, auraient été exécutées (« le Monde » du 19 mai). Il a affirmé qu'il s'agissait d'une « pure invention ».

Les milieux ouverts ont approuvé un nombre incalculable de « criminels actifs et de suspects importants » après les émeutes, mais on ignore toujours quel sort leur a été réservé. Ces incidents, dont la responsabilité avait été officiellement imputée aux partisans de M. Teng Hsiao-ping, avaient conduit, quarante-huit heures plus tard, à l'élection du vice-premier ministre et à la nomination de M. Hua Guofeng comme premier ministre.

Une dépêche de l'A.P.P., datée de Pékin, avait fait état de deux exécutions. L'annonce en aurait été faite par voie d'articles placardés dans certaines provinces.

LA CONFÉRENCE DES P.C. EUROPÉENS

Une réunion préparatoire « décisive » aura lieu le 9 juin

Moscou (A.P.P.). — Une réunion « décisive » de la commission de rédaction de la conférence des partis communistes européens aura lieu le 9 juin à Berlin-Est, apprend-on mercredi 19 mai de sources informées à Moscou. Si un compromis est obtenu au cours de cette réunion, ajoute-t-on, la conférence des P.C. européens aura lieu le 20 juin à Berlin-Est. Des divergences substantielles, en particulier avec le P.C. français, et des réunions de consultation auraient lieu d'ici au 9 juin à Moscou entre des représentants des P.C. français et soviétiques. Au cours de la dernière réunion de la commission de rédaction, qui avait eu lieu le 4 mai, le parti communiste français avait en particulier soumis des amendements proposant une ligne plus dure.

LES DEUX COOPÉRANTS FRANÇAIS PRISONNIERS DU POLISARIO SERAIENT PROCHAINEMENT LIBÉRÉS

Alger (A.P.P.). — MM. Jean-Paul Diet et Pierre Seguro, les deux coopérateurs français prisonniers du Front Polisario depuis le début de l'année, pourraient être libérés très prochainement, a-t-on appris mercredi 19 mai, à Alger. Aucune confirmation officielle n'a cependant été donnée à cette nouvelle, et les milieux sahraouis (Polisario compris) refusent de la commenter. L'arrivée à Alger de deux dirigeants de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), MM. Henry et Astre, le fait aussi qu'on ait laissé entendre de bonne source, à Alger, qu'un prochain développement, « en liaison avec les événements du Sahara occidental », était prévisible, renforcent l'hypothèse de la libération prochaine des deux coopérateurs.

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux intérieurs de Paris (entièrement climatisé).

Imaginez aussi un massage tout en douceur et en nuance, procuré en bain d'eau chaude et d'arômes parfumés.

C'est le massage thaïlandais tel que le conçoit Claude Massard et son équipe de douze massagers qualifiés.

A découvrir de toute urgence. Prenez pour cela un rendez-vous personnel par téléphone.

Institut Corporel Claude Massard
6, rue de la Paix 75002 Paris
Tél. 261.21.25-261.21.97

FAITES-VOUS UN AMI JOAILLIER A PARIS

JACQUES TOUR
JOAILLIER-HORLOGER DEPUIS 1885

9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPÉRA - 073.45.13

La journée d'action des journalistes

La journée d'action, assortie d'un ordre de grève de vingt-quatre heures, décidée par l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) pour le vendredi 21 mai, a rencontré un écho certain dans les salles de rédaction, même s'il se traduit diversement au niveau de la fabrication des journaux et de la transmission des nouvelles.

C'est ainsi que, en raison de l'adhésion de l'inter-syndicale des journalistes de l'Agence France-Presse à l'ordre de grève, les services de l'Agence seront interrompus de 0 h. 1 vendredi 21 mai à 0 h. 1 samedi.

A l'heure où nous mettons sous presse, on ignore encore combien de titres « nationaux » seront empêchés de paraître en raison de ce mouvement, qui vise à accélérer notamment, rappelle-t-on, la signature de la nouvelle convention collective qui traite depuis cinq ans (le Monde du 18 mai).

En province, plusieurs grands « régionaux » — dont le *Dépêche du Midi* et *Ouest-France* — ont vu leurs rédactions voter la grève, ce qui entraînera probablement leur non parution samedi. Il en est de même à Lille, où l'ensemble des titres, la *Vox*

● Fin de la grève des typographes en Allemagne fédérale : 55,7 % des typographes syndiqués ont accepté l'accord signé par leur syndicat et le patronat de l'imprimerie, mettant ainsi un terme définitif au plus long et au plus dur conflit du travail dans la presse d'après-guerre en Allemagne fédérale. 43,50 % s'y sont déclarés hostiles.

Cet accord garantit une hausse des salaires de 8 % à dater du 1^{er} juin et le versement de 275 deutschemarks pour les mois de mai et juin.

● Un photographe français blessé. M. Arnaud Horret, photographe français, représentant du Front Polisario, a été blessé par des éclats d'obus le 19 mai, alors qu'il assistait aux combats en compagnie des forces progressistes. Un commandant de l'armée libanaise de la deuxième chaîne de télévision allemande a été également blessé.

SÈVRES "33"

PULL-OVERS DE MARQUES EN SECOND CHOIX

33, rue de Sèvres, Paris
Tél. : 548.66.73

DEVANT LA COMMISSION DES FINANCES DE L'ASSEMBLÉE

M. Bourges : aucune comparaison ne peut être établie entre l'armée française et la Bundeswehr

Devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, réunie le mercredi 19 mai, M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a reconnu que la programmation militaire examinée de jeudi 20 mai par les députés — conserve un caractère prévisionnel. Il a toutefois ajouté que l'engagement du gouvernement d'accroître chaque année de 3 % le budget militaire par rapport à l'ensemble des dépenses de l'État était une garantie de réalisation des objectifs.

M. Bourges a rappelé que les missions de l'armée, outre celle d'assurer la sécurité de la force nucléaire, consistent à permettre à la France d'acquiescer à des responsabilités internationales et de tenir ses engagements au sein de l'alliance atlantique, ces missions nécessitant un corps de soldats modernes. Sur le plan militaire, aucune comparaison ne peut être établie entre les forces françaises et celles de la Bundeswehr, les forces françaises disposant de la capacité nucléaire, sur un plan européen, on doit considérer comme un fait positif que l'Allemagne et la France disposent l'une et l'autre de forces armées de terre, a ajouté le ministre.

Parlant de l'armement nucléaire, M. Bourges a rappelé que

En Namibie

LES SUD-AFRICAINS RENFORCENT LES MESURES DE SÉCURITÉ

Les autorités sud-africaines ont publié le 19 mai, dans une édition spéciale du « Journal officiel », une série de mesures destinées à lutter contre les infiltrations de maquisards de la SWAPO (Organisation populaire du Sud-Ouest africain) en Namibie. Un « no man's land » de 10 kilomètres de large est institué le long des 1700 kilomètres de frontière avec l'Angola. Les personnes obligées de quitter cette zone seront indemnisées.

D'autre part, un couvre-feu a été instauré dans l'ensemble de la région septentrionale du territoire. Personne ne pourra pénétrer ou quitter cette zone sans un laissez-passer.

Enfin, des « districts de sécurité » sont créés au sein de la Namibie. Les forces sud-africaines de défense y auront des pouvoirs similaires à ceux de la police. — (A.P.P., Reuters).

● 4 Fédérations de Roussillon (Pyrénées) annoncent une nouvelle grève pour le vendredi 21 mai à la fabrique d'acétate contrainant la direction de Rhône-Poulenc Textile à clôturer la route en route de l'usine. Dans un communiqué, elle indique que les trois arrêtés de travail survenus les 13, 15 et 17 mai derniers « sont inacceptables car ils entraînent une exploitation dans des conditions acceptables de sécurité pour des installations à feu continu. L'usine sera remise en route lorsque les conditions d'une exploitation normale seront à nouveau réunies. D'ici là, l'usine restera ouverte et la liberté du travail sera assurée, le personnel, outre que celui directement lié à la production travaille ».

● L'Association France-Cuba organise le vendredi 21 mai, à 20 h. 30, salle des Horlogiers, 84, rue de Grenelle, à Paris (7^e), un débat sur le premier congrès du parti communiste de Cuba, avec la participation de MM. Antoine Blanca, membre du comité directeur du parti socialiste français, et Georges Fournel, membre de la section de politique extérieure du comité central du P.C.F.

L'ASSASSINAT DE M. JACQUES CHAÎNE

Personne ne peut m'en empêcher avait déclaré Jean Bilski avant l'attentat

Dans son numéro du 20 mai, le quotidien *LIBÉRATION* publie la deuxième et dernière partie de l'interview, réalisée en 1975, de Jean Bilski, meurtrier de M. Chaîne, P.-D.G. du Crédit lyonnais.

A la question « pourquoi veux-tu faire des coups qui échouent ? », Jean Bilski répond : « Non, j'ai voulu des coups qui réussissent pour faire quelque chose après, que alors que les gens le sachent, je ne sais pas exactement ce que je voulais, je ne me suis pas analysé. Maintenant, la semaine dernière, je me suis dit, c'est fatigant de faire une banque, l'angoisse et tout, moi je vais me suicider tranquillement. »

« Et puis, ça me fait chier », parce que je me dis, pourquoi moi je me suicide, il y a les gros « cons » qui sont à côté, tous les gens qui sont « cons » et qui s'occupent tranquillement, c'est pas normal. (...)

« Tu veux vraiment le faire ? » — Dans quelques jours.

« Personne ne peut t'en empêcher ? » — Non, non, absolument personne.

« Tes copains, qu'est-ce qu'ils disent ? » — Là, je leur ai pas dit, parce que, la première fois, ils ont fippé, ils voulaient m'en empêcher. C'est pas la peine.

Un peu plus loin, le journaliste de *LIBÉRATION* s'interroge : « Le bonheur, c'est tout de même pas d'attaquer les banques ? » Bilski réplique :

« Je cherche pas à dire : les banques, c'est une solution, ce qu'il y a de mieux. Pour moi, c'est une façon de parler, de communiquer peut-être, je ne sais pas, peut-être pour dire que ça va pas, c'est un truc de gosse. Mais, quand quelqu'un veut faire quelque chose pour moi, j'accepte pas non plus, c'est débile complètement ! »

M. GÉRARD MONTASSIER QUITTE LE SÉCRÉTARIAT D'ÉTAT À LA CULTURE

M. Gérard Montassier quitte la direction du cabinet de M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture, pour consigner personnellement sa nouvelle affectation et son successeur ne sont pas encore connus.

(Agréé de lettres, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Montassier a exercé un service détaché, était directeur du cabinet de M. Guy depuis juin 1974, après avoir été secrétaire général du fonds d'intervention culturelle.)

Paris-Dubai

préférez le **BOEING 747**

PIA

l'avion le plus moderne, le confort le plus exceptionnel, les horaires les plus pratiques

Les mercredis et dimanches : départ PARIS ORLY 13 h 00, arrivée DUBAI 02 h 20

Pakistan International
Réservations : 152, Champs-Élysées 75008 Paris
Tél. : 225.77.92 - 359.31.82
et toutes Agences de Voyages

NICOLL
"le franglais" way of life.

Ce veston sport Harris Tweed, spécialité incontestée de NICOLL, illustre parfaitement le franglais en matière d'élégance vestimentaire.

Droit, poches plaquées il existe en plusieurs coloris de chevron, pied de poule, carreaux, unis ou Prince de Galles.

Vous le complétez d'un pantalon flanelle pure laine.

600 F et 300 F

NICOLL
29 RUE TRONCHET/PARIS 8^e

BOIS ENGAGEMENT

CONFIE : confiance dans les États-Unis

LE PRÉSIDENT MAO TSE-TOUNG S'AFFAIBLIT

Cér
JOAILLIER-HORLOGER
présente la collection

Une Rolex méritée